

# ESSAI SUR LA DISTINCTION DU PRÉJUDICE DIRECT ET DU PRÉJUDICE INDIRECT

---

THESE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le Vendredi 13 Janvier 1939, à 14 heures 30

PAR

**André JOLY**

Lauréat de la Faculté et de la Conférence des Avocats stagiaires  
à la Cour d'Appel de Caen

---

MEMBRES DU JURY :

*Président* : M. GOMBEAUX, Professeur

*Suffragants* : { M. PERREAU  
                  { M. PRUD'HOMME { Professeurs

---

CAEN

IMPRIMERIE CARON & C<sup>ie</sup>

34, rue Demolombe

---

1939





THÈSE  
POUR LE DOCTORAT EN DROIT





Digitized by the Internet Archive  
in 2026



# ESSAI SUR LA DISTINCTION DU PRÉJUDICE DIRECT ET DU PRÉJUDICE INDIRECT

---

THESE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT

DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le Vendredi 13 Janvier 1939, à 14 heures 30

PAR

**André JOLY**

Lauréat de la Faculté et de la Conférence des Avocats stagiaires  
à la Cour d'Appel de Caen

---

MEMBRES DU JURY :

*Président* : M. GOMBEAUX, Professeur

*Suffragants* : { M. PERREAU  
                  { M. PRUD'HOMME } Professeurs

---

CAEN

IMPRIMERIE CARON & C<sup>e</sup>

34, rue Demolombe

---

1938

ESSAI SUR LA DISTINCTION  
DU PREJUDICE DIRECT  
ET DU PREJUDICE INDIRECT





# UNIVERSITÉ DE CAEN

---

## FACULTÉ DE DROIT

---

Année scolaire 1938-1939

---

### *Doyen :*

M. HENRY NEZARD (\*, I. ㊦)

### *Doyen honoraire :*

M. EUSTACHE PILON (O. \*, I. ㊦)

### *Assesseur du Doyen :*

M. GOMBEAUX (\*, I. ㊦)

### *Professeurs honoraires :*

MM. CABOUAT (O. \*, I. ㊦)

DEGOIS (I. ㊦).

### *Professeurs :*

MM. NÉZARD (\*, I. ㊦), professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation Minière ;

GOMBEAUX (\*, I. ㊦), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé ;

BRIDREY (\*, I. ㊦), professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit Public ;

LEPARGNEUR (\*, I. ㊦), professeur de Droit commercial, chargé du Cours de Droit maritime ;

LEMONNIER (I. 𐄂), professeur de Droit civil, chargé du Cours de Législation industrielle ;

PERREAU (\*, I. 𐄂, 𐄃), professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé ;

LAMPUÉ (𐄂), professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel ;

YVER (𐄂), professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé.

PRUD'HOMME (\*, 𐄃, 𐄂), professeur de Procédure Civile et de Voies d'Exécution ;

FRÉJAVILLE (𐄂), professeur de Droit civil ;

BESNIER, professeur de Droit Romain, chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de la Normandie ;

LEBUC, professeur d'Economie Politique, chargé du Cours d'Histoire des Doctrines Economiques et du Cours de Législation Financière ;

SAINT-GERMÈS, professeur d'Economie politique.

*Secrétaire :*

M. ROUX (\*, I. 𐄂, 𐄃, 𐄃), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

---

*La Faculté n'entend donner ni approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*



*A mes parents.*

*A mes maîtres.*





*Au cours de nos années de licence, M. le Professeur Gombaux nous a donné un magistral enseignement du Droit Civil et du Droit International Privé ; dans la préparation de cette thèse, nous avons trouvé à tout instant l'appui précieux de ses conseils éclairés et de ses affectueux encouragements.*

*Qu'il nous permette de lui exprimer respectueusement notre très profonde reconnaissance.*





## INTRODUCTION

---

1. — Tout le contenu de l'idée de Justice pourrait tenir en quelques préceptes immuables et absolus. Le Droit n'est que le fruit des efforts des hommes vers l'idéal que cette Justice représente ; sa complexité et sa relativité témoignent qu'il n'échappe pas à l'imperfection de toute œuvre humaine. De la continuité de ces efforts, les solutions juridiques tirent leur mobilité : elles changent, elles évoluent, et, comme on lit sur les monuments du passé le génie des civilisations d'autrefois, on trouve dans le Droit l'empreinte profonde des grands courants d'idées qui se succèdent aux différentes époques.

Si notre siècle utilise toujours les textes du Code civil, il assisté, sous la pression des faits et en raison de la transformation des conditions matérielles de l'existence, au déclin de certains des principes qui ont inspiré les rédacteurs de ces textes. Un même flot, assez torrentueux, paraît emporter simultanément le libéralisme économique et l'individualisme juridique de jadis. Des systèmes économiques inédits sont nés, apportant avec eux les bienfaits et les maux de toute innovation ; des règles de droit entièrement neuves ont pris corps, consacrant dans certains domaines la réalité d'une pacifique révolution. A l'engouement des premières heures, succède déjà parfois la désillusion du lendemain ; c'est la loi de nos aspirations vers le mieux. Le progrès chemine d'un pas saccadé ; il ne s'obtient qu'avec lenteur et sa recherche entraîne même quelquefois certaines régressions.

L'abandon au moins partiel des principes fondamentaux d'autrefois a eu une incidence particulière sur l'ensemble du droit des obligations et spécialement sur la théorie de la responsabilité civile. Le Code, en ne lui consacrant que quelques brefs articles, la considérait assurément comme une réglementation d'exception, venant seulement atténuer la loi qui veut que les individus supportent la charge des dommages qu'ils éprouvent. Aujourd'hui, on pourrait dire que cette règle est renversée : la victime dispose d'un arsenal de recours et de moyens juridiques qui lui permettent de reporter le plus souvent sur autrui tout ou partie du dommage qu'elle subit.

Notre époque se signale par l'extension considérable qu'elle a donnée à la théorie de la responsabilité civile. A l'heure actuelle, tout dommage appelle une indemnisation ; on a presque supprimé l'idée de risque individuel pour lui substituer celle de risques généraux ou sociaux ; on a restreint la portée de notions comme celles de cas fortuit et de force majeure qui, dans le passé, justifiaient assez fréquemment qu'on rejetât l'action de la victime en lui laissant la charge du préjudice qui l'atteignait (1).

Ce n'est pas à dire que le législateur ait édicté des textes nouveaux. Non. On a assisté, tout d'abord, à une importante multiplication des procès de responsabilité dans les cadres anciens ; ensuite, on a vu la doctrine et la jurisprudence monter de toutes pièces et expérimenter des mécanismes jusqu'alors ignorés, en sollicitant les vieux textes à l'extrême sous le couvert de l'interprétation. On parvient encore à déduire ingénieusement de dispositions déjà âgées des solutions absolument nouvelles et les rédacteurs du Code se trouvent de la sorte associés à une œuvre qui leur est tota-

(1) On a même critiqué l'extension donnée à la théorie de la responsabilité.

Cf. H. MAZEAUD, *L'absorption des règles juridiques par le principe de la responsabilité civile*, D. H. 1935, chronique, p. 5.

lement étrangère et dont ils n'auraient même jamais pu soupçonner l'orientation et l'ampleur.

Remarquons d'ailleurs que, par leur forme, les textes du Code ont largement favorisé cette évolution. Les articles 1382 et suivants qui réglementent la responsabilité délictuelle et quasi délictuelle ne posent guère que de très larges principes sans délimiter leurs applications et ils pouvaient donc permettre facilement une interprétation extensive. Le Code ne s'est pas attardé à définir les éléments constitutifs de la responsabilité et il fait seulement allusion en des termes très généraux à la faute et au dommage. Ce laconisme a été mis à profit. On a admis que tout dommage, quelles que soient sa nature et son importance, peut donner lieu à une action en responsabilité ; la victime fait état devant les tribunaux du préjudice matériel qui l'atteint dans sa personne ou dans ses biens, comme aussi du préjudice moral qui l'éprouve dans sa dignité, ses sentiments ou ses affections. De même, en l'absence d'un critérium précis de la faute, on a pu décider que toute faute de commission ou d'abstention, si légère soit-elle, entraîne la responsabilité de son auteur. A la faveur de la formule un peu vague de l'article 1384, al. 1, on a même été jusqu'à introduire des présomptions de faute, puis des présomptions de responsabilité qui, pratiquement, aboutissent presque à la consécration de la théorie du risque et élargissent considérablement tout le système de la responsabilité en lui reconnaissant un fondement nouveau.

Le Code n'a guère mieux défini une donnée capitale qui est à la base de l'idée même de responsabilité : la notion de dommage réparable. Dans quelle mesure la victime peut-elle se prévaloir du dommage qu'elle éprouve ? Dans quelle mesure en obtiendra-t-elle la réparation ? C'est là, on le conçoit, une question d'importance puisqu'elle pose, en réalité, tout le problème de l'étendue de la responsabilité.

Les articles 1382 et suivants se bornent à obliger le responsable à la réparation du dommage qu'il a causé. L'article 1151, relatif aux dommages-intérêts en matière con-



tractuelle, lente d'apporter plus de précision en disposant qu'ils « ne doivent comprendre que ce qui est une *suite immédiate et directe* de l'inexécution de la convention ». Ce dernier texte établit ainsi une règle qui est connue traditionnellement sous le nom de distinction du préjudice direct et du préjudice indirect.

Cette distinction est loin d'être parfaitement explicite dans ses termes. En outre, il est curieux de noter, au moment où se poursuit l'évolution que nous avons signalée et dont on n'aperçoit pas les limites, que l'on a fort longtemps négligé l'analyse de l'article 1151 et que son interprétation reste tout à fait délicate. La distinction du préjudice direct et du préjudice indirect présente assurément un intérêt considérable. Son but est sans doute de compléter et de préciser le principe, si souvent affirmé en droit français, de la réparation intégrale du dommage causé et, si on parvient à la tirer au clair, on y trouvera peut être une règle permettant de déterminer avec certitude l'importance réelle du préjudice indemnisable dans chaque espèce de fait. Quel est donc le critérium de cette distinction ? Quelle est sa portée ? A l'heure actuelle, ces questions ne paraissent pas avoir reçu de réponses définitives. La distinction du préjudice direct et du préjudice indirect est encore très controversée et c'est ce qui nous a engagé à lui consacrer une modeste étude.

2. — En présence d'une distinction quelconque, deux attitudes seulement nous paraissent possibles : ou bien on peut la rejeter en contestant son fondement, ou bien on peut l'accepter en justifiant le critérium sur lequel elle repose. L'accord ne s'est pas fait, tant s'en faut, sur la position qu'il convient d'adopter à l'égard de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect. Les uns la repoussent comme mal fondée ; les autres la maintiennent mais ne s'accordent pas sur son véritable critère. Si l'unanimité s'est faite parfois, c'est seulement sur l'obscurité de ce problème et sur la complexité des difficultés qu'il soulève. La juris-

prudence elle-même, si elle n'avoue que rarement l'embaras des magistrats à cet égard (1), trahit cependant leur perplexité par la brièveté de ses motifs et le défaut d'harmonie de ses solutions.

La véritable difficulté du sujet nous paraît bien se trouver dans la redoutable analyse de la notion de cause. Nous pensons, et nous nous efforcerons d'en justifier, que la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect n'est qu'un aspect d'une question beaucoup plus vaste, celle de la causalité. Disons provisoirement que, selon nous, le préjudice direct doit être celui qui se rattache au fait du responsable par un lien causal suffisamment étroit et certain, tandis que le préjudice indirect est celui qui, bien qu'il ait quelque rapport avec l'acte du responsable, ne peut être considéré comme sa conséquence véritable. L'examen de cette distinction suppose donc une étude préalable d'un principe plus philosophique que juridique, le principe de causalité, dont il semble presque impossible d'épuiser le contenu.

Une seconde difficulté se superpose à la première. Dans la mesure où la responsabilité est fondée sur la notion de faute, lorsqu'il s'agit de déterminer l'étendue de la réparation, l'esprit a une tendance naturelle à s'accrocher à l'idée d'un équilibre nécessaire entre le montant des dommages-intérêts et la gravité de la faute. C'est la survivance d'une règle qui remonte à l'époque où la responsabilité civile était encore fortement imprégnée d'une coloration répressive. Cette solution que le droit positif actuel a clairement voulu exclure garde ses partisans et von Ihering, en particulier, l'a chaleureusement défendue au siècle dernier (2). De sa persistance, résulte une sorte de conflit d'influence entre la notion de cause et la notion de faute dans la fixation du montant de la condamnation. La causalité correspond à un

(1) Voir, cependant, trib. civ. Seine, 3 novembre 1933, *Gaz. Pal.*, 1934.1.5.

(2) VON IHERING, *La faute en droit privé*, trad. O. DE MEULENAERE, 1880, pp. 9 et 64.

principe tout objectif qui doit conduire dans la détermination du dommage réparable à négliger complètement le point de vue de l'auteur responsable. La considération de l'idée de faute tend, au contraire, à faire admettre des solutions fortement subjectives et à conférer au juge le pouvoir d'alourdir ou de modérer la condamnation eu égard à la culpabilité et aux intentions de l'auteur. Faut-il trancher ce conflit en faisant prévaloir uniquement le principe de causalité ou, au contraire, convient-il de tenir compte de la gravité de la faute ? C'est encore là une question sur laquelle l'étude de la distinction du dommage direct et du dommage indirect nous impose de prendre parti.

Ces deux questions fondamentales mettent en jeu les idées générales qui dominent le sujet. Il offre par ailleurs quelques difficultés accessoires. La terminologie ordinairement employée est incertaine : les expressions « préjudice direct » et « préjudice indirect » sont vagues et ont suscité des interprétations variées. La jurisprudence est pauvre et les décisions, assez dispersées dans les recueils, sont rarement explicites. Il n'est pas aisé de réduire à l'unité les solutions de ce problème, car il se pose dans une foule de cas diversifiés à l'infini et il n'est pas rare que l'on tienne compte, pour le résoudre, des circonstances de fait particulières à chaque espèce. Enfin et surtout, on se heurte fréquemment aux pouvoirs d'appréciation des tribunaux. Ceux-ci restent, dans quelques domaines, en matière de responsabilité civile, les maîtres souverains de leurs décisions. La Cour de cassation n'exerce son contrôle ni sur la constatation des faits matériels, ni, ce qui est capital, sur l'évaluation du montant numérique des dommages-intérêts (1). Dans ces conditions, une limitation juridique de l'étendue du préjudice, un critérium de la notion de dommage réparable auront-ils une réelle efficacité si, en dernière analyse, les juges du fait conservent une entière liberté pour arbitrer les chiffres et fixer le montant de la condamnation.

(1) Voir, *infra*, n° 77.



3. — Les difficultés qui se posent et dont nous venons de dresser rapidement le tableau expliqueraient-elles le peu de curiosité dont nos auteurs ont fait preuve à l'égard de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, comme aussi à l'égard du problème de la causalité ? Peu d'entre eux ont vraiment abordé le sujet, très délaissé jusqu'à une époque récente, pour s'efforcer d'y projeter quelque lumière. Aujourd'hui, cependant, les spécialistes du droit des obligations lui consacrent quelques pages ; des thèses de doctorat lui accordent, à titre principal ou accessoirement à l'examen d'autres questions, des études souvent pleines d'intérêt ; enfin, les arrêtistes ont trouvé quelques occasions de l'évoquer.

En l'état actuel, ces divers travaux ne paraissent pas avoir épuisé la question. Les grands traités avouent souvent qu'il paraît impossible de la vider complètement. Les thèses sont, pour la plupart, de brillants plaidoyers en faveur d'une théorie ; il reste à prononcer le jugement. Les notes inspirées par l'étude de la jurisprudence se limitent fréquemment à l'analyse de cas d'espèce et elles résistent mal à l'épreuve de la généralisation. Certains se voient reprocher la part trop large qu'ils font à la philosophie, au mépris des difficultés d'application pratique qui s'attachent à leurs systèmes trop théoriques ; chez d'autres, on critique une tendance à s'en remettre trop vite à l'appréciation et au bon sens des juges, au risque d'ouvrir la porte à des solutions empiriques et arbitraires qui menaceraient la certitude du droit.

4. — Si nous entreprenons, dans ces conditions, l'étude de ce sujet, ce n'est certes pas avec la pensée de réussir là où d'autres, et combien plus qualifiés, combien mieux armés, semblent avoir au moins partiellement échoué. Le but que nous nous proposons est plus modeste. A l'heure actuelle, en présence des divergences et des contradictions qu'elle a soulevées, la question mérite, croyons-nous, d'être reprise dans son ensemble, et son exposé objectif peut avoir quelque utilité. Nous voulons donc seulement parcourir sans idées

préconçues l'œuvre de nos prédécesseurs pour la regrouper et en tirer quelques réflexions. Nous ne songeons pas à bâtir une construction définitive et notre désir est seulement d'apporter à la tâche déjà accomplie la contribution d'un patient effort. Si notre travail aboutit à poser clairement le problème, à mieux déterminer ses inconnues, à dénoncer quelques-unes des erreurs ou des faiblesses qui peuvent entacher les solutions actuelles, nous aurons atteint notre but.

5. — Indiquons maintenant, avant d'entrer dans le vif du sujet, le plan que nous suivrons pour présenter les développements qu'il comporte.

Dans une première partie, nous nous efforcerons de poser nettement le problème. Il s'agira essentiellement de montrer pourquoi nous devons considérer la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect comme un aspect de la question de la causalité et de préciser quel est, en conséquence, le champ d'application de cette distinction.

Dans une seconde partie, nous tenterons de dresser l'inventaire des principes logiques qui doivent permettre de résoudre ce problème. Nous étudierons spécialement la notion de cause à la lumière des exigences auxquelles elle doit répondre en matière juridique. Nous aurons ainsi à rappeler au moins rapidement quelques-unes des principales théories de la causalité et nous verrons les conséquences qui en découlent au regard de la distinction du dommage direct et du dommage indirect.

Après avoir ainsi déblayé notre terrain d'un certain nombre de discussions théoriques et abstraites, nous serons en mesure de consacrer une troisième et dernière partie à l'exposé des solutions de la doctrine et de la jurisprudence françaises.

Enfin, il nous restera à formuler, dans une brève conclusion, les réflexions que nous inspirent ces recherches.

---

## PREMIÈRE PARTIE

### Position du Problème

---

6. — Après avoir exposé dans quel esprit nous avons entrepris d'étudier la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, il nous paraît utile de consacrer à la position de la question qui nous occupe toute une première partie préliminaire. Un effort de délimitation s'impose : il faut situer le problème dans le cadre général de la théorie de la responsabilité civile, il faut placer la distinction sur son terrain véritable, il faut faire apercevoir les frontières de son champ d'application.

L'accord ne s'est pas réalisé, semble-t-il, sur la détermination de ces positions de départ et, cependant, notre question paraît jouir d'une relative autonomie, ce qui est plutôt rare dans le droit de la responsabilité. Dans ce vaste domaine, en effet, les difficultés sont souvent très étroitement enchevêtrées et il est presque impossible de prétendre en creuser une en négligeant les autres. Fréquemment, le moindre point de détail, qui paraissait à l'abord assez accessoire et indépendant, met en jeu les principes fondamentaux de la responsabilité. Que de controverses passionnées ceux-ci soulèvent encore aujourd'hui ! Quel est le fondement de la responsabilité civile ? Est-ce la faute seule ? Est-ce aussi le risque ? La responsabilité civile est-elle une et indivisible dans son essence même, ou bien offre-t-elle deux cadres différents de règles de droit strictement séparés par une cloi-



son étanche : la responsabilité contractuelle, d'une part, et la responsabilité délictuelle, d'autre part ?

Et, s'il y a dualité de systèmes, dans quelle mesure un cumul est-il possible des actions qui naissent de ces deux théories différentes ? Autant de questions brûlantes qui se posent et qui échappent toujours à des solutions unanimes et définitives.

Si nous en évoquons quelques-unes, à titre d'exemples, c'est pour indiquer, au seuil des développements qui suivront, que nombre de ces discussions jamais closes ne semblent pas avoir d'incidence absolument immédiate sur notre sujet. Dans une certaine mesure, il paraît certain que nous n'aurons pas à prendre parti quant à elles et que nous pourrons les réserver, en signalant seulement, à l'occasion, les répercussions de notre sujet sur les questions voisines.

Cela précisé, cherchons à poser le problème en partant de notions simples.

---

## CHAPITRE PREMIER

### LA DISTINCTION DU PRÉJUDICE DIRECT ET DU PRÉJUDICE INDIRECT, ASPECT DU PRINCIPE DE CAUSALITÉ

---

#### SECTION I

##### Notions de cause indirecte et de préjudice indirect

7. — Toute responsabilité civile, contractuelle, délictuelle ou quasi délictuelle, subjective ou objective, personnelle ou relative aux actes d'autrui, appliquée aux agissements des personnes ou à l'utilisation des choses, comporte certains éléments irréductibles.

En premier lieu, il faut que le responsable se trouve placé dans une situation génératrice de responsabilité. C'est là une formule vague, sans doute, et qui pourrait paraître empreinte d'esprit scolastique, si elle ne s'expliquait par la nécessité où l'on se trouve de faire entrer dans le domaine de cette première condition toutes les sources de la responsabilité : la faute résultant de la violation d'un contrat ; la faute, volontaire ou non, commise par celui qui se soustrait aux devoirs juridiques édictés par la loi et, en particulier, aux règles générales de la prudence et de la diligence ; le risque, aussi, que des lois spéciales ont ouvertement sanc-

tionné (1) et que la jurisprudence consacre parfois derrière des apparences assez déguisées (2).

En second lieu, il n'y a pas de responsabilité sans dommage, sans préjudice. L'action en responsabilité n'appartient qu'à ceux qui ont été lésés. En dépit de quelques exceptions conservées par la tradition (3), elle est, avant tout, une action en indemnité et en réparation. Cette lésion se présente d'ailleurs sous les aspects les plus divers. Disons qu'elle consiste en une atteinte portée au patrimoine, entendu au sens le plus extensif : patrimoine matériel, c'est-à-dire la vie, la santé et l'intégrité corporelle, les biens de de toute nature et les droits dans leur application concrète ; patrimoine moral, c'est-à-dire la liberté, l'honneur, les liens de la famille, les affections et même les convictions et les sentiments.

Enfin, en dernier lieu, la responsabilité civile ne peut jouer que s'il existe une relation de cause à effet entre la situation génératrice de responsabilité imputable à l'auteur et le dommage dont se plaint la victime.

8. — La réunion de ces trois éléments est absolument indispensable pour que puisse être établie et retenue la responsabilité civile. Il devrait s'en suivre logiquement que les seuls cas d'exonération du prétendu responsable sont ceux dans lesquels l'un de ces éléments nécessaires fait défaut. Or, l'examen des solutions pratiques conduit à remarquer qu'il y a, en réalité, deux séries d'hypothèses dans lesquelles le défendeur échappe à la responsabilité.

(1) Ex. : Loi du 9 avril 1898, sur les Accidents du travail et Loi du 21 mai 1924, art. 53, relative à la navigation aérienne.

(2) L'interprétation moderne de l'article 1384 (1) aboutit pratiquement à des solutions très voisines de celles de la théorie du risque. Voir : L. GARDENAT, *Droit prétorien et loi écrite en matière de responsabilité* *Gaz. Pal.*, 1938.1, Doctrine, pp. 31 et suiv.

(3) Louis HUGUENEY, *L'idée de peine privée en droit contemporain*, thèse, Dijon, 1904.



A) Tout d'abord, il est effectivement déchargé en l'absence de l'un de ces éléments essentiels : ou bien, il n'y a pas eu, de sa part, de faute ou de fait impliquant responsabilité, ou bien il n'y a pas de dommage établi et caractérisé à l'encontre de celui qui se plaint, ou bien, enfin, les deux premiers éléments existant, il n'est pas possible de jeter entre eux le pont d'une relation de cause à effet.

B) Ensuite, il est des cas dans lesquels le prétendu responsable est exonéré bien que les éléments de la responsabilité soient réunis, parce que certains de ces éléments sont affectés d'une qualification particulière. Il en est ainsi lorsque le préjudice ou la relation causale sont dits *indirects*.

Préjudice indirect, relation indirecte de cause à effet, voilà deux notions intéressantes sur lesquelles il convient de se faire une opinion, en recherchant, d'abord, si leurs analogies terminologiques ne recouvrent pas une parenté plus profonde.

## SECTION II

### Unité du problème contenu dans des formules différentes

9. — Ces deux seules formules « *préjudice indirect* » et « *relation indirecte de cause à effet* », ne figurent que dans un petit nombre de décisions. Celles-ci ne sont d'ailleurs pas les seules intéressantes à notre point de vue et il suffit, pour s'en convaincre, de noter les expressions nombreuses et variées qu'utilisent les jugements et les arrêts pour constater l'existence du préjudice et la réalité de la relation de cause à effet. Si, dans certaines espèces, ainsi que la doctrine se plaît à le faire, les tribunaux indiquent distinctement les trois éléments constitutifs de la responsabilité sous leurs désignations courantes, le plus souvent, ils pratiquent des formules qui groupent davantage les idées. Ainsi, il est fréquent que les mots « *préjudice* » et « *dommage* » ne

figurent pas dans des décisions qui statuent en matière de responsabilité : par exemple, des arrêts rapportent qu'un accident s'est produit, au cours duquel une personne est décédée ou a été blessée et, sans parler du préjudice, ils portent que la faute ou le fait de telle autre personne a été la cause de l'accident. Très souvent, dans ces cas, le mot « cause » est flanqué de l'adjectif « direct ».

Dans d'autres espèces, sans qu'un attendu spécial soit consacré à indiquer, en termes propres, qu'il y a une relation de cause à effet entre le dommage et la situation génératrice de responsabilité, la constatation du rapport de causalité se manifeste par la qualification du dommage, qui est alors dit suite, conséquence ou résultat du fait incriminé ou de la faute. Là encore, intervient, très fréquemment, l'adjectif « direct », dont l'emploi a pour but de préciser ce qu'il faut entendre par suite, conséquence ou résultat (1).

10. — Ainsi, quelles que soient les formules dans lesquelles est constatée l'existence des éléments de la responsabilité, elles comportent d'ordinaire l'adjectif « direct » quand la réparation est ordonnée, et elles l'excluent quand le défendeur est exonéré. Si l'on recherche sur quel élément de la responsabilité se porte, en dernière analyse, cette qualification, on doit conclure que, dans toutes les hypothèses et quelle que soit la forme d'expression utilisée, elle affecte la relation causale. Aucun doute n'est possible, assurément, à cet égard, si c'est la relation causale elle-même qui est dite, ouvertement, directe ou indirecte ou non directe. Et il en va de même si l'on se trouve en présence de décisions qui constatent, par exemple, que la faute est la cause directe du dommage, ou que le dommage est la conséquence directe de la faute, ou, encore, que le dommage est direct.

En d'autres termes, il faut affirmer que la distinction du

(1) DEMOGUE (*Traité des obligations en général*, Paris, 1928-33, IV, n° 461, p. 122) note la variété des formules utilisées. Voir, *infra*, n°s 83 et 84.

préjudice direct et du préjudice indirect se présente sous une apparence causale, qu'elle doit donc être étudiée à la lueur des théories de la causalité et que, seules, ces théories permettront de porter un jugement sur sa valeur et son utilité. Cette affirmation est d'ailleurs bien loin d'être gratuite : le Code civil l'impose ; l'examen de la jurisprudence la vérifie.

II. — Tout d'abord, la nature causale de la distinction se déduit des principes du Code. Ensuite, elle se trouve consacrée par les formules mêmes qu'il a utilisées.

Le Code civil n'a retenu, comme sources de la responsabilité, que les contrats, les quasi contrats, des délits et les quasi délits, et il ne contient pas, du moins dans la forme, de théorie générale de l'action en responsabilité. Les dispositions relatives à l'inexécution des contrats, à ses suites et aux dommages-intérêts qui peuvent en résulter font l'objet des sections II, III et IV du titre III du Livre III. La section IV (1), en particulier, contient l'exposé des principes qui dominent la matière des dommages-intérêts. Dans le chapitre II du titre IV du même livre, sont groupés les cinq articles (1382-1386) qui réglementent la responsabilité délictuelle et quasi délictuelle. Ces derniers textes sont peu étoffés, ce qui, on le sait, n'a pas écarté d'eux la fortune d'une interprétation féconde.

A) Encore que tous ces textes ne soient pas prolives à cet égard, personne n'a jamais contesté qu'ils se réfèrent à un principe que nous avons déjà rappelé : celui de la nécessité d'une relation de cause à effet entre la situation génératrice de responsabilité et le dommage éprouvé par la victime. Cette règle, que l'on soupçonne dans les articles 1136, 1147 et 1148, se trouve plus clairement exprimée dans les articles 1150 et 1151, et elle apparaît encore dans les articles 1382 et suivants qui ordonnent la réparation du dommage « causé » par certains faits qu'ils sanctionnent. L'exi-

(1) Art. 1146 à 1155.

gence d'un rapport de cause à effet entre le fait incriminé et le dommage s'impose d'elle-même, car elle n'est que la transposition juridique d'une loi de la logique et même d'un axiôme du simple bon sens.

Il faut noter que, dans le libellé même des articles 1382 et suivants, cette exigence d'une relation causale apporte avec elle une idée de limitation et de mesure (1). En effet, si les trois éléments de la responsabilité sont également indispensables pour fonder son existence par leur réunion, ils ne semblent pas jouer le même rôle et revêtir la même importance lorsqu'il s'agit de préciser ses contours exacts dans une espèce déterminée. A cet égard, une sorte de hiérarchie s'établit entre eux, à la tête de laquelle il faut placer la relation de cause à effet. Chronologiquement, c'est le fait générateur de responsabilité qui se manifeste le premier ; le dommage est toujours postérieur : il peut se réaliser plus ou moins longtemps après, et, suivant les cas, on devra rechercher la relation de cause à effet dans une filiation plus ou moins longue de faits. Il est aisé d'imaginer des exemples de dommages complexes : une personne se trouve lésée, tout à la fois, dans différents éléments de son patrimoine et subit des préjudices multiples, ou bien, le dommage qui l'atteint se répercute sur d'autres personnes et présente des incidences diverses. En pareille hypothèse, la relation causale est rarement évidente entre tout l'ensemble du dommage et le fait incriminé et, assez automatiquement, on aura tendance à distinguer différents chefs de préjudice pour rechercher si, par rapport au fait incriminé, ils présentent les caractères de l'effet au regard de sa cause. Ainsi, au moins dans l'opération intellectuelle que nous impose la détermination des frontières précises de la responsabilité, la relation de cause à effet joue le rôle d'un moyen de limitation.

(1) Mihail NICOLESCO, *La notion de dommage indirect*, thèse, Paris, 1931, pp. 8-12 ; — Marthe FILIPPI, *Le préjudice indirect*, thèse, Lille, 1933, pp. 9 et 10.



D'ailleurs, cette sorte de décomposition de la réalité, que le raisonnement opère, correspond assez bien aux conditions dans lesquelles se présente en pratique le problème de la responsabilité. En effet, c'est la victime qui soulève le débat. Tout d'abord, elle perçoit une atteinte portée à son patrimoine et elle va chercher un responsable en analysant l'enchaînement des faits. Il se trouve assez fréquemment que l'un des éléments du dommage dont elle souffre se rattache à la faute, au fait, ou à l'obligation de garantie d'un tiers, par une relation causale d'une force et d'une évidence telles qu'elle échappe à toute contestation : le principe de la responsabilité est dès lors acquis par l'individualisation du responsable. La victime, tout naturellement, voudra lui faire supporter l'intégralité du dommage qu'elle éprouve, mais, à cette fin, elle devra prouver que chacun des différents éléments de ce dommage est bien uni à l'acte du responsable identifié par une relation de causalité. Suivant la mesure dans laquelle elle réussira à administrer cette preuve, le préjudice indemnisable sera plus ou moins étendu.

On voit donc l'importance du rôle joué par le principe de causalité dans la détermination du dommage réparable. Voilà pourquoi nous avons pu dire que la relation de cause à effet est, tout à la fois, un élément constitutif de la responsabilité et un moyen de délimitation de son étendue. On pourrait dire, sous une autre forme, que le dommage éprouvé par un individu ne présente vraiment d'intérêt juridique que dans la mesure où il est la conséquence des agissements d'autrui.

La notion de préjudice ne pose guère que deux questions. Quand on considère le dommage seulement au regard de la victime et en dehors de toute autre circonstance, il n'offre pas de difficultés particulières. Il s'agit uniquement de se prononcer sur son existence : le dommage est certain ou il ne l'est pas. C'est une question de preuve qui se tranche par l'affirmative ou par la négative. Par contre, quand on cherche si le préjudice est susceptible d'être réparé par

autrui, on l'envisage dans son rôle de conséquence au regard de l'agissement d'autrui. A ce titre, on ne met en jeu les règles de la causalité. Parfois, ces règles pourront nous conduire à une solution affirmative : le dommage est effectivement la conséquence de l'agissement incriminé. Parfois aussi, elles pourront nous imposer une réponse négative : le dommage est sans rapport avec l'acte d'autrui. Mais, entre ces deux attitudes catégoriques, nous concevons la possibilité de solutions nuancées : il se peut qu'il existe, entre le fait incriminé et le dommage, un rapport causal assez relâché, de telle sorte que l'on ne peut ni affirmer ni nier que ce dommage soit vraiment la conséquence de ce fait.

Ainsi, il y aurait des degrés dans cette qualité de conséquence que le préjudice doit présenter par rapport à l'agissement incriminé, et le dommage pourrait donc recevoir une qualification particulière, en fonction de la force et de l'intensité de la relation causale qui l'unit au fait incriminé.

C'est dans cet esprit que le Code civil a voulu distinguer le préjudice direct et le préjudice indirect ; c'est cette qualification que la jurisprudence applique, quand elle dit indifféremment qu'une faute est la cause directe d'un dommage, ou bien que le dommage est la conséquence directe de la faute, ou, enfin, que l'auteur de la faute a causé un préjudice direct à celui qui souffre du dommage. Sous les formules les plus variées qu'elle utilise, dommage ou préjudice direct ou indirect, cause directe ou indirecte, il y a un seul problème, celui de la causalité, et l'expression d'une même règle de droit, celle qui veut qu'on ne réponde civilement d'un dommage que dans la mesure où on a pu le causer (1).

(1) DEMOLOMBE (*Cours de Code Napoléon*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, 1860-62, XXXI, n<sup>o</sup> 687, p. 591) indique quel est, selon lui, le fondement de l'article 1151 : « Ce motif, nous l'avons rappelé déjà dans les développements qui précèdent, c'est que celui qui a causé un dommage à autrui, doit réparer tout le dommage, dont il est véritablement l'auteur ; tout ce dom-

B) C'est donc bien de cette règle que nous devons partir pour étudier la distinction que nous envisageons. Ce point de départ nous est dicté par les principes contenus dans le Code civil et que nous venons de rappeler ; il est en outre confirmé par les termes que le Code a employés.

Il est intéressant de noter que le Code ne contient pas les expressions « préjudice direct » et « préjudice indirect ». Elles ont été utilisées postérieurement, après une certaine évolution de la terminologie juridique, et Demolombe paraît avoir été leur premier promoteur (1). D'ailleurs, cette évolution de la terminologie n'a pas été excellente : outre les confusions auxquelles elle prête et que nous signalerons plus loin, elle a abouti à désigner la question qui nous occupe par l'expression, assez elliptique, de « problème du préjudice indirect » (2). Cette formule n'est pas pleinement satisfaisante, car elle n'indique pas très clairement qu'on se trouve en présence d'une difficulté relative à la causalité. C'est, du reste, ce qui nous a obligé à y insister, un peu longuement, dans les numéros précédents et à rappeler que le dommage n'est juridiquement intéressant qu'autant qu'on le regarde en sa qualité de conséquence. Or, les termes mêmes du Code conduisent à cette conclusion. La rédaction de l'article 1151 est formelle à cet égard. Ce texte, qui tend à délimiter l'étendue des dommages-intérêts en matière contractuelle, précise qu'il ne faut tenir compte du dommage subi, perte éprouvée ou gain manqué, que s'il est « une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention ». Le dommage y est bien expressément considéré en tant que conséquence, et c'est donc sous l'angle de sa

mage, disons-nous, mais rien que ce dommage, et non pas celui qui aurait une autre cause, et qui ne lui serait pas imputable. » DEMOLOMBE ajoute que c'est là un « principe de logique et de raison ».

(1) DEMOLOMBE, *op. cit.*, XXXI, n° 673.

(2) Henri et Léon MAZEAUD, *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle*, 2° éd., Paris, 1934, II, n° 1666, p. 510.

fonction d'effet ou de suite qu'il peut être qualifié immédiat et direct.

**12.** — L'examen rapide de quelques exemples tirés de la jurisprudence fournit un nouvel argument à l'appui de notre affirmation initiale.

Sans préjuger une question que nous avons réservée pour le chapitre suivant (1), nous pouvons dire que les tribunaux font application des principes de l'article 1151 en matière délictuelle et quasi-délictuelle. Il est intéressant de remarquer que, dans leur esprit, à travers l'emploi indifférent des formules variées qu'ils ont à leur disposition et que nous avons relevées, ils appliquent au fond l'adjectif direct à la notion de causalité dans le but de l'affirmer et de la préciser.

Une collision se produit de nuit en mer entre deux navires, un voilier et un chalutier à vapeur. Cette collision a pour résultat d'endommager les deux bâtiments. Il est établi que le voilier n'avait pas été pourvu de tous les feux prescrits et ne portait qu'un feu blanc. Il en résulte, sans aucun doute, une faute à la charge du commandant. Sera-t-il, pour autant, déclaré responsable de l'accident ? La question se pose de savoir s'il y a un rapport de causalité entre cette faute et le dommage résultant de la collision. La Cour de Poitiers, par arrêt du 21 février 1927, écarte, après examen des autres circonstances de la cause, la responsabilité du patron du voilier et la Chambre des requêtes, dans un arrêt du 2 mai 1928 (2), rejette le pourvoi formé contre cette décision en constatant « que, pour décider que la collision qui s'est produite dans la nuit du 12 septembre 1925 au large de Rochebonne, entre le dundee *Jeanne-et-Marie*, commandé par Leduc, et le chalutier à vapeur *Marguerite-et-René*, était exclusivement imputable à ce dernier, l'arrêt attaqué, loin de nier la faute reprochée à Leduc, en a

(1) Cf. *infra*, n° 20.

(2) D. H. 1928,317.



reconnu l'existence et s'est fondé sur l'absence de toute *relation directe* entre cette faute et l'abordage ».

La question de la causalité est ainsi résolue, en termes propres, par la négative. Faute de cette relation directe, qui est de l'essence de la responsabilité, entre sa faute et l'accident, le patron Leduc est exonéré.

Dans une espèce voisine, quoique en matière pénale, la Cour de Poitiers, le 8 août 1902 (1), avait tranché la difficulté causale par une autre formule. Une automobile heurte, en les dépassant, deux charrettes qui circulent de nuit sans éclairage et, dans le choc, les occupants de l'automobile reçoivent des blessures. Le conducteur de la première charrette est poursuivi par le Ministère public du chef du délit de blessures involontaires. Il est certain qu'il a commis une faute puisque l'article 15 du décret du 10 août 1852 exige que la première voiture d'un convoi porte un falot ou une lanterne allumée. Peut-on dire qu'il y a entre ce défaut d'éclairage et les blessures que les occupants de la voiture automobile ont reçues au cours de l'accident une relation de cause à effet ? C'est là tout le procès. La Cour de Poitiers pose que, « si même la voiture avait été éclairée à l'avant, le conducteur de l'automobile qui arrivait par derrière pour effectuer un dépassement n'aurait pas aperçu, ou aurait pu ne pas apercevoir cette lumière » et elle renvoie l'inculpé des fins de la poursuite motif pris de ce « que, dès lors, il n'est pas suffisamment établi que l'accident soit le *résultat direct* du défaut d'éclairage ».

Le 27 janvier 1931, la Chambre des requêtes (2) statuait sur un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Nancy, du 22 mars 1928, rendu dans une espèce assez curieuse.

Klein, propriétaire à Epinal d'un hôtel contigu à l'immeuble où la Société « La Jeanne d'Arc » exploitait un commerce d'épicerie, de pétrole et d'essence, poursuivait

(1) S. 1905.2.238. Voir aussi l'arrêt du 18 mars 1903 (même référence), rendu, dans la même affaire, sur l'action civile intentée par les victimes.

(2) S. 1932.1.89, note VIALLETON.

cette dernière en responsabilité, parce qu'elle avait installé dans ses magasins un dépôt de trois mille litres d'essence en fûts et en bidons. Cette circonstance avait, en effet, conduit l'assureur de Klein à réclamer à son client une surprime annuelle d'assurance contre l'incendie de 1.155 fr., à raison de l'augmentation de risque résultant pour son immeuble de ce voisinage dangereux. Klein fondait son action sur la faute de la Société « La Jeanne d'Arc », qui n'avait pas pris dans l'installation de son dépôt les précautions requises pour éviter les risques d'incendie, et qui, spécialement, n'avait pas fait construire des réservoirs, dont l'aménagement eût évité la dangereuse manipulation des fûts et des bidons. Cette faute de la Société étant établie, il restait à savoir s'il y avait entre elle et le dommage éprouvé par Klein une relation de cause à effet.

La Chambre des requêtes décida, après la Cour de Nancy, « que l'absence de ces précautions (avait) causé à Klein un *dommage direct et actuel* », et, il est bien évident que, dans son esprit, la qualification de direct, qui, dans les mots, porte sur le dommage, s'attache au fond à la relation causale. En disant que le dommage est direct, la Cour veut affirmer plus fortement cette relation causale, dont le discernement oblige à un effort de raisonnement sur un enchaînement assez complexe de faits.

Il serait possible de multiplier les exemples de cet ordre (1) ; la conclusion resterait la même : le besoin qu'éprouvent ainsi les tribunaux de caractériser le préjudice répond à la nécessité dans laquelle ils se trouvent de relever, dans chaque espèce où ils sanctionnent une responsabilité civile, une relation de cause à effet certaine et véritable.

En présence de ces arguments, aucun doute, croyons-nous, ne doit subsister ; la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect doit être envisagée sous l'angle causal. De savants auteurs, et en particulier MM. Mazeaud, l'ont exprimé avant nous avec infiniment plus de clarté et de pré-

(1) Voir les décisions analysées et citées, *infra*, n<sup>os</sup> 83 et 84.

cision (1). Il était cependant indispensable de rappeler ici cette vérité en la prenant pour point de départ. Elle était, sans doute, bien présente à la pensée de la plupart de ceux qui ont abordé ce problème, mais ils ne l'ont pas toujours formulée très nettement ; certains auteurs paraissent même l'avoir méconnue ou contestée. En outre, la terminologie du sujet a toujours été assez défectueuse et elle crée, par son obscurité, des risques d'équivoque: on aurait tôt fait, si on ne les dénonçait, de perdre de vue le point de départ qui s'impose ou de croire que d'autres l'ont perdu. Ces dangers apparaîtront mieux quand nous aurons signalé, dans la section suivante, que l'on a proposé d'autres acceptions de la distinction.

### SECTION III

#### Autres interprétations de la distinction

**13.** — Si la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect est bien d'essence causale et si, par suite, le préjudice est déclaré indirect quand la relation de cause à effet qui l'unit au fait de l'auteur ne présente pas les qualités de rigueur et de tension requises pour entraîner sa responsabilité, il doit en résulter certaines conséquences.

Tout d'abord, il est évident que la réparation d'un préjudice qualifié indirect ne doit jamais être accordée; ensuite, dans une situation donnée, il doit être impossible de dire à la fois que le préjudice est indirect et que la relation causale est directe, ou, à l'inverse, que le préjudice est direct et la relation causale indirecte.

(1) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n<sup>os</sup> 1669-72, pp. 513 à 518.

MM. MAZEAUD indiquent pourtant que le préjudice est déclaré indirect en l'absence de toute relation causale entre le dommage et le fait incriminé.

Cette manière de voir ne paraît pas avoir été exactement celle des rédacteurs du Code civil, pour lesquels, nous le verrons, le préjudice indirect devait correspondre à une notion de cause insuffisante.

Or, ces conséquences logiques du point de départ choisi ne sont pas, tant s'en faut, vérifiées par l'examen des décisions et même de la doctrine.

Signalons, à cet égard, la jurisprudence qui s'est construite sur une question délicate et qui constitue, semble-t-il, le meilleur exemple que l'on puisse citer à l'appui de cette affirmation. Nous faisons allusion aux difficultés que soulève le recours de l'Etat ou des Administrations publiques contre l'auteur responsable de l'accident survenu à un fonctionnaire ou employé de ces collectivités et ayant entraîné son décès ou son invalidité (1).

Voici le cadre type dans lequel se pose cette question : un fonctionnaire ou employé de l'Etat, d'une administration publique, ou d'une administration assimilable, est tué ou blessé dans un accident imputable à un tiers. Ce fonctionnaire ou employé jouit, par hypothèse, d'un statut personnel, qui prévoit une pension de retraite pour ancienneté, une pension de retraite pour invalidité et, en tout cas, des indemnités d'indisponibilité pour raisons de santé. L'accident qui survient a pour résultat de déclencher le jeu de ces avantages particuliers. L'Etat ou l'administration publique se voit dans l'obligation, soit de verser une pension à la veuve du fonctionnaire et à ses enfants, en cas de décès, soit de servir une pension d'invalidité à l'intéressé lui-même, s'il n'a été que blessé. Le paiement de ces rentes n'a plus, pour l'administration qui les fait, de contre-partie actuelle, puisqu'elle se trouve privée des services du défunt ou de l'invalidé. Cette administration s'estime lésée ; elle prétend éprouver un préjudice et s'efforce d'en rejeter la charge sur

(1) Voir en particulier sur cette question : ANDRÉ DOBY, *Le recours des administrations publiques contre les tiers responsables d'accidents survenus à leurs agents*, thèse, Paris, 1931 ; — DEMOGUE, *Oblig.*, IV, pp. 281 et suiv. ; — PLANIOL et RIPERT, *Traité élémentaire de Droit civil*, 11<sup>e</sup> éd., Paris, 1932, II, n° 869 bis, p. 310 ; — JOSSERAND, *Cours de Droit civil positif français*, 2<sup>e</sup> éd., Paris, 1932-33, II, n° 440, p. 234 ; — H. et L. MAZFAUD, *op. cit.*, I, n° 266 et suiv., pp. 282 et suiv.



l'auteur de l'accident par l'exercice d'un recours dirigé contre lui.

Les recueils de ces dernières années nous révèlent que ce recours a fait l'objet de très nombreux procès, qui, avec des modalités parfois différentes, ont soulevé devant toutes les juridictions un débat sur les mêmes principes (1). La discussion paraît loin d'être vidée, et l'unité de la jurisprudence n'est pas réalisée, de sorte que partisans et adversaires du recours jouent encore une partie assez égale. Mais, ce qui est intéressant dès maintenant, de notre point de vue, c'est le fait que nombre de décisions rendues en cette matière proclament que le préjudice indirect doit être réparé. Il suffit, pour s'en assurer, de se reporter à quelques-unes d'entre elles, prises au hasard parmi tant d'autres.

Relevons, par exemple, ces attendus du Tribunal de la Seine :

« Attendu qu'il est de principe, porte un jugement du 16 mai 1908 (2), que l'obligation de réparer le dommage causé par un délit ou un quasi délit existe, non seulement envers celui que le fait délictueux ou quasi-délictueux a frappé directement, mais envers toute personne qui en a souffert, pourvu toutefois que le préjudice éprouvé soit une suite immédiate et directe du fait incriminé, et que ce fait en ait été la cause efficiente et génératrice. »

Le même Tribunal, dans deux jugements du 5 décembre 1911 (3), pose en principe « qu'aux termes de l'article 1382 du Code civil, tout préjudice *direct* ou *indirect*, médiate ou

(1) Nous ne pouvons rapporter ici toutes ces décisions. Elles ont donné lieu à de nombreuses notes, cf., en particulier : JEAN APPLETON, D. P. 1935.2.5 ; — CAPITANT, D. P. 1932.1.153 ; — CREMIEU, S. 1910.2.57 ; — DOBY, S. 1933.1.153 ; — PAUL ESMEIN, S. 1930.2.17 ; LYON-CAEN, S. 1911.1.545 ; GEORGES RIPERT, D. P. 1921.2.17, et D. P. 1928.2.41 ; — SAVATIER, D. P. 1934.1.59 ; — WALINE, D. P. 1934.1.50.

(2) *Gaz. Trib.*, 1908.2.146.

(3) *Gaz. Trib.*, 1912.1.2.142, avec les conclusions de M. le Substitut PIÉDELIÈVRE.

immédiat, donne droit à des dommages-intérêts pourvu qu'il soit prouvé qu'il est le résultat d'une faute ».

Un autre jugement du 23 janvier 1922 (1) contient une expression voisine : « Attendu que la réparation du dommage, quelle qu'en soit la nature, résultant d'un délit ou d'un quasi délit, est due, soit par son auteur, soit par celui qui en est civilement responsable, non seulement à la victime elle-même, ou à ses représentants, mais aussi à toute personne qui en a souffert, à la condition que le préjudice subi soit le résultat médiat ou immédiat, *direct* ou *indirect* d'une faute ». La même décision exige aussi « l'existence d'une relation *étroite et directe* de cause à effet entre l'accident mortel dont a été victime... un agent et le préjudice résultant du service prématuré de la pension annuelle... »

Sans multiplier les citations, nous devons indiquer que des formules identiques ou voisines figurent dans beaucoup d'autres décisions (2). On devrait en conclure, que les Tribunaux n'ont pas toujours placé la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect dans son cadre véritable, celui de la causalité, puisque, dans les termes, ils ne paraissent pas consacrer les conséquences logiques que cette position initiale commande impérieusement.

La lecture de certains auteurs confirme aussi cette opinion. Ainsi, nous voyons Demolombe préconiser la réparation du dommage indirect (3). De même, Aubry et Rau (4) se contentent de la constatation que la victime a souffert d'un délit « même d'une manière indirecte », pour mettre à la charge du responsable l'obligation de réparer le dommage qu'elle

(1) D. H. 1924.319.

(2) Cf., par exemple : Paris, 3 mars 1909, D. P. 1910.2.57, note CREMIEU ; — 6 juillet 1927, D. H. 1927.515 ; — 12 mars 1932 *Gaz. Trib.*, 1932.1.2.23 ; — Nancy, 14 nov. 1925, *Gaz. Pal.*, 1926.1.262 ; — Trib. civ. Bordeaux, 14 déc. 1933, D. H. 1934.96.

(3) DEMOLOMBE, *op. cit.*, XXXI, n° 673, pp. 575 et s.

(4) AUBRY et RAU, *Cours de droit civil français*, 5<sup>e</sup> éd., Paris, 1897-1923, VI, § 445.

éprouve. Demogue (1), MM. Gardenat et Salmon-Ricci (2), Lalou (3) arrivent aussi à des solutions identiques et admettent la réparation de dommages qu'ils ont pourtant qualifiés indirects. Tous ces auteurs exigent également, tout comme les décisions que nous avons citées, une relation directe entre le dommage et le fait générateur de responsabilité. Il s'ensuit donc qu'ils ne pensent pas que le critère de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect soit d'ordre causal et, d'ailleurs, ils s'efforcent de nous faire apercevoir ce qu'il faut entendre par le dommage indirect. On peut dire que, pour eux, un dommage est indirect quand sa perception implique l'existence de plus de deux personnes.

Supposons qu'un individu en blesse un autre par suite d'un agissement fautif ou impliquant responsabilité. Si ces blessures n'ont pas pour résultat, par l'invalidité qu'elles entraînent, d'empêcher la victime de s'acquitter des obligations dont elle est tenue vis-à-vis d'autres personnes, ou, au contraire, de la mettre en mesure de réclamer à des tiers l'exécution d'obligations devenues exigibles en raison de cet événement, le cercle des conséquences dommageables s'arrête au seul préjudice éprouvé par cette unique victime. Il n'y a qu'un auteur, il n'y a qu'une victime ; ce sera un dommage direct.

Mais, dans la réalité, la situation juridique de la personne qui éprouve un dommage a souvent pour conséquence la répercussion de ce dommage sur d'autres personnes et sur d'autres patrimoines. Dans l'exemple que nous avons choisi, il se peut que le blessé ne puisse plus, par suite de son invalidité, faire le service d'une pension alimentaire à ses parents dans le besoin, ou exécuter un contrat dans les liens duquel

(1) DEMOGUE, *De la réparation civile des délits*, Paris, 1898, p. 41.

(2) GARDENAT et SALMON-RICCI, *De la responsabilité civile* (délits et quasi-délits), Paris, 1927, n<sup>os</sup> 132-133 et 134.

(3) LALOU, *La responsabilité civile : Principes élémentaires et applications pratiques*, 1<sup>re</sup> éd., Paris, 1928, n<sup>o</sup> 29.

il s'est engagé vis-à-vis d'un tiers. Les ascendants privés de ressources, le co-contractant non rempli de ses droits, éprouvent un dommage certain, dont ils vont poursuivre la réparation contre l'auteur des blessures, cause initiale de tous ces maux. Ceux qui sont touchés par ces dommages du second échelon ne peuvent les rapporter à l'auteur de l'accident qu'en passant par l'échelon intermédiaire que constitue la situation de celui qui a été la victime matérielle de ces blessures. Le dommage éprouvé par les parents et par le co-contractant est, en quelque sorte, dérivé ; il se réalise, peut-on dire, par une « interposition de personne » et répond bien à l'expression de préjudice « par ricochet » que Demogue lui a appliquée (1). C'est ce dommage que les décisions et les auteurs appellent dommage indirect. On comprend dès lors parfaitement que la réparation en soit ordonnée quand il est relié au fait incriminé par un rapport de cause à effet suffisant. Il se trouve alors que l'expression dommage indirect a un sens tout autre que celui que nous lui avons donné et une portée très différente de celle que nous lui avons assignée.

14. — Cela étant, il convient d'ajouter que la distinction ainsi entendue n'offre pas d'intérêt particulier et ne paraît recouvrir aucune règle de droit. Quelle peut-être, en effet, l'utilité de l'opposition ainsi faite entre le préjudice direct et le préjudice indirect si l'un et l'autre sont également réparables et soumis aux mêmes règles, dès lors qu'un lien causal suffisant les rattache au fait générateur de responsabilité ?

Ce n'est là qu'une classification de pure forme qui ne répond à aucune exigence de fond. On chercherait en vain sa base dans les textes du Code civil et on n'a jamais sérieusement pensé que ceux-ci aient limité le bénéfice de l'action en responsabilité à la seule victime matérielle du fait imputable à l'auteur.

(1) DEMOGUE, *De la réparation civile des délits*, p. 41.



Peu importe donc la longueur de l'enchaînement des relations juridiques personnelles, qui s'intercale entre le fait initial incriminé et le dommage dont une victime demande réparation ; peu importe le nombre d'intermédiaires entre cette victime et l'auteur ; le problème de la causalité se posera toujours et c'est lui qu'il faudra résoudre. La considération du nombre des personnes interposées ne sera pas, à cet égard, élément de décision ; il faudra reprendre la filiation des faits et s'efforcer d'y déceler la relation cherchée, par l'examen des situations respectives de ces personnes, les unes par rapport aux autres, à la lumière des principes de la causalité.

Ainsi, cet emploi que des décisions et des auteurs ont fait de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect est-il peu fécond et même regrettable. Il se limite, au fond, à affirmer que le droit français n'exige pas, comme le faisait jadis la loi Aquilia, que le dommage soit « *corpori corpore datum* » (1). L'abandon de cette règle primitive et étroite ne méritait peut-être pas pareille démonstration.

Cette interprétation est même regrettable, car elle crée des possibilités de confusion en recouvrant par les mêmes termes des idées d'ordres très différents. Il faudrait, pour écarter toute équivoque, trouver un autre qualificatif susceptible de désigner le dommage dont on veut préciser qu'il se produit par répercussion. L'expression « *dommage incident* » a été proposée (2) et paraît fort satisfaisante. On pourrait songer de même à celle de « *dommage réfléchi* », comme aussi à toute formule qui permettrait de différencier les deux aspects distincts que l'on envisage, à l'heure actuelle, en parlant de dommage indirect.

D'ailleurs, ce souci de discrimination a poussé quelques auteurs à tirer les choses au clair en prenant le soin, lors-

(1) Cette comparaison est empruntée à M. VIALLETON, note, S. 1932. 1.89.

(2) Cours inédit de M. le Professeur GOMBEAUX, Faculté de Droit de Caen, 1932-33.

qu'ils étudient le dommage indirect, d'opposer nettement les deux acceptions de ce terme. Les uns évitent déjà les dangers de l'équivoque quand, ayant admis que le dommage indirect doit entrer en ligne de compte, ils précisent qu'il ne doit cependant être réparé que s'il peut être considéré comme une suite immédiate et directe du fait incriminé (1). Les autres indiquent même que la distinction peut s'entendre à un point de vue réel et à un point de vue personnel (2). Il y aurait préjudice indirect au sens réel quand le lien de causalité n'est pas assez strict et assez rigoureux. Il y aurait, au contraire, préjudice indirect au sens personnel, lorsque le dommage n'atteint un individu que par l'intermédiaire d'autres personnes, lorsque, suivant la formule que nous avons proposée, il se réalise par interposition de personnes. Ces auteurs s'attachent alors à préciser que seul, le dommage indirect, entendu au sens réel, présente un intérêt véritable. C'est celui-là seulement que nous envisagerons dans ce travail.

Cette rapide mise au point nous laisse croire que nos affirmations initiales restent exactes. S'il se trouve des auteurs qui ont admis la réparation du préjudice indirect et des décisions qui l'ont consacrée *in terminis*, ces solutions ne portent nulle atteinte au bien-fondé de notre point de départ car elles s'expliquent pleinement par le sens particulier qu'elle prêtent à la formule « préjudice indirect ». Il n'y a vraiment là qu'un conflit de terminologie, qu'on peut aisément aplanir et qui mérite de l'être dans le but d'éviter les dangereuses confusions qu'il peut faire naître (3).

(1) DEMOLOMBE, *op. cit.*, XXXI, n° 673, p. 577 ; — DEMOGUE, *De la réparation civile des délits*, p. 41.

(2) JEAN BOSCH, *Essai sur les éléments constitutifs du délit civil*, thèse, Montpellier, 1901, pp. 252-255 ; — DOBY, thèse, pp. 39 à 70, et, spécialement, pp. 59 et 60 ; — FILIPPI, thèse, pp. 9 à 20.

(3) DOBY, thèse, p. 59 ; — H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, I, n° 273, p. 289 : « Il arrive fréquemment, en effet, non seulement ce qui va de soi, qu'un préjudice frappe en même temps plusieurs personnes, mais que le fait qu'un individu souffre d'un dommage soit préjudiciable à une autre per-

15. — Voilà donc précisées deux manières différentes d'entendre la distinction du dommage direct et du dommage indirect. Seule la première acception nous paraît utile et donc digne d'attention.

On pourrait se demander si une certaine doctrine n'a pas compris la notion de préjudice indirect dans un troisième sens qu'il est plus délicat d'éclaircir. Quelques juristes, en effet, sans adopter l'acception que nous venons d'exposer dans le numéro précédent, n'ont pas rattaché la notion de préjudice indirect au problème de la causalité et n'ont pas voulu les considérer comme les deux faces d'une seule et même difficulté.

A cet égard, il convient de signaler l'opinion de M. Josserand qui sépare très nettement les deux questions. « Il est de tradition et de jurisprudence constantes », écrit-il (1), « que le dommage appelle une réparation quand bien même il ne se rattacherait pas directement au fait fautif dont il ne serait qu'une répercussion plus ou moins lointaine ; l'article 1382 ne permet pas de distinguer entre les deux formes de préjudice ». Dans cette formule, le savant auteur exprime que, selon lui, il n'y a pas lieu, en matière délictuelle et quasi délictuelle, de distinguer le dommage direct et le dommage indirect. « Mais encore faut-il, » ajoute M. Josserand, « que le rapport de causalité entre le fait fautif et le dommage soit clairement établi ».

En rapprochant l'un de l'autre ces deux extraits, on est amené à conclure qu'un dommage peut être indirect bien

sonne, il atteint cette dernière « par ricochet ». Ce serait alors une erreur de langage que de voir dans un pareil dommage un préjudice « indirect ».

Certains juristes ont pourtant pensé que le préjudice indirect, au sens de l'article 1151 C. civ., est le préjudice par répercussion ou par ricochet tel que nous venons de le définir. Voir : Paul ESMEIN, note, sous Paris, 16 mai 1928, S. 1930.2.17, et CAPITANT, note sous civ., 10 nov. 1931 et crim., 21 nov. 1931, D. P. 1932.1.153.

Sur la critique de cette opinion, voir RIPERT, note, D. P. 1921.2.17, et DOBY, note, S. 1933.1.233.

(1) JOSSERAND, *Cours*, II, n° 440, p. 224.

qu'il soit relié au fait fautif par un rapport causal clairement établi. C'est donc que la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect ne prend pas son fondement dans la notion de causalité.

On retrouve la même idée dans les développements que M. Jossierand a consacrés à l'étude du rapport de causalité (1). Il montre que ce rapport est indispensable pour que joue la responsabilité civile et signale les conséquences que cette exigence emporte. Pour l'éminent maître, la plus importante de ces conséquences est que « la nécessité de ce rapport de cause à effet entre la faute et le dommage vient limiter la règle « qui veut qu'il soit fait état en matière délictuelle des dommages indirects ». Là encore apparaît une nette séparation entre le préjudice indirect et le problème causal. La distinction du dommage direct et du dommage indirect est une règle de droit et l'exigence d'un rapport causal entre la faute et le dommage en est une autre. Le jeu de la seconde a parfois des répercussions sur l'application de la première, mais elles ne se confondent pas et on ne peut les identifier.

Tel est le système de M. Jossierand qui a été également adopté par M. Brun (2). Rejetant indiscutablement la liaison intime que nous avons essayé d'établir entre la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect et le principe de causalité, il ne paraît pas non plus retenir l'acception du préjudice indirect entendu au sens personnel. On est alors en droit de se demander en quoi consiste le préjudice indirect. Les partisans de cette opinion ne nous apportent aucune définition. Ils se bornent à indiquer succinctement

• (1) JOSSIERAND, *Cours*, II, n° 448-49, pp. 239-40. Voir aussi ce qui est dit au n° 630, à propos de la responsabilité contractuelle. L'interprétation ainsi proposée par M. JOSSIERAND ne paraît pas pleinement compatible avec celle qu'il a présentée ailleurs. Cf. JOSSIERAND, *Les transports en service intérieur et en service international*, 2° éd., Paris, 1926, p. 746.

(2) André BRUN, *Rapports et domaines des responsabilités contractuelle et délictuelle*, thèse, Lyon, 1931, n° 61, pp. 76-78. — Voir aussi : Maurice MEIGNIÉ, *Responsabilité et contrat*, thèse, Lille, 1924, p. 113.



le rôle de cette notion et ils cherchent seulement à l'illustrer par quelques exemples qui ne peuvent nous éclairer sur son contenu. Pour eux, son empire se limite au seul domaine de la responsabilité contractuelle ; ils exposent en somme, sans autres précisions, que le préjudice indirect est une variété de dommage dont un contractant défaillant n'a pas à supporter la charge. Puisqu'ils en font une règle particulière au droit des contrats, nous pourrions penser que, dans leur esprit, elle découle des principes mêmes de la responsabilité contractuelle. Ce n'est là qu'une supposition qu'on peut faire devant le vague de ce système ; elle paraît vraisemblable, mais nous verrons, dans le chapitre suivant, qu'à différents égards, elle n'est pas défendable.

---

## CHAPITRE II

### CHAMP D'APPLICATION DE LA DISTINCTION

16. — La distinction du préjudice direct et du préjudice indirect s'applique, ce n'est pas douteux, en matière de responsabilité contractuelle, puisque le Code civil l'a formulée expressément, dans l'article 1151, au nombre des principes qui déterminent l'étendue des dommages-intérêts dus par le débiteur qui n'a pas exécuté son contrat. Mais est-ce là tout son champ d'application ? Faut-il la considérer comme spéciale aux contrats ou doit-on y voir, au contraire, une règle de portée générale, valable dans d'autres domaines ?

Cette question a été envisagée d'ordinaire d'une manière un peu étroite, et on s'est seulement demandé si la distinction de l'article 1151 doit être appliquée à la responsabilité délictuelle ou quasi délictuelle pour fait personnel, prévue par les articles 1382 et 1383 du Code civil. La poser, c'est évoquer une controverse classique qui divise la doctrine depuis le Code civil et que la jurisprudence, nous l'avons noté incidemment dans le chapitre précédent, a tranchée catégoriquement par l'affirmative presque dès l'origine. Les discussions qu'elle a soulevées, à l'époque la plus récente, exigent que nous lui consacrons quelques développements dans une première section. Ensuite, élargissant le débat, nous verrons, dans une seconde section, si cette distinction n'a pas reçu d'autres applications dans le Code et en dehors du Code.

## SECTION I

**Application de la distinction  
à la responsabilité délictuelle et quasi-délictuelle  
pour faute personnelle**

17. — Après avoir montré sur quel fondement les législateurs de 1804 ont édifié la distinction, du dommage direct et du dommage indirect, nous devons résoudre par l'affirmative la question de savoir s'ils ont entendu formuler dans l'article 1151 une règle de portée générale (1). Cette réponse nous est rigoureusement imposée par les principes que nous avons rappelés dans le chapitre précédent. Il ne faut pas hésiter, croyons-nous, à leur donner autant d'ampleur que possible.

(1) C'est la solution proposée par : LAROMBIÈRE, *Théorie et pratique des obligations*, 1<sup>re</sup> éd., Paris, 1857, I, sur art. 1151, n° 4, p. 560 ; — MOURLON, *Répétitions écrites sur le deuxième examen de Code Napoléon*, 9<sup>e</sup> éd., par DEMANGEAT, Paris, 1873, n° 1698, p. 692 ; — DEMOLOMBE, *op. cit.*, XXXI, compéter n° 685, p. 590 et n° 687, p. 591 ; — SAINTE-LETTE, *De la responsabilité et de la garantie*, Paris, 1884, n° 3, p. 16 ; — BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, *Traité théorique et pratique de Droit civil*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, 1907, XV, n° 2880 ; — SOURDAT, *Traité général de la responsabilité ou de l'action en dommages-intérêts en dehors des contrats*, 6<sup>e</sup> éd. revue par Louis SOURDAT, Paris, 1911, I, n° 105, 107, 690 et 691 ; — GARDENAT et SALMON-RICCI, *op. cit.*, n° 150 ; — PLANIOL et RIPERT, *Traité élém.* II, n° 869 bis, p. 310 . — PLANIOL et RIPERT, *Traité pratique de Droit civil français*, Paris, 1925-34, VII, par ESMEIN, RADOUANT et GABOLDE, n° 861, p. 167 ; — H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1879, p. 512 ; — WILLEMS, *Essai sur la responsabilité édictée par les articles 1382-86 du Code civil*, Rev. gén. du Droit, 1895, p. 128 ; — H. MAZEAUD, *Responsabilité délictuelle et responsabilité contractuelle*, Rev. trim. de Droit civil, 1929, n° 91, p. 648, en note ; — CAPITANT, note, D. P. 1932.1.153 ; — GRANDMOULIN, *De l'unité de la responsabilité*, thèse, Rennes, 1892, pp. 58-62 ; DOBY, thèse, p. 60 ; — NICOLESCO, thèse, pp. 149 et suiv. ; — FILIPPI, thèse pp. 65 et suiv. ; — RIPERT (L.), *La réparation du préjudice dans la responsabilité délictuelle*, thèse, Paris, 1933, n° 164, p. 184 ; — FUZIER-HERMAN, *Répertoire général alphabétique du Droit français*, Paris, 1880-1905, XXXII, v° *Resp. civ.*, n° 1986, et *Supplément*, 1911-36, XI, *eod. v°*, n° 474 bis.

L'article 1151 est, en vérité, le seul texte du Code civil dans lequel les rédacteurs aient envisagé vraiment la très difficile question de la causalité (1). Si l'on se replace à cette époque, on saisira sans peine combien ardue était la tâche à laquelle ils s'attaquaient. Sans doute, avaient-ils une conscience claire de l'existence du principe de causalité et du rôle important qu'on devait lui attribuer, mais ils étaient bien mal armés pour le faire entrer dans le cadre d'un texte juridique. Cette notion était pour eux plus obscure encore que pour nous. Ils ne disposaient pas des travaux philosophiques que l'on a cherché à utiliser depuis en cette matière, et ils ne pouvaient attendre de la doctrine ancienne qu'un bien faible secours.

Dumoulin, Domat, Pothier avaient bien aperçu les difficultés de cette question, mais ils n'avaient pu les résoudre. La vieille doctrine devait se contenter de raisonner sur des cas d'espèce et de proposer des solutions intuitives ou empiriques dans des exemples célèbres qui ont passé à la postérité (2).

Ces auteurs de l'ancien droit ont eu, toutefois, le grand mérite de signaler les dangers rencontrés. Ils se sont heurtés à cette constatation que les faits sont étroitement liés les uns aux autres dans un complexe inextricable et que l'univers n'est, dans le temps comme dans l'espace, qu'un enchevêtrement de causes et d'effets. Quelle notion dangereuse alors que la causalité, puisque la pensée s'en emparant peut ratta-

(1) DEMOGUE (*Oblig.*, IV, n° 371, p. 10) note, d'ailleurs, que c'est en étudiant les articles 1150 et 1151 C. civ. que la doctrine française a été amenée à examiner indirectement la question de la causalité.

(2) Cf. POTHIER, *Œuvres*, éd. Bugnet, Paris, 1861-62, *Obligations*, n°s 160-168, et les exemples cités. Le plus connu est celui du marchand qui, de mauvaise foi, vend un bœuf malade à un cultivateur. Ce dernier perd tous ses animaux atteints par contagion; il ne peut cultiver sa terre; ses créanciers le poursuivent et le saisissent; il est ruiné. Dans quelle mesure le vendeur est-il responsable de cette série de dommages successifs? POTHIER propose de le condamner à indemniser l'acheteur de la perte de ses bestiaux. Il considère comme indirect le surplus du dommage allégué.



cher un fait donné à d'autres innombrables dans la foule de ceux qui l'ont précédé ! Et pourtant, il est impossible d'écarter ce principe sans lequel aucun raisonnement ne serait concevable. La nécessité d'une limitation apparaît alors impérieuse.

C'est cette limite que les anciens auteurs ont cru tracer quand ils ont proposé de distinguer le dommage direct et le dommage indirect, pour ne tenir compte que du premier dans la détermination du montant de la réparation. Sans doute, ils n'allaient pas jusqu'à formuler un critérium de distinction ; mais, ce faisant, ils voulaient dénoncer le péril que porte avec lui le principe de causalité et manifester leur croyance dans la possibilité de définir un « point d'arrêt » (1).

Il semble bien, d'ailleurs, que, s'ils n'ont pas préconisé de critérium précis, la distinction reposait dans leur esprit sur les conceptions, peut-être un peu vagues, qu'ils avaient de la causalité. Comme nous, ils savaient que dans certains cas il est parfois possible, dès l'abord, d'affirmer ou de nier l'existence d'une relation causale ; ils se rendaient compte aussi de la difficulté qu'il y a à prendre parti dans des espèces plus complexes, mais ils semblent avoir abordé ces dernières avec l'idée que deux faits peuvent bien présenter un certain rapport de dépendance, sans que, pour autant, on puisse dire que le premier est la cause du second. En d'autres termes, ils essayaient de distinguer différentes variétés de causes, et ils exigeaient implicitement d'une cause, pour la retenir au point de vue du droit, qu'elle revêtît certaines qualités d'ailleurs assez mal définies. Cette conception les a conduits à dire qu'un dommage peut être direct ou indirect par rapport à tel de ses antécédents suivant la force du lien causal qui existe entre ce dommage et cet antécédent.

Tels étaient bien, semble-t-il, les enseignements que les rédacteurs du Code civil pouvaient trouver dans l'ancienne doctrine (2). Comme en bien d'autres matières, ils n'ont pas

(1) L'expression est de DEMOLOMBE (*op. cit.*, XXIV, n° 599, pp. 589-590).

(2) SOURDAT (*op. cit.*, I, n° 105, *in fine*), paraît bien soutenir un système analogue à celui que nous exposons.

innové et ils se sont contentés de transposer dans l'article 1151 les solutions que la tradition leur apportait. Ainsi, on peut dire que l'article 1151, sous le couvert d'une règle de détail relative à l'évaluation des dommages-intérêts en matière contractuelle, tranche en réalité le problème causal envisagé du point de vue juridique.

Or, ce problème ne peut recevoir qu'une solution, puisqu'il se ramène à l'application d'un principe logique. Ce n'est pas à dire qu'on ne puisse pas proposer plusieurs solutions, mais on ne peut en choisir finalement qu'une seule pour la faire prévaloir dans tous les domaines. Il apparaît que, dans l'article 1151, le Code civil a choisi une solution : elle doit donc s'appliquer dans toutes les autres hypothèses où se pose la même question. Si, relativement à ces cas, le Code a gardé le silence, c'est aux principes de l'article 1151 qu'il faudra avoir recours. En particulier, devant les articles 1382 et 1383, qui ne font que de simples allusions à la relation de cause à effet, il ne faut pas hésiter à appliquer la distinction de l'article 1151 qui s'impose indiscutablement. On ne pourrait l'écarter qu'en refusant d'admettre qu'elle est le reflet d'une conception causale, ce qui paraît impossible à démontrer, ou en prouvant que le Code civil avait deux conceptions différentes de la causalité, l'une pour les contrats et l'autre à l'usage des délits, ce qui n'est pas établi et ce qui heurterait la logique et le bon sens.

C'est là, au fond, le seul et véritable motif qui justifie l'extension aux délits et aux quasi-délits de la distinction étudiée.

De nombreux auteurs l'ont relevé et certains l'ont exposé dans des termes excellents. « Cette règle », écrivent MM. Mazeaud (1) au sujet de l'article 1151, « n'est que l'application des principes généraux de la responsabilité civile, qui ont trait à la nécessité d'un lien de causalité. Si le préjudice

(1) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1670, pp. 512-516 ; — PLANIOL et RIPERT, *Traité pratique*, VII, par ESMEIN, RADOUANT et GABOLDE, n° 861, p. 167.

indirect ne doit pas être réparé par le débiteur, c'est qu'il n'a pas un lien de causalité suffisant avec la faute commise par ce débiteur, avec l'inexécution de l'obligation ». Et ils ajoutent : « C'est donc l'analyse du lien de causalité qui conduit à décharger le défendeur de la réparation des dommages indirects ; sa responsabilité est dégagée parce que le lien de causalité manque. Aussi la règle est-elle vraie, non seulement dans le domaine de la responsabilité contractuelle où l'article 1151 du Code civil la formule expressément, mais encore dans celui de la responsabilité délictuelle, la nécessité d'un lien de causalité s'imposant dans l'un et dans l'autre cas ».

18. — Cependant, cette argumentation, qui paraît solide, n'a pas entraîné l'adhésion de toute la doctrine à l'application de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect dans le domaine des responsabilités délictuelle et quasi-délictuelle. Certains auteurs ont même vigoureusement soutenu l'opinion contraire (1). Pour eux, il s'agit là d'une règle propre à la responsabilité contractuelle et ils s'efforcent de justifier cette interprétation restrictive.

Le seul argument qu'ils apportent à l'appui de leur opinion consiste à dire que les articles 1382 et 1383 du Code civil imposent à celui qui l'a causé par sa faute, la répara-

(1) LAURENT, *Principes du Droit civil français*, 3<sup>e</sup> éd., Paris, 1859-88, XX, n° 529, p. 573 ; — AUBRY et RAU et BARTIN, *op. cit.*, VI, § 445, p. 352 ; — DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n°s 460-62, pp. 121 et suiv. ; — JOSSE-RAND, *Cours*, II, n° 440, p. 234 et 630, p. 346 ; — BEUDANT (R.) et CAPITANT, *Esquisse d'une théorie générale de la responsabilité*, Annales de l'Université de Grenoble, 1906, n° 93, p. 646 ; — BRUN, thèse, n° 58.

Voir aussi les conclusions de M. l'avocat général SENS-OLIVE et la note de M. SAVATIER, sous Cass. civ., 14 mars 1934, D. P. 1934.1.59.

M. BONNECASE (*Précis de Droit civil*, Paris, 1934, II, n° 479-4°, p. 415) paraît défendre aussi ce système. Voir également, quoique moins nets : LALOU, *op. cit.*, n°s 56, 58 et 60, et COLIN et CAPITANT, *Cours élémentaire de Droit civil français*, 7<sup>e</sup> éd., Paris, 1931-32, II, n° 194-6°.

Adde, contre l'extension, DALLOZ, *Répertoire pratique de Législation de Doctrine et de Jurisprudence*, v° Resp. civ., n° 627.

tion du dommage subi par autrui, sans faire, dans les termes, aucune espèce de distinction entre différentes catégories de dommages. A cette rédaction, s'oppose celle des articles 1150 et 1151, qui portent des distinctions entre les dommages prévus et imprévus et les dommages directs et indirects. Puisque le Code civil n'a pas groupé toutes les règles de la responsabilité dans un même titre et qu'il a cru devoir les énoncer distributivement pour les contrats et pour les délits, elles doivent être considérées comme des règles d'interprétation stricte dans chacun de ces domaines. On doit donc s'interdire leur transposition.

Il est d'ailleurs à remarquer que l'objection ainsi formulée dépasse par sa portée, pour ceux qui la présentent, le simple argument de texte. Elle se rattache à la vieille controverse de l'unité ou de la dualité des responsabilités et, à ce titre, nous la trouvons surtout chez les tenants de la dualité (1), qui ont toujours vu dans la différence de rédaction des articles 1151 et 1382 et suivants l'une des preuves tangibles de l'exactitude de leur thèse. Pour eux, les rédacteurs du Code auraient édicté des règles de réparation particulières aux contrats et d'autres propres aux délits et cette spécialité de réglementation se justifierait par des différences profondes de nature entre les deux ordres de responsabilité.

**19.** — Nous pensons que l'argument exposé peut être réfuté sans qu'il soit besoin de se prononcer en faveur de l'unité ou de la dualité des responsabilités.

On peut d'ailleurs le déponiller, dès l'abord, d'un des éléments de sa force, en indiquant qu'il ne s'agit pas d'appliquer, au sens littéral, l'article 1151 en matière délictuelle. Il y aurait assurément une certaine inélégance à motiver expressément une décision rendue en matière délictuelle sur ce texte, qui appartient à la section IV. « Des dommages-

(1) Cf. BRUN, thèse ; — R. BEUDANT et H. CAPITANT, article précité. — Voir aussi les conclusions précitées de M. l'avocat général SENS-OLIVE.



intérêts résultant de l'inexécution de l'obligation », et qui, dans ses propres termes, se réfère au « débiteur » et à « l'inexécution de la convention ». Il s'agit seulement de savoir, ce qui est assez différent au moins dans la forme, s'il ne contient pas un principe général exprimé seulement par le Code dans l'une de ses applications. Cette présentation de la question, plus exacte et plus précise, fait disparaître ce qu'il y a de choquant, à première vue, dans le fait de résoudre une difficulté d'ordre délictuel à l'aide d'un texte écrit pour les contrats (1).

L'argument, déjà amoindri par cette remarque de forme, ce qui laisse présumer sa faiblesse, se trouve ruiné si l'on observe que nombre des principes qui régissent la responsabilité contractuelle trouvent leur application en matière de délits.

Nul ne saurait prétendre qu'en matière délictuelle, les dommages-intérêts sont entièrement abandonnés à l'arbitraire du juge. Si l'on se reporte aux articles 1382 et suivants du Code civil, on voit bien qu'ils ont posé le principe d'une obligation de réparer dans certaines circonstances, mais ils ne précisent ni la forme, ni les modalités, ni l'étendue de la réparation. Il faut donc croire qu'en parlant

(1) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1670, p. 513. — Voir aussi : SOURDAT, *op. cit.*, I, n° 105 ; — DOBY, thèse, p. 60 ; — L. RIPERT, thèse, n° 164.

Voir aussi l'intéressant arrêt de la Cour de Nîmes du 19 décembre 1910, S. 1911.2.171 : ... « Attendu que la logique commande que l'auteur d'un délit ou d'un quasi-délit ne réponde que des suites immédiates et directes de son action ; que ce principe a trouvé place dans l'article 1151 du Code civil relatif, il est vrai, aux contrats, où il est écrit : « ... (citation)... » ; qu'une telle restriction de responsabilité, édictée en faveur d'un débiteur de mauvaise foi, doit s'appliquer, par identité de motifs, et même *a fortiori*, à celui qui, par son fait, sa négligence ou son imprudence, a causé un dommage à autrui ; ... »

Il faut noter, cependant, que des pourvois formés en matière de responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle invoquent expressément l'article 1151 C. civ. Voir, par exemple, Cass. civ., 20 janvier 1880 D. P. 1880.1.352 ; — Req., 27 janvier 1921, S. 1932.1.89, note VIALLETON.

de réparation, ils se réfèrent à une notion connue, car on ne peut tout de même soutenir qu'ils aient omis un point aussi important ou qu'ils l'aient négligé volontairement.

On peut expliquer autrement le silence de ces textes : le Code avait déjà défini antérieurement les dommages-intérêts, en traitant de l'effet des obligations conventionnelles, et, si l'on ne peut assimiler *a priori* les délits aux contrats dans une théorie juridique unique, il n'en résulte pas qu'ils soient régis en tous points, les uns et les autres, par des principes différents. On a d'ailleurs fait justement remarquer qu'il était très difficile au législateur de formuler des règles tout à fait précises en matière de dommages-intérêts, parce que la réalité offre des cas si variés qu'ils se prêtent mal à une vue d'ensemble synthétique. Aussi, les textes qui réglementent les dommages-intérêts contractuels ont-ils l'allure de recommandations d'ordre général adressées au juge et lui laissant une certaine liberté, plutôt que celle de règles de détail (1).

Ainsi, l'ordre des matières dans le Code et le caractère général des dispositions relatives aux dommages-intérêts contractuels ont conduit normalement les interprètes à voir dans celles-ci l'expression de principes valables dans d'autres domaines (2). Ils ont puisé dans ces textes des notions

(1) DURANTON, *Cours de Droit français suivant le Code civil*, 4<sup>e</sup> éd., Paris, 1844, XII, n<sup>o</sup> 480, p. 464 : « Il n'est pas de matière plus abstraite que celle relative aux dommages-intérêts ; aussi la loi n'a-t-elle pu tracer que des principes généraux, en s'en remettant à la sagesse des tribunaux pour leur application, selon les circonstances et les faits de la cause. » — Voir aussi le rapport de FAVART lors de la communication officielle du projet au Tribunat : « Mais les dommages-intérêts, d'après quelle échelle doivent-ils être réglés ?... Tous les juristes ont convenu que la matière est extrêmement difficile à traiter. Aussi, le projet s'est-il borné à présenter quelques principes qui peuvent servir de règles, ou plutôt, de préceptes aux juges qui doivent prononcer sur les prétentions toujours exagérées de ceux qui se plaignent de l'inexécution des conventions. » FENET, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, Paris, 1836, XIII, p. 323.

(2) L. RIFERT, thèse, n<sup>o</sup> 164, p. 184.

comme celles de la cause étrangère (art. 1147), du cas fortuit et de la force majeure (art. 1148), qui reçoivent une application quotidienne en matière de délits, bien que les articles 1382 et suivants les aient à peu près ignorées dans leurs termes. Ils n'ont pas hésité à admettre qu'en matière délictuelle, comme en matière contractuelle, les dommages-intérêts doivent réparer le *damnum emergens* et le *lucrum cessans*. Ces deux éléments du préjudice sont distingués par l'article 1149, qui se trouve ainsi érigé en règle générale.

C'est pourquoi on peut dire que les partisans de l'extension de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect au domaine de la responsabilité délictuelle n'ont nullement innové une méthode d'interprétation particulière à l'article 1151. Leur solution, au contraire, paraît bien tenir compte de la rédaction même du Code et ne s'écarte pas de la ligne générale des solutions voisines.

Ces observations feront apparaître que l'argument tiré de l'interprétation littérale de l'article 1151 est loin d'être péremptoire. Au surplus, l'attitude des adversaires de l'application extensive de la distinction de l'article 1151 nous conduit à présenter une autre remarque intéressante.

Nous avons exposé que cette extension se justifie, avant tout, par cette considération que la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect procède de la notion de causalité qui intervient nécessairement dans toute question de responsabilité civile, tant en matière délictuelle qu'en matière contractuelle. Pour n'appliquer cette distinction que dans le seul domaine des contrats il faut la détacher de la notion de causalité qui lui confère un caractère de généralité. Or, il se vérifie, en effet, que les adversaires de l'interprétation extensive de l'article 1151 ont rejeté, de manière explicite ou implicite, le raisonnement que nous avons tenu précédemment sur le fondement de ce texte et qui consiste à faire de la distinction du dommage direct et du dommage indirect un aspect du problème causal.

Les uns nient, ou, plutôt, se bornent à méconnaître la

liaison qui nous a paru certaine entre la causalité et la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect (1). Cette position leur permet de soutenir logiquement que l'on se trouve en présence d'une distinction propre aux dommages contractuels et qu'il n'y a pas lieu, par suite, de l'étendre à tous les domaines dans lesquels se pose la question causale. Mais alors, il leur reste à justifier la distinction, à préciser son fondement et, surtout, à montrer pour quelles raisons il faut décider qu'elle est propre au droit des contrats.

Les autres adoptent des théories sur la causalité qui sont, disent-ils, incompatibles avec la distinction de l'article 1151 entendue au sens causal (2). On peut se demander s'ils utilisent pour interpréter ce texte une méthode irréprochable. Recherchant les limites du champ d'application de cet article, ils devaient, avant tout, déterminer quelles avaient été à cet égard les intentions des rédacteurs du Code, et, donc, se placer dans la même situation qu'eux. Or, pour la plupart, ils résolvent le problème de la causalité à l'aide d'une théorie moderne que les législateurs de 1804 ont ignorée, puisqu'elle est postérieure à leur œuvre : celle de l'équivalence des conditions. C'est grâce à ce système, sur lequel nous aurons à revenir, qu'ils parviennent à dissocier la distinction de la notion de causalité et, par suite, à conclure que cette distinction n'est pas applicable dans tous les domaines où joue le principe causal.

Ces auteurs montrent bien, nous le verrons, que la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect entendue au sens causal est incompatible avec le système de l'équivalence des conditions. Il n'en résulte nullement que l'article 1151 n'ait pas eu, dans la pensée de ses rédacteurs, la valeur d'une règle générale, applicable en toute matière de dommages-intérêts. Si on avait connu la théorie de l'équivalence et si on avait voulu l'adopter au moment de la

(1) JOSSEKAND, *Cours*, II, n° 440, p. 234 et 630, p. 346 ; — BEUPANT (R.), et CAPITANT, article précité, n° 93 ; — BRUN, thèse, n° 58.

(2) DEMOGUE, *Obligations*, IV, n° 462 ; — MARTEAU, *La notion de causalité dans la responsabilité civile*, thèse, Aix, 1914, pp 213 et suiv.



rédaction du Code civil, il est certain que la distinction du dommage direct et du dommage indirect aurait été écartée et que l'article 1151 n'aurait pas été écrit dans sa forme actuelle (1). En réalité, le Code civil, en reprenant cette distinction, telle qu'elle existait dans la tradition, a vu en elle un aspect du problème causal et il a entendu formuler une règle générale. L'opinion que nous combattons veut restreindre la distinction en prêtant aux rédacteurs du Code une conception de la causalité qui n'était certainement pas la leur. C'est en cela qu'elle paraît contestable. D'ailleurs, devant les termes exprès de l'article 1151, les auteurs qui défendent cette opinion se voient contraints de maintenir la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect en matière contractuelle. Puisqu'ils lui déniaient tout fondement causal, il leur incombe de la justifier d'une autre manière et, puisque, suivant eux, elle est particulière aux dommages contractuels, ils doivent préciser les rapports qui existent entre cette distinction et la notion de contrat.

Peut-on effectivement soutenir que la distinction du dommage direct et du dommage indirect s'applique exclusivement dans le domaine de la responsabilité contractuelle parce qu'elle est légitimée par une particularité quelconque du droit des contrats ? Personne n'a jamais mené à bien pareille démonstration : les textes s'opposent à une interprétation restrictive de l'article 1151 et les conséquences injustes et illogiques qui en découleraient achèvent de la condamner.

Tout d'abord, l'article 1151 ne porte pas la marque d'un droit propre aux contrats. A cet égard, il y a une différence considérable entre ce texte et l'article 1150. Ce dernier limite la réparation aux « dommages et intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir lors du contrat », lorsque ce n'est pas par le « dol » du débiteur que l'obligation est inexécutée. On s'est mis d'accord aisément pour préciser que

(1) Jean DESCHIZEAUX, *Influence du fait de la victime sur la responsabilité civile délictuelle*, thèse, Grenoble, 1934, pp. 17-25.

le mot *dol* désigne ici, non pas des machinations frauduleuses particulières, mais la simple fraude qui consiste, de la part du débiteur, à refuser volontairement l'exécution de l'obligation dont il est tenu.

On a toujours pensé que ce texte devait s'appliquer restrictivement dans le domaine des contrats et de très rares auteurs ont tenté, sans grand succès, de l'étendre aux délits (1), en s'inspirant d'une idée dont nous aurons à vérifier l'exactitude : celle de réaliser un équilibre entre la culpabilité de l'auteur et l'importance de la réparation. Si les partisans de l'application extensive de l'article 1150 ne l'ont pas emporté, c'est parce que cette notion d'équilibre n'est pas reconnue, officiellement du moins, en droit français (2) et, aussi, parce que l'article 1150 se justifie uniquement par des considérations tirées du droit des contrats qui n'existent pas en matière délictuelle.

Ce texte apporte en réalité une exception au principe fondamental de la réparation intégrale du dommage causé, et une exception d'ordre purement contractuel, qui s'explique par les notions inséparables de convention et de bonne foi. En effet, on considère traditionnellement l'article 1150 comme une disposition de faveur à l'égard du débiteur contractuel et on y voit une de ces primes que le Code a généreusement et justement attachées à la bonne foi, dont il a fait, dans l'article 1134 al. 3, la règle de l'exécution des contrats. L'explication théorique en est simple et on la trouve dans la convention des parties. L'article 1150 est fondé sur une clause limitative de responsabilité intervenue entre les parties, clause sous-entendue, sans doute, mais imposée par la bonne foi qui doit présider à la conclusion et à l'exécution du contrat. Les parties se sont obligées proba-

(1) Jules AUBIN, *Responsabilité délictuelle et responsabilité contractuelle*, thèse, Bordeaux, 1897 ; — GRANDMOULIN, thèse, pp. 58-62.

(2) Cette idée est cependant admise, dans le silence des textes, lorsqu'il s'agit de répartir la charge des dommages-intérêts entre co-auteurs, dans le cas de faute commune.

blement dans l'espoir d'un certain profit ; elles ont dû réfléchir aussi aux inconvénients qui résulteraient pour le co-contractant de l'inexécution du contrat ; elles sont censées s'être signalé respectivement tout ce qu'elles pouvaient attendre du contrat et l'importance qu'elles y attachaient ; aussi, est-il juste de limiter les dommages-intérêts dûs par le débiteur, involontairement défaillant, à la somme que les parties ont prévue ou pu prévoir lors de la formation du contrat (1). En fait, l'inexécution a pu entraîner des conséquences plus lourdes que celles prévues ; les parties sont supposées les avoir exclues par avance de la réparation : il serait contraire à la bonne foi qu'un créancier pût réclamer à son débiteur autre chose que l'objet convenu, ou plus que la somme à laquelle cet objet a été en quelque sorte évalué d'accord, pour le cas où il ne pourrait être involontairement réalisé.

Si le débiteur est de mauvaise foi, s'il s'abstient volontairement de l'exécution, il ne bénéficiera plus d'aucune exception de faveur et il n'y aura plus à tenir compte de la prévision ou de l'imprévision des dommages-intérêts. Dans ce cas, exposait Bigot-Préameneu devant le Corps législatif : « Le dol établit contre celui qui le commet une nouvelle obligation, différente de celle qui résulte du contrat ; cette nouvelle obligation n'est remplie qu'en réparant tout le tort que le dol a causé » (2). Certains auteurs en ont déduit qu'il y a transformation de la nature de l'obligation du débiteur : à la suite de son dol, il serait tenu délictuellement. On peut penser, avec Ambroise Colin et Capitant (3), que « la responsabilité du débiteur a, dans tous les cas, sa base dans le contrat » et il ne paraît pas en effet nécessaire de mettre en jeu les principes de la res-

(1) PLANIOL et RIPERT, *Traité élémentaire*, II, n° 250, *in fine*, p. 99 : « Le texte de l'article 1150 étant général, il faut appliquer cette disposition non seulement à la cause mais encore à la quotité du dommage. » C'est, aujourd'hui, l'opinion générale.

(2) FENET, *op. cit.*, XIII, p. 232.

(3) *Cours*, II, n° 105, p. 96.

pensabilité délictuelle pour rendre compte du changement qui s'opère (1). La clause tacite de limitation de la responsabilité, par laquelle on explique l'article 1150, est en elle-même conditionnelle, et elle n'intervient que si le débiteur est de bonne foi, mais elle ne saurait recevoir application si l'inexécution peut-être attribuée à son dol. Dans ce dernier cas, la condition n'est pas réalisée et le débiteur sera tenu des dommages-intérêts imprévus, à raison du contrat lui-même et sans qu'il y ait lieu de s'en évader pour fonder cette solution sur d'autres principes. D'ailleurs, le jeu de cette clause tacite est nécessairement soumis à la condition de bonne foi, sans quoi, elle aurait pour résultat d'exonérer, au moins partiellement, le débiteur des conséquences de sa faute dolosive et, à ce titre, elle serait illicite.

Si nous avons quelque peu insisté sur l'analyse de l'article 1150, c'est dans le but de montrer qu'il existe certaines règles de réparation qui paraissent bien liées au caractère propre des obligations auxquelles elles sont applicables :

L'examen de l'article 1146, relatif à la nécessité de la mise en demeure, nous conduirait à une conclusion identique.

Or, on chercherait en vain à démontrer par une étude analogue que la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect peut se justifier par des considérations tirées, comme dans les cas précédents, de la situation contractuelle. A l'inverse de l'article 1150, l'article 1151 ne peut s'expliquer ni par la notion de bonne foi, ni par une convention implicite des parties. Le texte précise, remarquons-le bien, que la distinction qu'il comporte reste applicable « dans le cas même où l'inexécution de la convention résulte du dol du débiteur ». Si la règle qu'il consacre subsiste dans l'hypothèse de dol, cela prouve assurément qu'elle n'est

(1) BIGOT-PREAMENEU disait lui-même (FENET, *ibid.*) que, dans le cas de dol, « les dommages-intérêts n'en ont pas moins leur cause dans l'exécution de la convention. »



pas fondée sur l'idée de bonne foi, et, de même, on ne saurait dire que la non-réparation du dommage indirect résulte d'un accord tacite des parties, car, s'il en était ainsi, on se trouverait en présence d'une clause nulle en tant qu'elle tendrait à exonérer le débiteur de sa faute dolosive (1).

Enfin et surtout, s'il est vrai que l'examen des conséquences pratiques d'une norme juridique peut fournir, dans certains cas, les éléments d'une méthode d'interprétation, les résultats inacceptables de la thèse qui restreint l'article 1151 à la matière des contrats commandent sa condamnation. En effet, si l'on retenait cette théorie, on se trouverait placé devant ce paradoxe qui consisterait à traiter le débiteur contractuel coupable de dol, plus favorablement que l'auteur de la plus minime négligence génératrice d'une responsabilité quasi délictuelle (2). Le débiteur contractuel est toujours fondé à invoquer la règle de l'article 1151, tandis que les articles 1382 et 1383 ne prévoient aucune différence de traitement suivant que la faute est ou non intentionnelle. C'est en vain, du reste, que l'on prétendrait qu'il existe dans le cas de dol contractuel des raisons d'atténuer la responsabilité qui ne se retrouvent pas en matière de dol délictuel. S'il peut y avoir quelque différence entre les deux espèces de dol, elles restent cependant bien voisines et il convient de conclure à leur complète assimilation en ce qui concerne l'étendue de la réparation (3).

L'explicable différence de traitement résultant nécessairement d'une application restrictive de l'article 1151, constituerait une flagrante injustice. Cette remarque doit mettre un point final à la controverse ; on peut être surpris qu'elle n'ait pas suffi à convaincre tous les adversaires de l'extension : certains d'entre eux, qui, pourtant, dénoncent

(1) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1670, p. 513.

(2) H. et L. MAZEAUD, *ibid.*

(3) SOUDDAT, *op. cit.*, I, n° 105.

et critiquent les conséquences injustes de la thèse restrictive, finissent par se résigner à les accepter (1).

20. — La jurisprudence, au contraire, admet, depuis longtemps et de manière constante, que l'article 1151 pose un principe d'ordre général et elle applique aux délits et quasi-délits la distinction qu'il contient en l'entendant au sens réel (2).

Elle a adopté cette solution, d'une part parce qu'elle a bien compris les liens qui unissent la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect à la question de la causalité, et, d'autre part, parce qu'elle a reculé devant les résultats inadmissibles auxquels conduirait une interprétation restrictive de l'article 1151. Dans de nombreux jugements et arrêts rendus en matière délictuelle, il est question de préjudice direct, de cause indirecte ou de relation indirecte de cause à effet (3) ; quelques rares décisions seulement font tache dans cette unité (4).

(1) JOSSERAND, *Cours*, II, n° 630, p. 346.

(2) DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n° 461, p. 122 ; — H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1674-1675, pp. 518 et suiv. ; — PLANIOL et RIPERT, *Traité élémentaire*, II, n° 869 bis, p. 310 ; PLANIOL et RIPERT, *Traité Pratique*, VII, n° 861, p. 167.

(3) La jurisprudence a parfois même appliqué, à proprement parler, l'article 1151 en matière délictuelle ou quasi-délictuelle : Cf. Nîmes, 19 mars 1928, S. 1928.2.93 : « Attendu..... que le lien de causalité doit être réel et étroit ; que la volonté du législateur s'est nettement exprimée à cet égard dans l'article 1151 C. civ. concernant aussi bien les quasi-délits que les contrats, où il exige que le préjudice soit la suite directe et immédiate de la faute ;..... » — Montpellier, 21 fév. 1931, D. H. 1931.199 : « Attendu..... qu'en aucun cas, et selon la règle posée dans l'article 1151 C. civ., applicable dans la théorie de la responsabilité délictuelle, l'auteur responsable ne doit réparer le dommage indirect, qui est celui dont le délit qui a été commis n'a été que l'occasion et nullement la cause efficiente ;..... »

(4) Trib. civ. Colmar, 14 nov. 1928, *Gaz. Trib.*, 1929.2.122 : « Considérant..... qu'il y a lieu d'écarter en matière de responsabilité délictuelle l'application des articles 1159 et 1151 du Code civil ;..... » ; — Trib. d'Oran, 22 oct. 1932, S. 1933.2.229, « Attendu que, se prévalant

## SECTION II

**Application générale de la distinction de l'article 1151**

**21.** — Si, comme nous le croyons, la distinction de l'article 1151 était bien, pour les rédacteurs du Code, l'aboutissement d'un effort tendant à résoudre le problème causal, si elle manifeste qu'ils ont pris parti en faveur d'un classement des causes suivant leur degré de puissance et de force, sans d'ailleurs pouvoir formuler le critérium applicable, il faut en conclure que cette théorie doit recevoir application dans tous les cas où se pose la question de la causalité.

Selon nous, il s'agit bien là d'une règle très générale valable dans tous les domaines et qu'il faut appliquer dans toutes les espèces où l'on se trouve dans la nécessité, soit de déterminer parmi une multitude de causes possibles laquelle doit être retenue, soit de faire une coupure dans l'enchaînement des effets dérivés d'un fait initial.

Il convient d'étendre, en premier lieu, l'article 1151 aux responsabilités du fait d'autrui et du fait des choses prévues par les articles 1384, 1385 et 1386 du Code civil.

L'interprétation de ces textes, et, en particulier, de l'article 1384 al. 1, a ouvert une ère de discussions et de controverses qui n'est pas, tant s'en faut, révolue. Elle a semé, à l'heure actuelle, dans le droit de la responsabilité, un

des dispositions des articles 1149 et 1151 du Code civil, les défenseurs soutiennent qu'en matière de dommages-intérêts, il n'est jamais dû que les dommages directs ; que P. ne peut donc prétendre se faire payer les bénéfices incertains d'une prétendue invention ; mais, attendu que les règles que le Code établit sur les dommages-intérêts en matière d'obligations conventionnelles ne sont pas applicables à l'action en responsabilité qui naît d'un délit ou d'un quasi-délit . . . . . »

On cite également en ce sens un arrêt ancien de la Cour de cassation du 30 janvier 1826, S. et P. chr.

Voir, aussi, Nîmes, 30 oct. 1893, confirmant par adoption de motifs un jugement du Trib. civ. Nîmes, 25 juin 1892, D. P. 1895.2.5, et Trib. civ. Caen, 24 juin 1937, *Gaz. Pal.*, 1937.1.442 et la note.

fâcheux désordre, dont la jurisprudence a trop souvent subi le contre-coup.

Sur quel fondement reposent ces textes ? Pour les uns c'est la faute présumée ; pour les autres, c'est le risque. Quoi qu'il en soit, ils ont conduit à un élargissement considérable de la notion de responsabilité, et on se préoccupe aujourd'hui de discuter, comme on le ferait *de lege ferenda*, le point de savoir si cette extension est bonne ou mauvaise en soi, bien plus qu'on ne se soucie de rétablir fidèlement la véritable pensée des auteurs du Code que l'on a certainement méconnue.

En tout cas, ces textes n'ont pas apporté une conception spéciale de la causalité et ils ne se sont pas expliqués de manière particulière sur la détermination du dommage réparable. A cet égard, les rédacteurs du Code ont dû se reporter aux dispositions de l'article 1151, comme ils semblent l'avoir fait quand ils ont élaboré les articles 1382 et 1383. La victime qui invoque la responsabilité du fait d'autrui ou du fait des choses doit apporter la preuve que le dommage qu'elle éprouve est direct par rapport au fait de la personne ou de la chose dont le défendeur est responsable. En d'autres termes, il lui incombe de démontrer qu'il existe une relation causale suffisante entre le dommage et le fait incriminé. Cela établi, la responsabilité du défendeur se trouve, en quelque sorte, automatiquement déclenchée et il doit répondre du préjudice causé par sa chose, par son animal ou par son préposé, à moins qu'il ne parvienne à faire valoir l'une des causes d'exonération, le plus souvent fort limitées, qu'il lui appartient d'invoquer (1).

(1) Voir sur l'analyse du lien de causalité dans les responsabilités édictées par les articles 1384, 1385 et 1386 du Code civil : H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1431-37, pp. 332 et suiv., et n° 1694-97, pp. 534 et suiv.

Voir aussi : Jean DESCHIZEAUX, thèse ; — Louis COURTEAUD, *La notion de force majeure en matière de responsabilité contractuelle et délictuelle*, thèse, Grenoble, 1935 ; — Pierre PIGNY, *Essai sur la responsabilité qui naît des collisions de véhicules*, thèse, Grenoble, 1936.

Sur la jurisprudence récente en matière de responsabilité du fait des

Ainsi, dans toutes ces responsabilités, quelles qu'elles soient, le demandeur doit toujours prouver que le dommage allégué lui a été causé soit par la faute d'une personne, soit par le fait d'un animal ou d'une chose. Ce lien de causalité dont il est question est le même que celui auquel font allusion les articles 1382 et 1383. Le Code a voulu s'en expliquer dans l'article 1151 en distinguant le dommage direct et le dommage indirect et cette distinction est applicable dans la matière de la responsabilité du fait d'autrui, des animaux et des choses.

Le Code civil fournit encore, dans un autre domaine, une occasion intéressante de faire une application extensive des principes de l'article 1151. Il s'agit de l'article 301, qui prévoit l'octroi d'une pension alimentaire à celui des époux au profit duquel le divorce est prononcé (1).

Ce texte a été la source d'un certain nombre de difficultés et, en particulier, on a eu beaucoup de peine à pénétrer le véritable caractère de cette pension. L'accord paraît cependant s'être fait sur ce point, et on considère généralement que la pension de l'article 301 a un caractère indemnitaire. Le mariage étant dissous, elle n'est pas fondée, comme celle qui peut être accordée en matière de séparation de corps, sur le devoir de secours des époux, mais elle tend à réparer pour le conjoint innocent le préjudice résultant de la rupture du lien matrimonial et de la privation de ressources qui peut en être la conséquence. La pension alimentaire est, en réalité, dans ce cas, une forme de dommages-intérêts.

Si la pension était toujours demandée au cours de l'ins-

choses, cf. MARTY, note, S. 1937.2.217, sous Colmar, 23 juin 1937, et références citées.

Voir aussi : JOSSEMAND, D. H. 1928, chroniques, p. 33, et D. H. 1935, chroniques, p. 41 ; — FRÉJAVILLE, note, D. P. 1936.1.17 ; — H. MAZEAUD, note, S. 1928.1.177 ; — SAVATIER, notes, D. P. 1933.1.57 ; 1934.1.30 ; 1935.2.17.

(1) Voir sur cette question : BEQUIGNON, *Les sanctions civiles en cas de divorce* — articles 301 et 1382 du Code civil, thèse, Caen 1928 ; GERVÉSIE, *Pension alimentaire après divorce* (article 301 du Code civil), thèse, Lyon, 1928.



tence en divorce et si elle pouvait être fixée de manière définitive par le jugement de divorce, son octroi n'entraînerait jamais de difficultés spéciales. Mais, la loi n'a prévu aucun délai pour introduire la demande de pension, et, de plus, comme toute pension alimentaire, elle est, par essence, susceptible de revision. Cette situation crée des complications. En effet, il est possible que l'époux au profit de qui le divorce a été prononcé ne demande une pension qu'assez longtemps après le divorce et, si une pension lui a été accordée lors du divorce, il peut jusqu'à sa mort en poursuivre la revision. Il doit toujours justifier de son état de besoin pour obtenir satisfaction. Or, si l'action n'est pas engagée au moment même où le divorce est prononcé ou aussitôt après, il est possible que l'état de besoin allégué par le demandeur résulte d'autres causes que de la seule dissolution du mariage. L'exemple le plus typique est celui de l'époux qui fait valoir un mauvais état de santé. S'il agit longtemps après le divorce, il sera très délicat de savoir si ce mauvais état de santé existait bien lors du divorce, s'il ne s'est pas manifesté postérieurement ou s'il n'a pas été aggravé par des causes récentes. Voilà donc encore une situation dans laquelle le juge est amené à analyser un concours de causes multiples. Son objectif doit être d'ordonner la réparation du seul préjudice qui résulte effectivement de la dissolution du lien matrimonial.

La Cour de cassation, dans un arrêt du 18 octobre 1926 (1), que l'on considère comme une décision de principe, a fait application, en cette matière, de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect et elle a exigé que l'état de besoin allégué par le demandeur soit la conséquence directe de la dissolution du lien matrimonial.

(1) D. P. 1927.1.101, note ROUAST. Le savant annotateur voit même dans cet arrêt la consécration par la Cour suprême d'un système nouveau sur la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect. Cet arrêt est également cité par M. ESMEIN, note, S. 1935.1.377, et rapporté en sous note.

22. — Ainsi, ces diverses responsabilités, quels que soient leurs traits particuliers, mettent en jeu, au moins dans une certaine mesure, la règle de l'article 1151. Son caractère général apparaît plus clairement encore si l'on remarque qu'elle a été mise en œuvre dans des domaines extérieurs au droit civil proprement dit.

L'article 407 du Code de commerce, modifié par la loi du 15 juillet 1915, régit la responsabilité en cas d'abordage. Il prévoit différentes hypothèses : abordage par suite de cas fortuit, abordage « causé par la faute de l'un des navires », abordage par suite de faute commune, et formule les règles de solutions applicables à ces divers cas particuliers. S'il parle des dommages causés, il ne fait, par contre, aucune allusion à la distinction du dommage direct et du dommage indirect. Là comme ailleurs, les auteurs et la jurisprudence ont cherché à délimiter la notion de dommage réparable pour ne pas se laisser entraîner jusqu'à l'infini par les rapports de dépendance des faits les uns à l'égard des autres. Ils ont puisé tout naturellement cette limitation dans la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect qui est ainsi couramment transposée dans ce domaine (1).

La nécessité de tracer une frontière analogue a pesé sur les débats au cours desquels ont été élaborées des lois instituant des responsabilités nouvelles. A maintes reprises, on s'est heurté à cet angoissant problème de la causalité et on a combattu cette espèce de vertige qu'il suscite à l'aide du vieux remède du Code civil, sans s'arrêter bien souvent à l'analyse de ce remède traditionnel. Deux bons exemples de cet ordre nous sont fournis par les discussions, à la Chambre des Députés, de la loi du 9 avril 1898, concernant la responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail et de celle du 17 avril 1919 sur, la

(1) FUZIER-HERMAN, *Répertoire*, I, v° *Abordage*, n°s 94 et suiv., et n°s 104, 105 et 106.

réparation des dommages causés par les faits de la guerre (1).

A la séance du 5 juin 1893 (2), l'une de celles au cours desquelles la Chambre examina le projet de loi sur les accidents du travail, M. Dron proposa et défendit, lors de la discussion de l'article 8, un amendement ainsi conçu : « Les indemnités ne sont dûes que pour les conséquences directes et immédiates des accidents ; elles ne sont pas dues pour les conséquences d'une opération chirurgicale qui n'aurait pas été motivée et provoquée par l'accident lui-même. Elles ne sont pas dues non plus pour les aggravations résultant de lésions ou d'infirmités préexistantes ; en cas d'aggravation de ce genre, les indemnités pourront être réduites. » L'auteur de l'amendement développa son point de vue en indiquant le danger et les difficultés de certains cas limites ; il lui semblait que l'introduction dans le texte de la formule « conséquences directes et immédiates » était de nature à apporter une précision capable de les trancher. Le rapporteur en prit note : « La commission n'hésite pas », dit-il, « à déclarer que les indemnités ne sont dues que pour les conséquences directes et immédiates des accidents ». Il donna ainsi à M. Dron ce que le style parlementaire appelle un apaisement, et ce dernier, s'estimant satisfait, ne fit aucune difficulté pour retirer son amendement qui eût alourdi le texte (3). C'est à ce souci d'élégance que nous devons certainement de ne pas voir figurer dans la loi l'expression formelle d'une distinction dont elle a voulu tenir compte.

(1) Ces exemples sont cités par M. NICOLESCO, thèse, p. 157 et p. 254. Il en tire argument en faveur de la thèse de l'application extensive de l'article 1151.

(2) *J. O.*, 1893, Débats parlementaires, séance du 5 juin, p. 1613.

(3) La jurisprudence a appliqué la distinction de l'article 1151 en matière d'accidents du travail. Elle ne prend l'invalidité en considération que dans la mesure où elle est une suite immédiate et directe de l'accident.

DALLOZ, *Répertoire Pratique*, Supplément, I, v° *Acc. Tr.*, n° 111-4° ; — JAPY, *La relation de cause à effet dans les accidents du travail*, thèse, Paris, 1933, pp. 140 et suiv.

Au contraire, la loi du 17 avril 1919 sur les dommages de guerre, après avoir énoncé dans son article premier le principe de l'égalité et de la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre, porte, dans son article 2, que « Les dommages certains, matériels et directs causés, en France et en Algérie, aux biens immobiliers ou mobiliers par les faits de la guerre ouvrent droit à la réparation intégrale instituée par l'article 12 de la loi du 26 décembre 1914, sans préjudice du droit pour l'Etat Français, d'en réclamer le payement à l'ennemi ».

A la séance de la Chambre du 5 octobre 1916 (1), M. Lebrun sollicita du rapporteur des explications sur le sens exact des adjectifs « certains, matériels et directs », en insistant plus particulièrement sur ce dernier terme. Son intervention tendait, en réalité, à obtenir des éclaircissements sur la manière dont la loi envisageait la relation causale. Il lui semblait que l'adjectif « direct » impliquait une conception assez restrictive de cette relation et que le texte exigeait, pour accorder une réparation, que le fait de guerre ait été la cause unique et exclusive du dommage invoqué, ce qui, dans son esprit, n'eût pas été une règle exempte de sérieux inconvénients. La question de M. Lebrun provoqua une réponse assez embarrassée qui mit en avant la complexité de cette matière : « Je ne suis pas surpris de l'interprétation de M. Lebrun. Nous arrivons, en effet, à une de ces questions tout à fait fertiles en difficultés et qui soulèvent les points les plus délicats... » Le rapporteur, ainsi mis en demeure de prendre position sur la question de la causalité, se retrancha sans hésiter, quoiqu'en le citant de manière inexacte, derrière l'article 1151 du Code : « Nous sommes en matière de dommages. Avons-nous sur ce point innové ? Sommes-nous sur ce point en recul ? Du tout, nous nous sommes inspirés du droit commun en matière de préjudice et nous avons emprunté la disposition des mots

(1) D. P. 1919.4.55.

« certains, matériels et directs » de l'article 1151 du Code civil. »

Cela est significatif et, quand nous aurons étudié, par la suite, les théories de la causalité, nous ne pourrions tenir rigueur au rapporteur d'avoir éludé par une finesse de tribune la véritable et redoutable analyse de l'article 1151 : « Vous demanderiez quelque chose d'extrêmement difficile si vous sollicitiez du rapporteur des précisions devant lesquelles ont reculé la jurisprudence et la doctrine depuis cent ans. Tout ce que vous pouvez nous demander, c'est de vous donner la règle, de vous en rapporter ensuite au juge pour son application. » (1).

Logiquement, le droit pénal devrait aussi fournir des exemples de l'application générale de la règle, que nous étudions.

Nous ne faisons pas allusion au cas où la victime, usant du droit que lui confèrent les articles 1 et 2 du Code d'instruction criminelle, porte son action en réparation devant les tribunaux répressifs, auxquels l'article 3 reconnaît compétence pour statuer sur les actions civiles fondées sur un

(1) On cite quelquefois, à la suite de ces lois, la loi du 12 mars 1920, art. 5, al. 2, sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels : ..... « Ils (les syndicats) peuvent, devant toutes les juridictions exercer tous les droits réservés à la partie civile relativement aux faits portant un préjudice direct ou indirect à l'intérêt collectif de la profession qu'ils représentent. »

Il semble bien qu'il s'agisse, dans ce texte, de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect entendue au sens personnel, telle que nous l'avons définie, *supra*, n<sup>os</sup> 13 et 14. C'est l'avis de MM. II. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n<sup>o</sup> 1668, p. 512, *in fine*. Il est d'ailleurs confirmé par les observations de M. CHÉRON, rapporteur de la loi, à la séance du Sénat du 24 juin 1917 : « Pour ce qui est du préjudice direct ou indirect, la doctrine n'est pas non plus nouvelle. Je me rappelle ce que disait à ce sujet M. DEMOLOMBE : « La partie lésée qui doit avoir un intérêt direct pour exercer l'action de l'article 1382, peut cependant exercer cette action en responsabilité d'un préjudice indirectement éprouvé, pourvu que le préjudice soit la suite immédiate du délit ou du quasi-délit, qu'il soit actuel et non pas seulement hypothétique. » D. P. 1920.4.81, et DALLOZ, R. P., v<sup>o</sup> *Syndicats professionnels*, n<sup>o</sup> 116.



fait qui mérite la qualification d'infraction pénale. Dans ce cas, cette règle particulière de compétence, qui modifie certains aspects de l'action civile pour affirmer la priorité du criminel, respecte cependant ses éléments essentiels. L'action reste au fond une action civile en réparation du dommage causé par un délit et, à ce titre, elle doit, pour réussir, remplir les conditions requises par l'article 1382 du Code civil. Aussi, la distinction de l'article 1151 doit-elle jouer en cette matière, comme s'il s'agissait d'un simple délit civil (1).

En dehors de ce cas, il serait normal que le droit pénal lui-même, qui souvent, doit statuer sur la causalité des faits, fît appel à la solution contenue dans l'article 1151. Nous songeons, plus particulièrement, aux articles 319 et 320 du Code pénal qui répriment les délits d'homicide et de blessures et coups involontaires. On aurait compris que la jurisprudence exigeât qu'il y eût entre le décès de la victime et la maladresse, l'imprudence, l'inattention, la négligence ou l'observation des règlements, qui doivent en être la cause, cette même relation directe qui, selon la jurisprudence civile, doit exister entre le préjudice et le fait générateur de responsabilité. Or, cette thèse ne paraît pas avoir été adoptée (2).

On ne saurait sans doute trouver là un argument très sérieux contre le caractère de généralité de la distinction de l'article 1151. Tout d'abord, l'expression « cause directe » ne semble pas avoir été employée avec la même valeur par les juges civils et par les juges criminels. En disant qu'il n'est pas nécessaire que l'imprudence ait été la cause directe de l'homicide, ces derniers ont voulu écarter la conception de la cause unique et exclusive. Ce n'est pas, nous l'avons dit, cette conception que la jurisprudence civile a tirée de l'article 1151. Ensuite, il est certain que le droit

(1) R. GARRAUD, *Traité théorique et pratique d'Instruction criminelle et de Procédure pénale*, Paris, 1907-29, I, n° 107, pp. 237 et suiv., spécialement p. 239.

(2) FUZIER-HERMAN, *Répertoire*, Supplément, XI, v° *Responsabilité*, n° 474 bis ; — Cf., aussi, Cass. crim., 18 novembre 1927, S. 1928.1.192, et 16 novembre 1929, *Gaz. Trib.*, 1930.146.

pénal répond des exigences particulières qui peuvent le conduire à certaines divergences par rapport au droit civil, et c'est ainsi, par exemple, qu'il ne punit pas de manière générale l'abstention fautive, qui est pourtant considérée, depuis longtemps, comme une source possible de responsabilité civile (1).

Nous n'avons pas cherché à dresser la liste limitative des cas d'application de la distinction de l'article 1151 ; mais nous pensons, néanmoins, avoir justifié par les quelques exemples ci-dessus rapportés le caractère de généralité que nous lui avons attribué.

Résumons maintenant en deux propositions cette partie préliminaire, dans laquelle nous avons voulu poser le problème qui nous occupe :

1° La question que le Code civil s'est efforcé de trancher dans l'article 1151 est celle de la causalité. Il ne s'en est pas tenu à cette alternative qui consiste à poser qu'un fait est cause ou ne l'est pas. Selon lui, le lien de causalité est susceptible de nuances ou de degrés : il y a des causes qui sont juridiquement suffisantes et d'autres qui ne le sont pas. Quand il existe un lien de causalité suffisamment fort et affirmé entre un fait et un préjudice, on dit que le préjudice est direct par rapport à ce fait. Quand, au contraire, le lien de causalité apparaît incertain et relâché, le dommage est qualifié indirect et n'est pas susceptible de réparation.

2° Cette conception de la causalité implique la généralité de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect qui en est l'expression. Il s'agit donc là d'une distinction qu'il faut accepter ou rejeter en bloc, suivant que l'on estime qu'elle est ou non fondée, et dont on ne saurait logiquement diviser les applications.

De ces propositions, il ressort que maintenant la question utile est celle de savoir si les vues du Code civil en matière de causalité trouvent un appui solide dans les théories que l'on a proposées pour résoudre le problème causal.

---

(1) Cf. SALLÉ DE LA MARNIÈRE, note, sous Poitiers, 12 nov. 1935, D. P. 1936.2.25.

## DEUXIÈME PARTIE

### Recherche de principes de solution

---

23. — Le problème est maintenant posé. Nous avons montré qu'on a essayé, dans l'article 1151 du Code civil, d'établir une distinction permettant de déterminer l'étendue du dommage réparable, et nous sommes parvenu à la conviction que ce texte contient l'expression des conceptions un peu vagues des législateurs de 1804 relativement au lieu de causalité en matière de responsabilité civile. Quand on étudie la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, on se trouve ainsi nécessairement amené à creuser le problème de la causalité. Nous ne pourrions donc tenter de préciser et d'apprécier cette distinction qu'après avoir envisagé au moins sommairement la question causale (1).

C'est ce que nous nous proposons de faire dans cette seconde partie qui revêtira inévitablement un caractère abstrait et théorique, puisque la notion de cause, qui n'est

(1) Les travaux juridiques français auxquels elle a donné naissance sont assez peu nombreux, ainsi qu'on en jugera par notre bibliographie. « La doctrine française », écrit M. MARTY, note S. 1937.2.217, « a jusqu'ici fait preuve d'une très grande réserve et d'une extrême prudence à l'égard du problème de la relation causale en matière de responsabilité. Volontiers ferait-elle sienne l'exclamation du juriste anglais : « Les eaux profondes de la philosophie sont trop près ». POLLOCK, *Law of torts*, 1901, p. 449, note ». M. MARTY indique que toute la bibliographie du sujet se réduit à quelques thèses et articles de revue.

pas proprement juridique, relève au fond surtout de la philosophie.

Nous montrerons d'abord que cette notion se présente sous des aspects divers qu'il importe de bien différencier, parce qu'elle ne répond pas à des exigences identiques dans tous les domaines de la connaissance humaine. Ensuite, nous analyserons rapidement les principales théories de la causalité. Enfin, nous chercherons à dégager les conséquences logiques qui découlent de ces théories au regard de la distinction qui nous intéresse.

Au terme de cette partie, nous aurons ainsi déblayé le terrain et nous aurons une vue d'ensemble de tous les systèmes auxquels les juristes ne font d'ordinaire que des allusions un peu trop succinctes.

---

## CHAPITRE PREMIER

### DIFFÉRENTS ASPECTS DE LA NOTION DE CAUSE

---

#### SECTION I

#### La cause au sens vulgaire et la cause au sens logique

24. — L'homme, placé dans le milieu naturel que la philosophie appelle le monde extérieur, est en contact direct avec lui par l'intermédiaire de ses sens, et sa connaissance, nécessaire à la vie parce qu'elle est le guide indispensable de son action volontaire, est faite de perceptions organisées par le raisonnement. Le raisonnement est la faculté de disposer de certains principes et d'en faire l'application à nos perceptions.

On a beaucoup discuté sur l'origine de ces principes : pour certains, ils seraient des moules innés de la conscience ; pour d'autres, ils seraient seulement le fruit de nos expériences (1).

L'un d'eux est le principe de causalité qui nous conduit à considérer tout événement comme un effet. Il met en lumière le caractère de mobilité du monde extérieur où tout, à tout instant, n'est que mouvement, activité et transformation ; il groupe les notions de succession et d'enchaînement des faits et traduit la dépendance de tout événement par rapport à certains de ceux qui l'ont précédé. L'homme, qui tend à des résultats déterminés et dont l'exis-

(1) GUX, *La relation de cause à effet dans les obligations extracontractuelles*, thèse, Lausanne, 1904, p. 27 ; — MARTEAU, thèse, p. 24.



tence nécessite l'utilisation et la domination de son milieu naturel, doit trouver dans le principe de causalité des règles d'action (1). Telle intervention, tel acte volontaire, auront-ils pour effet de produire un résultat désiré ou d'éviter une conséquence mauvaise et dangereuse ? C'est aussi le principe de causalité qui nous permettra d'apprécier notre conduite puisqu'il nous fait connaître les conséquences de nos actes (2). Sans lui, il n'y a pas de conscience possible ; les faits deviennent incohérents et il faut renoncer à les prévoir et à les coordonner ; aussi, en toutes circonstances, et même dans le seul but de satisfaire une curiosité désintéressée, mettons-nous en œuvre le principe de causalité. Il s'impose impérieusement et tout le monde l'applique, mais sans y avoir réfléchi beaucoup et sans apporter à cette application tout le discernement désirable. Dans la vie courante, chacun en fait usage : sans cesse, nous nous posons la question du pourquoi des choses, mais nous ne sommes pas difficiles à satisfaire et nous nous contentons aisément de réponses dont un examen plus serré fait apercevoir les faiblesses. A ce pourquoi, qui nous vient si fréquemment à l'esprit, répond ce qu'on a justement appelé la conception vulgaire de la cause (3).

Un exemple montrera en quoi elle consiste : un attrouplement se forme à un carrefour de rues où un piéton vient d'être renversé par une automobile (4). Peu de gens ont pu voir distinctement l'accident et sa rapidité soudaine ne leur permet pas de pouvoir en rendre un compte exact ;

(1) « L'idée de cause est un principe extrêmement général, essentiel à notre vie intellectuelle, à la base de la vie sous toutes ses formes, et rayonnant sur l'ensemble des connaissances humaines ». MARTEAU, thèse, p. 10.

(2) Cf. GUEX, thèse, p. 32 ; — MARTEAU, thèse, p. 35.

(3) Voir sur cette notion : GUEX, thèse, pp. 31 à 34 ; — MARTEAU, thèse, pp. 34 à 39 ; — FILIPPI, thèse, pp. 44 et 45 ; — DESCHIZEAUX, thèse, p. 10.

(4) Cf. exemples cités par GUEX, thèse, p. 35, et MARTEAU, thèse, pp. 36-37.

beaucoup s'approchent, cependant, à la recherche d'une explication et, tout à l'heure, ils formuleront des conclusions aussi définitives que différentes, dont chacun pourra, de son côté, se satisfaire. Un piéton accusera l'automobiliste, qui, comme toujours, maintenait une allure trop rapide ou frôlait les trottoirs ; un chauffeur dénoncera l'inconcevable imprudence de la victime qui traversait la rue sans s'être assurée qu'elle était libre ; un mécanicien trouvera que les freins du véhicule étaient mal réglés ou ses pneumatiques trop lisses ; un autre encore s'en prendra au mauvais état de la chaussée ou à l'humidité qui rendait le sol glissant. Dans cette divergence des avis, tous croient tenir la vérité, et, quand le groupe se disloquera, chacun poursuivra sa route avec la conviction qu'il a décelé la cause de l'accident.

25. — Il semble que, de cet exemple, nous puissions dégager les caractères dominants de la conception vulgaire de la cause.

Tout d'abord, elle est plutôt exclusive et elle comporte une idée de choix. Dans cet attroupement qu'un accident a formé, chacun voulait trouver « la cause » et ne s'arrêtait pas longtemps à cette constatation que l'interdépendance des événements est telle que, le plus souvent, un fait quelconque se rattache à une foule d'antécédents. Chercher la cause, c'est donc accepter la nécessité d'une sélection, c'est faire un choix entre tous ces antécédents, c'est hiérarchiser ces antécédents du point de vue causal et, au total, se montrer assez exclusif puisqu'un seul est généralement retenu et les autres négligés.

Ensuite, cette conception est arbitraire par dessus tout. Chacun opère ce choix dans son for intérieur, sans se préoccuper de tirer au clair le critérium sur lequel il repose. On envisage la situation avec ses indices personnels : intelligence, instruction, rang, profession, état de santé, sentiments, convictions. Suivant ce coefficient personnel, on fixe inconsciemment son attention sur telle ou telle caté-

gorie d'antécédents qui reçoivent le titre de causes, tandis que les autres restent dans l'ombre, comme s'ils n'avaient eu aucune participation active au résultat. Ainsi, tous retenant la notion d'une cause unique et chacun lui appliquant un critérium intuitif et individuel, on aperçoit aisément l'incohérence possible des résultats de cette recherche et l'incompatibilité des solutions proposées.

26. — A la cause vulgaire s'oppose la cause philosophique (1). Lorsque nous parlons de cause philosophique, nous devons bien préciser que nous n'envisageons pas la notion de cause au point de vue de la métaphysique, de la morale ou de la psychologie, mais que nous l'étudions seulement dans ses rapports avec la logique (2). Nous avons présenté le principe de causalité comme l'une des bases du raisonnement, et, s'il faut faire une courte et prudente incursion dans le domaine de la philosophie, c'est parce que l'une de ses branches, la logique, se propose l'étude des principes et des méthodes du raisonnement.

La logique analyse la relation causale en un rapport de succession nécessaire. La cause est antérieure à l'effet, elle commande son apparition, et, en outre, tout phénomène est relié d'ordinaire à une multitude d'antécédents. Stuart Mill, dans sa théorie de l'induction, a proposé la définition suivante de la cause: « La cause est la somme des conditions positives et négatives prises ensemble, le total des circonstances de toute espèce dont la réalisation est suivie invariablement du conséquent » (3).

(1) Voir sur ce point les développements présentés par GUËX, thèse, pp. 27 et s., dont les idées ont été reprises par MARTEAU, thèse, pp. 23 et suiv., et FILIPPI, thèse, pp. 45-47 ; — Cf. Edmond GORISSE, *De la qualité de la réparation en droit civil*, thèse, Lille, 1911 ; — NICOLESCO, thèse, pp. 16-19 ; — DESCHIZEAUX, thèse, pp. 10-11.

(2) GUËX, thèse, p. 27 ; — MARTEAU, thèse, p. 24.

(3) J. STUART MILL, *A system of logic ratiocinative and inductive*, 9<sup>e</sup> ed., Londres, 1875, p. 383.

Nous reproduisons la traduction proposée par GUËX, thèse p. 30.

Voir : *Les grands philosophes français et étrangers*. — STUART MILL, Ed. LOUIS, MICHAUD, Paris, par Paul ARCHAMBAULT, pp. 75 et suiv.

27. — Cette définition s'oppose à la conception vulgaire de la cause. Cette dernière implique l'idée d'un choix entre les antécédents du résultat et met en jeu un critérium mal défini et individuel, qui conduit, en général, à ne conférer le titre de cause qu'à un seul des antécédents. La conception de Stuart Mill évite, au contraire, le reproche d'arbitraire, comme aussi les difficultés d'un choix entre les antécédents. Elle embrasse dans la notion de cause tous les antécédents et toutes les conditions, qui ont été, à un degré quelconque, nécessaires à la production du résultat : elle est abstraite et générale. Il faut reconnaître qu'elle est exacte sur le terrain de la logique pure, et elle doit donner pleine satisfaction à des philosophes. Ceux-ci se placent dans le domaine le plus typique de l'abstraction ; ils s'attachent à la recherche de formules très générales et le champ idéal des spéculations de l'esprit, qu'ils ont à explorer, ne comporte aucune espèce de limite. Cette définition doit nécessairement, par ses caractères d'abstraction et de généralité, contenter les logiciens, puisqu'elle résout le problème par ses données. Elle affecte, d'ailleurs, la forme d'une équation mathématique rigoureuse et certains auteurs l'expriment par une égalité algébrique (1).

28. — Il paraît facile de montrer que ces deux notions de cause vulgaire et de cause philosophique sont peu utilisables dans le domaine juridique.

C'est son manque total de rigueur et de précision, son arbitraire, qui déprécie la conception vulgaire de la cause (2). Le droit a besoin de certitude et de stabilité et on ne saurait admettre qu'une notion à laquelle il a si souvent recours soit entièrement laissée à la discrétion du juge. Il apparaît clairement que cette conception est, en

(1) GUÉX, thèse, pp. 28-29 ; — MARTEAU, thèse, pp. 25-26 ; — FILIPPI, thèse, pp. 46-47.

(2) GUÉX, thèse, p. 34 ; — MARTEAU, thèse, pp. 37-38 ; — FILIPPI, thèse, p. 44.

principe, inacceptable. Pourtant, elle demeure intéressante par certains côtés. Retenons, en particulier, qu'elle apporte l'idée de faire entre les conditions des distinctions, qui, faute de critère précis, sont opérées à l'aide du bon sens. Nous verrons que cet effort de distinction a été repris par des théories d'allure très scientifique et que la plupart d'entre elles finissent par s'en remettre, plus ou moins ouvertement, au bon sens pour résoudre le problème causal.

Quand nous aurons montré, par la suite, dans quelle mesure les systèmes, que leurs auteurs croient les plus achevés, s'en rapportent à l'appréciation des juges, on conviendra qu'il est peut-être opportun de modérer la sévérité des critiques dont la conception vulgaire de la cause est l'objet. On s'expliquera aussi que certains auteurs l'aient trouvée satisfaisante et aient pu se contenter de sa simple transposition dans le domaine du droit. M. Marteau (1) indique que cette opinion et celle de l'allemand Birkmeyer, pour lequel la loi s'appliquant à tous doit être accessible à tous, et, donc, utiliser les notions vulgaires de la vie courante.

Nous devons d'ailleurs ajouter que, si l'on en juge par l'article 1151, les auteurs du Code civil ne paraissent pas avoir utilisé une notion de la cause très différente de la conception vulgaire (2). Quand ils ont écrit que le dommage doit être la suite directe et immédiate du fait incriminé, ils auraient pu s'exprimer par la formule inverse et exiger que ce fait soit la cause directe du dommage. Ils ont ainsi admis que, parmi les antécédents du dommage, il y en a certains qui sont ses causes directes et d'autres ses causes indirectes. Quand se pose un problème de responsa-

(1) MARTEAU, thèse, p. 37, citant BIRKMEYER, *Ueber Ursachenbegriff und Kausalzusammenhang im Strafrecht*, Rostock, 1885, p. 9.

(2) MARTEAU, thèse, pp. 217-18 : « L'origine de la conception du dommage indirect remonte à une époque où, en l'absence de toute critique causale, le droit admettait la notion vulgaire de cause dont nous avons constaté la richesse en éléments subjectifs. »



bilité, il faut, pour le résoudre, distinguer les premières des secondes et il convient donc d'opérer un choix entre les antécédents du dommage. Le Code civil a, de la sorte, accepté l'idée d'une sélection nécessaire entre les multiples conditions du dommage sans préciser le critérium permettant de la réaliser. Dans cette mesure, il semble bien faire appel au bon sens des interprètes et c'est en cela que ses vues sur la causalité s'apparentent à la conception vulgaire de la cause.

La conception logique de la cause n'est pas plus satisfaisante au point de vue juridique que la notion vulgaire. Son extrême généralité et sa complète abstraction la rendent absolument inapplicable (1). Quand nous cherchons à déterminer les causes d'un accident, nous ne pouvons nous contenter de la définition qui fait de la cause la somme totale des conditions positives et négatives, dont la réalisation est invariablement suivie du conséquent. Elle se heurte à des objections irréductibles.

Tout d'abord, sur le plan pratique, elle déplace la difficulté bien plus qu'elle ne la résout, car elle explique la notion de cause par celle de condition qui ne paraît pas beaucoup plus accessible. En effet, si la condition est chacune de ces circonstances dont la réalisation collective est invariablement suivie du conséquent, il ne sera pas facile de savoir, *a posteriori*, lesquels, parmi la multitude des événements antérieurs à l'apparition du conséquent, ont eu une influence sur ce conséquent et lesquels ont été indifférents. Il faudrait, pour répondre à cette question, posséder une expérience d'une ampleur extraordinaire, ou, avoir la possibilité de l'expérimentation, que le droit interdit le plus souvent parce qu'il gravite autour du fait humain.

Ensuite, s'il était possible même d'arriver à cette détermination des conditions dont la réalisation est invariable-

(1) GREX, thèse, p. 34 ; — MARTEAU, thèse, pp. 28-29 ; — FILIPPI, thèse, p. 48 ; — GORISSE, thèse, pp. 22-25.

ment suivie du conséquent, on serait conduit, pour régler la moindre question de responsabilité, à remonter fort loin en arrière, puisque l'univers n'est qu'un enchevêtrement de causes et d'effets, et, de série en série, on se trouverait ramené à la cause première du monde.

Enfin, si l'on considérait que la cause est la somme de toutes les conditions, pour condamner quelqu'un à la réparation d'un dommage, il faudrait exiger qu'il en ait posé toutes les conditions, ce qui aboutirait à la suppression de la responsabilité civile.

Ces deux dernières objections n'atteignent pas la définition proposée, en tant que concept logique. La logique rationnelle est bâtie dans l'idéal, elle n'est faite que d'abstractions et elle ne heurte point de limites. Le droit doit répondre, au contraire, à des besoins plus concrets ; il ne peut s'approprier un système qui peut faire de tout événement une conséquence des causes premières du monde ; il lui faut pouvoir aussi sanctionner d'une responsabilité les actions préjudiciables des hommes même s'ils n'ont pas posé toutes les conditions du dommage, dès lors que la participation de leur activité à ce préjudice apparaît certaine et suffisante.

Ainsi, nous devons constater, après d'autres, que la science juridique est conduite à chercher ailleurs que dans les conceptions vulgaires et les théorèmes de la logique, les éléments de la notion de cause dont elle a besoin.

## SECTION II

### La notion de cause et le point juridique

**29.** — En présence de cette transposition impossible dans le domaine du droit d'une notion vulgaire arbitraire à l'excès ou d'une conception philosophique purement idéale et pratiquement inapplicable, on a songé à envisager la notion de cause sous un angle plus juridique, en s'inspirant du but et des exigences du droit, et, plus particulièrement, de la théorie de la responsabilité civile. C'est en ce

sens que certains auteurs parlent, dans notre matière, de la cause au sens juridique (1).

Il ne faudrait pas se méprendre sur le sens de cette expression : elle ne signifie pas qu'il puisse exister un certain concept de la causalité propre au raisonnement juridique et indépendant du principe général auquel font appel d'autres techniques, mais elle traduit seulement une volonté de spécialisation de la part de ceux qui ont à utiliser ce principe dans le cadre de la responsabilité civile. Le problème causal est immense et, surtout, il se pose à nous sous les aspects les plus divers. Agitant une des conceptions qui sont à la base de notre faculté de raisonner, il se retrouve dans tous les domaines de la connaissance. Parler d'une notion juridique de la cause, c'est donc, sans se mettre en conflit avec les enseignements de la logique, essayer de limiter la recherche causale par des considérations tirées du milieu dans lequel on la porte. Cette façon d'envisager la question doit, tout au moins, permettre de préciser à quel but doit répondre le critère recherché et, aussi, de dégager les caractères qu'il doit présenter.

Tout d'abord, il est bon de faire remarquer que la recherche causale en matière juridique doit être restreinte en fonction du but précis que le droit se propose en instituant les règles de la responsabilité civile.

Le droit est l'ensemble des règles qui limitent l'activité des individus sous la sanction du pouvoir social ; il est humain par essence car il ne se conçoit pas en dehors de l'activité humaine et il est, techniquement, une création de l'homme.

Ce caractère est particulièrement apparent dans la matière de la responsabilité civile. La théorie de la responsabilité civile se présente, en effet, comme une réglementation d'exception dérogeant à un principe fondamental, et comme une exception justifiée par la considération d'une certaine activité humaine. C'est

(1) GUÉX, thèse, p. 36 ; — MARTEAU, thèse, pp. 38-41.

une règle indiscutable, assurément, que celle qui met le dommage à la charge de celui qui l'éprouve. Sans doute, elle n'est pas fréquemment affirmée sous cette forme ; elle n'en existe pas moins dans des théories comme celle du cas fortuit ou de la force majeure et dans l'adage de l'ancien droit : « *Res perit domino* ». Le système de la responsabilité constitue une exception à ce principe en ce que, par la voie de l'indemnisation, il reporte le dommage sur un ou plusieurs individus autres que celui qui est atteint.

Cette dérogation se fonde sur l'activité particulière de ceux qui se voient imposer la charge du dommage. Il faut que l'activité des responsables soit en connexion avec le préjudice éprouvé par celui qui se plaint, c'est-à-dire qu'il y ait entre elle et ce préjudice le rapport de la cause à l'effet. Il faut, ensuite, qu'à un titre déterminé, elle soit sanctionnée par l'ordre social. Cet ordre nous impose des règles de conduite qui ont pu être transgressées ; il va même, aux dires de certains, jusqu'à exiger que toute activité exercée en vue d'un profit soit grevée de la charge des inconvénients qui en résultent pour les tiers, dans la mesure où ils ne peuvent être considérés comme des déboires normaux attribuables aux nécessités de la vie collective ou au jeu de la libre et loyale concurrence.

Ainsi, cette notion d'agissement, d'activité humaine, est bien le noyau central de l'idée de responsabilité et c'est pourquoi il convient d'en tenir compte quand nous voulons préciser ce que la théorie de la responsabilité peut attendre du principe de causalité. Quand le droit parle de cause, il n'entend pas, comme la philosophie, parvenir à une explication complète des phénomènes (1) ; il lui importe seulement de déceler la part efficace de causalité du fait humain dans le complexe des événements du monde. Il

(1) « La philosophie veut avoir l'explication complète des phénomènes ; et souvent même la connaissance de toutes les conditions révélées par l'expérience ne lui suffit pas ; il lui faut des causes cachées, métaphysiques, qui échappent aux sens et dont la réalité n'est pas contrôlable. » GUXEY, thèse, p. 31.

se propose de discriminer des relations causales entre les faits, bien plus que d'épuiser les difficultés de la notion absolue de cause (1). L'objectif visé est donc assez limité et relatif ; on peut dire que la science juridique se contentera d'un critère de lien de causalité nécessaire entre l'action de l'homme ou son abstention et les événements subséquents.

30. — Ensuite, toute spéculation juridique doit tendre vers un but pratique : la recherche théorique ne se justifie que dans la mesure où elle peut aboutir à formuler des solutions de fait, sans quoi elle devient un jeu d'esprit sans utilité. Quand nous étudions la relation de cause à effet en matière de responsabilité, il importe de ne pas perdre de vue qu'il s'agit de proposer, en définitive, un critérium susceptible d'être appliqué sans difficulté aux diverses espèces soumises aux tribunaux.

On peut aisément indiquer les principaux caractères qu'un tel critère doit présenter pour être satisfaisant.

Il doit être suffisamment général, car il n'y a pas de critère en dehors d'une certaine généralité, plus particulièrement dans notre cas où les espèces sont aussi innombrables que différentes les unes des autres. Il serait bien impossible de prétendre dresser seulement une liste des principaux cas types du problème de la responsabilité : son domaine est illimité et il embrasse les hypothèses de fait les plus profondément disparates. Qu'il s'agisse de statuer sur la responsabilité d'un médecin, d'un automobiliste, d'un banquier, d'un chasseur, d'un mandataire ou d'un administrateur de société, ce sont au fond les mêmes principes qui s'appliquent. Chaque procès présente ses caractéristiques propres et il faut, pourtant, que tous, quelle que soit la multiplicité de leurs diverses données, puissent entrer dans un même cadre suffisamment rigide et compréhensif. Le critère recherché doit dominer tous ces cas et s'édifier sur

(1) GUÉX, thèse, p. 34 ; — MARTEAU, thèse, p. 29 ; — FILIPPI, thèse, p. 48.



des facteurs qui leur sont communs : on ne pourra l'obtenir que par un travail précis d'analyse, puis de synthèse.

Ce caractère de généralité est limité par la nécessité qu'il y a de construire un critère qui, par dessus tout, reste applicable en pratique : suffisamment général, il ne sera utilisable que s'il demeure assez près des faits. Sans cesse, les solutions causales oscillent entre ces deux tendances incontestablement antagonistes, dont, pourtant, la délicate conciliation s'impose : trop de généralité conduirait à l'abstraction complète et il serait impossible d'appliquer à la réalité des faits un critère purement théorique ; un positivisme excessif mènerait à des vues étriquées et le critère proposé pour un cas ne serait pas valable pour l'autre. Il faut se défendre de la séduction du pur raisonnement, comme aussi de l'emprise du fait. Voilà bien les deux pôles dont l'étude de la causalité en matière de responsabilité subit l'attraction : la notion de cause portée sur le plan théorique gagne les extrêmes limites de l'abstrait et il s'agit, pourtant, de l'appliquer dans un domaine de fait véritablement exceptionnel par son étendue et la diversité de ses aspects.

**31.** — A) A la base de la responsabilité civile, il y a trois éléments : le dommage, la faute, et la relation causale entre la faute et le dommage. Pour retenir une responsabilité, il faut procéder, en quelque sorte, à une triple opération et se demander successivement si la victime a réellement éprouvé un dommage, si ce dommage est la conséquence d'un acte du défendeur, et, enfin, si cet acte mérite la qualification de faute. Ce sont là trois notions très distinctes qui, en principe, mettent en jeu des règles bien différenciées.

Il arrive cependant que dans l'application de ces règles se produisent certaines confusions. Plusieurs auteurs nous mettent en garde contre ces confusions et s'attachent, en particulier, à montrer que, dans la mesure où la responsabilité est fondée sur la faute, elles sont fréquentes entre

la notion de faute et celle de cause (1). Quelquefois, elles sont voulues ; le plus souvent, elles sont inconscientes et résultent alors de la difficulté qu'il y a, dans certains cas, à faire le départ de manière précise entre ces deux éléments.

Nous touchons là, à nouveau, la question de l'étendue de la responsabilité. Nous avons déjà noté qu'à notre sens, il faut considérer la relation de cause à effet tout à la fois comme un élément constitutif de la responsabilité et comme un moyen de limitation de son étendue : pour nous, elle doit même être le seul moyen de limitation qu'il soit permis d'utiliser (2). Mais cette opinion suppose une certaine position prise à l'égard de ce que l'on pourrait appeler « la politique de l'étendue de la responsabilité » et, même, à l'égard de la question du véritable fondement de la responsabilité civile.

Les avis sur ce point restent partagés.

Certains (3), avec plus ou moins de nuances, proposent que l'on tienne compte de la faute pour fixer le montant de la réparation : celle-ci varierait, au moins dans un certain sens, suivant la gravité de la faute. L'auteur d'une

(1) GUEX, thèse, pp. 19-26. — GORISSE, thèse, pp. 25-30 ; — MARTEAU, thèse, pp. 13-21 ; — FILIPPI, thèse, pp. 14-16 ; — COURTEAUD, thèse, pp. 89-90.

Voir surtout : H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n<sup>os</sup> 1425-27, pp. 328-29.

(2) MM. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n<sup>o</sup> 1427, p. 329, paraissent soutenir l'opinion contraire, mais ils veulent dire seulement, qu'en présence d'une pluralité de causes, aucun système ne permet d'attribuer à chacune de ces causes une part déterminée du dommage. Nous réservons ici cette question qui ne peut être utilement envisagée avant l'exposé des théories de la causalité.

(3) LAROMBIÈRE, *op. cit.* V. n<sup>o</sup> 28, p. 707 ; — LAURENT, *op. cit.*, XX, n<sup>o</sup> 530, p. 573 (en matière contractuelle).

Voir aussi : PLANIOL, RIPERT et ESMEIN, *Traité pratique*, VI, n<sup>os</sup> 539-40 ; — Jean DABIN, *La philosophie de l'ordre juridique positif*, Paris, Sirey, 1929, n<sup>o</sup> 159, pp. 545-46 ; — GRANDMOULIN, thèse, p. 60 ; — JOATTON, *Essai critique sur la théorie générale de la responsabilité civile*, thèse, Lyon, 1923, pp. 92-98 ; — SAVATIER, *Règles générales de la responsabilité civile*, Rev. Crit., 1934, n<sup>o</sup> 59, p. 469.

faute grave devrait réparer l'intégralité du préjudice subi par la victime ; l'auteur d'une faute légère bénéficierait, au contraire, d'une modération de la condamnation. Le montant des dommages-intérêts serait ainsi proportionné à la culpabilité de l'auteur.

Pour d'autres (1), qui restent les plus nombreux, la faute doit être restreinte à son rôle d'élément constitutif de la responsabilité : sans doute, nul ne pourra être condamné à des dommages-intérêts s'il n'a commis une faute, mais la gravité morale de cette faute ne peut avoir aucune espèce d'influence sur le montant de la réparation. Si la qualification fautive de l'acte de l'auteur crée à sa charge l'obligation de réparer, c'est le principe de causalité seul qui en détermine l'étendue, car c'est une règle de justice que celui qui a causé sans droit un dommage à autrui le répare intégralement.

Ces deux solutions se rattachent à des conceptions différentes du fondement de la responsabilité civile : la première s'édifie sur l'idée de culpabilité ; la seconde se recommande du principe de causalité. Faire varier le montant

(1) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1425-26, p. 328 ; — GORISSE, thèse, pp. 71-90 ; — LÉGAL, *De la négligence et de l'imprudence comme source de la responsabilité délictuelle*, Paris, 1922, pp. 199-203 ; — MEIGNIÉ, thèse, pp. 113 et s. ; — Jean-Charles SCHMIDT, *Faute civile et faute pénale*, thèse, Paris, 1928, pp. 37-71 ; — BRUN, thèse, n° 62, p. 79 ; — L. RIPERT, thèse, n° 88-93, pp. 98-105 ; — COURTEAUD, thèse, pp. 89-90 ; — PIGNY, thèse, pp. 17-26 ; — WILLEMS, *article précité*, p. 300. — BEUDANT et CAPITANT, *article précité*, n° 93, p. 646 ; — Jean BRÊTHE DE LA GRESSAYE, *La théorie de la responsabilité en droit pénal et en droit civil*, Rev. gén. du Droit 1927 et 1928, année 1928, p. 45.

Voir PLANIOL, note, D. P. 1905.1.297 : « Du moment où la faute constitue par elle-même un principe d'obligation suffisant pour engendrer l'action en justice, pourquoi laisser à découvert, à la charge de la personne lésée, une partie du dommage subi par elle ? Cette modération des dommages-intérêts, dans le cas de faute extrêmement légère, devrait avoir pour contre-partie leur surélévation au delà du dommage réel, lorsque l'auteur de la faute s'est montré gravement coupable de dol ou de méchanceté. C'est l'ancien point de vue des peuples primitifs qui réparait : de même que les Barbares, nous recommençons à voir dans les condamnations pécuniaires un système de peines civiles. »

de la condamnation suivant la gravité de la faute commise, c'est défendre une doctrine qui fait de la théorie de la responsabilité civile une voie de répression ; dire que cette condamnation n'a pas d'autre limite que l'importance du dommage réellement causé et subi, c'est faire de la responsabilité une voie de réparation. Le premier système, considère la personne de l'auteur ; le second s'inspire surtout de l'intérêt de la victime.

Telles sont les deux conceptions qui s'affrontent encore à l'heure actuelle sur le fondement de la responsabilité civile. Mais, ce débat est plutôt académique et il garde surtout un intérêt du point de vue législatif, car, en droit positif, la question paraît avoir été clairement tranchée par les rédacteurs du Code, qui ont entendu exclure toute règle de limitation des dommages-intérêts inspirée par la considération de l'auteur. Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter aux articles 1382 et 1383, dont les formules ne laissent pas de doutes à cet égard. De même, les travaux préparatoires sont suffisamment explicites : « Il n'entre pas dans les dessins du projet de loi », disait le tribun Tarrible, devant le Corps Législatif (1), « de considérer ici les délits sous leurs rapports avec l'ordre politique. Ils ne sont envisagés que sous le rapport de l'intérêt de la personne lésée » et Bigot-Préameneu (2), en présentant le projet du titre des contrats et obligations conventionnelles, écartait expressément toute modération des dommages-intérêts inspirée du peu de gravité de la faute commise : « Ces règles suffisent pour guider le juge : il y eût eu de l'inconvénient à dire que les dommages et intérêts doivent, lorsqu'il n'y a point de dol, être taxés avec modération. La modération est un des caractères de l'équité ; mais lorsqu'il est réellement dû des dommages et intérêts au créancier, il ne fallait pas que, contre l'équité, on pût induire de la loi que sa cause est défavorable. »

(1) FENET, *op. cit.*, XIII, p. 487.

(2) FENET, *op. cit.*, XIII, p. 232.

Si donc, il semble bien exact qu'à l'origine les notions de répression et de réparation se pénétraient dans le système primitif de la vengeance privée, elles se sont assez rapidement différenciées et, au temps du Code civil, la condamnation à des dommages-intérêts ne revêt plus qu'une coloration répressive extrêmement faible. La gravité de l'acte de l'auteur et sa véritable culpabilité sont au premier plan des préoccupations du juriste en matière pénale ; mais, pour les civilistes, la réparation doit être à la mesure du dommage réellement causé. On prétendrait en vain que la règle morale exige que la condamnation soit proportionnée à la culpabilité de l'auteur : ce serait, en effet, l'invoquer en considération de la seule personne de l'auteur. Au regard de cette même loi morale, ne serait-il pas injuste de laisser à la charge de la victime une partie du dommage qu'elle éprouve, sous le prétexte que l'auteur n'a commis qu'une faute légère ?

Il ne faut donc pas hésiter à opposer vigoureusement réparation et répression.

La répression est devenue, au terme d'une laborieuse évolution, le monopole du pouvoir social ; elle est d'ordre public ; elle s'exerce par une action publique ; elle consiste à appliquer des peines publiques, qui répondent au double but de châtiment de l'individu qu'elles veulent améliorer, et de défense de la société, qu'elles tendent à protéger.

La réparation, au contraire, est d'ordre privé ; elle s'exerce par la voie d'actions privées qui appartiennent aux individus ; exclusivement patrimoniale, elle se propose de rétablir dans les relations des hommes l'équilibre qu'une activité a rompu.

Si donc, on doit arrêter une politique de l'étendue des dommages-intérêts, nous croyons qu'elle doit reposer sur ce dualisme de la réparation et de la répression. A cet effet, il faut, de toute nécessité, restreindre la faute à son rôle d'élément constitutif de la responsabilité et s'interdire d'en faire un moyen de limitation de l'importance de l'indem-



nité. Si la faute peut et doit rester à la base de l'obligation de réparer, c'est dans les règles de la causalité qu'il convient de rechercher la mesure du montant de la réparation. Nous concevons bien qu'un fait puisse être causal sans être fautif ; de même, il peut être fautif sans être causal. En outre, un agissement peut impliquer une faute extrêmement grave et n'entraîner que des conséquences très réduites, comme, au contraire, une faute des plus légères est parfois susceptible d'engendrer des dommages considérables. C'est en séparant nettement la notion de faute de celle de cause que la théorie de la responsabilité civile pourra tenir compte de ces réalités.

Il ne conviendrait pas de voir dans cette discussion une attaque dirigée contre la faute et manifestant une tendance à l'évincer, dans une large mesure, du droit de la responsabilité. En effet, les partisans d'une condamnation proportionnée à la gravité de la faute et à la culpabilité sont, pour la plupart, animés du désir de défendre cette notion de faute contre l'assaut redoutable des théories modernes, dites de la responsabilité objective, qui tendent à la rejeter au second plan. Ils pensent la protéger davantage et mieux assurer sa sauvegarde, en lui faisant jouer un rôle plus considérable et en la faisant intervenir comme un facteur de limitation de l'étendue de la responsabilité. Mais c'est, à notre sens, aller trop loin et on peut très bien restreindre le rôle de la faute à sa véritable portée sans cesser d'en faire le fondement de la responsabilité. Avant tout, il y a dans la responsabilité civile un grave problème de fondement : sur ce point, s'affrontent la faute et le risque ; il convient de choisir. Si l'on retient la faute seule, on peut lui donner toute son importance en arrêtant le critère de l'acte fautif. Mais, cela fait, touchant ensuite la question de l'étendue de la responsabilité, l'idée de réparation doit prévaloir et il nous semble que, seul, le principe de causalité doit en donner la clef.

Ce n'est pas à dire que, pratiquement, la faute ne joue

jamais aucun rôle dans la détermination de l'étendue de la réparation.

Tout d'abord, nous devons remarquer que la notion de peine privée, qui est d'inspiration purement répressive, n'est pas exclue de notre droit (1). Ensuite, nous voyons les tribunaux répartir la charge du dommage d'après la gravité respective des fautes, dans le cas de faute commune de la victime et de l'auteur ou de plusieurs co-auteurs. Enfin, il paraît certain que la jurisprudence se laisse influencer, en fait, lorsqu'il s'agit de fixer le montant de la réparation, par la gravité de la faute commise ; c'est là une tendance inavouée et assez difficile à saisir dans les décisions, mais dont la réalité ne paraît pas contestable (2).

La notion de peine privée est une survivance qu'il faut bien respecter dans la mesure ou des textes l'imposent.

Le système de répartition du dommage actuellement pratiqué en cas de faute commune n'est peut-être qu'un pis-aller qui se justifie par l'impossibilité où l'on se trouve de formuler des règles plus logiques et plus précises. Certains auteurs le critiquent énergiquement et, sur la base des théories de la causalité qu'ils adoptent, ils proposent de lui substituer la répartition du dommage par parts viriles (3). A notre sens, la solution actuelle n'est pas inacceptable : en effet, le principe de causalité doit entrer seul en jeu pour déterminer le montant global du dommage ; cela fait, il ne s'agit plus que de répartir la charge de l'indemnité entre des personnes qui ont toutes la qualité d'auteurs responsables, et, dans les rapports des co-auteurs, on peut, sans inconvénient, redonner le pas à l'aspect répressif de la responsabilité en tenant compte de la gravité des fautes de chacun.

Quant à la tendance furtive de la jurisprudence (4) à

(1) Cf. L. HUGUENEY, thèse précitée ; — Pierre JACOMET, *Essai sur les sanctions civiles de caractère pénal en droit français*, Paris, 1905.

(2) Cf. *infra*, n° 81 *in fine*.

(3) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, n° 1443 et suiv. pp. 340 et suiv.

(4) Voir, sur cette tendance : DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n°s 369-70 ; —

proportionner en toute hypothèse la condamnation à la gravité de la faute commise, nous pensons qu'elle est critiquable et les tribunaux le sentent bien puisqu'ils la tiennent occulte. Ils restent prisonniers de l'idée de répression qui est à l'origine de la responsabilité civile et que l'évolution a si fortement entamée. C'est une tendance qu'il faut combattre, mais dont les tribunaux garderont l'absolue maîtrise autant que la Cour de cassation leur permettra de déterminer souverainement le montant numérique des dommages-intérêts (1).

Cette influence persistante des conceptions anciennes pourrait cependant s'atténuer dans l'avenir, au moins en matière délictuelle. La pratique de l'assurance de dommages s'est répandue aujourd'hui à ce point que la condamnation à des dommages-intérêts n'impose plus que rarement un sacrifice véritable au responsable. Nombre des procès de responsabilité amènent maintenant dans le prétoire les compagnies d'assurance, et, si le juge s'attache modérer la condamnation en considération du peu de gravité de la faute commise, ce seront souvent ces compagnies qui en bénéficieront. Leur activité est organisée sur la base d'un rigoureux calcul des probabilités, et, leur but étant essentiellement lucratif, le montant des primes est déterminé de telle manière que l'opération d'assurance leur laisse toujours un bénéfice, quelle que soit l'importance des indemnités versées. De la sorte, elles ne peuvent être ruinées par des condamnations qui, jusqu'à concur-

II. et L. MAZEAUD, II, n° 1442, p. 339 ; — GARDENAT et SALMON-RICCI, *op. cit.*, n°s 198 et suiv. ; — JOATTON, thèse pp. 92-98 ; — L. RIPERT, thèse, n°s 88-93, pp. 98-105 ; DESCHIZEAUX, thèse, pp. 57-58.

La jurisprudence avait autrefois ce système. — Voir les termes d'un arrêt de la Cour de Nancy du 9 décembre 1876, D. P. 1879.2.47. — Voir aussi : Cass. civ., 22 nov. 1904, D. P. 1905.1.297, note PLANIOL.

Un arrêt de la Chambre civile du 7 juillet 1914, S. 1916.1.70, l'a catégoriquement condamné. Les tribunaux l'utilisent toujours, mais sans le laisser paraître dans leurs motifs.

(1) Cf. *infra*, n° 77.

rence du maximum assuré, correspondent à l'intégralité du dommage. Au contraire, toute modération du chiffre de l'indemnité représente pour elles un bénéfice supplémentaire. Ainsi, puisque les responsables peuvent se garantir par le versement de primes forfaitaires et ne sont plus intéressés à l'issue du procès, les tribunaux pourraient bien revenir sur des habitudes d'indulgence préjudiciables à la victime. On peut même craindre que se manifeste dans cette voie une réaction excessive et M. Savatier l'exprime sans détour : « Au surplus, la pratique de l'assurance-responsabilité risque de compromettre d'une autre manière l'identité du préjudice et de la réparation. Qui oserait assurer que les tribunaux ne seront jamais tentés de tenir compte, pour mesurer le chiffre de la condamnation, du montant de la somme jusqu'à laquelle l'assuré a couvert sa responsabilité ? » (1).

B) Ces observations présentées, nous pensons qu'il faut s'attacher à bien isoler l'une de l'autre la notion de faute et celle de cause, mais il apparaît que cette séparation n'est pas toujours facile à réaliser en fait.

A cet égard, nous songeons plus particulièrement à l'idée de prévision du dommage dans laquelle une partie de la doctrine a cherché un critère de la causalité (2). La prévision du dommage par l'auteur est-elle effectivement élément de décision lorsqu'il s'agit de résoudre le problème causal, ou n'intervient-elle pas, plutôt, lorsqu'il s'agit de savoir si le fait considéré est ou non fautif ? C'est ce que nous chercherons à préciser en rapprochant successivement l'idée de prévision du dommage de la notion de cause et de la notion de faute.

En général, l'homme, qui agit dans un but déterminé, est amené à prévoir, au moment de son action, les consé-

(1) SAVATIER, article précité, *Rev. Crit.* 1934, n° 59, pp. 469 et suiv. et chronique, D. H. 1931, p. 9.

(2) Voir, *infra*, n°s 59-62.

quences de son comportement. Sa prévision s'appuie sur l'expérience qu'il a des choses et sur sa conception du principe de causalité. Dans une certaine mesure, il peut y avoir concordance entre le dommage prévu et le dommage réellement causé. Cela dépend de la connaissance que l'individu pouvait avoir des autres faits de l'univers susceptibles de se combiner avec son activité, et de la manière plus ou moins exacte dont il a conduit le raisonnement qui supporte son pronostic. Il est possible qu'il ait effectivement prévu toutes les conséquences et répercussions de son action ; il peut aussi s'être trompé et il s'étonnera lui-même des résultats de son intervention ; en règle générale, les conséquences qu'il a prévues se réaliseront, mais elles seront souvent accompagnées d'autres conséquences qui échappaient à tout pronostic.

Ainsi, la prévision coïncidera quelquefois de manière parfaite avec la causalité réelle ; elle pourra aussi être en contradiction avec elle ; dans la majorité des cas, la prévision sera conforme à la causalité, mais elle restera en deçà. Il existe donc entre le dommage prévu et le dommage effectivement causé un certain rapport, mais un rapport assez peu rigoureux, puisque nous concevons parfaitement un dommage prévu et non causé, comme aussi un dommage causé et non prévu. La causalité implique des lois ; la prévision n'est qu'une spéculation sur la causalité ; et, si la prévision fait nécessairement appel au principe causal, à l'inverse, on ne peut *a priori* construire sur la prévision une théorie très exacte de la causalité.

Rapprochons, maintenant, faute et prévision (1). La faute se définit différemment selon que l'on envisage tel ou tel domaine de la responsabilité. En matière contractuelle, la faute s'analyse en un manquement à la loi du

(1) Cf., sur ce point, SAVATIER, article précité, *Rev. Crit.*, 1934 ; — Paul ESMEIN, *Trois problèmes de responsabilité civile : Causalité. Concours des responsabilités. Conventions d'irresponsabilité*, *Rev. Trim.*, 1934, p. 317 ; — PLANIOL, RIPERT et ESMEIN, *Traité pratique*, VI, n° 538-39 et 40.



contrat. En matière délictuelle ou quasi-délictuelle, elle consiste en une infraction à certaines règles de conduite. Cette dernière définition doit être éclairée par une distinction.

Quelquefois la loi contient l'énumération de défenses impérieuses ou d'obligations précises.

Ainsi, les articles 16 et 17 de la loi du 30 novembre 1892 instituent le délit d'exercice illégal de la médecine et posent les conditions dans lesquelles il peut être poursuivi. Ces textes tendent, au fond, à éviter un danger déterminé : si tout individu pouvait à son gré pratiquer la médecine, il est certain que nombre de médecins improvisés prodigueraient à leurs semblables des soins inopérants, sinon funestes. Le titulaire d'un parchemin de la Faculté présente, au contraire, des garanties d'un exercice prudent et efficace de son art. La loi prohibe l'exercice de la médecine sans diplôme, parce qu'elle prévoit et veut éviter les conséquences fâcheuses qui en résulteraient. L'idée de prévision du résultat intervient dans cette défense, mais il faut noter que l'exercice illégal de la médecine est, en soi, une faute pénale et civile, quelles que soient ses conséquences réelles et quelles que soient aussi les conséquences que l'auteur a prévues ou pu prévoir.

De même, l'article 24 al. 1 du décret du 31 décembre 1922, modifié par l'article 1<sup>er</sup> du décret du 17 janvier 1935, dispose que, dès la chute du jour, tout véhicule automobile doit porter à l'avant deux feux blancs. C'est commettre une faute que de ne pas se plier à cette prescription, et cette faute existe quelles qu'en soient les conséquences : il est possible qu'un individu circule longtemps dans une automobile munie d'un seul feu blanc sans causer d'accident ; le fait en lui-même reste reprehensible et sa qualification fautive existe en dehors de la considération de ses conséquences réalisées ou prévisibles.

Ainsi, quand la loi nous impose une obligation déterminée, toute violation de cette obligation constitue une faute.

Mais, le plus souvent, surtout si l'on s'en tient au seul

domaine de la responsabilité civile et si l'on ne considère pas des faits tombant aussi sous la sanction du droit pénal, la loi se borne à faire des recommandations plus générales, sans énumérer la liste de nos devoirs précis. C'est ainsi que l'article 1383 du Code civil, dans une formule très élastique, sanctionne toute négligence et toute imprudence.

On ne peut dire, *a priori*, qu'un acte quelconque est en soi un acte d'imprudence ou de négligence et cette qualification ne peut lui être attribuée qu'en considération des conséquences possibles qu'il commande. En toute chose, nous devons être diligents et prudents : cela veut dire qu'il nous faut réfléchir par avance aux répercussions de nos actes. L'article 1383 est la forme moderne d'expression de l'adage antique : « *Neminem laedere* », et le droit, qui règle les conflits des activités et des libertés individuelles, sanctionne toute lésion d'autrui dans la mesure où elle est la conséquence d'un acte négligent ou imprudent.

Remarquons que cette notion d'imprudence ou de négligence est extrêmement relative et cela est si vrai qu'une même action peut être considérée comme imprudente dans un cas et non dans un autre. Si un individu habite une maison de campagne, située au milieu d'un vaste domaine dûment clos dont il interdit l'accès à tous, il peut, sans imprudence, jeter une bouteille de la fenêtre du second étage ; habite-t-il au contraire en ville, et la fenêtre ouvre-t-elle sur une rue fréquentée, son acte devient très imprudent. S'il réfléchit par avance à ses conséquences, il peut avoir, dans le premier cas, la certitude qu'il ne lésera personne, tandis que dans le second un accident est possible, sinon probable. Dans une hypothèse, il a commis une faute ; dans l'autre, sa conduite est irréprochable.

Assurément, il s'agit là d'un exemple tout à fait théorique. Sans méconnaître qu'un tribunal pourrait retenir la responsabilité du propriétaire dans l'un et l'autre cas sur la base de l'article 1384 du Code civil, nous voyons apparaître une liaison intime entre la notion d'imprudence et l'idée de prévision. Il est indispensable, pour décider si

l'acte de l'auteur est ou non fautif, de savoir si cet auteur pouvait prévoir ses conséquences en tant qu'elles constituent une lésion pour des tiers. S'il pouvait les prévoir, il a été imprudent car cette prévision devait le conduire à s'abstenir d'agir ou à modifier sa conduite ; si, au contraire, il ne pouvait pas les prévoir, il n'a pas commis d'imprudence et son acte, qui peut être causal, n'est pas fautif, en sorte que la responsabilité ne jouera pas. Dans ce cas, la prévision tient donc un rôle important et c'est elle seule qui permet de conclure à l'existence ou à la non existence de la faute : nous dirons que l'auteur a commis une faute quand un bon père de famille du type abstrait, placé dans les mêmes conditions, aurait prévu les conséquences mauvaises de pareille action.

Ce critère de prévisibilité se complète par un critère d'évitabilité : l'auteur est fautif s'il pouvait prévoir que son acte était de nature à léser les tiers, mais encore faut-il qu'il lui ait été possible d'éviter cette lésion en s'abstenant ou en modifiant sa conduite.

Il résulte de ces remarques rapides que l'idée de prévision du dommage peut être, dans certaines circonstances, un élément de décision en matière de faute et que, par contre, on ne devrait pas l'utiliser comme base d'un critère juridique de la causalité. On ne peut donc théoriquement identifier le dommage prévu et le dommage réellement causé.

En nous inspirant du but et de l'esprit du droit de la responsabilité, nous avons tenté de mettre en lumière les caractères qu'il faut exiger d'un critère juridique de la causalité. Un tel critère ne sera vraiment satisfaisant que s'il est, tout à la fois, pratique, général et objectif. Pratique et général, car il doit être commodément applicable dans les cas d'espèce les plus divers ; objectif, car nous avons vu le danger de certaines confusions qui peuvent se produire entre la notion de cause et la notion de faute par l'intermédiaire de l'idée de prévision du dommage.

Sous le bénéfice de ces observations, et puisque nous tenons maintenant les caractères d'un critère idéal, nous sommes en mesure d'aborder le rappel critique des différents systèmes de la causalité.

---

## CHAPITRE II

### RAPPEL DES THÉORIES JURIDIQUES DE LA CAUSALITÉ

---

32. — Aucune des théories juridiques de la causalité n'est d'origine française. Notre doctrine a fort longtemps négligé cette question, et ses efforts ont tendu beaucoup plus à juger équitablement des cas d'espèces qu'à réaliser une construction d'ensemble ordonnée et harmonieuse. Aussi, quand on fait l'inventaire des principes de solution, force est de constater que le système juridique français n'a fait preuve en cette matière d'aucune originalité et qu'on y trouve seulement l'influence plus au moins accentuée des travaux étrangers (1). Ces travaux sont, pour la plupart, l'œuvre des juristes allemands qui, au cours du xix<sup>e</sup> siècle, se sont attaqués, à maintes reprises, à la notion de cause et ont cherché la formule capable de résoudre toutes les difficultés qu'elle pose dans le domaine du droit civil et dans celui du droit pénal. On a assisté, à cette époque, à une floraison de théories, aussi ingénieuses que hardies, souvent utilisées par nos auteurs.

Ces théories sont traditionnellement classées en deux groupes bien distincts.

(1) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n<sup>o</sup> 1422, p. 326 ; n<sup>o</sup> 1424, p. 327 et n<sup>o</sup> 1439, p. 337 ; — PLANIOL et RIPERT, *Traité élémentaire*, II, n<sup>o</sup> 869, p. 310 ; — GUTX, thèse, pp. 13-15 ; — MARTEAU, thèse, pp. 7-9 ; — NICOLESCO, thèse, p. 13 ; — FILIPPI, thèse, pp. 9-10 ; — DESCHIZEAUX, thèse, pp. 12-13 ; — PIGNY, thèse, pp. 27-28.



Les unes tentent d'établir une distinction entre les différentes conditions du conséquent, en vue d'attribuer le titre de causes à certaines d'entre elles, jugées prééminentes. Les critères les plus divers ont été proposés pour opérer cette distinction entre les conditions : leur ordre dans le temps, la qualité ou la quantité de leur activité causale, le degré de possibilité objective abstraite qu'elles impliquent pour la réalisation du résultat.

Les autres, au contraire, rejettent tout essai de distinction et, affirmant l'équivalence causale de toutes les conditions, elles font de toute condition la cause du conséquent.

L'étude de ces deux groupes de théories fera l'objet de deux sections. Elle nous facilitera, par la suite, l'exposé des solutions de la doctrine française qui se réfère volontiers à ces théories sans les analyser, semble-t-il, d'une manière suffisamment détaillée.

## SECTION I

### Théories fondées sur une idée de choix entre les conditions

#### § I. — Théories chronologiques de la cause

**33.** — On a cru pouvoir tirer de l'ordre des faits dans le temps un critérium de distinction qui, opposant les conditions proches aux conditions éloignées, permette de reconnaître aux premières une prééminence causale considérable (1). Cette idée d'un critère chronologique existe déjà dans la conception vulgaire de la cause ; elle a été formulée de manière scientifique en Allemagne et la jurisprudence anglo-saxonne en a tenté une application.

La conception vulgaire de la cause n'implique pas une

(1) Voir sur cette théorie : DEMOGUE, *Obligations*, IV, n° 373, p. 13 ; — GUÉX, thèse, pp. 39-51. MARTEAU, thèse, pp. 44-61 ; — NICOLESCO, thèse, pp. 53-55 ; — FILIPPI, thèse, pp. 49-57.

étude approfondie du problème causal et elle se contente, en face des phénomènes les plus complexes du monde, d'explications faciles et rapides. Le plus souvent, elle répond pleinement à son but en rattachant un événement quelconque à ceux qui l'ont immédiatement précédé dans le temps, sans remonter bien loin en arrière pour dégager une chaîne causale plus longue et plus complète.

Il est fréquent qu'un fait apparaisse comme la conséquence inéluctable et certaine d'un fait antérieur et que le rapport causal les unissant éclate avec évidence ; ce rapport limité et indiscutable peut satisfaire entièrement les besoins de la recherche courante de la causalité, sans qu'il soit besoin d'aller plus avant.

Un homme en tue un autre d'une balle de revolver ; pour l'opinion courante, la cause de cette mort violente, c'est le geste du meurtrier qui a pressé la détente de l'arme : elle trouve dans cette analyse une explication complète et satisfaisante, et elle ne discerne pas, à l'abord, que le décès de la victime peut être l'aboutissement d'une série de faits beaucoup plus complexe qu'on ne pourrait le penser. Si on examine l'état d'esprit de l'auteur, les conseils qu'il a reçus, les conditions dans lesquelles il a pu parvenir à pied d'œuvre pour perpétrer son forfait, on pourra bien être amené à relever une foule d'événements et de faits qui étaient en corrélation avec ce dénouement et qui ont peut-être joué un rôle capital dans sa réalisation. La conception vulgaire de la cause s'arrête au seuil de recherches aussi poussées pour s'en tenir à l'évidence première, et elle néglige donc assez généralement l'étude des conditions éloignées d'un phénomène. En cela, mais sans qu'il y ait là une position systématique quelconque, elle pratique une distinction entre les conditions, fondée, dans une certaine mesure, sur un critère chronologique.

Certaines théories raisonnées ont prétendu trouver dans ce critère la vérité causale et se sont attachées à l'organiser scientifiquement. Elles ont été amorcées en Allemagne par

la théorie de l'équilibre de Binding (1), qui, sans proposer elle-même de critérium chronologique précis, devait orienter dans cette direction quelques-uns des travaux postérieurs.

Binding s'est borné, en effet, à exposer une conception assez personnelle qui explique la réalisation de tout événement par une idée de rupture d'équilibre. Quant un fait quelconque se produit, on peut dire qu'à l'instant précédant son apparition, il y avait équilibre entre les conditions favorables à sa naissance et celles qui lui étaient contraires. Tout dommage s'analyse donc en une rupture d'équilibre entre les conditions qui devaient l'assurer et celles qui s'y opposaient. Il s'ensuit que les conditions antagonistes ne présentent pas d'intérêt tant qu'elles s'équilibrent ; il faut seulement s'efforcer d'isoler et de sanctionner celle des conditions qui, s'ajoutant aux autres, a pu provoquer cette rupture. Binding indique que les initiatives humaines constituent des éléments de rupture, soit en s'ajoutant aux conditions favorables au résultat, soit en neutralisant certaines des conditions contraires, mais il en reste là.

On a donc pu dire, à juste titre, que son idée de l'ordre universel est surtout une image empruntée à la mécanique et au jeu des forces, mais qu'elle ne permet pas de résoudre le problème causal (2). La théorie de l'équilibre nous apparaît, en effet, vague et flottante ; elle est, en tout cas, inutilisable sous cette forme, puisque Binding ne formule pas de règles précises permettant de savoir à quel moment l'équilibre est réalisé et à quel moment il est rompu.

Il reste que cette vue, en associant le système de la causalité à une notion de point limite d'équilibre construit sur la succession des faits dans le temps, devait fatalement conduire les auteurs à rechercher un critère chronologique. C'est ainsi que l'Allemand Ortmann, partant des bases entrevues par Binding, a été amené à développer sa théorie

(1) BINDING, *Die Normen und ihre Uebertretung*, 1890, vol. I.

(2) GUEX, thèse, p. 45.

de la dernière condition (1). Pour lui, tout événement est précédé d'événements multiples qui ont rarement une action simultanée et qui exercent leur influence de manière successive. Les conditions sont donc séparées du résultat par un laps de temps plus ou moins long, et il faut poser en principe que la cause est la dernière condition, c'est-à-dire celle qui, dans le temps, a été immédiatement antérieure au résultat. Les autres conditions n'ont pas de valeur causale et il convient de les négliger.

On trouve un système voisin, en apparence au moins, dans le droit anglais, qui a cherché dans la proximité des conditions par rapport au résultat l'indice de leur force causale. La jurisprudence anglo-saxonne va pourtant moins loin que la théorie d'Ortmann, et elle se borne à opposer les conditions proches, « *proximate* », aux conditions trop éloignées, « *too remote* », pour ne retenir que les premières à titre de causes. Son système présente ainsi, même dans la forme, moins de précision mais aussi plus de souplesse et de prudence.

**34.** — Il est pourtant impossible de s'arrêter à un critérium purement chronologique de distinction des conditions.

Aucune raison logique profonde ne peut justifier pareille solution et son insuffisance est clairement dénoncée par les aménagements et les altérations que doivent apporter à leurs principes de base ceux qui la défendent. Tout au plus, peut-on en tirer quelques enseignements et expliquer le succès relatif qu'elle a connu.

Tout d'abord, il est à peine besoin de montrer le caractère artificiel de la théorie de l'équilibre de Binding, qui

(1) ORTMANN, *Zur Lehre des Kausalzusammenhangs*, Goldammer's Archiv. 1875, Bd XXIII, et 1876, Bd XXV.

Cf. DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n° 373, p. 13 en note ; — GUÉX, thèse, p. 46 note 1, et MARTEAU, thèse, p. 57, note 1, qui indiquent que cet auteur s'est ultérieurement converti au système de la causalité adéquate. Cf. *infra*, n°s 37-41.

est à la base de la distinction chronologique ; elle dépasse le but visé et s'engage dans le domaine de la métaphysique, en proposant une conception particulière de l'ordre universel. Il est douteux qu'on puisse s'en tenir à appliquer les lois simples de la mécanique à ce tissu si complexe d'actions et de réactions entre des facteurs de natures très diverses. L'image présentée est heureuse, sans doute, mais, comme beaucoup d'autres, elle fait apercevoir les difficultés de la notion de causalité sans les attaquer. Au surplus, il est extrêmement difficile d'adresser des critiques très précises à Binding, qui, en réalité, ne dégage aucun critérium déterminé. On a fait remarquer, à cet égard, que nombre d'auteurs ont pu se recommander de lui pour aboutir finalement à des solutions tout à fait divergentes (1).

Le système d'Ortmann, plus précis, n'en est pas moins sujet à des objections logiques très sérieuses, car rien ne justifie, au fond, la prééminence qu'il accorde à la dernière condition. Si l'on s'efforce de discerner clairement sa pensée, on apercevra le véritable motif qui justifie son choix : sans doute, pense-t-il, toutes les conditions travaillent en commun à la réalisation du résultat lorsqu'elles lui sont favorables, mais il y en a une, la dernière, qui est plus indispensable que les autres, car, outre sa force causale intrinsèque, elle vivifie les conditions antérieures et leur permet de l'emporter sur les conditions contraires. Ainsi, sans la dernière condition qui se réfléchit sur les autres, celles-ci seraient privées de toute efficacité et le résultat ne se produirait pas. Ce raisonnement n'est pas inexact en lui-même, mais il est inadmissible de l'appliquer exclusivement à la dernière condition. En effet, il faut reconnaître à toute condition, quelle qu'elle soit, une force propre et une force de réaction sur les autres, et, si

(1) « BINDING a exprimé son idée d'une façon si imprécise qu'on a pu le regarder comme le précurseur de toutes les autres théories ; il les avait toutes prévues puisque sa formule s'adapte aussi bien — ou aussi mal — aux unes qu'aux autres ». GUEN, thèse, p. 46.



tout résultat est l'aboutissement de l'action concurrente d'un certain nombre de conditions, on doit dire de chacune, que sans elle les autres auraient été dépouillées d'effet. Il n'y a aucune raison pour ne souligner cette action particulière qu'au regard de la dernière condition. Ajoutons aussi que l'ordre des faits dans le temps est dominé par la notion de hasard : on peut concevoir qu'un résultat donné exige la réunion de certaines conditions, sans qu'il soit nécessaire que ces conditions agissent dans un ordre chronologique fixe et immuable.

Ces objections logiques touchent sérieusement les critères chronologiques proposés. On doute davantage encore de leur valeur quand on examine les essais d'application auxquels ils ont donné lieu. Ces essais ont entraîné des retouches et des restrictions si considérables aux bases initiales que le critérium de temps ne reste qu'une apparence trompeuse, derrière laquelle la distinction des conditions s'opère, en réalité, à la lueur d'autres notions.

La preuve de cette affirmation se trouve dans la jurisprudence anglo-saxonne, qui, pour séparer les conditions proches des conditions éloignées, utilise l'idée de prévision et la notion de « suite naturelle et probable » (1). Si l'auteur responsable pouvait prévoir les suites de son acte, cet acte sera toujours considéré comme une condition proche du dommage prévu ; au contraire, le dommage imprévu est toujours considéré comme une suite trop lointaine de l'acte initial. Or, il est aisé de se rendre compte, par l'analyse de certaines espèces et par les comparaisons qui s'établissent entre elles, que certains dommages imprévus ou improbables sont plus proches dans le temps de l'acte initial que des dommages prévus et probables. Ainsi, la distinction des conditions proches et des conditions éloignées

(1) GUX, thèse, p. 42 ; — MARTEAU, thèse, p. 53 ; — NICOLESCO, thèse, pp. 113-115 ; — FILIPPI, thèse, pp. 53-56.

Voir Alfred LÉGAL, thèse, p. 192 ; — Adrien GÉRARD, « *Les Torts* » ou *délits civils en droit anglais*, thèse, Rennes, 1910, pp. 295-296.

Adde : DEMOGUE, *Oblig.*, V, n° 379 bis, p. 19.

perd toute valeur propre ; les mots demeurent ; leur sens n'est plus le même. Le partage du dommage réparable et du dommage supporté sans recours par la victime ne se fait plus en considération de l'ordre chronologique des événements.

En outre, l'idée de prévision qui préside à ce partage peut mettre en avant la personnalité de l'auteur et la valeur morale de son action. Il est à craindre que le juge ne soit tenté de confondre le dommage prévisible avec le dommage que l'auteur a effectivement prévu. La prévision devient alors une notion individuelle, subjective et psychologique. Elle introduit dans la solution du problème causal des éléments contingents, qui vont à l'encontre du caractère objectif dont elle doit rester empreinte. Ordonner la réparation d'un dommage parce que son auteur l'a prévu, c'est faire appel à une règle de responsabilité morale et intégrer dans l'évaluation de la réparation une idée de pénalisation dont elle doit rester dépouillée. La notion juridique de la cause, pour être satisfaisante, devrait offrir la fermeté et la rigueur d'un loi naturelle et d'un mécanisme tout objectif.

On a fait remarquer que les solutions de la jurisprudence anglaise sont, en général, satisfaisantes et valent bien celles qui peuvent se recommander de théories plus logiques (1). Sans se prononcer sur cette appréciation, une étude théorique doit souligner le détour que comporte la position des juges anglo-saxons et mettre en doute la valeur du critère chronologique puisqu'au fond il n'est pas réellement appliqué.

On retrouve des aménagements de cet ordre dans la théorie de la dernière condition d'Ortmann (2). Il a bien vu que l'application rigoureuse de sa thèse ne pouvait donner satisfaction et il a dû, en conséquence, apporter à

(1) MARTEAU, thèse. p. 52.

(2) GUÉX, thèse, pp. 49 et suiv. ; MARTEAU, thèse, pp. 58 et suiv.

ses principes de base des exceptions si considérables qu'elles se soldent par des transactions inacceptables et, même, par des contradictions. La théorie d'Ortmann ne s'applique vraiment que dans l'hypothèse où la dernière condition posée avant l'apparition du résultat est une initiative humaine fautive ; mais, si, dans la chaîne causale, cette initiative se trouve séparée du résultat par un phénomène naturel ou par un acte humain irréprochable, il faudrait normalement écarter toute responsabilité. L'auteur recule devant cette solution, qui entraînerait très fréquemment l'exonération du défendeur. Il parvient, au prix de certaines subtilités, à considérer comme la dernière condition une initiative humaine fautive quelconque figurant dans la chaîne causale, même si, dans l'ordre chronologique, elle n'est pas effectivement la dernière. Là encore, le critère de temps ne joue pas et c'est d'une autre manière que l'on arrive à attribuer la qualité de causes à certaines conditions.

Ainsi, il faut écarter délibérément toute espèce de critère chronologique car on n'aperçoit pas de rapport absolu entre la force causale des conditions et leur ordre dans le temps. On peut le regretter dans une certaine mesure car, si elle avait quelque valeur, cette théorie pourrait être d'application relativement facile.

On s'explique fort bien, d'ailleurs, comment on a pu être amené à proposer des critères de cette nature. En effet, la recherche de la cause impose souvent un raisonnement qui, comme tout raisonnement, est d'autant plus facile à tenir et d'autant plus certain que ses termes sont moins nombreux. Il apparaît, à l'évidence, que la difficulté s'accroît quand il s'agit d'établir un lien entre des événements multiples échelonnés au cours d'un laps de temps prolongé. On aura donc une tendance toute naturelle à ne considérer qu'une courte période et à n'envisager qu'un petit nombre de faits. Plus nous remontons loin dans le passé et plus les rapports que nous dégageons nous apparaissent incertains

et hypothétiques. Les auteurs ont souvent vu là une difficulté de preuve sur laquelle nous reviendrons (1).

Cette remarque fait apercevoir dans quel esprit on a songé à opérer une distinction entre les conditions en tenant compte de leur proximité dans le temps par rapport au résultat. Ce critère est né du désir d'éviter que les solutions ne soient entachées d'incertitude. Aussi, en l'écartant, devons nous rester pénétré des motifs qui l'ont inspiré et faire preuve d'une grande circonspection lorsqu'il s'agit de se prononcer sur le rapport causal qui peut exister entre un dommage et un fait déjà éloigné dans le temps.

## § II. — Théories qualitatives et quantitatives de la cause

35. — D'autres systèmes ont tenté, pour proposer un critérium de la causalité, d'établir un classement des conditions fondé sur la qualité ou la quantité de leur activité favorable au résultat. Suivant eux, la cause s'opposerait aux simples antécédents par ses qualités profondes et par la nature de son action (2). Ils ne présentent pas le même intérêt que les précédents : ils n'ont jamais reçu d'application pratique, et, de plus, ils sont fort complexes et, même, souvent obscurs. Nous nous bornerons donc à les mentionner rapidement.

On rattache traditionnellement ces théories à la loi de la conservation de l'énergie dont elles seraient directement inspirées. Cette loi, fondamentale en matière scientifique, n'étudie les phénomènes du monde que sous l'angle des transformations d'énergie qu'ils représentent et elle constate que l'énergie contenue dans un résultat est celle qui se

(1) GUÉX, thèse, p. 51 ; — MARTEAU, thèse, p. 60 ; — FILIPPI, thèse, p. 52.

(2) Voir sur ces systèmes : DEMOUE, *Oblig.*, IV, n° 374, p. 14. — GUÉX, thèse, pp. 52-63 ; — MARTEAU, thèse, pp. 61-80 ; — NICOLESCO, thèse, pp. 45-51.

trouvait déjà dans ses antécédents. L'énergie initiale se modifie et se métamorphose pour apparaître successivement sous les aspects les plus divers ; mais elle demeure une quantité intacte et, sans jamais s'épuiser, elle représente toujours la même valeur. Quelles que soient les modalités de ses manifestations, l'énergie est le principe actif et dynamique des transformations qui s'opèrent dans le monde.

Partant de cette base, on a pu dire que, parmi les conditions d'un résultat, certaines représentent l'énergie initiale et jouent donc un rôle vraiment moteur, tandis que les autres constituent seulement un milieu favorable à telles modalités du résultat. Les premières ont une activité intrinsèque et contiennent véritablement la force causale : ce sont les causes proprement dites ; les secondes ne sont que des conditions pures et simples.

Cette conception est celle de R. Horn, Müller, A. Horn, Kühles, Huther et, surtout, Max Ernst Mayer (1), qui se sont efforcés de présenter des critères de distinctions qualitatives des conditions. Leurs systèmes, sous le couvert d'une terminologie variable et incertaine, et à travers des argumentations parfois difficiles à suivre, contiennent un point de départ commun et s'inspirent du même esprit. Pour eux, toutes les conditions sont assurément nécessaires à l'apparition d'un résultat concret déterminé, mais, suivant leur nature, elles agissent de manières différentes et il faut opposer celles qui s'analysent par des forces et des quantités d'énergie à celles qui ne sont que

(1) R. HORN, *Der Kausalitätsbegriff in der philosophie und im strafrechte*, Leipzig, 1893 ; — MÜLLER, *Das Kausalitätsproblem im strafrecht*, Gerichtsaal, 1895, Bd I ; — A. HORN, *Kausalitäts und Wirkensbegriff, dessen empirische Feststellung und criminalistische Bedeutung*, Gerichtsaal, 1897, Bd. LIV. — KÜHLES, *Fragen der Causalität*, Munich, 1895 ; — HUTHER, *Der Kausalzusammenhang als Voraussetzung des strafrechts*, W(1)ff3ff, 1893 ; — M.-E. MAYER, *Der Kausalzusammenhang Zwischen Handlung und Erfolg im strafrecht*, Strasbourg, 1889.



les éléments d'un état de choses, d'un cadre ou d'un milieu favorables à l'action des précédentes.

Nous pouvons bien nous en tenir là et apprécier l'idée générale qui anime ces systèmes, sans exposer leur détail, parfois peu accessible faute de simplicité et de clarté.

On a très justement reconnu à ces théories le mérite d'un effort d'objectivité. Elles partent, en effet, d'une loi scientifique rigoureuse, dont elles cherchent à tirer une notion juridique de même caractère, et elles s'attachent, dans cette mesure, à éviter la dangereuse confusion de la faute et de la cause. Mais, si elles ont été conçues dans ce louable esprit, elles suscitent néanmoins de graves critiques et ne paraissent pas acceptables.

Tout d'abord, il est très évident que la distinction des forces et des états empruntée aux expériences sur la conservation de l'énergie peut avoir une valeur et une raison d'être en matière scientifique, sans permettre, pour autant, de résoudre un problème de droit. La physique et la chimie peuvent se contenter de retrouver dans un résultat la quantité totale d'énergie contenue dans ses antécédents, puisqu'elles s'attachent à peser les transformations incessantes du monde et les modifications des corps, sous l'angle des sommes d'énergie mises en jeu. A ce titre, il est naturel qu'elles s'autorisent à négliger certaines conditions qui ne renferment pas d'énergie propre. Mais le but qu'elles visent n'est pas celui que le droit poursuit. Le juriste ne se préoccupe pas d'établir une équation d'énergie entre un résultat et ses conditions et il n'a aucune raison valable pour classer les conditions d'après la quantité d'énergie ou l'amplitude de mouvement qu'elles contiennent. Pour lui, la distinction des forces et des états est privée de valeur et toute condition, force ou état, qui apparaît nécessaire à la réalisation du résultat, mérite son attention.

Le droit a ses exigences et ses méthodes particulières : elles s'opposent à la transposition dans son domaine d'une notion toute scientifique. On a d'ailleurs soutenu qu'il

existe une notion scientifique particulière de la cause (1), comme il en existe une conception vulgaire et une conception philosophique, et cette opinion se trouve justifiée par la difficulté que l'on éprouverait à appliquer en matière juridique une distinction causale empruntée aux sciences expérimentales.

Nous devons ajouter, en effet, et c'est la seconde critique qui s'adresse à la distinction des conditions-forces et des conditions-états, que si le critère qualitatif proposé peut recevoir une application aisée quand on le manie dans la recherche scientifique, aucun auteur ne nous fournit le moyen de distinguer clairement les forces des états pour les besoins de la pratique juridique. Puisqu'il nous est impossible de départager ce qui est force et ce qui est état, les deux notions restent indéterminées, flottantes et confuses. Cela peut expliquer que la pratique ait négligé ce système scientifico-philosophique qui peut servir le savant dans son laboratoire sans apporter au juge le moindre secours.

Enfin, cette distinction qualitative des conditions que ses défenseurs ont voulue tout objective est parfois conduite, comme les critères chronologiques, à renier ses origines. La théorie de Max Ernst Mayer, l'une des plus intéressantes et des plus complètes qui aient été construites sur la distinction qualitative, illustre nettement cette dernière remarque. Mayer doit reconnaître que si l'on réserve la qualification de causes aux seules conditions-forces à l'exclusion des conditions-états, les cas de responsabilité civile seront relativement rares, car l'action de l'homme est fréquemment en concours avec des éléments naturels extérieurs et elle ne correspond, le plus souvent, qu'à une condition-état. Aussi, l'auteur doit-il apporter des exceptions sérieuses à ses principes de base ou, du moins, leur faire subir des extensions, pour pouvoir décider que dans certains cas une simple condition-état peut-être considé-

(1) MARTEAU, thèse, pp. 30-34.

rée comme cause. Il y parvient au prix de distinctions complexes (1), qui mettent en jeu des considérations personnelles à l'agent humain, telles que son intention, sa connaissance de certaines circonstances ou sa prévision des faits. Ce sont là autant d'éléments proprement subjectifs qui vont à l'encontre du principe d'objectivité dont ce système a voulu faire sa règle fondamentale.

Ainsi, il est impossible de retenir les tentatives de distinction des conditions d'après leurs qualités propres, et il faut écarter comme inapplicables les solutions qu'elles proposent.

36. — Le même sort doit être réservé aux théories qui se sont attachées à classer les conditions sur une base quantitative, et suivant lesquelles la cause est la condition la plus forte, la plus efficace, celle qui développe l'action la plus intense pour la production du résultat (2).

Ce système a été soutenu par Birkmeyer (3) qui, sans contester que toutes les conditions sans exception sont indispensables à la réalisation du résultat, a pensé qu'il existe entre elles une gradation d'activité permettant de les hiérarchiser par ordre de valeur causale.

On a fait observer qu'il peut être dangereux de qualifier cause la condition la plus forte, car c'est admettre l'exclusive causalité d'une seule des conditions et donc rétrécir le champ de la responsabilité civile.

Birkmeyer, pour parer à cette critique, assouplit sa thèse et indique que rien n'oblige à retenir seulement la condition qui occupe la première place dans la hiérarchie causale. Selon lui, la deuxième condition peut, elle aussi,

(1) Voir sur le système des « générations causales » de MAYER : GUÉX, thèse, pp. 59 et suiv. ; — MARTEAU, thèse, pp. 71 et suiv. ; — NICOLESCO, thèse, pp. 47 et suiv. ; — COURTEAUD, thèse, pp. 99 et suiv.

(2) Voir sur ces théories : GUÉX, thèse, pp. 69-77 ; — MARTEAU, thèse, pp. 80-87 ; — NICOLESCO, thèse, pp. 51-53 ; — DEMOGUE, *Oblig.*, n° 374, p. 14.

(3) BIRKMEYER, *Ueber Ursachenbegriff und Kausalzusammenhang im strafrecht*, Rostock, 1885.

mériter le titre de cause, car, si elle est plus faible que la première, elle est plus forte que la troisième.

Mais l'auteur ne précise pas à quel point il convient de s'arrêter et son système reste à cet égard tout à fait mal défini.

Ce qui est plus grave encore, c'est que Birkmeyer a préconisé une distinction sans en proposer le critérium. Il recommande, au fond, un classement des conditions par ordre de plus grande efficacité, mais il ne s'arrête pas à élaborer l'instrument de la commune mesure de cette efficacité. Quand donc pourrions-nous dire qu'une condition est plus ou moins efficace qu'une autre ? C'est là, répond l'auteur, une question qu'il faut abandonner très largement à la libre appréciation du juge, qui la tranchera à l'aide de son bon sens.

Pareille conclusion a soulevé de sérieuses critiques (1). L'auteur avoue, en la formulant, l'impossibilité où il se trouve de donner corps à sa théorie en proposant un critère digne de ce nom. S'il se résigne aussi facilement à s'en remettre au bon sens du juge, c'est parce que l'on a peine à concevoir que les conditions si nombreuses et si diverses de tout résultat puissent être chiffrées par une unité commune d'efficacité.

La théorie quantitative ne pourrait s'appliquer que dans des hypothèses où on serait en présence de résultats parfaitement divisibles, amenés par des conditions de même nature, jouant des rôles analogues, et où le résultat global serait égal à la somme des résultats particuliers attribuables à chacune des conditions. Il va sans dire que ce sont là des situations très exceptionnelles.

Deux robinets coulant simultanément et sans interruption remplissent un réservoir, le premier a un débit de quatre litres par minute et le second un débit de deux litres

(1) MARTEAU, thèse, p. 84 « L'interprète n'a pas à tirer à vue sur la perspicacité et l'intuition du juge, mais à lui préciser une règle de discernement à laquelle il emploiera son intelligence professionnelle. »

seulement : il est aisé d'attribuer le remplissage pour deux tiers au premier robinet et pour un tiers au second. Par contre, si quelqu'un est blessé dans une collision d'automobiles où l'on peut relever, tout à la fois, des fautes des conducteurs, des déficiences mécaniques et des circonstances fortuites, quelle est la règle qui nous permettra d'exprimer numériquement l'efficacité causale de chacun de ces éléments différents ?

Il faut donc être convaincu de la vanité des recherches d'un critère quantitatif général et il n'est pas besoin de souligner davantage l'insuccès d'une théorie qui, voulant tracer au juge une ligne de conduite, le renvoie finalement à puiser dans son bon sens des éléments de décision. Le bon sens est avant tout individuel, variable et incertain. Il n'est pas fait de règles précises et on ne saurait attendre de lui un critère dont l'esprit sent l'impossibilité.

Le système de Birkmeyer, malgré son apparence théorique, ne marque aucun progrès sur la notion vulgaire de la cause (1). Comme elle, il se ramène à affirmer la prédominance causale de certaines conditions, qu'il appartient au juge de déterminer librement.

### § III. — Théories de la causalité adéquate

**37.** — Pour en terminer avec les systèmes qui s'efforcent de résoudre le problème causal par l'idée d'un choix entre les conditions, nous devons aborder, maintenant, l'étude des théories de la causalité adéquate (2). Comme celles que nous avons précédemment exposées, ces théories sont d'origine allemande. La notion de cause adéquate a été présentée par von Kries et reprise, en particulier, par Thon, Liep-

(1) MARTEAU, thèse, p. 37.

(2) Voir sur ces systèmes : DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n° 375, pp. 15-16 ; — H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1441, p. 328 ; — GUÉX, thèse, pp. 77-102 ; — MARTEAU, thèse, pp. 88-126 ; — NICOLESCO, thèse, pp. 56-70 ; — JOATTON, thèse, p. 81 ; — DESCHIZEAUX, thèse, pp. 36-42 ; — COURTEAUD, thèse, pp. 94-95 ; — PIGNY, thèse, pp. 35-38.



mann et Rümelin, qui ont essayé de la perfectionner par des rapports originaux (1). Elle a connu un succès indéniable en Allemagne, où elle a reçu les adhésions d'autorités doctrinales considérables et de hautes juridictions. Les systèmes auxquels elle a donné naissance traduisent un effort très ingénieux pour dominer le problème causal ; mais, comme beaucoup d'œuvres issus du génie germanique, ils n'excluent pas les complications et même les obscurités, ce qui ne facilite ni leur exposé ni leur critique. Nous essaierons seulement de montrer quel est l'esprit de ces systèmes sans pouvoir d'ailleurs prétendre les clarifier autant que nous l'aurions désiré.

Les théories de la causalité adéquate se signalent par trois tendances principales très accusées : elles veulent être objectives, générales et abstraites.

Les partisans de la causalité adéquate sont avertis des dangers qui peuvent résulter de l'utilisation d'éléments subjectifs pour la solution du problème causal ; ils redoutent la confusion possible de la faute et de la cause dans laquelle sont tombés presque tous leurs devanciers, et, dès le point de départ, ils s'attachent à faire de la cause une notion objective. Par ailleurs, ils s'efforcent de présenter un système très général, car, mieux que d'autres peut-être, ils ont compris que la causalité ayant une étendue et un champ d'application illimités, il convient de voir les choses de haut. Ces deux premiers points de vue les conduisent tout naturellement à porter leurs recherches dans le domaine de l'abstraction : il leur apparaît que c'est là le

(1) VON KRIES, *Ueber den Begriff der objektiven Möglichkeit* (*Vierteljahrsschrift für Wissenschaftliche Philosophie*, 1888, Bd. XII) ; — *Ueber die Begriffe der Wahrscheinlichkeit und Möglichkeit und ihre Bedeutung im Strafrecht* (*Zeitschrift für die gesammte Strafrechtswissenschaft*, 1889, Bd. IX) ; — THON, *Der Begriff der Verursachung*, Festschrede, Iena, 1894 ; — LIEPMANN, *Enleitung in das Strafrecht*, Berlin, 1900 ; — M. RÜMELIN, *Die Verwendung der Kausalbegriffe im Straf- und civilrecht* (*Archiv für civilistische Praxis*, 1900, Bd. XC) .— M. RÜMELIN, *Der Zufall im Recht*, Leipzig, 1896.

vrai moyen de dominer les cas d'espèces et de ne pas rester prisonniers de leurs particularités concrètes. Le caractère abstrait des théories de la causalité adéquate les oppose d'ailleurs assez nettement aux autres théories de distinction des conditions que nous avons antérieurement rappelées ; celles-ci procédaient de l'examen concret des faits, celles-là se recommandent par une méthode tout abstraite.

Les systèmes de la causalité adéquate ont une base commune et se diversifient dans la suite de leur développement pour emprunter différentes bifurcations.

Leur trait commun consiste à attribuer le titre de cause à toute condition adéquate au résultat, c'est-à-dire à toute condition qui, dans une mesure donnée, contient la « *possibilité objective* » du résultat, en le rendant probable et vraisemblable. En d'autres termes, il s'agit de savoir si les conditions sont abstraitement favorables au résultat considéré et si elles possèdent cette qualité à un degré qui permette de leur attribuer le titre de cause.

La pensée première des auteurs de cette théorie était même de parvenir à chiffrer exactement la possibilité objective, dans laquelle ils voulaient voir une grandeur susceptible de mesure précise. Au fond, sans que ses partisans l'indiquent très nettement, la notion de possibilité objective paraît bien prendre appui sur une loi d'origine empirique et expérimentale, la loi des grands nombres, et elle semble construite sur une idée de fréquence de la condition par rapport au résultat.

Quand, en considérant un certain nombre d'hypothèses dans lesquelles se produit un événement déterminé, on découvre que, dans la plupart d'entre elles, cet événement est précédé d'un même fait, on est naturellement porté à croire qu'on se trouve en présence, non pas d'un rapport de succession fortuit, mais bien d'un rapport de dépendance. Supposons, par exemple, que sur dix personnes qui se trouvent frappées de congestion au cours d'un bain froid, il y en ait huit qui soient entrées dans l'eau peu de temps après un repas, nous pourrions dire qu'il y a une

forte fréquence entre la condition — immersion pendant la digestion — et le résultat — décès du sujet. Cette fréquence nous fait penser que la condition et le résultat ne sont pas accidentellement juxtaposés et qu'il y a entre eux un véritable rapport causal. L'idée de fréquence est, selon nous, le *substratum* de la notion de possibilité objective. Dans l'exemple que nous avons choisi, on pourrait exprimer cette possibilité par une fraction et dire qu'elle est de huit dixièmes.

C'est à un calcul de cet ordre qu'on a songé quand on a espéré donner vraiment à la théorie une rigueur scientifique. Mais, les partisans les plus convaincus de la causalité adéquate doivent renoncer à parvenir dans tous les cas à une pareille précision et ils conviennent qu'il s'agit là d'une mathématique impossible à organiser. Elle se heurte à une difficulté considérable : la table de logarithmes permettant d'effectuer ce calcul serait un gigantesque recueil de statistiques, que les hommes ne pourront jamais mettre sur pied et dont l'ampleur et la complexité dépassent même l'imagination. Aussi, abandonnant cet idéal de précision inaccessible, les tenants de la théorie se contentent de dire qu'elle peut rester utilisable si l'on a une conception suffisamment nette de la notion de possibilité objective. L'esprit peut bien déterminer intuitivement un minimum de possibilité objective qui sera le critère de la causalité et, dans chaque espèce, il conviendra d'apprécier approximativement si telle condition correspond à ce minimum ; dans l'affirmative, elle sera retenue comme cause ; dans le cas contraire, il faudra la négliger.

Dès le point de départ, ce fondement commun des théories de la causalité adéquate a été vivement critiqué et des auteurs ont fait remarquer que rien ne justifie l'application, après que le résultat s'est produit, d'un critère causal emprunté à la notion de possibilité objective. A quoi bon, dit-on, s'informer de la possibilité contenue dans les conditions puisque le résultat s'est effectivement réalisé ? Ce résultat, par le fait même de son existence, prouve suffi-

samment que les conditions considérées étaient bien de nature à l'amener. Si la notion de possibilité peut permettre d'utiles pronostics quand le résultat ne s'est pas encore produit, il faut lui préférer, après coup, une étude concrète des faits matériels.

Cette première critique ne paraît pas dirimante et on peut y voir surtout une critique de méthode. En utilisant la notion de possibilité objective, le système de la causalité adéquate veut, avant tout, appliquer au problème causal une méthode abstraite de solution. Il semble au moins prématuré de le critiquer à cet égard, avant d'avoir minutieusement analysé son contenu et envisagé ses résultats. Nous avons vu, en étudiant les systèmes précédents, que la méthode concrète n'a pas fait ses preuves et qu'aucune des distinctions qu'elle a proposées ne peut être retenue. Il convient donc de faire crédit à la méthode abstraite aussi longtemps que sa faillite ne sera pas clairement démontrée.

Au surplus, et c'est là un caractère qui n'a peut-être pas été mis en lumière comme il le mérite, la théorie de la causalité adéquate ne s'attache pas à construire une définition juridique de la cause et elle tient compte d'un autre aspect du problème.. Elle place au premier plan la certitude que nous devons avoir, dans chaque cas, de l'existence d'une relation causale pour faire jouer les règles de la responsabilité civile et prononcer une condamnation. Elle ne s'arrête pas à étudier l'essence profonde du rapport causal ; elle se préoccupe plutôt de nous fournir le moyen de parvenir, dans chaque espèce, à une certitude suffisante de son existence. Elle se contente d'analyser la causalité en un rapport de succession nécessaire entre deux faits et nous propose une méthode permettant de nous prononcer sur son existence.

Si une condition donnée est absolument nécessaire à la réalisation d'un résultat déterminé, nous la retrouverons invariablement dans toutes les hypothèses où ce résultat se produit. Si, inversement, cette condition ne se retrouve que de manière irrégulière dans l'enchaînement d'événements

dont le résultat considéré est l'aboutissement, nous devons penser qu'elle n'a pas, par rapport à lui, le même caractère d'antécédent nécessaire. Si, enfin, elle ne figure jamais dans cette chaîne, il faut conclure qu'elle est indifférente et sans action. Dans le premier cas, nous avons la certitude que la condition étudiée est causale ; dans le dernier, nous pouvons être certain qu'elle est sans rapport avec le résultat. Dans le cas intermédiaire, nous ne pouvons dire, *a priori*, avec certitude, si elle joue ou non un rôle causal, mais, si elle est assez fréquente, nous aurons tendance à admettre qu'elle n'est pas sans influence sur le résultat.

Ainsi, il paraît exact de dire que notre certitude de l'existence d'un rapport causal entre un antécédent et un résultat est fonction de la fréquence de cet antécédent par rapport à ce résultat. En mettant en vedette cette idée de fréquence, sous le couvert de la notion de possibilité objective, la théorie de la causalité adéquate nous invite à ne conclure à l'existence d'une relation causale qu'en présence de présomptions suffisamment fortes en ce sens. Basée sur la probabilité, elle veut, par le moyen d'un appel à l'expérience, nous éviter les erreurs et les variations les plus considérables. On pourrait penser, et nous y reviendrons par la suite, que la théorie de la causalité adéquate est une théorie de la preuve (1). Sans creuser la notion de cause en elle-même, elle s'efforce de déterminer les conditions qui doivent être remplies pour que nous puissions nous déclarer suffisamment sûrs de l'existence d'une relation causale et lui faire produire des effets de droit. Quand on l'envisage sous cet angle, on saisit mieux la portée du critère de possibilité objective auquel elle se réfère. Si certains auteurs l'attaquent à la base, c'est peut-être, précisément, parce qu'ils n'ont pas donné à cette question de preuve toute son importance.

Ainsi, ces premières objections que l'on a dressées contre

(1) Voir à cet égard : MARTEAU, thèse, p. 244 ; — GUX, thèse, p. 178.



la théorie de la causalité adéquate ne sont ni décisives ni insurmontables.

**38.** — Par contre, il faut bien reconnaître que des difficultés considérables se dressent lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre la notion de possibilité objective.

Pour savoir si tel fait est bien la cause adéquate de tel résultat, le juge doit transposer sur un plan général et abstrait l'hypothèse concrète qui lui est soumise, et c'est une opération qu'il ne peut mener à bien que s'il dispose des instruments nécessaires. Ces instruments sont des règles de généralisation dont les théoriciens de la causalité adéquate sentent bien l'importance sans parvenir à les mettre au point.

On ne peut en effet faire intervenir le critère de possibilité objective quand on considère un cas d'espèce avec toutes ses données concrètes : il faut lui faire subir, au préalable, une préparation, qui consiste à généraliser le résultat et à éliminer certaines conditions.

Un bon exemple, souvent utilisé par les auteurs (1), montrera mieux en quoi consiste cette difficulté. Le 7 août 1902, le cocher Z s'endort sur son siège, et son cheval s'arrête sur la place de la Concorde, à Paris, vers 15 heures ; un orage éclate et le voyageur X est foudroyé au fond de la voiture. Le sommeil du cocher peut-il être considéré comme la cause du décès du voyageur ?

Pour appliquer la théorie de la causalité adéquate, nous ne devons pas envisager ce cas d'une manière concrète. Si par le résultat qui s'est produit, nous entendons la mort de X, tué par la foudre, le 7 août 1902, vers 15 heures, place de la Concorde, dans la voiture du cocher Z, nous devons dire qu'en fait l'accident ne se serait pas produit si le cocher ne s'était pas endormi. Du reste, les partisans du système de la causalité adéquate reconnaissent sans difficulté que

(1) Exemple présenté par VON KRIES et repris par GUÉX, thèse, p. 81, et MARTEAU, thèse, p. 96.

toutes les conditions sont également indispensables *in concreto* à la réalisation du résultat tel qu'il s'est produit. Il est certain que le sommeil du cocher a été une condition *sine qua non* du décès de son client dans le cas particulier que nous avons envisagé, mais ce n'est pas en cela que consiste la notion de cause adéquate.

Cette notion ne peut être mise en œuvre qu'en envisageant le résultat sous une forme générale et en éliminant certaines conditions.

Essayons de réaliser cette généralisation. Nous pouvons nous demander si le sommeil d'un cocher rend ordinairement possible la mort de son client. En posant la question sous cette forme, le cas d'espèce a perdu son individualité concrète : il a fait place à une interrogation abstraite à laquelle nous tâcherons de répondre à l'aide de notre expérience et d'un calcul de probabilité.

On aperçoit, de la sorte, en quoi peut consister cette généralisation du résultat, sans laquelle l'idée de cause adéquate n'est pas concevable. Mais, si les auteurs nous font comprendre sa nécessité, ils doivent renoncer à nous indiquer les règles qui la gouvernent et le degré auquel il convient de la pousser. Faute de telles règles, le système reste imprécis et arbitraire. Nous devons remarquer, en effet, que plus on pousse dans le sens de la généralisation et plus on est conduit à admettre facilement qu'une condition est la cause adéquate du résultat.

Dans notre exemple, nous pouvons nous arrêter à un premier degré de généralisation et nous demander si le sommeil d'un cocher rend objectivement possible la mort de son client par le fait de la foudre. Si nous en appelons à notre expérience personnelle, nous répondrons que cette possibilité objective est extrêmement faible : il est évident que sur cent hypothèses, par exemple, dans lesquelles le cocher s'est endormi, la proportion de celles dans lesquelles son client a été foudroyé à l'intérieur du fiacre est très rassurante.

Poussons maintenant un peu plus loin la généralisation

et demandons-nous si le sommeil du cocher rend objectivement possible la mort du client, mais sans préciser le genre de mort. Notre réponse ne sera plus la même et la proportion que nous envisageons sera plus forte. En effet, quand le cocher s'endort, il se produit fréquemment un accident et un certain nombre d'accidents sont mortels.

Ainsi, suivant que l'on généralise plus ou moins le résultat et qu'on le dépouille plus ou moins de ses particularités concrètes, on fait varier la réponse à la question de savoir si telle condition est ou non sa cause adéquate. C'est donc à juste titre qu'on reproche aux défenseurs de cette thèse l'incapacité complète dans laquelle ils se trouvent de déterminer avec quelque précision la limite de cette généralisation (1). Si l'ultime remède devait consister à s'en rapporter sur ce point au bon sens des juges, le système comporterait une grave imperfection théorique et l'harmonie des solutions d'espèce se trouverait sérieusement compromise.

Outre cette généralisation du résultat, il faut opérer une limitation du nombre des conditions dont il convient de tenir compte en posant la question de la causalité (2).

Nous avons montré qu'on ne peut parler de la causalité adéquate d'une condition que l'on replace dans le cadre complet de toutes celles qui l'ont accompagnée dans la réalité. Agir de la sorte, ce serait utiliser une méthode d'examen concret des faits incompatible avec la notion de cause adéquate. Certaines conditions doivent être retenues et d'autres écartées ; mais, là encore, il est extrêmement difficile de préciser quelles conditions doivent être prises en considération et quelles autres doivent être éliminées. Il est évident qu'on ne peut pousser trop loin cette élimination. Ainsi, pour se prononcer sur la possibilité objective des conséquences meurtrières d'un coup de revolver, il est

(1) GUX, thèse, p. 86 ; — MARTEAU, thèse, p. 96.

(2) GUX, thèse, pp. 86 et suiv. ; — MARTEAU, thèse, pp. 97 et suiv. ; — DESCHIZEAUX, thèse, pp. 38-42 ; — PIGNY, thèse, pp. 37-38.

indispensable de connaître au moins certaines des conditions dans lesquelles il a été tiré (1). Un coup de feu qui éclate au milieu d'une foule compacte aura presque certainement des effets très graves ; celui qu'un individu isolé tire au milieu du désert ne doit normalement atteindre personne.

Or, les auteurs ne sont pas d'accord sur les règles qui doivent présider à cette délicate sélection des conditions. Parvenus à ce carrefour, ils se séparent pour emprunter des voies divergentes et souvent tortueuses.

**39.** — Von Kries aborde cette difficulté sous une forme un peu obscure, en indiquant que sa théorie utilise deux notions spéciales qu'il faut analyser soigneusement pour poser correctement la question causale : le « savoir nomologique » et le « savoir ontologique » (2).

Ce sont deux aspects particuliers de la connaissance humaine.

Le savoir nomologique est la connaissance des lois abstraites qui régissent les faits et, spécialement, des lois scientifiques ; il s'agit là d'un ensemble de règles qu'il faut nécessairement utiliser quand on essaie de pénétrer l'enchaînement des phénomènes. Comme toute théorie causale, le système de la causalité adéquate doit tenir compte de ces principes et en faire application.

Il est beaucoup plus malaisé de définir ce que von Kries entend par le « savoir ontologique », mais son idée paraît assez claire : sous cette formule un peu mystérieuse, se cache, au fond, une règle d'élimination des conditions. Pour von Kries, il faut écarter, dans la position de la question causale, les conditions qui étaient inconnues de l'auteur au moment où il a agi. Ainsi, le juge devra se deman-

(1) Voir sur cet exemple : GUEX, thèse, p. 87 ; — MARTEAU, thèse, p. 97.

(2) Voir : MARTEAU, thèse, pp. 98 et s. ; — NICOLESCO, thèse, pp. 61 et 62.

der quelle était la possibilité objective du résultat en tenant compte de l'acte de l'auteur et des conditions que cet auteur connaissait.

Cette suggestion devait valoir à von Kries de sévères critiques (1). En effet, si l'on ne retient que les conditions connues de l'auteur et celles que constitue son état psychologique lors de l'action, il est à craindre qu'on ne glisse dangereusement vers un critère fortement subjectif et qu'on ne confonde facilement le résultat causé et le résultat prévu par l'auteur. Pourtant, il serait peut-être excessif de soutenir, avec certains, que la théorie devient alors purement subjective. Il faut reconnaître qu'elle comporte toujours, même sous cette forme, un certain effort de généralisation : le juge se demandera si, d'une manière générale, l'acte d'un individu, placé dans le même cas que l'auteur et connaissant les mêmes conditions, est de nature à rendre possible le résultat. Pour répondre à cette question, il s'appuiera sur son expérience et sa connaissance nomologique, et il pourra décider que cet acte a créé une possibilité suffisante du résultat, alors même que l'auteur, moins expérimenté ou moins instruit, a été en fait incapable de prévoir ce résultat. Néanmoins, il semble bien que, dans la majorité des cas, le juge sera tenté de dire qu'il y a une possibilité objective suffisante quand l'auteur aura effectivement prévu le résultat au moment de son acte. Ainsi, sous le couvert de la notion de cause adéquate, les tribunaux tiendront compte de la prévision de l'auteur et, par ce moyen, ils parviendront à réaliser un certain équilibre entre la gravité de la faute et le montant de la réparation.

En cela, le système mérite le reproche qu'on lui adresse de renier, au moins partiellement, son programme initial qui a pour article principal le souci d'éviter toute confusion

(1) DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n° 375, p. 16 ; — H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1442, p. 339 ; — GUEX, thèse, p. 88 ; — MARTEAU, thèse, pp. 102-3 ; — NICOLESCO, thèse, p. 62.



entre la faute et la cause. D'ailleurs, von Kries a reconnu le bien-fondé de ces critiques. Il a retouché sa théorie et proposé de tenir compte, dans la position de la question causale, non seulement des conditions effectivement connues de l'agent, mais encore de celles qu'il aurait pu et dû connaître. Ainsi rectifié et élargi, son système, peut-être amélioré, n'échappe pas encore à toute objection.

40. — Le système de von Kries a été repris par Thon (1), qui, en présence de ces objections, a essayé de le perfectionner. L'acte de l'auteur, d'après Thon, sera retenu comme cause s'il rendait vraisemblable le résultat, et, pour se prononcer sur cette vraisemblance, on doit tenir compte de toutes les conditions qu'un homme normal aurait pu et dû connaître au moment de l'acte. Cette règle subit toutefois une extension dans l'hypothèse où l'agent est un homme exceptionnel; qui a pu connaître personnellement certaines conditions que d'autres, moins perspicaces, auraient ignorées : il conviendra alors de tenir compte de toutes les conditions effectivement connues de l'agent, grâce à ses aptitudes propres ou à son expérience particulière.

Ainsi conçu, le système est plus objectif que celui de von Kries, puisqu'il ne limite pas le cercle des conditions retenues à celles qu'un individu déterminé a connues.

On reconnaît que Thon fait appel à une notion de prévision plus objective que celle préconisée par von Kries, mais on lui a cependant reproché de n'avoir pas évité toute confusion entre la faute et la cause. Ainsi, dans le cas où l'agent est un homme supérieur et où il faut donc tenir compte de toutes les conditions qu'il a connues, la solution redevient tout à fait subjective. Elle impose, en outre, une recherche extrêmement délicate : comment, en effet, pourra-

(1) Il convient de rapprocher des idées de THON le système défendu par LIEPMANN. L'exposé de LIEPMANN n'est pas toujours limpide et a donné lieu à des interprétations divergentes.

Voir sur cet auteur : GUÉX, thèse, pp. 91-93 ; — MARTEAU, thèse, pp. 106-108.

t-on établir avec certitude que tel individu a connu personnellement telles conditions que tout autre eût ignorées ? Comment, surtout, pourra-t-on dire que quelqu'un n'a connu certaines conditions que grâce à une intelligence particulière et à des moyens supérieurs à la normale ?

41. — Rümelin, en cherchant à éviter les écueils rencontrés par ses prédécesseurs, a fait preuve de hardiesse et d'originalité (1). Selon lui, il faut envisager, dans la position de la question causale, toutes les conditions reconnaissables qui existaient réellement au moment de l'acte incriminé. Ce qu'il y a de nouveau dans ce système, c'est une détermination particulière du moment auquel il convient de se placer pour reconnaître l'existence de ces conditions : le juge doit tenir compte de toutes les conditions, dont il sait, à l'instant où il statue, qu'elles existaient lors de l'acte incriminé. Les autres partisans de la causalité adéquate procédaient à un examen par avance, *ex ante*, en se plaçant dans la situation de l'auteur ; Rümelin propose un examen *ex post, a posteriori* ; il considère la situation de l'auteur, mais en se plaçant au jour du jugement, et il se livre à un « pronostic objectif rétrospectif » (2). Le critère prend alors un tour plus nettement objectif et paraît s'affranchir de la notion de prévision de l'auteur, puisqu'il n'est plus seulement fait état des conditions que l'agent connaissait ou pouvait connaître.

Rümelin n'échappe pas, pour autant, à toute critique. En effet, quand on se place au jour du jugement, on peut connaître toutes les conditions du résultat et, qui plus est, on s'aperçoit que ces conditions existaient, soit par elles mêmes, soit par leurs antécédents, au moment de l'acte incriminé. De la sorte, on se demande si cet acte rendait

(1) Voir sur la théorie de RÜMELIN : GUEX, thèse, pp. 93 et s. ; — MARTEAU, thèse, pp. 108 et s. ; — NICOLESCO, thèse, pp. 63 et s.

(2) « *Die objektive nachträgliche Prognose* », *Der Zufall im Recht*, pp. 47-48.

possible le résultat, en tenant pour acquises toutes les autres conditions, et la réponse est forcément affirmative.

Reprenons l'exemple du cocher. Demandons-nous si son sommeil a rendu possible la mort du voyageur, en tenant compte des conditions dont nous pouvons savoir, *a posteriori*, qu'elles existaient au moment où le cocher s'est endormi. A cet instant précis, un orage était en formation et devait éclater sur la place de la Concorde peu après l'arrêt de la voiture, dans des circonstances telles qu'un éclair viendrait frapper celle-ci. Si nous tenons compte de cette considération, il apparaît que le sommeil du cocher rendait, non pas seulement possible, mais bien plutôt fatal le décès du voyageur.

On voit donc l'inconvénient du système exposé. Le pronostic objectif retrospectif aboutit, dans la majorité des cas, à reconnaître la causalité de la condition étudiée puisqu'en même temps on tient pour acquises toutes les autres. Il ne comporte en réalité aucune sélection des conditions et ses résultats sont tout à fait comparables, nous le verrons, à ceux de la théorie de l'équivalence des conditions, dont Rümelin a été, peut être, l'adversaire le plus acharné (1). Pour éviter de consacrer pratiquement une thèse dont il a horreur, Rümelin apporte alors quelques retouches à son système. Il engage le juge à négliger certaines conditions dont l'existence au moment de l'acte incriminé est cependant prouvée. En particulier, il indique qu'il ne convient pas de tenir compte de l'état psychologique et des inclinations des tiers. De même, quand l'acte incriminé n'a fait que soumettre la victime à l'action d'un événement postérieur, il suggère de faire abstraction de cet événement si l'auteur n'a pu le connaître ou le prévoir au moment de son acte. Rümelin parvient ainsi à écarter certaines conditions dans la position de la question causale, mais il ne peut justifier théoriquement cette élimination, qui tend

(1) GUÉX, thèse, pp .96-98 ; — MARTEAU, thèse, p. 116.

seulement à éviter, dans certains cas, une responsabilité jugée trop lourde.

Avec l'exposé de la conception de Rümelin, s'achève le rappel des théories de la causalité adéquate. Elles sont le fruit d'études fouillées et subtiles, et leur allure scientifique est séduisante au premier abord. Cependant, à l'examen, elles s'avèrent extrêmement compliquées et l'esprit se perd vite dans les spéculations abstraites dont elles sont encombrées. C'est avec difficulté que l'on parvient à saisir le contenu de la notion de cause adéquate : elle n'est faite que d'abstraction. Au fond, les systèmes de la causalité adéquate nous recommandent un effort de généralisation qu'elles ne nous donnent pas le moyen d'effectuer. Dans leur état actuel, ils ne paraissent pas susceptibles d'application pratique dans le domaine juridique. Toutefois, ils nous apportent, croyons-nous, quelques enseignements intéressants en ce qui concerne les difficultés de la preuve en matière de causalité. Il y a là une question fort importante sur laquelle nous aurons à revenir, et nous insisterons sur le parti que l'on peut tirer, à cet égard, de l'idée de probabilité du résultat, mise en vedette par les théoriciens de la causalité adéquate. En les dépouillant des notions mystérieuses et des distinctions impalpables qui les compliquent à l'infini, les systèmes que nous venons d'étudier peuvent ainsi apporter une certaine contribution à la solution du problème causal.

## SECTION II

### Théorie de l'équivalence des conditions

42. — Ebauchée par Stübel et Mommsen, formulée par von Buri, puis reprise par von Liszt, la théorie de l'équivalence des conditions (1), qui a connu jadis la grande

(1) DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n° 372, pp. 11 et 12 ; — H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1440, p. 337. — GUÉX, thèse, pp. 103-115 ; — GORISSE,

vogue en Allemagne, y est supplantée aujourd'hui par les systèmes de la causalité adéquate. Elle s'oppose aux théories que nous avons précédemment rappelées, en posant qu'il est vain de prétendre hiérarchiser les conditions d'un événement suivant leur valeur causale dans le but de sélectionner celles qui, à l'exclusion des autres, méritent le titre de causes. Elle repousse les recherches complexes et les distinctions subtiles et se signale par son apparence de grande simplicité.

A) Partant de la définition philosophique de la cause proposée par Stuart Mill, le système de l'équivalence des conditions considère que toutes les conditions d'un résultat sont rigoureusement égales au point de vue causal et que chacune d'elles peut mériter le titre de cause. Dans le cadre de la responsabilité civile, on dira d'un acte ou d'une initiative humaine qu'ils sont la cause du dommage lorsqu'ils auront posé une condition de ce dommage. Un fait est la cause d'un autre quand, en l'absence du premier, le second ne se serait pas réalisé. En d'autres termes, il faut et il suffit, pour que l'on puisse conclure à l'existence d'un lien de causalité permettant de faire jouer les règles de la responsabilité, que l'acte incriminé ait été une condition *sine qua non* de l'apparition du dommage.

Il est d'ailleurs intéressant de voir comment on a pu tirer cette formule simple de la définition de Stuart Mill, d'après laquelle la cause est la somme totale des conditions positives et négatives prises ensembles, dont la réalisation est invariablement suivie du conséquent. Au premier abord, il apparaît que cette définition est inconciliable avec le

thèse, pp. 46-50 ; — MARTEAU, thèse, pp. 127-145 ; — NICOLESCO, thèse, pp. 16-39 ; — JOATTON, thèse, p. 81 ; — DESCHIZEAUX, thèse, pp. 15-30 ; — COURTEAUD, thèse, pp. 91-92 ; — PIGNY, thèse, pp. 29-34 ; — VON BURI, *Ueber Kausalität und deren Verantwortung*, Leipzig, 1873 ; — *Die Kausalität und ihre strafrechtlichen Beziehungen*, Stuttgart, 1885 ; — *Beiträge zur theorie des strafrechts* ; — VON LISZT, *Die Deliktsobligation im system des B. G. B.*, Berlin, 1898 ; — *Lehrbuch des deutschen Strafrechts*, 12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> éd., Berlin 1903.



système de l'équivalence : l'une appelle cause la somme des conditions, l'autre accorde ce titre à chacune d'entre elles.

On ne s'est pas fait faute d'adresser cette critique à Von Buri (1) ; mais il n'y a pas, à proprement parler, d'antinomie véritable entre son système et la proposition de Stuart Mill. Ce n'est là, comme on l'a fait justement observer, qu'une « querelle de mots » (2), les deux auteurs ayant employé le terme « cause » dans des sens un peu différents.

D'ailleurs, on peut aisément passer de la théorie logique de Stuart Mill à la doctrine juridique de von Buri en opposant les buts respectifs de la Logique et du Droit.

La philosophie tend à une explication complète des phénomènes ; elle recherche leur « cause » et elle la trouve légitimement dans la somme totale de toutes les conditions. Le droit, qui se soucie de sanctionner pratiquement les actions humaines, veut trouver un « rapport de causalité » entre les agissements des hommes et les résultats qu'il considère. La philosophie s'attache donc à une vue d'ensemble de toutes les conditions, tandis que le droit s'arrête à préciser le rôle causal de chaque condition ou, plutôt, de celles des conditions qui l'intéressent. Il est évident que les conclusions de la théorie de l'équivalence, envisagée sous cet angle, sont en conformité avec les enseignements de la logique. Si la cause est la somme totale des conditions, il est aisé de se rendre compte du rôle de chacune. Supposons que l'une des conditions fasse défaut, la somme requise pour l'apparition du résultat ne sera pas réalisée et ce résultat ne se produira pas.

Ainsi, il est possible de dire que chaque condition est nécessaire à la réalisation du résultat. Le système de Stuart Mill nous conduit à conclure que si aucune condition n'est à elle seule suffisante, toutes sont également néces-

(1) VON BURI paraît, en effet, soutenir, tout à la fois, que la cause est la somme des conditions et chaque condition prise isolément.

(2) MARTEAU, thèse, p. 132.

saies. Chaque condition est effectivement reliée à la totalité du résultat, en ce sens que son absence empêche le résultat de se produire. Cette conclusion contient toute la théorie de l'équivalence des conditions, qui se trouve, de la sorte, justifiée par un raisonnement solide et compatible avec la définition philosophique. Ce raisonnement a été tenu par von Buri comme par tous les partisans de ce système et il est certain que la contradiction qu'on lui a reprochée est purement terminologique.

Cela précisé, on aperçoit clairement les solutions qui découlent de l'équivalence et que von Liszt a nettement exprimées (1) : on pourra imputer à une action humaine déterminée la causalité d'un résultat dont elle est une condition, même si ce résultat n'a pu se produire que par l'intervention concomitante ou subséquente d'autres activités humaines ou de circonstances fortuites.

B) Mais, la théorie ne peut s'en tenir, sans plus de précisions, à cette formule trop simple de la condition *sine qua non*. Si c'était là son dernier stade, on pourrait lui reprocher très souvent l'absurdité de ses résultats. En effet, tout événement peut apparaître comme la résultante d'un nombre considérable d'antécédents échelonnés qui remontent fort loin dans le temps. Si donc, on applique la théorie de l'équivalence en considérant le résultat avec toutes ses particularités de détail et en faisant état de tous les antécédents auxquels il peut se rattacher de près ou de loin, il est facile de voir qu'elle aboutit à des solutions inadmissibles.

Un exemple le montrera.

Un individu, évadé de prison, tue, à l'aide d'un fusil trouvé sur le chemin, un enfant qui fait l'école buissonnière. Que d'antécédents ce résultat suppose ! Pour qu'il se réalise, il faut que les deux personnes existent et se rencontrent. Si l'enfant et l'assassin n'étaient pas nés, il est bien évident que le crime eût été impossible et il en résulte

(1) MARTEAU, thèse, p. 134 ; — NICOLESCO, thèse, pp. 23-24.

que les parents de l'assassin et de l'enfant, en leur donnant le jour, ont posé des conditions nécessaires au résultat considéré.

A cela les partisans de l'équivalence des conditions répondent que la causalité ne peut à elle seule fonder la responsabilité : une personne ne peut être responsable que si son acte est à la fois causal et fautif.

Cette remarque est fondée, mais, même en tenant compte seulement des antécédents fautifs, nous verrons que l'on peut être conduit à reporter fort loin la responsabilité.

Si la rencontre des deux personnes a eu lieu, c'est, tout d'abord, parce que l'enfant ne s'est pas rendu à l'école. Ce faisant, il a commis une faute qui est une condition *sine qua non* de l'acte de l'assassin et on peut en dire autant à l'égard de ses parents qui avaient l'obligation légale de lui faire fréquenter la classe.

Ensuite, le crime n'aurait pas été commis si le meurtrier ne s'était pas évadé de prison. Cette évasion est attribuable à la faute des gardiens qui n'ont pas exercé sur le détenu une surveillance suffisamment serrée. Enfin, si quelqu'un n'avait pas commis la grave imprudence d'abandonner son fusil sur le chemin, le criminel, privé de cette arme, n'aurait pu tuer l'enfant.

Voilà donc une foule d'antécédents tous également nécessaires à la mort de la victime, et, puisqu'il n'est pas possible, par hypothèse, d'attribuer une prédominance causale à l'un quelconque d'entre eux, faudra-t-il diviser la responsabilité par parts viriles entre l'auteur du crime, les parents de l'enfant, les gardiens de la prison et le propriétaire du fusil ?

Nous pourrions même aller plus loin : chacun de ces agissements fautifs a pu être conditionné par des antécédents également fautifs sans lesquels, en fin de compte, le résultat ne se serait pas produit. Nous pouvons supposer que les parents de l'enfant ne l'ont pas surveillé parce qu'ils

étaient retenus au loin en raison d'un accident d'automobile partiellement imputable à la faute d'une tierce personne ; que le propriétaire du fusil l'a perdu sur la route parce qu'en rentrant de la chasse il s'est attardé, après l'heure de fermeture, dans un café d'où il est sorti en état d'ivresse ; que les gardiens de prison ont quitté leur poste pour participer à l'extinction d'un incendie imputable à l'imprudence de deux fumeurs. Faudra-t-il encore remonter à ce nouvel échelon d'actes fautifs et diviser à nouveau la responsabilité ?

C'est cette solution qu'on devrait admettre, si la théorie de l'équivalence se bornait à énoncer que toute condition *sine qua non* mérite le titre de cause.

Il est inutile de souligner les inconvénients et les dangers qui résulteraient d'une telle conception. Elle emporterait une extension considérable du champ d'application de la responsabilité civile : on pourrait toujours trouver dans les antécédents de tout dommage un acte humain fautif susceptible d'être considéré comme une condition *sine qua non* de ce dommage, et la notion de cas fortuit serait pratiquement exclue du domaine juridique. En outre, on assisterait à une division, à un émiettement, même, de la responsabilité, ainsi répartie sur une foule de personnes, et on verrait se multiplier les actions récursoires entre les nombreux responsables de tout dommage. C'est cette situation inacceptable qu'on a traduite en disant que, de condition en condition, la théorie de l'équivalence remonterait, dans toute hypothèse de responsabilité, jusqu'aux origines mêmes du monde. Pareille critique a été adressée à la notion philosophique de la cause ; le système de l'équivalence la mériterait également s'il se bornait à assimiler la cause et la condition *sine qua non*, car il ne serait sous cette forme qu'un corollaire de la définition de Stuart Mill.

Aussi bien, ses défenseurs ont vu le danger et ils ont senti qu'un aménagement était nécessaire. Suivant eux, certaines conditions ne doivent pas être prises en considé-

ration et il faut faire une distinction entre les conditions relevantes et les conditions irrelevantes (1).

Les premières seules pourront être considérées comme des causes ; les autres doivent être écartées *a priori*. Nous nous trouvons ainsi, à nouveau, en présence d'un effort d'élimination de certaines conditions, qui est peut-être, sous une forme ou sous une autre, le trait commun des divers systèmes de la causalité.

Pour parvenir à cette élimination, la théorie veut préciser, tout d'abord, ce qu'il faut entendre par le résultat.

En premier lieu, elle fait appel à une distinction que nous avons déjà trouvée dans les théories de choix des conditions, celle des changements et des états. Il faut se garder de désigner par le résultat la situation actuelle et complète, au moment du jugement, de la personne qui se plaint et réclame des dommages-intérêts. Par le résultat, il faut entendre seulement le changement qui s'est opéré, pour cette personne, au regard de sa situation antérieure. Au fond, la notion de dommage implique un changement, elle consiste en une modification de l'état de choses préexistant et c'est cette modification seule qu'il faut retenir pour en rechercher les causes.

Prenons un exemple : Si quelqu'un est blessé dans un accident, le résultat ou dommage à prendre en considération, c'est une certaine diminution de sa capacité, une atteinte portée à son intégrité corporelle. Dans la position de la question causale, il serait inutile d'envisager comme un facteur du problème l'existence de la personne blessée, et de déclarer que si elle n'était pas née, elle n'aurait jamais été blessée. L'existence de la victime est une donnée acquise et il n'y a pas lieu d'en rechercher le pourquoi. Si quelqu'un est tué, nous disent les auteurs, on ne doit pas se demander quelles sont les conditions de son état actuel : on devrait répondre que la vie est une de ces conditions,

(1) MARTEAU, thèse, pp. 135 et suiv. ; — GUX, thèse, pp. 112 et s. ; — NICOLESCO, thèse, pp. 22 et s.



puisque pour mourir, il faut avoir été vivant. Il convient de rechercher, bien plutôt, quelles ont été les conditions de ce changement d'état qui consiste à passer de la vie à la mort. En envisageant le dommage sous cet angle plus restreint d'une transformation ou d'un changement, on réalise l'élimination d'un certain nombre de conditions véritablement irrelevantes.

En second lieu, les partisans de la théorie de l'équivalence des conditions nous indiquent qu'il est nécessaire, dans la position de la question causale, de négliger certains détails du résultat.

Une personne, d'un geste maladroit, renverse une potiche en porcelaine qui tombe sur le sol et se brise en sept morceaux, dont quatre sont de forme à peu près carrée et trois de forme plutôt arrondie. Cette fragmentation particulière est le résultat d'une foule de conditions diverses ; le poids de la potiche, sa forme, son équilibre, la manière dont elle a pris contact avec le sol, la façon dont le geste a été fait. Ce sont là des détails secondaires qu'il n'y a pas lieu de prendre en considération et des conditions accessoires sans intérêt. Il suffit de savoir quelles sont les conditions du bris de la potiche. Il n'importe pas de se demander pourquoi elle a été cassée en sept morceaux, plutôt qu'en six ou en dix, et pourquoi chacun de ces morceaux a telle ou telle forme déterminée. Si l'on veut bien faire abstraction des mille modalités particulières du résultat, on pourra considérer comme irrelevantes les conditions dont elles dépendent.

Ainsi, ces deux procédés doivent permettre de restreindre le cercle des antécédents intéressants et de dresser la liste des conditions relevantes du dommage. Une condition sera causale quand, en son absence, le dommage, considéré exclusivement en tant que changement d'état et dépouillé de certaines particularités accessoires, n'aurait pas pu se réaliser. Cette formule permet de faire le départ entre les conditions relevantes et les conditions irrelevantes. Elle est, au dire de certains partisans de cette thèse,

des plus faciles et des plus simples à manier (1). Pourvue de ce mode de sélection des antécédents, la théorie de l'équivalence des conditions a, dans l'esprit de ses auteurs, sa forme achevée, et ils pensent avoir trouvé dans cette voie la vraie solution du problème causal.

43. — La théorie de l'équivalence des conditions présente, en effet, des qualités qu'il faut savoir lui reconnaître. Son point de départ paraît en harmonie avec les enseignements de la logique ; elle évite les confusions de la faute et de la cause dans lesquelles sont tombés si fréquemment les systèmes de distinction des conditions et sa tenue d'ensemble reste objective. De plus, elle a le mérite d'être relativement claire et de formuler des conclusions simples. Néanmoins, il ne faudrait pas croire qu'elle épuise toutes les difficultés et, comme aux autres, on a pu lui adresser d'importantes critiques.

Thyren a émis contre elle, sous une forme un peu compliquée, une objection théorique de poids que nous allons essayer de développer (2).

Elle se résume dans cette constatation que la théorie, après avoir proclamé l'égalité causale des conditions et l'impossibilité où l'on se trouve de faire entre elles à cet égard une distinction quelconque, se contredit elle-même en distinguant les conditions relevantes et irrelevantes.

Thyren s'attache à démontrer que l'opposition des conditions relevantes et des conditions irrelevantes est, en réalité, d'ordre causal. Au regard du résultat, tous les anté-

(1) Signalons que d'autres procédés d'élimination des conditions ont parfois été proposés. Voir, par exemple, sur le système de THYREN qui classe les conditions en positives, négatives et indifférentes : MARTEAU, thèse, pp. 138 et 139.

(2) Voir l'exposé de la critique de THYREN dans : MARTEAU, thèse, pp. 140-145 ; — GUEX, thèse, pp. 109-111 ; — NICOLESCO, thèse, pp. 27 et s.

Voir aussi les critiques du système de l'équivalence présentées par DESCHIZEAUX, thèse, p. 30, et PIGNY, thèse, pp. 33-34.

cédents présentent deux caractères : antériorité dans le temps et connexion. Or, dit Thyren, les conditions relevantes et les conditions irrelevantes sont toutes antérieures au résultat dans le temps et, à cet égard, on ne peut faire entre elles aucune différence. Si donc, on prétend les distinguer les unes des autres, ce ne peut être qu'en tenant compte de leur plus ou moins grande connexion par rapport au résultat. Ainsi, la théorie de l'équivalence n'est pas logique avec elle-même. De deux choses l'une : ou bien le principe de l'équivalence des conditions est exact et alors la distinction des conditions relevantes et irrelevantes est inadmissible ; ou bien, au contraire, on accepte l'idée de distinctions possibles entre les conditions au point de vue causal, et rien ne justifie plus qu'on tienne pour équivalentes entre elles les conditions dites relevantes.

Les partisans de la théorie de l'équivalence s'efforcent de réfuter la critique de Thyren qu'ils trouvent trop ingénieuse ou même spécieuse, mais il semble bien que, sur le plan théorique et logique, ce dernier conserve l'avantage (1). Ils essaient de justifier leur système en disant que les conditions irrelevantes présentent par rapport au résultat un lien de causalité si faible qu'il est possible de les écarter dans la position de la question causale : souvent, les sciences exactes assimilent à zéro certaines quantités négligeables ; la science juridique peut aussi, sans inconvénient, s'attribuer cette liberté. Ils pensent démontrer, de la sorte, que la distinction des conditions relevantes et irrelevantes n'est pas véritablement causale, et d'ailleurs, ajoutent-ils, si même elle l'était, la critique de Thyren nous conduirait tout au plus à admettre qu'il y a un classement causal possible des conditions, mais elle ne nous fournirait pas le moyen de l'établir. Comme un *leit motiv*, on retrouve chez eux cette affirmation que la théorie de l'équi-

(1) Sur cette réfutation, cf. GUÉX, thèse, p. 110, et MARTEAU, thèse, pp. 141-145.

valence est exacte parce que toutes les autres sont fausses et inapplicables.

C'est là une justification, négative en quelque sorte, qui ne détruit pas la critique de Thyren.

¶ Mais il y a plus : si même on se laissait convaincre par la réfutation proposée ou si on passait sur l'imperfection logique qui entache le système de l'équivalence, pourrait-on se satisfaire de ses conclusions ? Au fond, nous sommes convaincu qu'il fait illusion dans son apparente simplicité et qu'il n'apporte pas plus que les autres le mot de l'énigme.

La théorie de l'équivalence ne s'attarde pas à une analyse de la notion de cause et elle se borne à lui substituer celle de condition relevante. Il est permis de se demander dans quelle mesure cette substitution nous apporte une solution. Le système affirme qu'il faut considérer comme relevante toute condition sans laquelle le résultat ne se serait pas produit ; il précise que dans ce résultat nous ne devons voir qu'un changement d'état, et il nous invite à négliger toutes les modalités de ce résultat qui sont sans intérêt au point de vue de la responsabilité. Sans doute, la théorie paraît-elle lumineuse quand ses partisans en font l'application à des exemples bien choisis, mais elle nous laissera perplexes quand il s'agira de la faire jouer dans la pratique.

Elle fait appel à la distinction des changements et des états, dont nous avons dit, antérieurement, combien elle est artificielle et théorique.

Elle pose en principe qu'il ne faut pas considérer le résultat dans tous ses menus détails. Mais, quels seront à cet égard les éléments de décision ? La théorie ne nous les fournit pas et chacun de nous abordera ainsi le problème avec son coefficient personnel d'intelligence, de bon sens, de connaissances techniques, avec ses opinions et ses tendances, et ce n'est pas là le moyen de parvenir à l'objectivité souhaitée.

Au surplus, nous pensons que la théorie de l'équivalence

est beaucoup trop catégorique et beaucoup trop simple pour trancher les difficultés de la causalité. Quand nous nous demandons si, sans telle condition déterminée, le résultat se serait néanmoins réalisé, la théorie suppose que nous serons toujours en mesure de formuler sans hésitation une réponse affirmative ou négative. Cette vue nous paraît osée. Très souvent, une réponse aussi nette sera impossible, et, après avoir pesé le pour et le contre, nous ne pourrons nous décider. C'est à ce moment précis que se joue dans son entier le sort du problème causal, et on s'aperçoit que la théorie de l'équivalence le livre très largement à notre appréciation. Elle a reculé la difficulté jusqu'à ce point, mais elle ne nous arme pas pour la vaincre.

Une collision se produit entre deux automobiles ; on reproche à l'un des conducteurs de n'avoir pas freiné son véhicule ; la question est de savoir si un coup de frein eut pu suffire à éviter l'accident. Très fréquemment, nous n'aurons en pareil cas aucune certitude et nous ne pourrons affirmer que le défaut de freinage a été une condition *sine qua non* du choc. Ainsi, avec cette théorie, en présence d'une hypothèse quelconque, il faut pouvoir dire sans hésitation ce qui se serait passé en supposant fictivement supprimée des données de la question la condition dont on cherche à préciser la causalité. Voilà qui met en œuvre le raisonnement, l'expérience, voire l'imagination ; voilà qui ouvre la porte au conditionnel et aux suppositions.

C'est cette opération que la théorie de l'équivalence exige de nous dans sa forme définitive. Elle ne nous apporte guère qu'une manière de poser la question causale ; mais elle nous laisse aux prises avec la spéculation intellectuelle et imaginative qui s'impose à nous, sans nous fournir le moyen de la conduire à bien.

Parfois, dans des cas simples, nous pouvons avoir l'illusion que le système donne des résultats.

A provoque une fuite de gaz dans la chambre de B pendant son sommeil et ce dernier meurt. Sans le geste criminel ou maladroit de A, la mort de B ne se serait pas pro-



duite, et, au point de vue juridique, nous verrons dans ce geste la cause du décès de B. Est-ce à dire qu'en pareil cas nous avons résolu le problème causal à l'aide du critère de la condition *sine qua non* ? Nullement. Ce critère ne nous a fourni qu'une formule de question et nous avons pu répondre sans hésitation parce que, grâce à la chimie et à la biologie, nous connaissons parfaitement les effets du gaz d'éclairage sur la composition du sang.

A, en s'amusant, lance à B une très légère boulette de papier qui le frappe sans violence au bras. B s'affaisse et tombe sans vie sur le sol. L'acte de A est-il une condition *sine qua non* de la mort de B ? Nous répondrons par la négative. Nous connaissons suffisamment la résistance du corps pour savoir qu'un choc aussi infime ne peut avoir aucun effet sérieux et aucune répercussion. Nous devons penser que, sans le contact de cette boulette, B serait néanmoins décédé dans les mêmes conditions. Le geste de A n'est pas causal.

Voilà donc deux hypothèses tout à fait simples dans lesquelles nous tranchons fort aisément le problème causal. Gardons-nous d'en attribuer le mérite à la théorie de la condition *sine qua non*. C'est en réalité notre expérience seule qui nous permet de répondre avec facilité aux questions posées.

Qu'on choisisse, au contraire, une espèce vraiment délicate dans laquelle notre expérience ne nous dicte pas de réponse catégorique, et ce n'est pas la théorie de l'équivalence des conditions qui pourra nous tirer d'embarras. Elle nous invite à rechercher si le fait incriminé est ou non une condition *sine qua non* du dommage, mais il est évident que, sous cette forme, la question reste entière.

C'est pourquoi la théorie de l'équivalence des conditions est assez décevante. Elle se borne, en dernière analyse, à proposer un certain libellé de la question causale et elle s'en remet à notre appréciation pour résoudre le problème dans ce cadre.

Ici s'achève notre rapide exposé des principales théories

de la causalité. Nous n'avons d'ailleurs étudié que dans leurs traits généraux ces systèmes arides, ardues et compliqués et nous avons cru pouvoir négliger un certain nombre des discussions secondaires auxquelles ils donnent lieu. Il s'agit d'une matière délicate et abstraite ; l'obscurité dont elle s'enveloppe fera peut-être excuser, dans une certaine mesure, l'imperfection des pages que nous lui avons consacrées. Qu'on ne pense pas que, progressant d'un pas mal assuré sur ce sol mouvant, nous nous soyons laissé entraîner dans de vaines digressions ; qu'on ne croie pas que nous sommes loin maintenant de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect. Il n'en est rien. Sous cette distinction, en posant le problème, nous avons trouvé la notion de cause et le principe de causalité : il nous était donc impossible d'étudier l'article 1151 du Code civil sans nous reporter aux systèmes dont nous avons cherché à dresser le difficile inventaire. L'idée de cause déborde le droit et il fallait bien s'attendre à ce que les théories de la causalité dépassent la pure technique juridique pour glisser vers la philosophie. Revenant maintenant vers cette technique, nous chercherons, dans le chapitre suivant, à tirer de ces théories quelques enseignements précis au regard de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect.

---

### CHAPITRE III

## CONCLUSIONS SUR L'EXAMEN DES PRINCIPES DE SOLUTION

---

### SECTION I

#### Les théories de la causalité et la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect

44. — L'impression d'ensemble qui se dégage de l'examen des différents systèmes que nous avons rappelés n'est pas excellente et il apparaît qu'aucune des théories proposées en vue de résoudre le problème causal ne donne véritablement pleine satisfaction. Sans doute, elles présentent toutes, à des degrés divers, d'appréciables qualités qui témoignent de l'effort patient et intelligent de leurs auteurs ; mais nulle n'échappe à des critiques fort sérieuses et nous n'y avons pas trouvé le critère causal précis et certain dont le droit a tant besoin. S'il était aisé, par avance, de mettre en lumière les caractères dominants de ce critère, il n'en échapperait pas moins à nos recherches.

Ce sont au fond les mêmes reproches qu'à des titres divers on peut adresser à tous les systèmes : ou bien ils forment, comme la théorie de la dernière condition, un critérium précis, mais qu'il faut rejeter parce que trop arbitraire ; ou bien, comme les théories de distinction qualitative des conditions ou la théorie de la causalité adéquate,

ils se perdent dans d'insondables aperçus philosophico-scientifiques sans nous permettre de résoudre les cas concrets. Nombre d'entre eux, le plus souvent par le canal de la notion de prévision, tombent dans la dangereuse confusion de la faute de la cause. Presque tous, tôt ou tard, explicitement ou implicitement, doivent s'en remettre au bon sens du juge. Ils retournent habilement la question et la font apercevoir sous ses différents aspects ; certains paraissent même traquer la difficulté dans ses derniers retranchements, mais aucun ne répond véritablement à notre attente et ne force irrésistiblement notre adhésion.

Si quelques auteurs souscrivent sans réserves à certaines de ces théories (1), d'autres, au contraire, se découragent devant leurs imperfections et, pleins de scepticisme, proclament qu'il est vain de prétendre venir à bout de ce principe de causalité ; il se dérobe à nos investigations et nul ne pourra jamais le traduire dans cette formule claire que réclame la pratique ; tous les systèmes édifiés sur la notion de cause sont, et seront, au moins partiellement faux et ces recherches ne bercent qu'un espoir chimérique (2). Pourtant, la question se pose et il faut bien la résoudre. Devant cette nécessité, l'opinion générale adopte une position

(1) C'est ainsi que DEMOGUE, MM. GUÉX et MARTEAU ont défendu chaleureusement la théorie de l'équivalence des conditions ; MM. NICOLESCO, DESCHIZEAUX et PIGNY celle de la causalité adéquate.

(2) RIPERT, *La règle morale*, Paris, 1925, n° 117, p. 200 : « Recherche absolument vaine en vérité. Les épithètes sont faciles à trouver : cause probable efficiente, adéquate, directe, dominante, prépondérante, nécessaire. Mais si l'on veut poser le problème comme un problème scientifique, il faut bien reconnaître que tous les antécédents sont des causes du dommage puisque, l'un de ces antécédents supprimé, le dommage ne se serait pas produit. On dit alors, devant l'impossibilité de choisir, qu'il y a équivalence des conditions.

Il est d'ailleurs facile de s'apercevoir que ce problème de causalité est insoluble quand on le pose en dehors de toute question de responsabilité, par exemple pour la détermination de la cause des risques assurés ; le seul examen des causes et de l'effet ne permet pas d'attribuer la perte d'un navire à un risque de guerre ou à un risque de mer. »

moyenne entre ces deux attitudes opposées. Sans doute, chaque système a ses qualités et ses défauts, mais il faut essayer de s'inspirer de l'un d'entre eux, le moins imparfait, puisque la responsabilité ne peut vivre sans faire appel à la notion de causalité.

C'est ainsi que la doctrine moderne écarte délibérément certaines théories, qui lui semblent vraiment trop inexactes ou inachevées, pour ne retenir que deux conceptions : celle de la causalité adéquate et celle de l'équivalence des conditions, que l'on considère, d'ordinaire, comme rigoureusement antagonistes (1).

45. — Cet antagonisme se révèle, à n'en pas douter, quand on examine, sur le plan purement logique, les conséquences qui découlent de chacun des systèmes au regard de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect.

Nous avons essayé de montrer, dans notre première partie, que l'article 1151 du Code civil est le seul texte dans lequel les rédacteurs aient essayé de préciser la notion de causalité. Ils ont parfaitement saisi qu'il s'agit là d'un principe extrêmement général et particulièrement difficile à manier en pratique : dans leur esprit, le droit ne devait l'utiliser que sous le bénéfice de certaines limitations. Sans adopter un système précis et sans se référer, en tout cas, à ceux que nous envisageons puisqu'ils sont postérieurs à leur œuvre, les législateurs de 1804 ont pensé puiser cette limitation dans une conception qui fait de la causalité une qualité variable à l'infini, des faits les uns par rapport aux

(1) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1439, p. 337 : « Quand un acte est-il vraiment la cause d'un préjudice ? Quand le rôle qu'il a joué dans la réalisation de ce préjudice est-il suffisant pour qu'on admette l'existence du lien de causalité ? On est obligé, pour répondre, de faire appel au droit étranger spécialement aux auteurs Allemands qui, sur ce problème philosophico-juridique, ont construit un nombre infini de théories dont aucune ne le cède aux autres quant à la complication. Il n'est pas question d'examiner ici en détail ces différents systèmes. Il suffit de préciser les deux grandes tendances entre lesquelles ils oscillent : la théorie de l'équivalence des conditions, la théorie de la causalité adéquate. »



autres : un fait donné peut être plus ou moins causal à l'égard de tel autre, et, entre la causalité maxima et la causalité nulle, il y a place pour une infinité de degrés.

Suivant eux, la relation de cause à effet ne peut entraîner de conséquences juridiques que si elle présente une certaine force et une certaine intensité. La distinction du préjudice direct et du préjudice indirect est l'expression un peu détournée de cette conception: le préjudice direct est celui qui se rattache au fait générateur de responsabilité par un lien causal suffisamment rigide et tendu ; le préjudice indirect, au contraire, n'est en corrélation avec ce fait que par un lien de qualité inférieure ; si, enfin, la causalité est nulle, la responsabilité ne peut jouer faute de l'un de ses éléments constitutifs essentiels. Ainsi, le Code a adopté une conception causale nuancée, qui implique un certain choix entre les conditions.

A) La théorie de la causalité adéquate paraît compatible avec la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect ainsi entendue. Nous avons vu qu'elle admet que toute condition est nécessaire à la réalisation du résultat, mais qu'elle s'efforce de faire apparaître des degrés dans cette nécessité. Elle est construite sur la notion de possibilité objective et, d'après elle, le critère de la causalité consiste, pour une condition, à contenir une dose suffisante de possibilité objective du résultat. Toute condition qui correspond à ce minimum est suffisamment causale pour qu'on fasse peser sur elle la responsabilité du conséquent. Celles des conditions qui ne présentent qu'une possibilité objective inférieure, n'en restent pas moins causales à un certain degré.

Voilà donc une conception souple et nuancée de la causalité qui, en logique pure, s'accorde parfaitement avec la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect (1).

(1) Cf. NICOLESCO, thèse, pp. 242-23 ; — DECHIZEAUX, thèse, p. 42, — PIGNY, thèse, p. 45.

On peut dire que le préjudice est direct par rapport à toute condition qui implique une possibilité objective suffisante de sa réalisation et qu'il est, au contraire, indirect au regard de toute condition qui n'atteint pas ce degré. Si donc la théorie de la causalité adéquate était inconnue au temps de la rédaction du Code, son esprit reste pleinement en accord avec les préoccupations et les intuitions qui ont présidé à l'élaboration de l'article 1151. Elle peut être appliquée concurremment avec la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect. Cette dernière garde son sens initial et se trouve ainsi vivifiée par une théorie nouvelle, préconisant un critère du même ordre que celui qu'on avait jadis vaguement entrevu.

B) A l'inverse de la théorie de la causalité adéquate, le système de l'équivalence des conditions, qui est empreint d'un caractère radical, ignore les demi-mesures. De deux choses l'une : ou bien le fait considéré est une condition relevante du résultat, ou bien il ne l'est pas ; dans le premier cas, ce fait est cause et il l'est pour le tout ; dans le second, ce même fait n'a aucune action causale et la responsabilité civile ne joue pas, faute de l'un de ses deux éléments essentiels.

Il n'y a donc pas de milieu et on ne peut trouver de place pour le préjudice indirect dans ce système qui n'admet pas la notion de relation causale insuffisante.

L'équivalence des conditions est certainement en contradiction avec les vues des rédacteurs du Code, et il est impossible de la concilier avec la distinction du dommage direct et du dommage indirect telle que ceux-ci l'ont comprise (1).

(1) M. DESCHIZEAUX, thèse, p. 17, écrit, après avoir rapporté le texte de l'article 1151 : « Le législateur fait donc une discrimination parmi les causes, les unes, dont le dommage est la suite immédiate et directe, peuvent engendrer une responsabilité ; les autres, au contraire, qui sont trop éloignées pour que l'on puisse en tenir compte. Pour préciser la terminologie, nous dirons que les premières sont des causes efficaces alors que les autres ne sont que des causes occasionnelles. Cette classification des conditions est évidemment inconciliable avec la théorie de l'équivalence. »

Il y a là un conflit logique manifeste dont la leçon s'impose : on ne peut prétendre appliquer la théorie de l'équivalence et utiliser cumulativement cette distinction. Si on le fait cependant, c'est que la théorie perd de sa rigueur ou que la distinction cesse de correspondre à son acception ancienne.

Pour se convaincre de cette incompatibilité, il suffit de noter que certains partisans de la théorie de l'équivalence ont mené des attaques extrêmement violentes contre la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect (1). Ils avancent, et c'est là une opinion défendable, qu'elle est dépourvue de toute valeur parce qu'elle ne repose pas sur un critère causal précis. Certains vont même jusqu'à soutenir, ce qui paraît très inexact, que, dans l'esprit des rédacteurs du Code, la distinction n'avait aucun rapport avec le principe de causalité (2). Suivant tous ces auteurs, la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect offre une apparence causale trompeuse et elle permet, en réalité, aux juges de s'arroger des pouvoirs discrétionnaires pour déterminer l'étendue du dommage réparable, et de faire largement place dans leurs solutions à des considérations subjectives ou à des tendances d'équité.

Ainsi, mais encore une fois sur le terrain de la logique pure, les deux systèmes dominants de la causalité nous conduisent à des conclusions absolument opposées en ce qui concerne la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect. Suivant que l'on prend parti pour l'un ou pour l'autre de ces systèmes, on se prononce, du même coup, pour ou contre le maintien de la distinction entendue dans son sens traditionnel.

Il existe donc entre eux, sur ce point, une divergence absolument certaine.

Du reste, on représente d'ordinaire l'équivalence des

(1) DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n° 462, p. 123 ; — MARTEAU, thèse, pp. 217-232.

(2) MARTEAU, thèse, *ibid*

conditions et la causalité adéquate comme deux conceptions rigoureusement antagonistes. Cela est exact sur le plan théorique, mais il est intéressant de noter que les deux systèmes paraissent parfois se rejoindre lorsqu'on tente de les appliquer en pratique : ils s'attaquent alors par des moyens identiques aux mêmes difficultés. C'est ce que nous nous efforcerons de montrer en présentant quelques observations sur la preuve du rapport causal.

## SECTION II

### Les théories de la causalité et les difficultés de la preuve

46. — Le demandeur au procès de responsabilité doit rapporter la preuve de l'existence d'une relation de cause à effet entre le dommage qu'il éprouve et l'activité du défendeur qu'il incrimine. C'est ce que l'on exprime en disant que la relation de cause à effet doit être certaine. Elle peut être assimilée, à cet égard, à un élément de fait et sa preuve peut être administrée par tous les moyens (1).

La preuve est la démonstration de la réalité d'un fait présentant un intérêt pour la solution d'un litige. A cet égard, il importe de bien distinguer deux aspects différents des choses : d'une part, leur existence véritable, et, d'autre part, la connaissance que nous en avons. Ainsi, au point de vue de la causalité, on peut admettre qu'il y a dans la réalité un certain enchaînement des événements les uns par rapport aux autres ; mais, nous ne pouvons y attacher de conséquences juridiques que dans la mesure où nous en avons une connaissance précise. Un fait peut être la cause d'un autre, sans que nous disposions des moyens de le

(1) Sur la preuve de la relation de cause à effet : DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n° 278, p. 18 ; H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n°s 1694 et suiv., pp. 534 et suiv. ; — GUÉX, thèse, pp. 170-181 ; — MARTEAU, thèse, pp. 237-247 ; — DOBY, thèse, pp. 64 et suiv.

savoir de manière certaine et, si, nous soupçonnons seulement l'existence d'un rapport causal sans en avoir la certitude, nous ne devons pas prononcer de condamnation.

La preuve de certains éléments de la responsabilité civile ne soulève pas, d'ordinaire, de difficultés spéciales. Ainsi, nous avons défini antérieurement le dommage comme une atteinte portée au patrimoine entendu dans le sens le plus extensif. Il est relativement aisé de prouver le fait matériel de la destruction ou de la diminution d'un élément patrimonial et il suffira, tout au plus, d'une comparaison entre l'état actuel et l'état antérieur pour se convaincre de la réalité du dommage ou de son absence. La matérialité de ce fait est, en quelque sorte, susceptible d'une preuve directe.

Il n'en va de même en matière de causalité.

Si l'on avait pu accepter un critère comme celui de la dernière condition, les difficultés de la preuve n'existeraient pas : on pourrait dire sans peine quelle est la dernière condition et elle serait automatiquement considérée comme la cause. Un tel critère est facile à manier, parce qu'il se fonde sur une qualité apparente et, en quelque sorte, tangible des faits.

Au contraire, la question de la preuve devient beaucoup plus délicate si l'on adopte le système de l'équivalence des conditions ou celui de la causalité adéquate. L'un et l'autre ne préconisent pas de critère à proprement parler, mais ils se bornent à nous recommander une certaine forme de raisonnement. Acceptons-nous la théorie de la causalité adéquate ? Nous devons nous demander si tel fait est généralement propre à produire telle conséquence. Appliquons-nous, au contraire, l'équivalence des conditions ? La question sera de savoir si, sans tel fait, tel résultat se serait néanmoins produit. Pour résoudre ces deux questions, nous devons tenir tout un raisonnement et, dans les hypothèses un peu complexes, notre réponse ne peut se former que par un appel à l'expérience. Nous avons noté que la causalité adéquate met en œuvre notre expérience des choses, organisée sur les probabilités et la loi des grands nombres. De



même, nous avons montré que c'est aussi l'expérience qui peut nous permettre d'utiliser le système de l'équivalence des conditions. Il semble que, dans les cas compliqués, pour dire qu'une condition est la condition *sine qua non* du résultat ou qu'elle contient à un degré suffisant la possibilité objective de ce résultat, nous raisonnerons de manière identique.

Les deux théories admettent, en effet, à la base, cette idée que la cause présente un caractère de nécessité par rapport à l'effet et elles semblent bien nous obliger à utiliser, l'une et l'autre, la notion de fréquence de la condition par rapport au résultat. Quand nous devons trancher un cas quelconque, nous mettons en jeu notre expérience pour faire des comparaisons entre ce cas et les cas analogues ou voisins que nous avons déjà rencontrés. Lorsque dans ces exemples, une condition donnée nous apparaît suffisamment fréquente par rapport au résultat, nous en déduisons, suivant le système que nous adoptons, qu'elle peut être considérée comme sa condition *sine qua non* ou comme sa cause adéquate. En bref, les deux théories nous obligent à tenir un raisonnement qui reste toujours assez hypothétique et conjectural. Notre certitude n'est jamais absolue : elle se fonde sur une plus ou moins grande probabilité.

Si un résultat A est précédé d'une condition X dans quatre-vingt-dix hypothèses sur cent, les uns diront que cette condition est la cause adéquate du résultat et les autres qu'elle est une condition *sine qua non*. Dans les deux systèmes, on ne peut résoudre la question qu'au moyen d'une sorte de calcul des probabilités.

Les auteurs soulignent tout particulièrement l'emploi de ce procédé dans les hypothèses où la victime se plaint d'un gain manqué et dans celles aussi où l'on reproche une abstention fautive au responsable (1).

Le demandeur attribue son manque à gagner à l'acte

(1) GUÉX thèse, pp. 177-178 ; — MARTEAU, thèse, pp. 242-245.

d'autrui et il s'agit donc, pour lui, de démontrer qu'en l'absence de cet acte, il eût effectivement réalisé tel gain déterminé. Nous ne pouvons avoir aucune certitude véritable en pareille hypothèse et nous ne pouvons faire que des suppositions.

Le système de la causalité adéquate tient compte de ces difficultés et la notion de possibilité objective qu'il met en vedette est construite sur ce jeu des probabilités dont l'utilisation est ainsi ouvertement consacrée. C'est pourquoi nous avons pu dire que cette théorie est surtout relative à la preuve. Elle place au premier plan la certitude que nous devons avoir de l'existence du rapport causal et elle montre bien que, fréquemment, ce rapport n'est pas certain, mais seulement, plus ou moins probable. Un fait est dit cause adéquate d'un autre quand, d'après notre expérience, il apparaît suffisamment probable qu'il existe entre le premier et le second un rapport de dépendance. La théorie de la causalité adéquate ne s'attache pas à creuser la définition du rapport causal. Elle souligne que ce rapport est rarement tangible et matériel et qu'il correspond, le plus souvent, à un lien intellectuel entre les faits. Nous le percevons à l'aide de présumptions et nous en avons une connaissance plus ou moins précise et plus ou moins certaine selon les cas. La théorie fait varier les effets de ce rapport en fonction du degré de certitude que nous pouvons avoir de son existence. Ce faisant, elle distingue la réalité des choses et la connaissance que l'homme en a pour donner le pas à cette dernière.

En apparence, la théorie de l'équivalence des conditions n'est pas construite sur les mêmes idées. Elle paraît s'attacher à opposer, en matière de causalité, les règles de fond et les règles de preuve. La règle de fond, ce serait la définition du rapport causal : la cause est toute condition *sine qua non* du résultat. Les règles de preuve, ce serait l'organisation des moyens qui nous permettront de dire, dans un cas d'espèce, si telle condition est ou non une condition *sine qua non* de tel dommage.

En fait, on s'aperçoit qu'il est assez vain de prétendre opérer cette distinction, parce que, si on veut le faire, on doit reconnaître que les règles de preuve prennent un ascendant considérable sur les règles de fond. Quand on se pose la question de savoir si tel fait est la condition *sine qua non* du dommage, il faudrait pouvoir répondre catégoriquement par l'affirmative ou par la négative : une condition est condition *sine qua non* ou elle ne l'est pas, car c'est là une qualité dans laquelle on ne peut concevoir de degrés. Or, les partisans de l'équivalence des conditions sont obligés de reconnaître qu'ils se fondent sur la notion de probabilité pour dire si un fait mérite ou non le titre de condition *sine qua non*. Cette attitude est assez choquante du point de vue logique et elle aboutit, en tout cas, à ce résultat que, sous des apparences absolues, le système de l'équivalence tranche en réalité le problème causal à l'aide d'un moyen aussi relatif que le calcul des probabilités.

M. Marteau, défenseur convaincu de l'équivalence des conditions, a présenté des observations fort intéressantes sur la preuve du rapport causal. Il admet que, souvent, « aucune certitude ne nous sera directement accessible » (1) en ce qui concerne l'existence de la relation causale, et qu'« il faudra nous contenter des probabilités plus ou moins fortes qui seront le terme extrême auquel puisse nous conduire la recherche causale, sans pouvoir aller au delà » (2). L'auteur écrit aussi, fort à propos, que, « dans cette recherche subjective de la causalité, aboutissant à un jugement de probabilité pour les espèces semblables à celles dont on poursuit la solution, nous retrouvons la plupart des états d'esprit et des notions auxquels a fait accueil la théorie de la causalité adéquate, et qu'elle a incorporés dans sa conception de la possibilité objective » (3).

Ainsi, il est indispensable d'avoir recours aux probabilités pour résoudre le problème et M. Marteau note que leur

(1) MARTEAU, thèse, p. 243. Cf. GUEX, thèse, p. 178.

(2) MARTEAU, *ibid.*

(3) MARTEAU, thèse, p. 244.

utilisation laissera à l'interprète une importante liberté d'appréciation. Mais, l'auteur s'efforce d'atténuer immédiatement la portée de ces pertinentes remarques. Il n'y a là, pour lui, que des difficultés de preuve, presque accessoires, pourrait-on dire, et qui n'entament pas le fond de la théorie. « La causalité elle-même », plaide-t-il, « reconnue ou non, est d'ordre objectif, et ne nous intéresse qu'à ce titre (1). Dans ces conditions, il demeure convaincu que son système de prédilection reste debout et garde toute sa valeur. Nous voulons bien admettre que théoriquement l'honneur est sauf, mais, en fait, il est acquis que la théorie de l'équivalence des conditions, malgré ses apparences, n'est pas absolue. Son application nécessite de larges pouvoirs d'appréciation pour le juge et elle utilise le jeu des probabilités. Ce sont pourtant ses partisans qui ont reproché avec véhémence à la théorie de la causalité adéquate la mise en œuvre de ces procédés auxquels ils ont eux-mêmes recours.

Finalement, nous découvrons que les deux systèmes — équivalence des conditions et causalité adéquate — glissent vers un point de rencontre : quand la difficulté s'accuse, ils s'en remettent largement à notre appréciation et à notre bon sens, en nous recommandant un certain calcul des probabilités. On peut donc écrire qu'ils ne sont pas si différents l'un de l'autre qu'on aurait pu le croire au premier abord. Il n'y a pas très loin de la théorie qui utilise franchement le critère de plus ou moins grande possibilité du résultat à celle qui, après avoir prétendu définir la cause par la notion absolue de condition *sine qua non*, doit corriger cette définition par l'idée de probabilité, sous le prétexte de difficultés de preuve.

Prenons un exemple : soit le phénomène A et l'antécédent X. Pouvons-nous dire que X est la cause de A ?

Appliquons les directives de la causalité adéquate. Nous nous demanderons si X rend objectivement possible A, ou,

(1) MARTEAU, *ibid.*

en d'autres termes, si normalement, dans la majorité des cas, X est suivi de A. Nous faisons appel à notre expérience et nous découvrons que sur dix cas où A s'est produit, il a été précédé par X dans deux cas seulement. Nous en déduisons que la possibilité objective de A par rapport à X est faible et que X n'est pas cause adéquate de A. Supposons que A soit un dommage, nous dirons qu'il est indirect au regard de X. Si, au contraire, A a été précédé par X dans huit cas sur dix, nous admettrons des conclusions opposées : il y a une possibilité objective suffisante, X est cause adéquate, le dommage est direct.

Appliquons maintenant le critère de la condition *sine qua non*. Par hypothèse, à première vue, il nous est impossible de dire si, sans X, A se serait produit. Nous allons avoir recours au même raisonnement que ci-dessus. Si X précède A dans deux cas sur dix seulement, nous dirons que X n'est pas la condition *sine qua non* de A ; s'il le précède dans huit cas sur dix, nous dirons, au contraire, qu'il est sa condition *sine qua non*. Supposons que A soit un dommage, X sera réputé sa cause dans la seconde hypothèse, tandis que, dans la première, nous déclarerons qu'il n'y a aucun rapport causal entre X et A. Avec cette théorie, il n'est plus question de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect.

Ainsi, que l'on applique l'un ou l'autre système, les résultats ne changent pas. Notre jugement ne repose d'ailleurs sur aucune certitude digne de ce nom. Nous avons seulement utilisé, comme une cote mal taillée présentant quelques garanties, un calcul des chances et des probabilités, qui doit nous éviter, dans la majorité des cas, les erreurs les plus lourdes et les écarts d'appréciation les plus importants.

Nous avons présenté cet exemple schématique pour mieux montrer comment, dans les cas difficiles, les deux théories se rejoignent pour s'abandonner à un même empirisme, peu satisfaisant sans doute, qui est le dernier mot de tous nos systèmes actuels de la causalité. Mais, quels enseignements



nous apporte cet exemple relativement à la notion de dommage indirect ? Le préjudice indirect apparaît quand nous appliquons le système de la causalité adéquate : lorsque la probabilité est faible, lorsque notre certitude de l'existence d'un rapport causal est insuffisante, nous disons que le dommage est indirect. Cette même notion n'existe pas dans la théorie de l'équivalence des conditions, qui, en présence d'une probabilité trop faible, déclare que l'antécédent est sans rapport avec le conséquent.

Ces deux attitudes sont défendables, certes, mais on peut préférer la position prise par la théorie de la causalité adéquate parce qu'elle a plus de franchise. Elle avoue l'utilisation de la probabilité : quand cette probabilité lui paraît trop faible, au lieu de nier tout rapport causal, ce qui est scientifiquement impossible, elle introduit la notion de préjudice indirect, qui, de l'extérieur, traduit assez bien notre doute et notre incertitude.

Le système de l'équivalence a recours, au fond, aux mêmes méthodes de décision, mais il reste plein de réticence. Il est trompeur et même inexact dans la mesure où il dissimule ses procédés empiriques et approximatifs sous des apparences absolues et tranchées.

Lisons à nouveau M. Marteau ; il ne peut se cacher de faire appel à la notion de probabilité : « A mesure que les antécédents se multiplieront, que l'intervention des circonstances extérieures du fait imputable sera nécessaire pour rendre possible la conséquence invoquée, le degré de probabilité de cette dernière diminuera. Il tendra souvent vers une simple possibilité insuffisante à créer une présomption assez forte et que le juge devra rejeter. Nous retrouverons ainsi le dommage indirect dans son interprétation traditionnelle de conséquence éloignée du fait imputable, non plus à propos de la causalité, mais à propos de la question de preuve. » (1).

Les deux premières phrases auraient pu être écrites par

(1) MARTEAU, thèse, p. 244. — Voir aussi p. 245.

un défenseur de la causalité adéquate, mais nous voyons réapparaître cette tendance persistante des partisans de l'équivalence des conditions à distinguer les règles de fond et les règles de preuve : « Points de vue bien distincts, d'ailleurs », poursuit l'auteur, « les difficultés que nous éprouvons pour la connaissance d'une chose n'influent pas sur la réalité de son existence. La causalité du dommage indirect ne diffère pas de celle des suites les plus rapprochées. Mais, par l'imperfection des ressources que nous mettons en œuvre pour reconnaître l'existence du rapport causal, elle nous est moins accessible » (1).

Nous concevons cette distinction, mais non sans nous demander si elle présente, dans notre cas, une utilité véritable. En effet, qu'importe au point de vue juridique la réalité des faits en dehors de la connaissance que nous pouvons en avoir ? La métaphysique peut bien souligner l'imperfection de notre connaissance et faire des hypothèses sur la consistance de la réalité en dehors de nous ; pour le droit, il est certain que l'existence des faits se confond avec la connaissance que nous en avons. Nous ne prenons conscience de la causalité que par le moyen de l'idée de probabilité, qui ne nous apporte jamais qu'une certitude variable et relative. La causalité se modèle, en quelque sorte, sur la notion de probabilité et elle en emprunte les caractères. Nous ignorons quel est l'enchaînement véritable des faits dans l'absolu et c'est pourquoi il nous paraît peu utile de distinguer les règles de fond et les règles de preuve.

En terminant, que peut-on retenir de ces principes logiques de solution ?

Assurément, ils nous auraient déçu si, par avance, nous avions eu la certitude d'y trouver la clef de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect. Nous avons parcouru les principaux systèmes de la causalité et, au terme de cette étude, nous sommes dans l'obligation de formuler des conclusions plutôt négatives. La notion de relation cau-

(1) MARTEAU, *ibid.*

sale reste obscure et insaisissable. Personne n'a pu définir clairement la cause et l'effet. Les différentes théories qui s'affrontent restent très imparfaites ; chacune souligne l'une des difficultés de la question, aucune ne s'impose définitivement ; elles partent souvent de bases logiques opposées, mais paraissent se rejoindre dans un appel commun, plus ou moins déguisé, à la probabilité et au bon sens du juge.

La distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, strictement connexe à la question de la causalité, est hérissée des mêmes difficultés et s'enveloppe de la même incertitude. Sous le bénéfice des discussions théoriques que nous avons conduites dans cette partie et des enseignements qui s'en dégagent, nous chercherons à préciser les solutions soutenues en droit français pour résoudre notre problème dont on peut mesurer maintenant l'extrême difficulté.

---

## TROISIÈME PARTIE

### Les solutions du droit français

---

47. — Après avoir posé le problème de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect et rappelé les principes qu'on pouvait espérer propres à le résoudre, il nous reste, dans une troisième partie, à examiner les solutions du droit français. Nous nous proposons, dans les deux chapitres qui suivent, d'exposer tout d'abord le travail de la doctrine et de préciser, ensuite, l'attitude de la jurisprudence.

---





## CHAPITRE PREMIER

### LE TRAVAIL DE LA DOCTRINE

---

48. — La doctrine française a parfaitement compris, dans l'ensemble, que la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect met en jeu les principes de la causalité. Elle a vu dans cette notion de causalité un problème extrêmement difficile qu'on a fort longtemps négligé chez nous. Les premiers commentateurs du Code ne s'y arrêtent pas et, sans s'attarder à définir la relation de cause à effet ou le préjudice direct, ils raisonnent sur des exemples et proposent avec assurance des solutions plutôt intuitives qu'on ne peut rattacher à des règles déterminées.

Dans cette situation, il était normal de faire des emprunts à l'étranger et de s'inspirer, en particulier, des travaux des juristes allemands que leur curiosité et leur goût de la discussion abstraite ont orientés vers ces questions. Aussi, la doctrine a-t-elle fait un large accueil aux systèmes étrangers en s'efforçant de les acclimater dans notre droit. Nos auteurs se réfèrent couramment aujourd'hui aux théories que nous avons rappelées et s'attachent à en dégager des solutions stables et harmonieuses. Ils ne se livrent d'ailleurs que bien rarement à l'étude détaillée et à la critique de ces théories : elles leur apparaissent, à juste titre, compliquées et souvent trop imprégnées d'esprit philosophique ; ils se bornent simplement à adopter les conclusions qu'elles proposent quand celles-ci leur paraissent exactes. C'est d'ail-

leurs la théorie de l'équivalence des conditions qui paraît bien avoir réuni la grande majorité des suffrages en raison de sa relative simplicité, mais on peut trouver aussi des partisans du système de la causalité adéquate, qui semble, à l'heure actuelle, connaître plus de faveur que par le passé.

Puisque la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect est intimement liée à la question de la causalité, nous devons avoir le souci de confronter constamment, en étudiant la doctrine française, les opinions que chacun émet sur le problème causal et celles qu'il adopte à l'égard de la distinction envisagée.

Or, nous pensons avoir montré que, sur le plan logique, les différentes théories de la causalité commandent une attitude précise quant à cette distinction. Il y a deux groupes antagonistes de théories : les unes se fondent sur l'équivalence causale de toutes les conditions ; les autres proposent un choix entre les conditions, pour attribuer le titre de cause à celles qui présentent certaines qualités éminentes.

Si le premier système est exact, et, surtout, s'il est pratiquement applicable, il exclut par sa conception radicale et absolue de la causalité la notion de préjudice indirect. Selon lui, on peut répondre catégoriquement par oui ou par non à la question de savoir si un fait est causal et, quand un fait est causal, il l'est pour le tout. La causalité est totale ou nulle, elle n'est jamais moyenne et nuancée et, par conséquent, la notion de préjudice indirect, qui implique une causalité graduée, est inacceptable.

Si c'est au contraire le second système qui est exact et applicable, la notion du préjudice indirect se justifie logiquement.

Puisque notre doctrine a accueilli les théories allemandes de la causalité, il serait normal que les partisans du système de l'équivalence rejettent en même temps, au point de vue causal, la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, et que les défenseurs des théories de choix entre les conditions proposent, au contraire, un critère de la distinction. Or, on peut constater qu'en réalité il n'en va pas

de la sorte et que les opinions de la doctrine sont loin de s'encadrer toutes dans ce dilemme logique.

Sans doute, certains auteurs adoptent sans restriction le système de l'équivalence ; ils y voient l'expression de la vérité causale et, par voie de conséquence, ils éliminent, comme mal fondée au point de vue causal, la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect. De même, d'autres se prononcent pour une théorie de choix entre les conditions à l'aide de laquelle ils essaient de justifier la distinction considérée. Mais, il en est une troisième catégorie qui, bien que retenant le système de l'équivalence, conservent néanmoins les notions de dommage direct et de dommage indirect.

Cette dernière attitude, surprenante au premier abord, n'est pas inexplicable. En effet, le conflit que nous avons souligné n'existe vraiment, entre la théorie de l'équivalence et la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect entendue au sens causal, que dans la mesure où l'on admet que cette théorie épuise réellement le problème de la causalité et permet de lui donner des solutions pratiques.

Certains ont accordé un crédit total à ce système et l'ont cru effectivement susceptible d'application pratique. Pour eux le conflit se posait dans toute son acuité et ils n'ont pas hésité à sacrifier à la stricte logique en refusant tout fondement causal à la distinction, ce qui les a conduits soit à la rejeter, soit à la justifier par des considérations extra-causales.

D'autres, au contraire, qui déclarent aussi adopter le système de l'équivalence, l'ont accueilli sous certaines réserves ; ils le tiennent pour souvent insuffisant et se rendent compte qu'il ne tranche pas les difficultés aussi facilement et aussi catégoriquement qu'on pourrait le croire. Ils ne se heurtent pas au même conflit que les précédents, et tout en acceptant en principe le système de l'équivalence, ils admettent cumulativement la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect entendue au sens causal. En d'autres termes, la théorie de l'équivalence leur paraît insuffi-

sante et ils la complètent, en quelque sorte, par la distinction considérée.

Ainsi, il ne paraît pas possible d'exposer les solutions de la doctrine en partant des théories de la causalité, puisque la théorie dominante n'a pas la même valeur pour tous ses adeptes. Il est donc préférable d'indiquer quelle est l'attitude concrète de chacun en face de la distinction étudiée et de montrer comment elle peut se rattacher aux conceptions qu'il professe sur la causalité.

Il existe, à l'heure actuelle, dans la doctrine française, trois opinions principales sur la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect :

1° La distinction est injustifiable sur le terrain de la causalité et il convient de la rejeter en tant que telle. Toutefois, il peut être utile de la conserver avec un autre fondement et une autre signification.

2° La distinction est bien d'ordre causal et il faut en rechercher le critère.

3° La distinction met simplement en jeu les difficultés de la preuve en matière de causalité.

Nous envisagerons successivement ces différents points de vue dans les trois sections qui suivent. Nous examinerons les explications et les critères proposés en nous efforçant de les apprécier ; puis, nous chercherons à formuler quelques réflexions générales sur cet exposé des principaux systèmes de la doctrine.

## SECTION I

### **La distinction du préjudice direct et du préjudice indirect est injustifiable au point de vue causal**

49. — Cette première opinion est, tout naturellement, celle d'un certain nombre d'auteurs qui acceptent sans réserves la théorie de l'équivalence des conditions. Pour eux se pose réellement le conflit que nous avons souligné : ils

croient la théorie de l'équivalence exacte et applicable, et ils se refusent donc à donner une base causale à la distinction étudiée. Si ce fondement doit lui être refusé, deux partis sont possibles : ou bien il faut la condamner sans appel et l'exclure de notre droit, ou bien encore il est possible de la maintenir, mais en lui trouvant une raison d'être nouvelle. Dans ce dernier cas, elle ne subsistera que dans les mots ; elle recouvrira autre chose que le problème causal et on l'utilisera pour faire place à certaines considérations particulières.

**§ I. — Premier parti : Suppression pure et simple  
de la distinction**

50. — Demogue s'est rangé sans hésitation à cette solution. La véritable raison qui le pousse dans cette direction, c'est le fait qu'il souscrit entièrement au système de l'équivalence, dans lequel il place toute sa confiance. Il est de ceux qui ont étudié avec le plus de soin la notion de causalité et il s'arrête au système de l'équivalence qui, selon ses propres termes, lui paraît « scientifiquement le seul exact » (1). Par voie de conséquence, le conflit de cette théorie et de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, entendue comme une distinction causale, se pose dans toute son ampleur. Il le tranche nettement en faveur de la théorie de l'équivalence : « Au point de vue objectif, on ne voit pas de limite précise entre l'effet direct et l'effet indirect (2). Si une certaine doctrine croit voir dans la distinction du dommage direct et du dommage indirect un aspect du principe de causalité, c'est, dit Demogue, que ses conceptions en matière de causalité sont inexactes : « Toute cette doctrine vient uniquement d'une vue insuffisante de la

(1) DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n° 376. Voir aussi les commentaires de DEMOGUE sur la jurisprudence en matière de responsabilité à la *Revue Trimestrielle*, spécialement, années 1906-08-21-22-28 et 31. Sur le système de DEMOGUE, cf. H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1671, p. 516.

(2) DEMOGUE, *op. cit.*, IV, n° 371.



théorie de la cause. Si l'on adopte le système de l'équivalence des conditions, la faute est cause de ses conséquences même éloignées, et il est impossible de distinguer entre les conséquences directes et les conséquences indirectes » (1).

Ce premier motif se renforce d'ailleurs, dans la pensée de l'éminent maître, d'un second qu'il puise dans le texte de l'article 1151 du Code civil. Ce texte serait, selon lui, propre à la responsabilité contractuelle : il figure dans le Code au titre des contrats et il vise, dans ses termes, des hypothèses de responsabilité contractuelle. Puisque la distinction est particulière aux contrats, elle ne peut être fondée sur l'idée de causalité qui est commune à toutes les responsabilités.

Remarquons d'ailleurs que ces deux arguments sont tout à fait connexes. S'il nous a semblé que l'article 1151 devait être étendu à la responsabilité délictuelle et quasi-délictuelle, c'est parce que, selon nous, les rédacteurs du Code ont entendu donner un sens causal à la distinction qu'il contient. Tout naturellement, cette raison d'étendre l'article 1151 n'existe pas pour Demogue, puisqu'il adopte un système de la causalité qui prive la distinction de toute valeur causale.

Ainsi, Demogue écarte la distinction en ce qui concerne les délits et les quasi-délits ; mais, devant les termes exprès de l'article 1151, il la conserve en matière contractuelle (2). Dans ce domaine, il éprouve quelque peine à la justifier, et, en tout cas, il déclare qu'elle est extrêmement difficile à préciser et à appliquer. C'est là, ajoute-t-il, en citant Giorgi, « question de bon sens plutôt que de science ». Il indique cependant, qu'à son sens, il faudrait appeler dommage direct celui qui est la « suite normale de l'inexécution ».

On peut se demander, devant cette définition, dans quelle mesure la distinction ainsi conservée par Demogue en matière contractuelle ne garde pas, dans sa pensée, le caractère d'une limitation du dommage réparable régie par les principes de la causalité. En effet, l'auteur ne parvient pas à

(1) DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n° 462.

(2) DEMOGUE, *Oblig.*, VI, n°s 270 et 271.

la justifier dans ce domaine par des considérations propres au droit des contrats, et les termes mêmes qu'il emploie en traitant cette question évoquent l'idée de causalité.

S'il en était ainsi, il cesserait dans une certaine mesure, semble-t-il, d'être logique avec lui-même. S'il a adopté le système de l'équivalence, s'il est sûr de ses résultats, s'il écarte pour cette raison la distinction en matière délictuelle, on comprend mal qu'il paraisse la conserver en matière contractuelle avec une certaine signification causale. Sans doute, il se heurte à la disposition formelle de l'article 1151 et c'est peut-être cela qui l'empêche de pousser jusqu'au bout son système. Y a-t-il là un obstacle vraiment sérieux ? Nous ne le pensons pas. En effet, on ne soupçonnait même pas la théorie de l'équivalence des conditions au temps où le Code civil a été rédigé, et, si on l'adopte, comme le fait Demogue, parce qu'elle est la seule exacte, il est bien permis à ce titre de faire table rase de toutes les dispositions du Code qui ne paraissent pas conciliables avec elle.

Tel est le système de Demogue : il se caractérise par la foi profonde de son auteur dans les mérites de la théorie de l'équivalence des conditions et par le souci qu'il a eu d'en tirer des conséquences logiques. Il ne va pas sans soulever quelques objections.

51. --- Rappelons d'abord, car nous venons de le dire, que si Demogue avait poussé jusqu'au bout son souci de logique, il eût dû combattre la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect en matière de contrats comme il l'a combattue en matière de délits. En la maintenant pour les contrats, il n'a pas pris une position très ferme et, d'ailleurs, il n'apporte pas la justification du critère de « suite normale » qu'il propose dans ce domaine. En lui-même, ce critère reste un peu vague, mais on peut concevoir néanmoins son utilisation. Par contre, on saisit moins bien les raisons qui ont amené l'auteur à le proposer ; il ne les précise pas, de sorte qu'à cet égard la critique n'a pas de prise sur lui.

D'autre part, et c'est là, à notre sens, une objection fon-

damentale, il faut bien reconnaître, que le système de Demogue n'a que la valeur de la théorie de l'équivalence des conditions. Si elle est exacte et, surtout, si elle est applicable en fait, il convient, en effet, de se débarrasser de la distinction du dommage direct et du dommage indirect devenue injustifiable et inutile. Mais faut-il lui reconnaître cette valeur ? Nous ne le pensons pas. Nous avons vu quelles objections elle soulève et nous sommes convaincu que la grande illusion de beaucoup de juristes a été de croire que, dans son apparente limpidité, elle tranche la question causale alors qu'elle ne parvient, en réalité, qu'à la poser sous une forme simple. En l'étudiant, nous avons montré que, dans les cas un peu difficiles, le juge, pour l'appliquer, devrait faire appel à son expérience, comme aussi à la notion de probabilité, et que, finalement, sous un extérieur d'exactitude scientifique, cette théorie, comme beaucoup d'autres, fait en matière de causalité une très large place à l'appréciation de chacun. Dans ces conditions, nous sommes bien loin de ces réponses nettes qu'elle nous promettait et de ce caractère absolu et radical, en considération duquel il a pu paraître nécessaire d'éliminer la distinction du dommage direct et du dommage indirect.

Demogue lui-même n'a pas été sans remarquer que la théorie de l'équivalence oblige, quelquefois tout au moins, à confier le problème à l'appréciation des interprètes. La formule dans laquelle il condense le système invoque, elle aussi, l'idée de probabilité, capitale en la matière : « Il n'y a relation causale que si, l'acte incriminé n'ayant pas eu lieu, l'effet ne se fût probablement pas réalisé » (1).

D'ailleurs, c'est sans doute, parce qu'il admet la nécessité d'un large pouvoir d'appréciation que Demogue parvient à approuver assez généralement les solutions de la pratique judiciaire, qui, dans la forme au moins, ne sont pas en accord avec son système (2). Il est intéressant de voir, en

(1) DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n° 366.

(2) DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n°s 366, 369 et 370.

effet, comment le savant maître interprète la jurisprudence. En premier lieu, il note que si les tribunaux ne paraissent pas avoir adopté une théorie bien précise de la causalité, leurs préférences les poussent, de manière plus ou moins consciente, vers le système de l'équivalence des conditions. Il ajoute, ensuite, que la jurisprudence a sans nul doute étendu l'article 1151 en matière délictuelle et que la Cour suprême voit dans la question de la causalité directe et dans celle de l'étendue du dommage réparable des questions de fait laissées à la libre appréciation des tribunaux inférieurs (1). De la sorte, conclut-il, quand la jurisprudence paraît utiliser une distinction d'allure causale, elle ne fait en réalité qu'user du pouvoir d'appréciation qui lui est nécessaire pour appliquer la théorie de l'équivalence des conditions vers laquelle ses préférences la tournent. En d'autres termes, sous l'apparence d'une distinction d'essence causale, se cache seulement un large pouvoir d'appréciation des tribunaux. C'est en raisonnant ainsi que Demogue peut approuver un certain nombre de décisions d'espèce qu'il étudie (2), bien que, dans les termes, elles mettent en jeu les notions de dommage indirect ou de cause indirecte, que, pour son compte, il rejette.

Ces remarques nous confirment dans l'opinion que nous avons émise sur le système de Demogue. Si la théorie de l'équivalence doit faire appel à l'appréciation du juge et à la notion de probabilité, on ne peut plus admettre qu'elle tranche catégoriquement et nettement le problème causal. Quand la causalité s'appuie dans notre raisonnement sur la probabilité, elle redevient une notion souple, variable, susceptible de degrés et la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect retrouve une certaine justification. On

(1) DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n<sup>os</sup> 371 et 461. Comparer III, n<sup>o</sup> 268, pp. 447-49.

Il est contestable que le caractère direct ou indirect du dommage soit une question de fait. Voir, *infra*, n<sup>os</sup> 72-75.

(2) DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n<sup>os</sup> 463, 463 *bis*, 464 et 464 *bis*.

peut penser, dans ces conditions, que son élimination ne s'impose pas.

**§ II. — Deuxième parti : Justification de la distinction  
du préjudice direct et du préjudice indirect par des considérations  
extra-causales**

52. — Ce parti a été adopté par M. Marteau dans sa thèse de doctorat (1). Ses idées sont assez voisines de celles que Demogue devait développer plus tard. Comme lui, il attaque tout d'abord la distinction sur le terrain causal et il s'attache à montrer qu'elle ne peut nullement se justifier à ce point de vue, mais, au lieu de l'écarter purement et simplement, il propose de la conserver dans notre droit, parce que, selon lui, elle peut permettre de faire place à certaines considérations intéressantes.

M. Marteau est le premier juriste français qui ait osé aborder l'étude de la notion de causalité. Après avoir dénoncé la carence de la doctrine antérieure, il se livre à un examen minutieux et approfondi des systèmes étrangers, au terme duquel, il se prononce sans réserve en faveur de la théorie de l'équivalence des conditions. Il lui apparaît alors que la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect est absolument injustifiée au point de vue causal.

Cette conclusion s'appuie d'ailleurs, dans son esprit, sur un argument historique (2).

Un fait est certain, dit-il, personne n'a jamais pu formuler un critère causal précis, permettant de faire le départ entre les conséquences directes et les conséquences indirectes. On peut se l'expliquer aisément si l'on veut bien remarquer que la distinction du dommage direct et du dommage indirect est née à une époque où, faute d'une étude suffisante de la causalité, le droit utilisait la concep-

(1) Voir aussi : FILIPPI, thèse précitée. Voir sur ce système : H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1671, p. 516.

(2) MARTEAU, thèse, pp. 217 et suiv.



tion vulgaire de la cause. Cette conception est, on le sait, extrêmement riche en éléments subjectifs tels que la considération de l'auteur et le désir de proportionner le montant de la réparation à la gravité de la faute. De la sorte, sans pouvoir jamais formuler un critère général, on a seulement distingué dans chaque cas particulier des conséquences directes et des conséquences indirectes. On a pu avoir l'illusion d'opérer cette discrimination sur le plan causal, alors qu'en fait on la réalisait à l'aide des éléments subjectifs si nombreux inclus dans la notion de cause vulgaire. La distinction n'avait ainsi une allure et une coloration causales que par les termes qu'elle employait : *suites directes*, *suites indirectes* ; elle n'a jamais eu aucun fondement causal véritable.

Aujourd'hui, la causalité a été étudiée à l'étranger et nous disposons d'éléments nouveaux d'appréciation. Nous savons qu'il s'agit là d'un principe strictement logique, dont il faut tirer un critère tout objectif, et, ajoute M. Marteau, l'examen des différents systèmes de la causalité doit nous amener à conclure que la théorie de l'équivalence des conditions est la seule exacte. Tout système qui la contredit doit être tenu pour erroné. Ainsi, certains auteurs prétendent donner un fondement causal à la distinction en disant qu'un dommage peut être qualifié indirect par rapport à un fait quand il a d'autres causes que ce fait, quand il résulte du concours de ce fait avec d'autres événements. Cette vue est fausse, dit M. Marteau, car elle est en contradiction avec la théorie de l'équivalence, qui exclut toute distinction prétendument fondée sur la qualité ou l'intensité de la causalité. Si, d'ailleurs, certains systèmes, et par exemple celui de la causalité adéquate, se concilient avec la distinction du dommage direct et du dommage indirect et paraissent lui donner un fondement causal, c'est que ces systèmes, sous une apparence trompeuse, font en réalité place à des éléments subjectifs et à des considérations d'équité. Quoi qu'on puisse prétendre, la distinction ne repose jamais sur un critère causal ; elle est faite en équité.

Il faut d'ailleurs remarquer, termine M. Marteau, que ceux qui pensent avoir dégagé un critère causal du dommage direct et du dommage indirect doivent, en même temps, confier au juge de larges pouvoirs d'appréciation pour appliquer la distinction : « Le recours immédiat au juge investi d'un pouvoir souverain d'appréciation est un aveu de l'impossibilité de lui proposer une règle générale à laquelle il devra conformer ses décisions. Cette règle ne saurait être formulée parce que la distinction ne repose sur aucune base causale. L'origine ancienne de la notion de dommage indirect explique son apparence contraire, et le défaut d'examen critique, sa transmission parmi les notions juridiques traditionnelles et par suite la perpétuité du malentendu. » (1).

Après cette démonstration, quel sort M. Marteau propose-t-il de réserver à la distinction ? Il observe que la jurisprudence l'utilise ; mais il note la rareté des hypothèses dans lesquelles les tribunaux font appel à la notion de dommage indirect pour limiter le montant de la réparation ou même refuser toute réparation. Au surplus, quand cette notion intervient pour limiter l'indemnité, cette limitation se justifie par des raisons qu'il est facile de discerner (2). Quelquefois, c'est le dommage lui-même qui n'est pas prouvé ; quelquefois, aussi, c'est la relation de cause à effet entre le dommage et le fait incriminé qui n'est pas établie ; enfin, la notion de dommage indirect est utilisée par le juge, quand il ne veut pas, par équité, faire peser une condamnation trop lourde sur l'auteur d'une faute bénigne.

Ainsi, cette formule traditionnelle n'habille aucune notion de droit, et, en utilisant l'expression *dommage indirect*, le juge constate seulement l'insuffisance de la preuve de certains éléments de la responsabilité, ou exerce un

(1) MARTEAU, thèse, p. 220.

(2) MARTEAU, thèse, pp. 228-29 ; — FILIPPI, thèse, pp. 83-156.

« *jus moderanti* » (1), qui lui permet de faire régner un certain équilibre entre la culpabilité et le montant de la réparation.

Le premier motif est avouable ; l'autre l'est moins et il semble même heurter le principe classique de la réparation intégrale du dommage causé. Du reste, dit M. Marteau, ce « *jus moderanti* » ne joue qu'assez rarement ; mais les tribunaux tiennent à affirmer que le dommage est direct, quand ils en accordent la réparation, pour pouvoir, dans des cas particulièrement intéressants, refuser toute indemnité par raison d'équité sous le couvert de la notion de dommage indirect.

C'est ainsi que l'auteur interprète la jurisprudence et il conclut : « La faute, notion d'ordre subjectif, pose le principe de l'obligation. La causalité, d'ordre objectif, donne d'une façon générale la mesure de celle-ci. Enfin, le résultat ainsi obtenu est appelé à subir une retouche par l'intervention de la considération de l'auteur, déguisée sous la formule du dommage indirect, dans les hypothèses où l'application stricte de la règle de réparation détruirait toute proportion entre l'indemnité et la faute. » (2).

M. Marteau donne d'ailleurs son approbation à ce système qu'il croit pouvoir dégager de la jurisprudence. Il le justifie en faisant remarquer que la question de la réparation du dommage met en jeu deux conceptions (3) : ou bien, on peut s'en tenir au seul point de vue de la victime et taxer les dommages-intérêts sur une base objective tirée de la notion de causalité ; ou bien, on peut s'inspirer de la situation de l'auteur et, plus spécialement, de la gravité des fautes qu'il a commises. La notion de réparation et celle de répression se rencontrent sur ce terrain. M. Marteau est

(1) MARTEAU, thèse p. 231. Cf. GORISSE, thèse, pp. 71-90, qui accepte la théorie de l'équivalence et voit dans la distinction une distinction d'équité.

(2) MARTEAU, thèse, *ibid.* — Cf. FILIPPI, thèse, pp. 152-153, et pp. 163-167.

(3) MARTEAU, thèse, pp. 210 et suiv.

assez disposé à faire accueil, dans une certaine mesure, à la conception répressive de la responsabilité, parce qu'il souscrit à l'idée d'un équilibre relatif entre la faute et la condamnation, et peut-être, aussi, parce qu'il écrit à une époque où la théorie du risque fait de violentes offensives, tendant, sinon à éliminer, du moins à diminuer la notion de faute. Pour lui, donc, si la causalité permet de tracer les limites extrêmes de l'étendue de la réparation, c'est en s'inspirant de la faute que les tribunaux s'arrêteront à un chiffre précis. La notion de dommage indirect mérite d'être maintenue, en tant qu'elle permet un dosage de la faute et de la causalité (1).

53. — Que faut-il penser du système exposé par M. Marteau ?

Il nous paraît soulever deux objections principales.

En premier lieu, et comme le système de Demogue, il n'a que la valeur de la théorie de l'équivalence des conditions, et on peut lui opposer toutes les critiques qui s'adressent à cette théorie.

L'opinion de M. Marteau ne se justifie que dans la mesure où l'équivalence des conditions est pratiquement applicable et dans la mesure où elle permet de répondre effectivement, par oui ou par non, à la question de savoir si un fait déterminé est la condition *sine qua non* d'un dommage. M. Marteau semble croire que le critère de la condition *sine qua non* résout le problème causal de cette manière catégorique ; il pense même que la théorie de l'équivalence des conditions peut engendrer des effets assez automatiques et plutôt extensifs, et c'est pourquoi il est porté à reconnaître au juge le pouvoir de les restreindre, à son gré, par un pouvoir d'appréciation, travesti en distinction du dommage direct et du dommage indirect.

Nous avons étudié la théorie de l'équivalence des conditions dans notre seconde partie et nous savons ce qu'il faut en penser. Son caractère absolu n'est qu'une façade trom-

(1) MARTEAU, thèse, conclusion, pp. 249-255.

peuse, puisqu'en dernière analyse cette théorie associe la causalité à la notion de probabilité. C'est en partant de son apparence absolue que M. Marteau refuse toute signification causale à la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect et propose de l'utiliser dans un autre sens. Son point de départ est donc contestable et toute la construction est sujette à critique.

En second lieu, si même ce point de départ était exact, conviendrait-il de se ranger à l'opinion de M. Marteau ? Sans doute, il est certain que la notion de préjudice indirect a des rapports avec les difficultés de la preuve. Nous avons déjà fait allusion à cette question et nous aurons à y revenir par la suite. D'autre part, il n'est pas contestable que la jurisprudence l'a parfois utilisée pour exercer un pouvoir modérateur dans la solution des problèmes de responsabilité.

Faut-il, pour autant, avec M. Marteau, prôner et organiser ce *jus moderandi* ? Nous ne le pensons pas.

Tout d'abord, on peut se demander où un tel droit prendrait son fondement ? (1). Certainement pas dans les articles 1150 et 1151 du Code civil. Ces textes n'ont nullement édicté que le défendeur au procès de responsabilité n'est tenu à la réparation du préjudice qu'en proportion de la gravité de la faute qu'il a commise. En instituant la distinction du dommage prévu et du dommage imprévu, l'article 1150 a seulement apporté au principe de la réparation intégrale du dommage causé une restriction de faveur pour le débiteur de bonne foi, justifiée par des raisons tirées du droit des contrats. L'existence même, dans notre législation, de ce principe de la réparation intégrale exclut toute idée de pouvoir modérateur des tribunaux. D'ailleurs, la question a été discutée lors de la rédaction du Code, qui, dans son silence, l'a tranchée par la négative, si l'on en

(1) Sur la critique de ce *jus moderandi*, voir : H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1672.



juge par les observations de Bertrand de Greuille antérieurement rapportées (1).

D'autre part, sans méconnaître la marge indispensable d'appréciation qui est nécessaire au juge en toute matière, faut-il lui reconnaître un pouvoir aussi étendu que celui que nous envisageons ? Est-il, de plus, vraiment opportun de l'engager à calculer la réparation en fonction de la gravité de la faute commise ?

Ce serait, pensons-nous, ouvrir la porte à une conception faisant de la responsabilité civile une répression arbitraire ; ce serait, en tout cas, aspirer à une justice d'équité qui, à notre sens, peut être assez dangereuse. Où commence et où s'arrête l'équité ? Si la considération de l'auteur pousse à modérer le montant des dommages-intérêts, permet-elle de n'accorder à la victime qu'une réparation inférieure au préjudice qu'elle a réellement subi du fait d'autrui ? Il n'est pas de notion plus incertaine et on l'invoque souvent pour justifier, dans un même cas, des solutions rigoureusement opposées (2). S'il faut la craindre, ce n'est pas par défiance de nos tribunaux, auxquels on ne saurait appliquer sans injustice la vieille maxime : « que Dieu nous garde de l'équité des Parlements » ; mais c'est, bien plutôt, parce qu'en elle-même elle sera toujours extensive, elle aura tendance à se montrer envahissante et, dans la mesure où elle s'affirmera, il faudra renoncer à la certitude des solutions. Nous croyons que l'idée d'équité n'a pas été étrangère à l'indéniable désordre actuel du droit de la responsabilité, et on ne saurait donc y trouver le moyen de le clarifier et de le redresser (3).

(1) LOCRÉ, *Législation civile, commerciale et criminelle de la France*, Paris, 1827-32, XII, pp. 330-331.

(2) Cf., par exemple, les solutions proposées par CAPITANT (note D. P. 1936.1.81) et M. JOSSELAND (D. H. 1936, chr., p. 37) en matière de responsabilité du propriétaire d'une automobile volée.

(3) Notons, à cet égard, qu'il est difficile de concevoir, théoriquement et pratiquement, un contrôle de la Cour de cassation sur une règle de pure équité.

## SECTION II

**La distinction du préjudice direct et du préjudice indirect est d'ordre causal. — Les critères proposés**

54. — Les principaux critères proposés pour justifier, du point de vue causal, la distinction considérée se rattachent à quatre systèmes que nous examinerons successivement .

- 1) Le système de la cause unique ;
- 2) La distinction de la cause et de l'occasion ;
- 3) La théorie de la cause principale ;
- 4) La théorie de la prévisibilité ou de la probabilité du dommage.

**§ I. — Le dommage direct et la notion de cause unique**

55. — Nous devons au moins faire allusion à cette notion de cause unique qui a joui d'un certain crédit dans la doctrine ancienne.

Nous savons que les juristes du xix<sup>e</sup> siècle n'ont commenté que fort brièvement la distinction qui nous intéresse. Dans l'ensemble, ils ont considéré que l'article 1151 contient un principe d'ordre général, applicable dans tous les domaines de la responsabilité. En somme, ce texte porte qu'il est nécessaire de limiter l'étendue du dommage réparable, non par faveur pour le débiteur, mais parce que la règle de droit exige qu'un individu ne réponde pas du dommage dont il n'est pas vraiment et certainement l'auteur. Les maîtres du siècle dernier s'accordent donc pour chercher cette limitation dans le principe de causalité. Ils étudient sommairement la relation causale et, pour eux, son existence n'est qu'une question de fait qu'on peut trancher dans chaque espèce. Selon certains, même, elle ne soulève aucune difficulté sérieuse (1).

(1) HUC, *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, Paris, 1892 1903, VII, n<sup>o</sup> 150, p. 214.

Toute cette doctrine ne consacre donc que des développements peu copieux à la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect ; mais elle conserve un certain intérêt parce qu'on y trouve parfois les bases de conceptions qui ont été reprises par la suite.

Pour interpréter l'article 1151 et l'expression *suite immédiate* qu'il contient, la doctrine ancienne élabore la distinction des conséquences proches et des conséquences lointaines, qui a été érigée en système à l'étranger et s'est perpétuée en Angleterre avec les transformations que nous savons. En poussant plus loin l'analyse, on s'aperçoit que les juristes d'autrefois ont bien compris qu'on ne saurait dire qu'un fait est plus causal qu'un autre à l'égard du résultat en raison de sa plus grande proximité dans le temps. C'est, en réalité, notre certitude de la causalité qui varie, selon qu'il y a un laps de temps plus ou moins considérable entre l'antécédent et le résultat (1).

Ils soulignent que nous devons être certains de l'existence d'une relation de cause à effet et c'est pour cette raison qu'ils recommandent de ne tenir compte que des conséquences proches des faits en négligeant leurs conséquences éloignées. En effet, quand un fait se produit très longtemps après un autre, quelle que soit la relation qui peut les unir dans la réalité, aucune certitude véritable ne nous est accessible. Il faut donc en conclure que la distinction des conséquences proches et des conséquences éloignées n'est, dans leur esprit, qu'une recommandation concernant les difficultés de la preuve.

La conception de fond qui semble avoir prévalu dans la doctrine ancienne est celle de la cause unique (2). Cette

(1) DEMOLOMBE, *op. cit.*, XXIV, n° 599, p. 590 ; — LAROMBIÈRE, *op. cit.*, I, p. 558.

(2) TOULLIER, *Le droit civil français suivant l'ordre du Code*, 5<sup>e</sup> éd., Paris, 1830, VI, n° 279, p. 289 ; n° 286, p. 294 ; n° 287, p. 299 ; — DEMOLOMBE, *op. cit.*, XXIV, n° 599, p. 590 ; — DEMANTE et COLMET DE SANTÈRE, *Cours analytique de Code Napoléon*, Paris, 1849-84, V, n° 67 bis, p. 98 ; — MOURLON, *op. cit.*, II, p. 603 ; — MARCADÉ et PONT,

doctrine relève que les événements du monde se succèdent et s'enchaînent de telle manière qu'il est souvent possible de rattacher un fait déterminé à une multitude d'antécédents. Il lui répugne, parce que tout de même elle en sent l'extrême difficulté, d'avoir à statuer sur un concours de causes et un partage de causalité. Le droit dira donc qu'un fait est la cause d'un autre quand il en est la cause unique. Le dommage direct est celui dont le fait incriminé est la cause unique ; le dommage indirect celui dont le fait incriminé est une des causes multiples.

Ce système de la cause unique est complètement délaissé aujourd'hui tant par la doctrine (1) que par la jurispru-

*Explication théorique et pratique du Code Napoléon*, 7<sup>e</sup> éd., Paris, 1873-74, V, pp. 279 et suiv. et n<sup>os</sup> 524-25, pp. 442 et suiv. ; — HUC, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 150, pp. 213-14.

(1) Voir cependant, PLANIOL et RIPERT, *Traité pratique*, VII, par ESMEIN, RADOUANT et GABOLDE, n<sup>o</sup> 859, p. 164 : « Malgré ce que la formule de la loi présente d'imprécis, son sens est assez clair. La perte subie et le gain manqué, dont se plaint le créancier, doivent avoir pour cause directe et *exclusive* la faute du débiteur. A partir du moment où d'autres causes concourent avec elle, la chaîne de la causalité est interrompue et les répercussions nouvelles n'étant plus des conséquences immédiates, mais indirectes et hypothétiques de l'inexécution de l'obligation, ne seront plus prises en considération pour le calcul des dommages-intérêts. »

Voir aussi un essai de rénovation partielle du système de la cause unique dans une note de M. ROUAST, D. P. 1927.1.101. M. ROUAST a cru trouver, dans l'arrêt qu'il annote (Cass. civ., 18 oct. 1926), une sorte de combinaison de l'équivalence des conditions et du critère de la cause unique : « Il faut donc distinguer deux séries parmi les faits qui contribuent avec la faute à la réalisation d'un dommage : les faits antérieurs ou concomitants à la faute, dont la coexistence avec la faute n'empêche pas l'auteur de celle-ci d'être tenu à la réparation du préjudice résultant à la fois des uns et des autres, et les faits postérieurs, qui excluent toute responsabilité, s'ils entrent pour quelque chose dans les causes de ce préjudice. Quand il y a un fait de cette catégorie, on dit que le dommage est indirect. La théorie du dommage direct consiste en somme à appliquer la conception la plus étroite de la causalité à partir du moment où la faute est commise pour établir la chaîne qui rattache cette faute à un préjudice lointain. »

Sur ce système, voir : PLANIOL et RIPERT, *Traité pratique*, VII, par

dence (1). Il est très facile de souligner ses faiblesses et ses inconvénients. D'une part, il ne définit pas, à proprement parler, la notion de cause et le rapport de causalité, et, d'autre part, son application aboutirait à une extrême raréfaction des cas de responsabilité. Le plus souvent, un résultat quelconque est précédé d'une foule d'antécédents qui semblent avoir eu une influence plus ou moins grande sur sa réalisation. Si on peut concevoir abstraitement la notion de cause unique, on ne trouve pas facilement d'exemples pratiques dans lesquels il soit possible de dire que tel fait est bien la seule et unique cause de tel autre. Ainsi, quand on assied la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect sur le critère de la cause unique, on n'est guère avancé. On n'indique pas, en effet, le moyen de reconnaître la cause et, surtout, la cause unique, et même si on parvenait à pareille détermination, il faudrait exonérer le défendeur dans les nombreux cas où il y a concours de causes complexes.

## § II. — Le dommage direct et la distinction de la cause et de l'occasion

56. — Un dommage est direct ou indirect par rapport à un fait, suivant que ce fait a été sa cause ou seulement son occasion. Telle est l'analyse de ce système, qui attribue au conséquent la qualité de direct ou d'indirect en fonction du rôle causal de l'antécédent.

La distinction de la cause et de l'occasion a eu cours dans la doctrine ancienne, qui l'empruntait à Dumoulin et à Pothier : Demolombe parle des dommages qui « n'atteignent le créancier qu'occasionnellement et par contre coup » (2) ; de même, Marcadé et Pont écartent de la ré-

ESMEIN, RADOUANT et GABOLDE, n° 860, p. 166 ; — DEMOGUE, *Oblig.*, VI, n° 271 ; — FILIPPI, thèse, pp. 154-155.

(1) Cf. *infra*, n° 84.

(2) DEMOLOMBE, *op. cit.*, XXIV, n° 581, p. 561.



paration le préjudice dont le fait incriminé n'a pas été « la cause mais seulement l'occasion » (1). A une époque plus récente, elle a été reprise par quelques auteurs et, en particulier, par M. Ripert (2).

L'éminent maître aborde la question du préjudice indirect en étudiant l'hypothèse spéciale du recours des administrations publiques contre les tiers auteurs d'accidents ayant entraîné le décès ou les blessures d'agents et ouvert, pour eux ou leurs familles, des droits à pension.

La responsabilité civile exige qu'il existe un rapport de cause à effet entre le dommage et le fait incriminé. La causalité est une matière des plus complexes. M. Ripert l'exprime dans une formule que lui empruntera la Cour de Dijon (3) : « Tout acte dommageable peut avoir des répercussions lointaines et ce serait exagérer la responsabilité que de suivre indéfiniment dans le labyrinthe des actions humaines le fil tenu de causalité qui relie les actes les uns aux autres. » Il faut donc trouver ce que Demolombe appelait un « point d'arrêt » et tracer une frontière précise entre le dommage réparable et celui dont le responsable doit être exonéré. Cette limitation nous est fournie par la notion de préjudice indirect. Mais dans ces expressions *préjudice direct* et *préjudice indirect*, il n'y a que des mots et des qualificatifs ; il faudrait savoir ce qu'ils recouvrent. Sans doute, convient-il d'expliquer ces formules à la lumière des théories de la causalité ; mais M. Ripert manifeste une méfiance assez légitime à l'égard de ces systèmes : on pourrait dire qu'il y a là un problème insoluble et que pourtant, il faut résoudre (4).

Examinant alors les différentes interprétations qui ont

(1) MARCADÉ et PONT, *op. cit.*, V, n° 524, p. 445.

(2) RIPERT, notes, D. P. 1921.2.17 et D. P. 1928.2.41.

Voir aussi : RIPERT, *Examen doctrinal de jurisprudence en matière de responsabilité civile*, Revue Critique, 1909-1914. Spécialement, année 1911, p. 152, et année 1914, p. 229.

(3) Dijon, 21 janvier 1926, D. P. 1928.2.41, note RIPERT.

(4) RIPERT, *La règle morale*, n° 117, p. 200.

été proposées de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, le savant maître s'attache, tout d'abord, à réfuter très justement l'une d'entre elles qui lui paraît inexacte.

Il s'agit d'un système auquel nous avons déjà fait allusion et qui entend la distinction au sens personnel, en déclarant que le dommage est indirect quand il touche une personne autre que celle qui est matériellement atteinte. C'est ce dommage que nous avons proposé d'appeler « dommage incident » ou « dommage réfléchi » (1).

Cette conception écartée, M. Ripert retient une définition de Sourdat, d'après laquelle le dommage indirect est celui « dont le délit qui a été commis n'a peut être été que l'occasion et nullement la cause efficiente » (2). La solution du problème lui paraît bien se trouver dans cette opposition de la cause et de l'occasion.

Ce n'est pas à dire que M. Ripert estime que cette solution soit parfaite : il note au contraire que subsistent « des difficultés presque insurmontables quand il s'agit de couper la chaîne qui unit les faits matériels les uns aux autres par un lien de causalité » (3). Néanmoins, il croit pouvoir utiliser la distinction de la cause et de l'occasion pour motiver juridiquement, dans l'hypothèse précise qu'il étudie, le refus aux administrations publiques de tout recours tendant à récupérer les indemnités spéciales et pensions qu'elles doivent verser à leurs agents victimes d'accidents imputables à des tiers.

En pareil cas, comme, du reste, dans tous ceux où la réalisation du dommage est liée au jeu d'obligations contractuelles ou légales, distinction du préjudice direct et du préjudice indirect lui paraît d'application relativement facile. Dans ces hypothèses, pour découvrir de manière cer-

(1) Cf. *supra*, n°s 13 et 14.

(2) SOURDAT, 5<sup>e</sup> éd., I, n° 105, p. 115.

(3) Note, D. P. 1928.2.41 ; — PLANIOL et RIPERT, *Traité Elém.*, II, n° 869 bis, p. 310.

taine la cause du dommage, il convient de rechercher quelle est la *source juridique* de l'obligation. L'obligation de l'administration résulte d'un contrat, des dispositions de la loi, ou, tout au moins, d'une situation statutaire préexistante, et le fait du tiers incriminé a pour seul effet de permettre le jeu du contrat ou l'application de la loi. Il faut considérer, en pareil cas, que la loi, ou le contrat, ou la situation statutaire, est la cause du versement de l'administration, et, donc, du préjudice qu'elle prétend éprouver, tandis que le fait du tiers n'en est que l'occasion. Ainsi, au moins dans ce type de procès, et sans méconnaître que la difficulté subsiste, très sérieuse, dans les cas où l'on ne se trouve pas en présence d'obligations contractuelles ou légales préexistantes, M. Ripert pense qu'il est possible de séparer le préjudice direct du préjudice indirect à l'aide de la distinction de la cause et de l'occasion telle qu'il la conçoit.

Un système analogue a été défendu par M<sup>lle</sup> L. Ripert, qui, elle aussi, a principalement envisagé les mêmes hypothèses (1). Elle s'attache à montrer que le dommage direct et le dommage indirect ne sont pas produits par la même cause : le dommage direct provient d'une cause matérielle et, en l'espèce, l'accident, tandis que le dommage indirect découle d'une cause purement juridique : la loi ou le contrat.

Mais, quel sera le critère de la distinction dans les cas où il n'y a ni contrat, ni obligation légale préexistante ? M<sup>lle</sup> L. Ripert estime que, là encore, il faut distinguer la cause efficiente et l'occasion. Entre la cause efficiente et le dommage, il existe un lien de causalité véritable ; entre l'occasion et le préjudice, il n'y a qu'un lien moins important et insuffisant. Les exemples choisis par M<sup>lle</sup> L. Ripert à l'appui de cette affirmation ne paraissent pas concluants. En effet, elle veut démontrer qu'il est possible d'appliquer

(1) L. RIPERT, thèse, n°\* 164 et suiv., pp. 184 et suiv., spécialement n° 167, p. 189.

la distinction de la cause et de l'occasion en dehors des hypothèses de recours des administrations publiques et des compagnies d'assurances, mais presque toutes les décisions qu'elle cite sont relatives à ce cas spécial.

D'ailleurs, M<sup>lle</sup> L. Ripert a cherché à préciser davantage son point de vue. D'après elle, le véritable critérium de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect serait le suivant : « L'étendue de l'indemnité, en matière de dommage direct, varie avec l'importance du préjudice. En matière de dommage indirect, au contraire, l'importance de l'indemnité qui serait allouée, si on admettait la réparation de ce dommage, ne dépendrait pas du montant de ce dommage, mais serait soumise à des influences extérieures » (1). A l'appui de cette conclusion, nous retrouvons, une fois de plus, le même exemple. Dans l'hypothèse du recours des administrations publiques, dit M<sup>lle</sup> L. Ripert, où le préjudice est indirect, la détermination de l'indemnité se trouve précisément soumise à des « influences extérieures », en ce sens que l'on tient compte, non pas de l'état de la victime après l'accident, mais bien des prévisions forfaitaires d'indemnisation inscrites à son statut. En d'autres termes, ce que l'administration réclame au tiers, c'est la somme qu'elle s'est engagée par avance à verser à son agent, en cas d'accident, aux termes d'un contrat ou d'un statut auquel ce tiers est resté étranger. Ce contrat ou ce statut doit être considéré comme une influence extérieure qui intervient dans la détermination du montant du prétendu préjudice.

(1) L. RИPERT, thèse, n° 167, p. 189.

Voir, aussi, les conclusions de M. le Substitut WATTINNE, sous trib. civ. Seine, 16 mai 1908, *Le droit*, 5 juillet 1908, citées dans la note sous Trib. civ. Seine, 19 mai 1913, *Gaz Trib.*, 1913-II.2.56 : « Il existe un critérium extrêmement simple pour discerner le cas où il y a préjudice direct et ceux où il y a un préjudice indirect : si, en supprimant une obligation préexistante, vous faites disparaître le préjudice, le dommage est indirect ; mais si vous ne pouvez rattacher l'existence du préjudice à aucune autre obligation que le fait dommageable, le préjudice est direct. »

Si on fait le point, après examen de ce système qui consiste à distinguer la cause et l'occasion, on s'aperçoit que la question est loin d'être résolue, car il ne nous donne pas le moyen de dire avec certitude qu'un fait est la cause d'un dommage ou seulement son occasion. Sans doute, dans le langage courant, on attache quelquefois une certaine signification causale à l'usage de ces termes : le mot cause évoque un lien précis, strict et tendu, tandis que le mot occasion appelle l'idée d'un rapport plus lâche et accidentel. Mais, la distinction reste très imprécise et, en tout cas, ses défenseurs ne nous fournissent pas le moyen de la réaliser (1). La difficulté subsiste et ne fait que se déplacer. Ce système veut en somme différencier le dommage direct du dommage indirect par une notion d'intensité de la causalité, mais il se heurte à cette impossible mesure pour laquelle nous sommes si mal armés. Bien entendu, ses partisans ne le méconnaissent pas : M. Ripert à parfaitement dénoncé le caractère inextricable du problème et il accueille avec le plus grand scepticisme les théories auxquelles il a donné naissance.

Cela précisé, peut-on dire que c'est à la faveur de la distinction de la cause et de l'occasion que les partisans de ce système résolvent par la négative la question du recours des administrations publiques ? M. Ripert paraît bien l'affirmer, mais il n'est pas certain que son argumentation soit sans fissure. M. André Doby, s'est efforcé de le montrer dans l'excellente thèse qu'il a consacrée à cette question (2).

Sans doute, constate M. Doby, l'obligation de l'administration a bien sa source dans la loi ou dans le statut de l'agent, mais, par nature, cette obligation est conditionnelle et, en elle-même, son existence conditionnelle ne constitue pas un dommage pour l'administration. Le dommage n'apparaît que lorsqu'elle est obligée de décaisser certaines

(1) DOBY thèse précitée, p. 53 : « *Occasion, cause efficiente*, c'est là un qualificatif, et non un critérium. »

(2) DOBY, thèse précitée, pp. 45 à 52,



sommes en cas d'accident ; il ne se manifeste que lorsque l'obligation devient exigible et il faut dire que tout le préjudice se ramène à la mise à exigibilité de l'obligation. C'est l'accident survenu à l'agent qui le réalise et, quand cet accident est imputable au fait fautif d'un tiers, ce tiers, qui fait jouer par sa faute la condition suspensive du décaissement de capitaux, doit être considéré comme l'auteur véritable du dommage.

Ce raisonnement paraît solide et il nous conduit à douter, même dans ce cas, de la valeur de la distinction de la cause et de l'occasion. Devant le mécanisme de cette obligation conditionnelle, peut-on réduire le fait du tiers au rôle de simple occasion et poser en principe que, dans les hypothèses où il y a une obligation contractuelle ou légale préexistante, la recherche de la cause se confond avec celle de la source juridique de l'obligation ?

Ce n'est pas à dire que la solution de fond proposée par M. Ripert ne mérite pas d'être approuvée : la question est très délicate et elle a suscité entre les partisans et les adversaires du recours un échange d'argumentations très serrées entre lesquelles il est bien difficile de se prononcer. Ce qui a très justement frappé M. Ripert, c'est la différence des situations faites respectivement aux administrations publiques et aux compagnies d'assurance. Pour ces dernières, au moins avant la loi du 13 juillet 1930, se posait la question d'un recours tout à fait analogue à celui des administrations publiques contre le tiers auteur du dommage garanti par la police. La jurisprudence, en même temps qu'elle admettait généralement le recours au profit des administrations publiques, parvenait à écarter l'action des compagnies d'assurance. Pour M. Ripert, les deux situations sont identiques et il convient de leur donner la même solution ; cette vue paraît très exacte, bien que de savants auteurs aient cherché à faire apparaître de grandes différences entre les deux hypothèses (1). Mais, si l'éminent profes-

(1) Cf. DOBY, thèse, pp. 156 et suiv. ; — Note, S. 1933.2.233 ; — WALINE, note, D. P. 1934.1.50.

seur peut se prononcer contre le recours dans les deux cas, il ne semble pas que cette opinion trouve dans la distinction de la cause efficiente et de l'occasion, une justification échappant à toute critique.

§ III. — La distinction du dommage direct et indirect  
et la théorie de la cause principale

57. — Comme M. Ripert, c'est en examinant la difficile question du recours des administrations publiques contre les tiers auteurs d'accident survenus à leurs agents, que M. André Doby a été amené à consacrer d'intéressants développements au problème du préjudice indirect (1). Leurs positions de départ sont sensiblement identiques ; leurs conclusions sont fort différentes, au moins en ce qui concerne le cas précis qui fait l'objet de leur étude. M. Doby justifie celles qu'il présente par la notion de *cause principale*. Il affirme tout d'abord, en termes fort explicites, que la distinction du dommage direct et du dommage indirect est d'ordre causal : toute la question consiste à savoir « comment définir le dommage indirect ou, ce qui revient au même, comment distinguer la cause des autres circonstances dans lesquelles le dommage est apparu » (2). Il s'agit donc de trouver un critère qui permettra de dire tout à la fois, d'un fait, s'il est ou non juridiquement la cause d'un autre, comme aussi, d'un dommage, s'il est ou non direct par rapport à une situation déterminée, génératrice de responsabilité.

M. Doby passe en revue, dans un développement enchaîné et très nourri, les multiples systèmes et les différents critères qui ont été proposés en s'attachant au passage à combattre certains d'entre eux. Nous avons utilisé et nous utiliserons cette partie critique de son œuvre en rap-

(1) DOBY, thèse. *Addé* : note, S. 1933.1.233, sous Crim., 21 novembre 1931.

(2) DOBY, thèse, p. 52.

pelant ces systèmes. Aussi, nous paraît-il opportun de nous en tenir ici aux conclusions personnelles de l'auteur en ce qu'elles ont de positif.

A la base, nous trouvons cette idée, si souvent mise en jeu dans le cours de ce travail, qu'il est possible de faire un choix entre les conditions à raison de la qualité ou de la quantité de l'activité qu'elles impliquent pour la production du résultat. Elle se complète de cette autre idée que l'activité causale des faits est susceptible de degrés, d'où il résulte que l'on ne saurait considérer comme absolu le caractère direct du dommage. Ce caractère est variable, nuancé et élastique, et, pour interpréter correctement l'article 1151 du Code civil, il faut exiger seulement que le dommage soit « suffisamment direct » (1). La formule est ainsi plus conforme à la réalité des choses et mieux en accord avec les moyens que nous avons de la connaître.

Cette position théorique arrêtée, l'auteur définit son système en indiquant que « la règle contenue dans l'article 1151 procède... de deux idées combinées, celle de causalité et celle de preuve » (2).

En ce qui concerne la preuve, il s'inspire assurément de certaines considérations que nous avons déjà maintes fois rencontrées. La relation de cause à effet doit être certaine et le demandeur a la charge de la prouver. Mais, elle ne sera certaine que dans la mesure où le droit peut prétendre à la certitude en pareille matière, c'est-à-dire qu'en réalité il faudra se contenter d'une « très forte probabilité » (3). Ainsi, réapparaît, une fois de plus, cette notion de probabilité vers laquelle glisse toujours le problème du préjudice indirect. M. Doby a le souci d'en tenir compte et la formule synthétique dans laquelle il cherche à définir le dommage direct contient, intimement liés, les deux aspects du problème : causalité et preuve. « Nous dirons donc, en

(1) DOBY, thèse, p. 60.

(2) DOBY, thèse, p. 63.

(3) DOBY, thèse, p. 64, en note.

définitive, qu'il y aura dommage direct, lorsqu'on se trouvera en présence d'une relation suffisamment certaine de cause à effet entre la faute et le dommage, même si ce dernier a été conditionné par d'autres circonstances, pourvu que la faute ait joué le rôle *principal* dans la production du dommage » (1).

En ce qui concerne la causalité, la définition proposée est, pour partie, négative et, pour partie, constructive.

L'auteur y exprime d'abord qu'il veut écarter catégoriquement le système de la cause unique qui a eu cours autrefois. Il n'importe donc pas que le dommage ait été conditionné par plusieurs faits ou circonstances : il pourra néanmoins être considéré comme direct au regard d'un seul ou de quelques-uns d'entre eux et c'est par l'examen du rôle de chaque antécédent qu'on peut parvenir à cette qualification.

Cela mis au point, la cause est l'antécédent qui joue le rôle principal. L'auteur parle aussi du rôle prépondérant » (2) d'un fait, de son « influence prédominante » (3) ou de sa « vertu propre pour la réalisation du dommage » (4).

M. Doby remarque alors que son système est plus rigoureux que celui de l'équivalence des conditions prêté par l'opinion générale à la jurisprudence. Son attitude à l'égard de la théorie de l'équivalence est d'ailleurs assez curieuse et mérite d'être signalée. M. Doby déclare qu'il adopte volontiers cette conception de la causalité, mais il l'entoure d'un certain nombre de réserves.

Il précise, d'abord, qu'elle doit recevoir un tempérament « dans le cas où l'une des conditions posées a, par elle-même, une vertu propre pour la réalisation du dommage :

(1) DOBY, thèse, p. 64.

(2) DOBY, thèse, p. 68.

(3) DOBY, thèse, p. 67.

(4) DOBY, thèse, p. 67.

telle, l'existence d'une obligation virtuelle, qui, comme toute obligation, tend, de par sa nature juridique, à produire un effet » (1). Cette première réserve est assez imprécise et difficile à saisir.

Mais il y a plus, et l'auteur propose d'appliquer la théorie de l'équivalence jusqu'à un certain point au-delà duquel il la déclare inacceptable. S'agit-il de rechercher la cause d'un fait dommageable et par exemple d'un accident ? On peut appliquer l'équivalence. S'agit-il au contraire de savoir quelles conséquences peuvent être attribuées à ce fait ? Le système de l'équivalence doit être écarté parce que ce serait renoncer, si on le retenait dans ce cas, à la « règle tutélaire » (2) de l'article 1151. Ce texte impose une distinction que l'on ne saurait méconnaître et qu'il faut justifier par la notion de rôle principal de l'une des conditions. Nous verrons ce qu'il faut penser de cette attitude.

Mais, que faut-il entendre par cette notion de rôle principal ? Quand pourra-t-on dire qu'une condition joue le rôle principal dans la réalisation du dommage ?

M. Doby avoue que, dans la plupart des cas, on ne peut songer à faire application d'un critérium précis. C'est là une question de pur fait, et, donc soumise à l'appréciation des tribunaux (3).

Il lui répugne pourtant d'en rester là et il tente d'apporter quelques précisions. Sa tâche lui apparaît bien délicate et il ne s'avance qu'avec une extrême prudence. Envisageant alors plus particulièrement l'hypothèse qui fait l'objet de son étude, M. Doby s'efforce de dégager de l'article 1151 une règle d'interprétation. Il veut, en soulignant leurs caractères généraux, indiquer quels faits jouent seulement un rôle secondaire dans la production du dommage.

Dans le cas spécial du recours des administrations publique, M. Doby pose qu'on ne peut faire abstraction de la

(1) DOBY, thèse, p. 67.

(2) DOBY, thèse, p. 68.

(3) DOBY, thèse, p. 68.



règle de l'effet relatif des contrats portée en l'article 1165 du Code civil. Ce n'est pas à dire, sans doute, qu'on puisse assimiler à un contrat la situation qui existe entre une administration et son agent. Non. Leurs droits et obligations respectifs sont, dans leur formation et dans leur essence, très différents de ceux qui dérivent d'un contrat et il s'agit là, bien plutôt, d'un état de droit statutaire, réglementaire et de caractère légal. Cependant, si l'article 1165 ne vise expressément que les contrats, on peut estimer qu'il est l'émanation d'un principe plus général, celui de « l'effet relatif des actes juridiques qui ne concernent pas les tiers » (1). A ce titre, dans l'espèce considérée, il convient de tenir compte de la règle *res inter alios acta*.

La solution du problème se trouve dans une combinaison des règles édictées respectivement par l'article 1151 et par l'article 1165.

M. Doby entreprend alors de préciser les règles d'application du principe de l'article 1165 en matière de responsabilité délictuelle. En d'autres termes, il se demande à quelles conditions un individu qui souffre du fait fautif d'un tiers à travers sa propre situation naturelle, légale ou contractuelle, peut faire état de cette situation pour mettre en jeu la responsabilité délictuelle de ce tiers.

Selon lui, cela est possible, en premier lieu, dans une hypothèse spéciale, qu'il considère d'ailleurs comme privilégiée, sans doute en raison des facilités de solution qu'elle lui paraît présenter. Il s'agit du cas où l'auteur de l'acte fautif incriminé a voulu ou prévu le dommage qui se réalise. Divers auteurs admettent que, dans de telles conditions, la responsabilité n'est pas douteuse (2). Y a-t-il eu intention malveillante et volonté de déclencher le

(1) DOBY, thèse p. 84.

(2) LAROMBIÈRE, *op. cit.*, I, p. 561 ; — DEMOLOMBE, *op. cit.*, XXIV, n° 603, p. 593.

Sur une application récente de cette règle, voir Amiens, 12 mai 1937, D. H. 1937.491.

dommage ? M. Doby pense que cette volonté répond pleinement à la notion de cause efficiente. Y a-t-il eu, au contraire, simple prévision du dommage ? M. Doby estime que le fait que l'auteur a pu discerner par avance l'enchaînement des conséquences de son acte doit faire présumer, *a posteriori*, qu'il existe entre cet acte et le dommage une relation causale suffisante. D'ailleurs, ajoute-t-il, quand la loi veut se faire favorable au débiteur contractuel de bonne foi, elle ne lui impose, aux termes de l'article 1150, que la réparation du dommage qu'il a prévu ou qu'il pouvait prévoir lors de la conclusion du contrat. Le cercle du dommage prévu est, par hypothèse, plus restreint que celui du dommage direct ; le préjudice direct contient et déborde le préjudice prévu et prévisible, de sorte que tout dommage qui a été prévu doit être considéré comme direct.

En dehors de cette hypothèse exceptionnelle, M. Doby estime qu'un individu ne peut opposer sa situation à l'auteur d'un fait fautif, pour faire jouer sa responsabilité délictuelle, que si elle remplit deux conditions.

Tout d'abord, il faut, et c'est la première condition, que la situation considérée soit pré-existante à l'acte incriminé (1). Deux tempéraments doivent d'ailleurs élargir cette règle :

1° Il y a des circonstances postérieures qui se produisent normalement par l'effet du temps et il convient d'en tenir compte, parce que le dommage reste une conséquence nécessaire, bien que retardée, de la faute. C'est ainsi qu'on peut expliquer la réparation du dommage successif et aussi l'obligation pour l'auteur de la faute initiale de répondre de l'aggravation de dommage due à l'âge ou à des complications pathologiques.

2° Si, entre l'accident et l'apparition des dommages retardés qui en sont la suite, s'intercalent des circonstances étrangères sans lesquelles ces dommages n'auraient pas été possibles ou aussi importants, il faut considérer que « la

(1) DOBY, thèse, pp. 144-150.

faute continue, en quelque sorte, à agir dans le temps » (1), et l'auteur de l'accident répondra de tout le dommage, si, du moins, ces circonstances intercalées n'impliquent pas de faute de la part de la victime.

Ensuite, il faut, et c'est la seconde condition, que la situation considérée présente certains caractères (2). Un individu pourra toujours opposer sa situation à l'auteur d'un fait fautif pour obtenir des dommages-intérêts si cette situation procède d'une circonstance naturelle ou légale. Ainsi, la concubine peut opposer son union de fait à l'auteur responsable de la mort du concubin, dès lors que cette union de fait est antérieure à l'accident. De même, si l'on admettait que la situation de l'administration par rapport à ses agents est purement légale, l'administration pourrait s'en prévaloir à l'égard du tiers responsable des blessures ou du décès d'un fonctionnaire.

Il n'en va pas de même quand la situation considérée résulte d'un contrat. Un contractant, qui éprouve un dommage en raison de l'exécution de son contrat, déclenchée par le fait fautif d'un tiers, ne peut faire état à l'égard de ce tiers de sa situation contractuelle pour se faire indemniser, que si elle présente deux caractères particuliers ; elle doit être *normale* et *personnelle*. M. Doby s'en explique longuement ; nous retiendrons ses conclusions.

Une situation contractuelle est normale lorsqu'elle « résulte d'un contrat passé sous l'empire d'une certaine nécessité de la vie sociale et n'impliquant, de la part de son auteur, l'acceptation volontaire d'aucun risque exceptionnel. » (3).

Elle est personnelle lorsqu'on peut en dire qu'elle constitue un élément de la personnalité de l'individu envisagé du point de vue social.

Aux yeux de M. Doby, la situation de l'administration,

(1) DOBY, thèse, p. 148.

(2) DOBY, thèse, pp. 150-162.

(3) DOBY, thèse, pp. 151-152.

à supposer qu'elle soit contractuelle, doit être considérée comme normale et personnelle : elle est opposable à l'auteur du fait fautif incriminé. Au contraire, le contrat d'assurance ne présente pas ces caractères et les compagnies doivent être privées de tout recours contre les tiers à raison des indemnités qu'elles ont dû verser à leurs assurés. M. Doby revient alors à la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect (1). Dans la première hypothèse, c'est bien la faute du tiers auteur de l'accident qui apparaît comme la cause efficiente et principale du dommage et ce dommage est direct ; dans la seconde, cette cause principale se trouve dans le contrat d'assurance et le dommage est indirect.

58. — Du point de vue théorique, le système de M. Doby soulève une première critique qu'on n'aura pas manqué de noter au passage. L'auteur donne en principe son adhésion à la théorie de l'équivalence des conditions qu'il veut bien tenir pour exacte, mais il défend, quelques lignes plus loin, le système de la cause principale. A cet égard, son opinion est inacceptable et on ne peut prétendre distinguer les conditions les unes des autres, en considération de l'importance du rôle qu'elles jouent pour la production du résultat, après avoir admis qu'elles sont équivalentes. M. Doby sent parfaitement d'ailleurs que son attitude est illogique et il essaie de la justifier en observant que la question de savoir comment un événement dommageable s'est produit est très différente de celle qui consiste à se demander quelles conséquences doivent lui être rattachées. Cette distinction ne nous paraît nullement fondée et, à notre sens, c'est un seul et même problème qui se pose dans les deux cas : celui de la causalité.

Ceci mis au point, il reste que, pour M. Doby, le préjudice est direct quand l'acte incriminé a joué le rôle principal dans sa réalisation. Que faut-il en penser ?

(1) DOBY, thèse, pp. 167-168.

Si cette formule était l'expression dernière de son système, nous devrions lui adresser la critique qu'il a lui-même dirigée contre la distinction de la cause et de l'occasion (1). Rôle principal, rôle prépondérant, ces expressions recouvrent sans doute une idée, mais il paraît bien impossible d'y voir autre chose que des qualificatifs et d'y trouver un critérium. Cette objection est d'autant plus pertinente que, dans la majorité des cas, M. Doby ramène lui-même la notion de cause principale à une question de pur fait abandonnée à l'appréciation des magistrats.

Mais, nous l'avons vu, il pense pouvoir aller plus loin, au moins dans certains cas, à l'aide d'un raisonnement édifié sur le principe de l'article 1165 du Code civil.

On peut alors se demander si l'interprétation qu'il propose et dans laquelle se combinent les articles 1151 et 1165 est à l'abri de toute critique.

En somme, M. Doby se pose la question de savoir si un contractant, qui se voit obligé d'exécuter ses engagements par suite du fait fautif d'un tiers, est en droit d'en reporter le poids sur ce tiers par l'exercice d'un recours approprié. Si on analyse la conclusion à laquelle il parvient, on s'aperçoit qu'elle se résume de la manière suivante : ou bien la situation contractuelle est opposable au tiers et alors son fait fautif est considéré comme ayant joué le rôle principal dans la production du dommage que constitue l'exécution forcée du contrat ; ou bien cette situation n'est pas opposable au tiers, et, dans ce cas, on ne peut plus dire que le fait fautif a joué le rôle principal. En d'autres termes, le préjudice, résultant pour un contractant de l'exécution de son contrat déclenchée par le fait fautif d'un tiers, est direct ou indirect par rapport à ce fait, suivant que le contrat est opposable ou non aux tiers. De la sorte, la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect ne s'opère plus à l'aide de la notion de cause principale et elle se fonde sur un critère tiré de l'opposabilité ou de l'inopposabilité aux tiers du contrat considéré.

(1) Cf. *supra*, n° 56, en note.



Ce critère est assez surprenant et il nous semble bien qu'en voulant combiner les articles 1151 et 1165 M. Doby soit tombé dans une confusion.

Il n'est pas contestable que se pose, dans le cas particulier qu'il envisage, la question de l'opposabilité aux tiers de la situation contractuelle dont le fait fautif déclenche l'exécution.

Si cette situation leur est rigoureusement inopposable à tous points de vue, leur responsabilité ne jouera pas : ils ne seront tenus à aucune espèce de réparation dans ce cas, non pas parce que le préjudice éprouvé par la victime est indirect au regard du fait incriminé, mais bien parce que la règle *res inter alios acta* fait obstacle à ce que la question de la responsabilité soit posée en pareille hypothèse.

Si, au contraire, la situation contractuelle est opposable aux tiers, l'action en responsabilité devient possible, et elle réussira dans la mesure où le préjudice résultant pour le contractant de l'exécution de son contrat pourra être considéré comme direct par rapport au fait du tiers qui a déclenché cette exécution. C'est à ce moment qu'on pourra se servir du critérium de la cause principale, si vraiment il en existe un. On se trouve en présence d'un dommage, d'un contrat et d'un fait étranger au contrat. Sans le contrat, comme aussi sans le fait étranger, le dommage n'aurait pas eu lieu ; lequel des deux doit être tenu pour la cause principale ?

Dans cette espèce, il y a deux ordres de difficultés à considérer : celles qui résultent de l'article 1165 et celles que pose l'article 1151. A notre sens, les premières priment les secondes et il convient donc de les examiner séparément et successivement.

Il nous semble que M. Doby enchevêtre un peu les deux questions : il part de la règle de l'article 1151 et glisse insensiblement vers celle de l'article 1165. Sans doute, il conclut que le préjudice éprouvé par l'administration est direct, mais tout ce qu'il démontre, c'est seulement que la situation de l'administration est, dans une certaine

mesure, opposable aux tiers. Assurément, l'auteur émet d'intéressantes observations sur le principe de l'article 1165, mais son véritable objectif était de « dégager certains caractères permettant... de reconnaître que telle circonstance ne joue qu'un rôle de second plan dans la production du dommage » (1). En ce qui concerne la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, M. Doby se borne à proposer une notion de cause principale qui ramène tout le problème à une question d'appréciation. Cela ne peut d'ailleurs nous surprendre, puisque l'examen des théories de la causalité nous a révélé que tous les systèmes, quels qu'ils soient, doivent, tôt ou tard, sous une forme avouée ou déguisée, faire appel à l'appréciation et au bon sens des juges.

Pas plus que les autres, le système de la cause principale ne parvient à formuler un critère juridique du préjudice direct proposant des directives précises à cette appréciation

**§ IV. — Recherche d'un critérium du préjudice direct dans les notions de prévisibilité et de probabilité du dommage**

59. — Nous avons déjà rencontré les notions de prévisibilité et de probabilité du dommage en cherchant à délimiter les domaines respectifs de la faute et de la cause et, aussi, en étudiant les difficultés de la preuve. A nouveau, elles s'imposent ici à notre attention parce que certains juristes ont cru pouvoir y trouver un critérium d'ordre véritablement causal, permettant de justifier pleinement la distinction du dommage direct et du dommage indirect.

Serait direct, le dommage prévisible ou probable par rapport au fait de l'auteur ou à la situation génératrice de responsabilité ; serait indirect, au contraire, le dommage imprévisible ou improbable. Telle est la conclusion à laquelle parviennent les systèmes que nous allons envisager maintenant et, qui, sous des dénominations et des présen-

(1) DOBY, thèse, p. 144.

tations différentes, ne sont que des variantes d'une même conception.

M. Savatier (1) a fait ouvertement appel à cette notion de prévisibilité ou de probabilité du dommage : « Le dommage direct, si l'on tient à employer cette expression, sera le dommage prévisible et évitable, celui qu'implique la faute. Tout dommage de cette sorte sera réparable » (2). Quelques auteurs préfèrent introduire ce critère sous une forme plus voilée en parlant de cause adéquate (3), de causalité morale ou psychologique (4), de lien subjectif de causalité (5). D'autres, enfin, l'utilisent à la faveur de la distinction de la cause et de l'occasion (6) : un dommage doit être considéré comme direct par rapport à un fait qui a été véritablement sa cause ; il est, au contraire, indirect par rapport à un fait qui n'a été que son occasion. Le critère permettant de distinguer la cause de l'occasion fera aussi le départ entre le préjudice direct et le préjudice indirect. Or, parmi les multiples circonstances dont l'enchaînement malheureux aboutit au dommage, il en est qui l'ont rendu possible, tandis que d'autres l'ont rendu inévitable. Les premières sont les causes occasionnelles ; les secondes sont les causes véritables. C'est l'idée de prévisibilité et de proba-

(1) SAVATIER, article précité, *Rev. Crit.*, 1934, p. 409. Voir aussi : SAVATIER, *Nouveau dictionnaire pratique de Droit*, Paris, 1933, II, v° *Responsabilité civile*, n°s 121-125, et note, D. P. 1934.1.59, sous Cass. Civ., 14 mars 1934, IV, c.

(2) SAVATIER, article précité, n° 61, p. 472.

(3) NICOLESCO, thèse, *passim* ; — MARTY, note, S. 1937.2.217, sous Colmar, 23 juin 1937.

(4) PLANIOL, RIPERT et Paul ESMEIN, *Traité pratique*, VI, n° 538 ; — Paul ESMEIN, *Les principes de la responsabilité délictuelle*, *Rev. Crit.*, 1932, pp. 458-468 ; — Paul ESMEIN, *Trois problèmes de responsabilité civile : Causalité. Concours des responsabilités. Conventions d'irresponsabilité*, *Rev. trim.* 1934, pp. 317 et suiv.

(5) JOATTON, thèse, pp. 78-92 et, spécialement, pp. 89-92.

(6) Nous avons déjà rencontré cette distinction. Elle a ici un sens différent.

bilité qui paraît bien être à la base de cette distinction du possible et de l'inévitable (1).

Pour tous, d'ailleurs, le critérium proposé ne doit pas mettre en jeu des considérations subjectives et individuelles. Il ne s'agit pas de savoir si tel individu déterminé a effectivement prévu le dommage qui se réalise ou s'il l'a estimé probable. Il faut voir dans la prévisibilité et la probabilité du dommage une notion générale et abstraite qui doit être la même pour tous. On se demandera donc si le dommage apparaissait comme prévisible et probable pour un bon père de famille du type idéal, placé dans les mêmes conditions que l'agent.

Ce sont surtout M. Savatier et M. Esmein qui ont étudié ce critère de la prévisibilité et de la probabilité du dommage et c'est donc dans leurs œuvres qu'il faut en chercher la justification (2).

(1) Voir: J.-A. ROUX, note, S. 1917.1.97, sous Cass. Crim., 25 nov. 1916, et le rapport de M. le conseiller FABRY dans cette affaire, *Gaz. Trib.*, 1916.1.57.

M. ROUX et M. le conseiller FABRY font appel à la prévisibilité et à la probabilité du dommage.

Cf. APPERT, note, S. 1911.1.329, qui paraît aussi s'y reporter implicitement.

(2) Nous avons déjà longuement étudié dans notre seconde partie les systèmes de la causalité adéquate et nous n'exposerons pas les théories qui proposent le critère de prévisibilité et de probabilité du dommage en partant de la notion de cause adéquate. Cf. NICOLESCO, thèse précitée.

On pourrait également rapprocher des systèmes que nous examinons dans ce paragraphe, celui que PLANIOL a proposé dans une note déjà ancienne (D. P. 1896.1.81). Il se réfère à une notion de dommage prévu par la loi: « Pour savoir si une faute engendre la responsabilité d'un événement dommageable, il faut donc rechercher si cet événement était du nombre de ceux que la loi voulait empêcher en ordonnant ou en défendant quelque chose. — S'abstenir systématiquement de cette recherche serait transformer un simple rapport de simultanéité en un rapport de causalité et agrandir démesurément, sans utilité et sans raison, l'étendue de la responsabilité des fautes. Il conviendrait donc de s'arrêter à une règle contraire à celle qui ressort de l'arrêt rapporté; elle pourrait être rapportée à peu près en ces termes: pour que la contra-

60. — M. Savatier rejette la théorie de l'équivalence des conditions et il est persuadé que la loi n'a pu la consacrer, au moins en matière contractuelle, puisque l'article 1151 ne prévoit que la réparation du seul dommage direct. La question se pose de savoir si cette règle doit être étendue en matière délictuelle, et M. Savatier n'est pas sûr que la jurisprudence civile soit acquise à cette extension. Il pense cependant qu'on peut bien l'admettre, mais à la condition de s'entendre par avance, une fois pour toutes, sur le sens de la distinction du dommage direct et du dommage indirect. Selon lui, cela n'est possible « qu'en scrutant l'idée même de faute dans ses différentes manifestations » (1). Il place donc la distinction considérée sur le plan causal, mais il indique que c'est par l'analyse de la faute qu'on pourra en préciser le contenu. Le savant professeur entreprend alors la mise en œuvre de son système en envisageant successivement les différents cas classiques de la faute.

Tout d'abord, la faute peut consister dans la violation de ce qu'il appelle « le devoir général de ne pas nuire à autrui. » C'est dans cette hypothèse, semble-t-il, que M. Savatier trouve les bases de sa théorie. En pareil cas, nous l'avons antérieurement rappelé, c'est par l'intermédiaire de la notion de prévisibilité qu'on parvient à attribuer une qualification fautive au fait incriminé. En dehors de la violation caractérisée d'une obligation impérieuse et précise, l'acte d'un individu, qui cause à autrui un dommage, n'est répréhensible que si ce dommage était, par avance, prévisible et évitable. En d'autres termes, la faute de négligence ou d'imprudence ne se conçoit que par la

vention à une loi puisse être considérée comme cause d'un accident, il faut que l'ordre ou la défense de la loi ait eu pour but de protéger les personnes contre le danger qui s'est réalisé. »

PLANIOL n'envisage ainsi que le cas de faute délictuelle ou quasi délictuelle précise et il n'apporte pas de solution dans l'hypothèse de faute de négligence ou d'imprudence.

(1) SAVATIER, article précité, n° 60, p. 471.



prévisibilité du dommage. C'est la conclusion que M. Savatier retient très justement à cet égard : « La faute consiste alors, soit dans la connaissance du dommage que l'agent va causer, soit, au moins, dans la prévisibilité de ce dommage » (1).

Poussant un peu plus loin cette conclusion, il ajoute que « seul donc sera considéré comme une conséquence de la faute le dommage prévisible et évitable lors de celle-ci » (2). De cette dernière constatation, il croit pouvoir tirer le corollaire suivant, qui met pleinement en lumière le critère de prévisibilité auquel il va donner ses préférences pour distinguer le dommage direct du dommage indirect : « Réciproquement, sera considéré comme causé par une faute tout dommage que l'agent aurait dû prévoir et éviter. Dans l'hypothèse à laquelle est consacré ce numéro, la faute elle-même ne se reconnaît donc qu'en prenant le dommage pour point de départ. C'est dire que le lien de causalité entre la faute et le dommage se fond avec la reconnaissance de la faute elle-même. Le dommage direct, si l'on tient à employer cette expression, sera le dommage prévisible et évitable, celui qu'implique la faute » (3).

Cette formule de va pas sans susciter quelques réserves que nous exposerons par la suite. Notons seulement ici qu'elle jette un pont entre la notion de causalité et celle de faute et qu'elle parvient à incorporer dans la cause l'idée de prévisibilité, dont l'auteur, pourtant, a seulement démontré, jusqu'à présent, qu'elle est indispensable pour apprécier la faute d'imprudence ou de négligence.

M. Savatier examine ensuite le cas où la faute consiste dans la violation d'un devoir moral ou légal bien défini. Il n'y a plus alors la même liaison intime entre la faute et la cause que dans le cas précédent et l'éminent auteur ne peut

(1) SAVATIER, article précité, n° 61, p. 472.

(2) SAVATIER, *ibid.*

(3) SAVATIER, *ibid.*

plus tenir le même raisonnement, qui lui permettait d'affirmer que le dommage direct est le dommage normalement prévisible. Dans cette hypothèse, en effet, force est de reconnaître que la faute existe en dehors de la prévision du dommage, puisqu'elle consiste précisément dans la violation d'une obligation déterminée. M. Savatier ne trouve plus dans l'analyse de la faute une réponse automatique au problème de la causalité du dommage. Il propose alors de s'inspirer de l'article 1151 pour en étendre la formule. Ce texte vise le cas de violation dolosive d'une obligation contractuelle ; il met en jeu une faute morale et malicieuse, et, par analogie, on peut logiquement l'étendre au cas qui nous intéresse. L'indemnisation ne portera donc que sur ce qui a été une suite immédiate et directe de la faute.

Mais, que faut-il entendre par là ? Pour M. Savatier, les suites directes et immédiates sont les suites prévisibles et, là encore, il faut appliquer le critérium de prévisibilité normale du dommage. Sans doute, précise-t-il, il n'est plus commandé, comme dans la première hypothèse, par la nature même de la faute, mais il apparaît comme « le plus conforme aux intentions de la loi » (1).

Reste, enfin, le cas de violation d'une obligation contractuelle. Dans cette hypothèse, aussi, la faute existe indépendamment du dommage et de sa prévision. C'est du moins ce que l'on exprime en disant que le débiteur est en faute par le seul fait de l'inexécution de son contrat. En matière contractuelle, la volonté des parties est reine : il appartient aux contractants d'assortir leurs engagements des sanctions qui leur paraissent convenables, en déterminant par avance quelle sera l'étendue du dommage réparable. S'ils ne l'ont fait, le Code porte, dans les articles 1149 et suivants, des règles supplétives qui sont parfaitement en accord avec la logique. Leur interprétation correcte conduit à dire que le dommage direct, au sens de l'article 1151, est celui qui pouvait être prévu lors de la faute.

(1) SAVATIER, article précité, n° 62, p. 472.

Aussitôt M. Savatier s'attache à écarter, par avance, l'objection que cette solution appelle. Cette objection naît d'un rapprochement des articles 1150 et 1151. L'article 1150 dispose que le débiteur de bonne foi n'est tenu qu'à la réparation du dommage prévu ou prévisible lors du contrat. Quelle différence y aura-t-il alors entre sa situation et celle du débiteur de mauvaise foi, si l'étendue du préjudice direct est également déterminée par un critère de prévisibilité ?

M. Savatier admet bien que c'est la même notion de prévisibilité du dommage qui s'applique dans les deux cas, mais, selon lui, elle ne joue pas de manière identique. En effet, suivant qu'il s'agit de l'article 1150 ou de l'article 1151, on ne se place pas au même moment dans le temps pour utiliser le critère de prévisibilité. S'agit-il de l'article 1150 ? On se demande si le dommage était prévisible à la date du contrat. S'agit-il de l'article 1151 ? On cherche à savoir si le préjudice était prévisible au moment où la faute a été commise. La date de la faute est toujours postérieure à la date du contrat et la prévisibilité au jour de la faute est toujours plus large et plus facile qu'au jour du contrat. Tel préjudice, qui n'était pas prévisible au jour du contrat, pourra l'être à l'instant de la faute. Il s'ensuit que les solutions auxquelles conduit le critère de prévisibilité du dommage seront plus sévères pour le débiteur de mauvaise foi, et, de la sorte, la différence de traitement que les rédacteurs du Code ont voulu instituer entre lui et le débiteur de bonne loi se trouve respectée.

Voilà quelle est la théorie de M. Savatier. Il retient le critère de prévisibilité du dommage. Il le justifie, dans le cas de faute d'imprudence et de négligence, en identifiant la faute et le lien de causalité ; il le légitime, dans les autres cas, en faisant appel aux intentions du législateur. Notons que ce système ne s'embarrasse pas de spéculations théoriques complexes et que le savant auteur indique seulement, au passage, que les solutions qu'il propose sont très voisi-

nes de celles auxquelles conduit la conception de la causalité adéquate (1).

**61.** — Comme M. Savatier, M. Esmein a retenu le critère de prévisibilité du dommage ; mais son argumentation, plus nuancée, est moins facile à saisir, bien qu'elle procède au fond de la même idée en organisant une confusion voulue et très poussée des notions de faute et de causalité.

A la base, M. Esmein admet l'exactitude de la théorie de l'équivalence des conditions, mais il constate qu'il est impossible d'y trouver une limitation satisfaisante de l'étendue du dommage. D'ailleurs, cela s'explique aisément, observe-t-il, si l'on veut bien remarquer que cette théorie est relative à la seule causalité matérielle, c'est-à-dire à l'enchaînement des faits et des événements physiques considérés en dehors de l'homme. Un tel système, qui, en soi, est exact, n'est pas applicable dans l'ordre juridique, car le droit gravite autour de l'acte humain et envisage les relations des individus en ce qu'elles ont des rapports avec la conscience et la volonté. La causalité purement matérielle, telle que la définit la théorie de l'équivalence, doit donc se doubler d'une notion de causalité morale, qui, seule, peut apporter la limitation désirée.

Quand on recherche quel peut être, d'après M. Esmein, le contenu de cette notion de causalité morale, on s'aperçoit qu'elle est assez indéterminée et qu'elle tend à introduire dans le problème l'idée d'un équilibre nécessaire entre la culpabilité de l'agent et le montant de la réparation.

Dans les premières études qu'il consacre à cette question (2), M. Esmein souligne, en effet, les rapports de l'idée

(1) SAVATIER, article précité, n° 61, p. 472 : « La prévisibilité du dommage résultant en général de ce qu'il pouvait dériver normalement de l'acte ou de l'abstention fautive, les propositions qui précèdent se rapprochent beaucoup de la thèse dite de la causalité adéquate et d'après laquelle le dommage direct serait celui que la faute devait normalement causer. »

(2) PLANIOL, RIPERT et Paul ESMEIN, *Traité pratique* VI, n° 538 et suiv.

de faute et du principe de causalité dans la responsabilité civile. D'une part, si les juges admettent, en principe, qu'il y a relation causale dès lors que, sans le fait incriminé, le dommage ne se serait pas réalisé, ils n'en conservent pas moins une grande marge d'appréciation : souvent, ils tranchent « par sentiment » (1) la question de causalité et, en particulier, ils s'inspirent de la gravité morale de la faute commise pour reconnaître ou nier l'existence d'un rapport causal. D'autre part, l'appréciation de la faute implique, dans l'hypothèse de faute de négligence ou d'imprudence, qu'on tienne compte dans une certaine mesure du lien de causalité : l'acte incriminé n'est fautif que si son auteur pouvait prévoir le dommage qui en résulterait pour autrui. De la sorte, il existe une certaine confusion entre la faute et la causalité. M. Esmein la constate et il estime même qu'elle est inévitable. C'est en elle qu'il paraît puiser les éléments de ce qu'il appelle la causalité morale.

Plus tard, dans un nouvel examen de ces difficultés (2), le savant maître trouve l'occasion d'affirmer ce point de vue. Il ne se contente plus, alors, de remarquer les influences réciproques de la faute sur la causalité et de la causalité sur la faute ; il écrit que « la faute a un rôle dans le rapport de causalité » (3) et, même, qu'elle « joue à cet égard le rôle essentiel » (4). S'il faut trouver une limitation à l'étendue de la responsabilité, c'est l'« idée d'obligation violée » (5) qui la fournira. En parlant de causalité morale ou psychologique, M. Esmein cherche en réalité dans l'analyse de la notion de faute une règle de détermination du dommage réparable.

**62.** — Que faut-il penser de ce critère de prévisibilité ou de probabilité du dommage ?

(1) PLANIOL, RIPERT et PAUL ESMEIN, *Traité pratique*, VI, n° 540.

(2) ESMEIN, article précité, *Rev. Trim.* 1934, n°s 4 à 17, pp. 320-339.

(3) ESMEIN, article précité, n° 6, p. 323.

(4) ESMEIN, *ibid.*, n° 7, p. 324.

(5) ESMEIN, *ibid.*, n° 6, p. 323.



Nous devons reconnaître, tout d'abord, que son application serait relativement facile, sauf à laisser, naturellement, une place importante à l'appréciation du juge. Il serait, du reste, assez en harmonie avec d'autres critères utilisés en matière de responsabilité. C'est ainsi que, pour dire si l'agissement d'un individu est fautif, on compare sa conduite à celle d'un bon père de famille. En soi, il ne serait pas plus difficile de déterminer, dans chaque cas d'espèce, quel dommage un bon père de famille aurait normalement prévu.

Mais, si le critère est de ce point de vue pratiquement acceptable, les justifications qui le soutiennent, tant dans le système de M. Savatier que dans celui de M. Esmein, peuvent paraître sujettes à caution. Ils ont placé, l'un et l'autre, la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect sur le terrain de la relation de cause à effet et l'examen du principe de causalité les conduit, en conclusion, à identifier le dommage direct avec le dommage prévisible. Cette solution se fonde sur une confusion très poussée des notions de faute et de cause et c'est en cela qu'elle semble contestable.

S'il peut être délicat dans certains cas de bien distinguer l'une de l'autre la faute et la cause, nous ne pensons pas que cette difficulté puisse permettre de proposer une formule générale qui consacre leur confusion. C'est là pourtant ce que paraissent faire M. Esmein et aussi, dans une certaine mesure, M. Savatier, que l'analyse du lien de causalité ramène toujours à l'idée de faute et d'obligation violée.

Le point discutable n'apparaît pas très nettement dans le système de M. Esmein. On le saisit mieux dans l'argumentation plus détaillée présentée par M. Savatier et, en particulier, dans l'une de ses formules que nous avons déjà citée et qu'il nous faut maintenant rappeler. L'éminent professeur part de l'hypothèse de la faute d'imprudence ou de négligence et il affirme à juste titre que, dans ce cas, l'auteur ne peut être en faute si le dommage était imprévisible.

Mais, à notre sens, il va trop loin en écrivant que le lien de causalité « se fond avec la reconnaissance de la faute ».

Un dommage est-il prévisible pour l'agent au moment de son acte ? Il en sera responsable car il avait le devoir de s'abstenir et c'est cela qui rend son agissement fautif. Le dommage était-il imprévisible au moment de l'acte ? Il n'y a pas de responsabilité parce qu'il n'y a pas de faute. C'est l'idée de faute qui, seule, commande ces deux solutions. La faute est un élément constitutif de la responsabilité, et l'exonération de l'auteur dans le second cas résulte uniquement de l'absence de toute faute.

Cette explication paraît suffisante et la solution se justifie donc sans qu'il soit nécessaire de dire que la faute se confond avec le lien de causalité.

De même, il n'est nullement établi que le critère du préjudice direct se trouve dans l'idée de prévisibilité du dommage. C'est pourtant cela que M. Savatier veut démontrer si l'on s'en tient à ses propositions finales : « Seul donc sera considéré comme une conséquence de la faute le dommage prévisible et évitable lors de celle-ci. Réciproquement sera considéré comme causé par une faute tout dommage que l'agent aurait dû prévoir et éviter » (1).

Supposons, en effet, qu'une partie seulement du préjudice soit prévisible au moment de l'acte incriminé, tandis que d'autres éléments de dommage sont imprévisibles (2), l'auteur de cet acte répondra du dommage prévisible seul et non du dommage imprévisible. Pourquoi ? Parce que précisément son action n'est fautive qu'au regard du dommage prévisible. S'il est exonéré de la réparation du dommage imprévisible, c'est en raison de cette imprévisi-

(1) SAVATIER, article précité, n° 61, p. 472.

(2) Prenons un exemple : un chasseur, dont l'arme porte normalement à une centaine de mètres, tire dans la direction d'une personne qui se trouve à quatre-vingts mètres de lui et la blesse. Par suite de circonstances inexplicables, un grain de plomb atteint une autre personne qui se trouve à plus de trois cents mètres du tireur. Le premier dommage est prévisible au moment où le chasseur tire ; le second ne l'est pas.

bilité même qui retire tout caractère fautif à son acte au regard de ce dommage.

En fait, dans cet exemple, tous les éléments, prévisibles ou non, du dommage peuvent bien se trouver dans un rapport de causalité identique vis-à-vis de l'acte de l'auteur. S'il répond des uns et non des autres, ce n'est pas en vertu de règles tirées du principe de causalité, mais par le seul jeu des règles de la faute.

En d'autres termes, le critère de prévisibilité du dommage est exclusivement utilisé pour savoir si l'acte incriminé mérite ou non la qualification de faute. Dans l'hypothèse de faute de négligence ou d'imprudence, il n'y a pas lieu à la réparation du dommage imprévisible parce que ce caractère du dommage exclut toute faute.

En acceptant la solution dans ses résultats, M. Savatier la justifie autrement : il s'efforce d'y trouver l'application d'une règle causale et il en conclut que le dommage direct est le dommage prévisible. Cette conclusion ne paraît pas s'imposer : dans le cas envisagé, on refuse la réparation du dommage que l'auteur n'a pas pu prévoir, non pas parce que le dommage est indirect, mais, bien plutôt, parce que l'auteur, ne pouvant le prévoir, n'a commis aucune faute en le causant. Ainsi, l'argumentation présentée par M. Savatier dans l'hypothèse de la violation du devoir général de ne pas nuire à autrui, n'est pas inattaquable.

Les objections que nous venons d'exposer atteignent même, par contre-coup, tout l'ensemble du système. En effet, nous avons noté que c'est en étudiant le cas particulier de la faute d'imprudence que M. Savatier a trouvé le critère de prévisibilité du dommage. Quand il s'agit de la violation d'un devoir légal ou moral déterminé ou de la violation d'une obligation contractuelle, M. Savatier propose simplement d'étendre le critère ainsi dégagé. Or, s'il est discutable dans le premier cas, il l'est aussi, *ipso facto*, dans ceux où on l'applique par extension.

Au surplus, les raisons invoquées à l'appui de cette extension ne sont pas absolument convaincantes. M. Savatier fait

appel aux intentions du législateur, mais il ne les rétablit pas par le texte même de l'article 1151 ou par les travaux préparatoires du Code. S'il paraît certain que les auteurs du Code aient voulu asseoir la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect sur une notion de la causalité voisine de la conception vulgaire de la cause, rien n'indique de manière précise qu'ils aient songé plus particulièrement à ce critère de prévisibilité. D'ailleurs, les distinctions à l'aide desquelles M. Savatier parvient à maintenir une différence entre la règle de l'article 1150 et celle de l'article 1151 sont fort ingénieuses, mais elles ne se dégagent nullement, d'elles mêmes, de la confrontation de ces deux textes.

Pour en terminer, si M. Esmein et M. Savatier distinguent le dommage direct du dommage indirect à l'aide d'un critère de prévisibilité, c'est sans doute parce qu'ils ont admis la confusion totale des notions de faute et de cause dans l'hypothèse de faute de négligence ou d'imprudence, mais c'est aussi, du moins on peut le penser, parce qu'ils sont attachés, l'un et l'autre, à un idéal d'équilibre entre la culpabilité et le montant de la réparation, qu'ils peuvent ainsi mieux servir.

Sans écarter définitivement le critère de prévisibilité, il nous paraît difficile de l'accepter sous cette forme. D'une part, en effet, on ne saurait prétendre identifier prévisibilité et causalité : nous concevons parfaitement qu'un homme ait causé un dommage qu'il n'a pas pu prévoir ou ait pu prévoir un dommage qu'il n'a pas causé. D'autre part, les remarques que nous avons faites précédemment sur la distinction de la cause et de la faute nous conduisent à penser qu'il n'existe pas entre elles une confusion telle qu'on soit nécessairement amené à trouver le critère de la causalité, à travers la faute, dans l'idée d'obligation violée. L'idée de prévisibilité du dommage peut être de quelque secours en notre matière, mais il nous semble possible d'en justifier l'application par une argumentation assez différente de celle que MM. Esmein et Savatier ont présentée.

## SECTION III

**La distinction du préjudice direct et du préjudice indirect est fondée sur les difficultés de la preuve**

**Le critère du préjudice direct est un critère de certitude de la causalité**

63. — En étudiant, du point de vue purement théorique, les différents systèmes de la causalité, nous avons été amené à montrer à plusieurs reprises que le problème soulève des difficultés de preuve considérables (1). A supposer qu'on parvienne à dégager une définition du lien de causalité, la question de la preuve peut rester entière. Il ne suffit pas de parvenir à une conception déterminée de la cause, il faut encore en faire application, et donc, acquérir, dans chaque cas, la certitude que sont bien remplies les conditions requises pour que l'on puisse dire qu'il y a relation de cause à effet entre deux faits déterminés.

Nous avons indiqué aussi que les règles de fond et les règles de preuve sont très difficiles à isoler les unes des autres dans cette matière ou, tout au moins, qu'il y a entre elles des réactions réciproques. D'ailleurs, cela s'explique aisément si l'on se reporte aux différents critères de la causalité. S'ils consistaient à exiger que le fait incriminé présentât telle qualité précise, définie, et facilement reconnaissable, pour mériter le titre de cause, la question de preuve serait singulièrement simplifiée. Mais, nous l'avons vu, la plupart des critères proposés restent vagues et flottants, et, pour les appliquer, il faut tenir tout un raisonnement dans chaque espèce de fait où l'on veut les utiliser. Ce raisonnement, sous une forme ou sous une autre, tend toujours à s'orienter vers un certain calcul des probabilités et il n'est pas toujours aisé de parvenir à la certitude désirable.

(1) *Supra*, n° 46.



Cette remarque s'adresse aux deux systèmes dominants, causalité adéquate et équivalence des conditions, qui, en fait de critère, se bornent à nous proposer un certain libellé de la question causale. Notre réponse est le résultat d'une spéculation intellectuelle parfois complexe et sa certitude est toute relative.

Il y a là une source de difficultés que la doctrine n'a pas ignorée, mais à laquelle elle n'a peut-être pas attaché suffisamment d'importance.

C'est sans doute à cette incertitude des solutions, née de l'emploi de la notion de probabilité, que se réfèrent, au fond, les nombreux auteurs qui accordent au juge de très larges pouvoirs d'appréciation pour statuer sur la relation de cause à effet.

D'autres vont plus loin et c'est ainsi que nous avons vu M. Doby expliquer la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect tout à la fois par les principes de la causalité et les règles de la preuve (1).

De même, un autre juriste, M. Dallant, a justement souligné les dangers que comporte à cet égard la théorie de l'équivalence des conditions (2). Selon lui, elle pousse à tenir, dans certains cas, des raisonnements très hasardeux. Sans doute, dit-il, elle peut donner de bons résultats lorsque le dommage est l'aboutissement d'un enchaînement de faits matériels, de causes physiques. Le raisonnement que l'on tient alors reste dans le cadre d'une recherche scientifique » (3). Mais, lorsque parmi les antécédents du dommage se trouvent les actions conjuguées de plusieurs individus, on ne peut songer, le plus souvent, à déceler utilement entre elles un lien de causalité. Par exemple, dans le cas où un individu négligent abandonne son automobile sur une route, sans avoir pris les précau-

(1) DOBY, thèse, pp. 63 et 64.

(2) DALLANT, notes, D. P. 1928.1.99, sous Cass. Civ., 13 déc. 1927 et D. P. 1929.2.95, sous Paris, 5 décembre 1925. Cf. aussi conclusions de M. le Substitut DALLANT, sous trib. Civ. Seine, 7 juillet 1936, *Gaz. Pal.*, 1936.2.551.

(3) DALLANT, note, D. P. 1929.2.95.

tions de sécurité désirables et sans exercer sur elle une surveillance suffisante, si un voleur survient, qui s'empare du véhicule et par maladresse renverse un piéton, il est vain de prétendre établir un lien de causalité quelconque entre la négligence du propriétaire de la voiture et le dommage éprouvé par le piéton. M. Dallant oppose le lien purement matériel de causalité et le lien purement intellectuel. Le premier seul peut faire l'objet d'une recherche sérieuse ; le second n'est souvent que « le fruit de l'imagination » (1). Parfois, assurément, les fautes successives d'agents différents s'enchaînent logiquement et avec certitude, mais, ajoute M. Dallant, il est généralement « dangereux de quitter, pour la recherche des causes d'un dommage matériel, un raisonnement appuyé sur l'enchaînement des événements physiques qui l'ont précédé » (2). Survenant après la faute d'une première personne, l'acte volontaire et conscient d'une seconde personne joue généralement le rôle d'un élément interrupteur du lien causal. Ces distinctions, comme cette théorie de l'interruption de causalité qui s'y rattache, sont, on l'aperçoit, inspirées par la considération des difficultés de la preuve.

MM. H. et L. Mazeaud (3) ont voulu placer cette ques-

(1) DALLANT, note, D. P. 1929.2.95.

(2) DALLANT, *ibid.*

(3) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n<sup>o</sup> 1671 à 1673. pp. 516 et suiv.

Voir sur le système de MM. MAZEAUD : JOATTON, thèse précitée, pp. 86-88.

On peut rapprocher de l'opinion de MM. MAZEAUD, la définition du préjudice direct proposée par M. WALINE (note, D. P. 1934.1.50) qui paraît tenir compte, lui aussi, des difficultés de la preuve : « A notre avis, un préjudice est direct lorsqu'entre le fait reproché et la réalisation du préjudice ne se sont interposés que des événements inéluctables, dont le caractère inéluctable précisément permet d'établir avec la *plus grande certitude*, le lien de cause à effet entre le fait initial et le préjudice. Au contraire, si entre celui-ci et celui-là s'interposent des événements, dont on ne puisse rattacher *avec certitude* la cause au fait reproché, le préjudice cesse d'être direct. Il en résulte que les faits dont l'interposition rend le préjudice indirect seront, en général, des faits humains

tion au tout premier plan et leur système tend à expliquer et à justifier la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect par les difficultés de la preuve en matière de causalité.

Au départ, MM. Mazeaud s'attachent à bien séparer la faute et la cause et ils précisent que la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect doit être étudiée à la lumière du principe de causalité (1).

Examinant alors les différentes théories de la causalité, ils se prononcent en faveur du système de l'équivalence des conditions (2), qui se recommande à eux par sa simplicité et qui leur paraît bien éviter toute confusion entre la faute et la cause. Avec ce système, il ne peut être question de trouver dans l'analyse du lien de causalité un moyen de limiter l'étendue du préjudice et de déterminer le quantum des dommages-intérêts.

Nous avons en effet une tendance toute naturelle à penser que le responsable doit être tenu à la réparation du dommage dans la mesure où il a contribué à le causer. MM. Mazeaud refusent, conformément aux leçons de la théorie de l'équivalence, d'admettre qu'un dommage puisse être dans une mesure variable la conséquence d'un fait déterminé (3). Quand un fait peut être considéré comme la cause d'un préjudice, il l'est pour le tout, et, quand plusieurs événements ont contribué à déter-

ou sociaux qui échappent au déterminisme, ou (ce qui revient pratiquement au même) dont le déterminisme nous est mal connu ; que les faits, dont l'interposition n'empêche pas le dommage d'être direct seront, par contre, les phénomènes naturels dont le déterminisme nous est connu et dont par suite on peut facilement établir le caractère inéluctable. »

M. WALINE présente ce système en étudiant l'hypothèse du recours des administrations publiques. Il expose, dans la suite de sa note, une élégante justification de ce recours par les principes de l'enrichissement sans cause, qui offre l'avantage de couper court à toutes les controverses sur le caractère direct ou indirect du préjudice.

(1) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n<sup>os</sup> 1669-1670.

(2) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n<sup>os</sup> 1439-1442, pp. 336-340.

(3) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n<sup>o</sup> 1427, p. 329.

miner un dommage, chacun d'eux peut être réputé avoir causé le dommage tout entier. Un fait est cause d'un préjudice dès lors que, sans lui, il ne se serait pas réalisé. Il en résulte que la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect ne peut être justifiée par l'idée de force ou d'intensité du rapport causal. Si, donc, cette distinction se rattache au principe de causalité, c'est d'une autre manière.

Le lien de causalité doit être prouvé et certain : la responsabilité ne joue que si nous pouvons en acquérir une certitude suffisante. Or, quand on se place dans des hypothèses où il y a une série de préjudices successifs et une multiplicité de facteurs en action, il arrive qu'on ne puisse plus dire avec certitude si, sans tel facteur précis, tel dommage déterminé se serait ou non réalisé. Un lien de causalité existe peut-être entre eux en réalité, mais nous ne pouvons en avoir une connaissance juridiquement suffisante. Si, en elle-même, la causalité est insusceptible de degrés, il n'en est pas de même de la connaissance que nous en avons. Quand les cas examinés se compliquent, notre certitude va en se dégradant et il est un moment où elle fait place au doute. Il est impossible alors de retenir la responsabilité ; il est difficile aussi de l'écarter, en disant que l'un de ses éléments essentiels fait défaut, parce qu'au fond rien ne nous permet de nier catégoriquement l'existence d'une relation de cause à effet. Entre la certitude suffisante qu'il existe une relation causale et celle qu'il n'en existe pas, se situe une zone neutre à laquelle correspond la notion de dommage indirect. La causalité n'est alors ni établie ni controuvée. Dans ce doute, devant cette preuve insuffisante, il convient de dire que la responsabilité ne jouera pas parce que le préjudice est indirect.

Telle est bien la conclusion à laquelle parviennent MM. Mazeaud (1) : « On est alors à même de préciser ce qu'il

(1) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1673, p. 518. Voir aussi : n° 1671, p. 516 : « Est-ce à dire que les principes de la causalité conduisent à ordonner la réparation des dommages indirects ? Nullement, car, dans la série des préjudices successifs, il y a un moment où nul ne peut plus

faut entendre par préjudice indirect, de marquer à quel point dans la cascade des dommages s'arrête la responsabilité de l'auteur fautif du premier préjudice. Elle cesse dès qu'il n'est plus établi que, sans la faute, le dommage dont se plaint la victime ne se serait pas réalisé. En un mot, l'auteur de la faute initiale ne répond dans la chaîne des préjudices que de ceux qui sont la conséquence certaine, nécessaire, de son acte. L'expression de dommage nécessaire ou de suite nécessaire qu'employait déjà Pothier est préférable à celle de « dommage direct » ou « suite immédiate ». Elle marque plus exactement la nature du lien de causalité qui est exigé et le point où s'arrête la responsabilité du défendeur. Elle ne laisse pas, en effet, supposer que, seul, le premier préjudice doit être réparé ; le deuxième, le troisième, le quatrième, etc, sont susceptibles d'engager la responsabilité de l'auteur de la faute initiale. Il en est ainsi chaque fois qu'ils ont un lien certain de causalité avec cette faute ; mais, plus ils s'éloignent dans la chaîne des conséquences, plus la certitude diminue. »

Mais, comment se caractérise la certitude suffisante de l'existence de la relation de cause à effet ? MM. Mazeaud considèrent qu'on ne peut pousser plus loin la solution du problème : « Il ne faut pas essayer de donner plus de précisions sur cette notion du dommage indirect » (1). Ils reprennent la formule de Giorgi, citée aussi par Demogue, et selon laquelle il y a là une « question de bon sens, plus que de science ».

MM. Mazeaud indiquent toutefois qu'il ne conviendrait pas de voir dans leur système une assimilation entre les dommages directs et les suites probables et prévisibles de la faute. Ils pensent, au contraire, que le préjudice direct se distingue très nettement du préjudice prévisible. Les con-

affirmer avec certitude que, sans la faute, le dommage ne se serait pas produit. A partir de ce moment, l'existence du lien de causalité n'est plus établie, la faute initiale ne peut donc plus être retenue comme cause du préjudice. »

(1) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1673, *in fine*, p. 518.



fondre l'un avec l'autre, ce serait, suivant eux, consacrer la théorie de la causalité adéquate qu'ils veulent rejeter (1). Il suffit donc d'en rester là et d'adopter ce critère de la certitude suffisante de l'existence d'une relation causale. Les deux savants auteurs voient d'ailleurs dans la jurisprudence la consécration de leur théorie (2).

Voilà quel est le système de MM. Mazeaud. Du point de vue logique, il parvient à combiner de manière fort acceptable la théorie de l'équivalence des conditions et la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, puisque cette distinction ne se trouve pas justifiée par une idée de degré dans la causalité, mais bien par une notion de degré dans la certitude que nous pouvons avoir de l'existence d'une relation causale. En outre, il offre l'avantage de mettre très justement en vedette dans cette matière la question de preuve dont l'importance paraît capitale.

Cependant, cette conception présente, croyons-nous, l'inconvénient de laisser une trop grande liberté aux tribunaux en renonçant à apporter plus de précision au critère qu'elle propose.

Est-il d'ailleurs légitime de parler ici de critère ? A la vérité, MM. Mazeaud justifient la distinction du dommage direct et du dommage indirect ; ils font apercevoir clairement sur quelle idée elle repose dans leur conception de la causalité, mais leur système ne permet pas de déterminer facilement dans un exemple quelconque l'étendue du dommage réparable. Selon eux, finalement, un préjudice est direct par rapport à l'un de ses antécédents quand on peut dire avec certitude, ou, du moins, avec une certitude suffisante, que sans cet antécédent le dommage ne se serait pas produit.

Mais, à quoi correspond cette certitude ? Par quels moyens peut-on y accéder ? Nous avons montré qu'en présence de cas complexes, la théorie de l'équivalence des con-

(1) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1673 note 4, p. 518.

(2) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1674 et suiv., pp. 518 et suiv. Voir, spécialement, n° 1675, p. 519 et 1677, p. 521.

ditions se borne à nous recommander une certaine manière de poser la question de la causalité. MM. Mazeaud exigent que notre réponse se fonde sur une certitude suffisante, mais ils ne cherchent, en aucune manière, à définir ce qu'il faut entendre par là, ou, tout au moins, à nous tracer quelques directives générales. Le juge sera-t-il donc libre de se fixer un degré de certitude suffisante à son usage personnel, et d'apprécier si ce degré est atteint dans chacun des cas qu'il examine ? Nous croyons que notre plus ou moins grande certitude se fonde sur un appel à l'expérience que nous avons des choses. Plutôt que de s'en remettre au bon sens pour consulter et utiliser cette expérience, il serait préférable d'essayer de la normaliser et de chercher le moyen de la mettre à profit de manière plus rationnelle.

La notion de prévisibilité ou de probabilité du dommage pourrait bien rendre d'appréciables services à cet égard. MM. Mazeaud l'écartent parce qu'elle leur paraît liée à la théorie de la causalité adéquate qu'ils combattent. Nous allons voir dans qu'elle mesure on pourrait la mettre à profit pour sortir de ces difficultés.

#### SECTION IV

#### Conclusions sur l'étude de la doctrine

64. — Après cet examen des principaux éléments de la doctrine française en matière de préjudice indirect, la tâche de conclure et de prendre parti sur les systèmes que nous avons exposés nous apparaît singulièrement difficile. Aucune des explications que nous avons rencontrées ne s'impose nettement et n'échappe à de sérieuses objections.

Cet embarras est celui que nous avons déjà éprouvé lorsqu'il s'est agi de tirer une conclusion de l'étude des théories de la causalité. Cela se conçoit d'ailleurs puisqu'au fond la question du préjudice indirect n'est qu'un aspect du problème, plus vaste, de la causalité, dont elle reflète

fidèlement les difficultés. C'est à notre impuissance devant la notion de cause que se heurtent toutes les solutions que nous venons de passer en revue, c'est sur elle que s'effritent tous les systèmes. La doctrine l'a d'ailleurs bien senti, puisque la plupart des systèmes déclarent qu'en dernière analyse la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect est surtout une question de fait et d'appréciation. Il faut, en effet, remarquer que la nécessité de reconnaître au juge de larges pouvoirs d'appréciation en cette matière est le trait commun des diverses solutions que nous avons envisagées.

Toutefois, il convient de faire une place à part au système de M. Marteau : s'il laisse la distinction à la discrétion des tribunaux, ce n'est pas parce que le problème causal lui apparaît insoluble. Selon lui, au contraire, la théorie de l'équivalence des conditions est pleinement satisfaisante et résout entièrement toutes les difficultés, mais elle a besoin, pour éviter des responsabilités exorbitantes, d'être tempérée par des pouvoirs d'équité étendus.

Cet auteur mis à part, tous les autres, avec plus ou moins de réticences, finissent par s'en remettre à l'appréciation des juges. C'est elle qui permettra de distinguer la cause de l'occasion, de déceler la cause principale, et de dire, aussi, quel dommage est probable et prévisible. Demogue lui-même, chaud partisan, pourtant, de la théorie de l'équivalence, ne se défend pas d'y avoir recours. C'est également une question d'appréciation, dans l'opinion de MM. Mazeaud, que celle de savoir si l'on a une certitude suffisante de l'existence d'un rapport de causalité entre la faute et le dommage. Par là, selon nous, toutes ces solutions avouent plus ou moins ouvertement que le problème causal ne peut être épuisé. On peut, sans doute, enchaîner des raisonnements et aligner des formules : il est un point au delà duquel nulle progression n'est possible et il faut se contenter d'affirmer qu'il s'agit d'une question de pur fait et de bon sens.

Nous ne possédons pas de définition vraiment pratique

et applicable de la cause. Elle ne se conçoit que dans l'absolu. Nous savons seulement que le principe de causalité est nécessaire à notre entendement, mais personne n'a jamais pu l'enfermer dans une formule juridique définitive (1). Puisque la distinction étudiée met en jeu le principe de causalité, il est normal qu'elle s'arrête au même point et qu'elle se ramène, comme lui, à une question d'appréciation. On en vient alors à se demander s'il n'est pas vain de prétendre prendre parti pour tel ou tel système puisqu'en fin de compte les uns et les autres nous laissent une liberté de décision sensiblement égale. Quand des auteurs proposent des solutions divergentes dans une hypothèse pratique quelconque, chacun d'eux prétend défendre un système déterminé contre d'autres systèmes, mais on peut croire qu'il y a simplement là des appréciations différentes d'un même cas.

65. — Si ces pouvoirs d'appréciation paraissent irréductibles, il nous faut les admettre. Renonçons alors à l'espoir de donner à ces questions des solutions strictes et mathématiques, et ne nous laissons pas prendre à l'illusion que crée l'allure scientifique du principe de causalité (2). Plutôt que de creuser davantage des théories abstraites qui se perdent dans les profondeurs de la philosophie et de la métaphysique, notre objectif doit être d'essayer de canaliser et de diriger cette appréciation, dans le but d'éviter des résultats trop disparates.

A cet égard, nous devons, tout d'abord, envisager le problème avec le désir constant de ne pas confondre la faute et la cause. Par là, nous écarterons un élément susceptible de nuire à la stabilité de notre appréciation. Nous avons envisagé longuement cette question qui paraît avoir été clairement résolue lors de la rédaction du Code. Le

(1) DESCHIZEAUX, thèse, p. 9 : « La notion de causalité est une de ces notions intuitives dont on perçoit fort bien l'importance, mais dont il est difficile de donner une définition logique. »

(2) M. RIPERT (*La règle morale*, n<sup>o</sup> 115-117, pp. 197 et suiv.) nous met en garde contre le caractère séduisant de certains systèmes.

législateur de 1804 aurait voulu édicter en matière de responsabilité des règles sûres et précises. En tout cas, il a manifesté nettement le désir de proscrire la justice d'équité. Il ne faut pas trahir sa pensée en appliquant les textes qu'il a conçus. A ses yeux, la faute ne devait jouer que le rôle d'élément constitutif de la responsabilité et sa gravité ne devait pas servir à déterminer l'étendue de la réparation. Nous ne devons pas admettre alors ce *jus moderandi*, en faveur duquel certains auteurs ont plaidé avec tant de chaleur. Ce sera un premier moyen d'examiner les faits avec plus d'objectivité et d'écarter certaines influences dont l'intervention ne peut que compliquer le problème de l'étendue des dommages-intérêts et rendre plus douteuses ses solutions.

En second lieu, il faut tenter de donner une base à cette appréciation à laquelle tous les systèmes ont recours en dernier ressort. Dans l'idée de cause, il y a deux éléments : la cause précède l'effet dans le temps et elle le commande. Qu'elle le précède, cela ne saurait être contesté par personne et c'est ce qui nous oblige à ne rechercher la cause d'un fait que dans ses antécédents. Quelle le commande, c'est ce que nous comprenons sans pouvoir en aucune manière le définir. Les théories de la causalité font figure de simples hypothèses invérifiables et nous ne pouvons dégager le critère de causalité suffisante, qui, dans l'esprit de l'article 1151, est à la base de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect.

**66.** — Nous n'avons donc guère de prise sur le rapport de dépendance qui existe entre la cause et l'effet, et il est essentiel de remarquer que nous le suivons surtout à travers notre expérience des choses.

A cet égard, il est utile de rappeler que si les philosophes placent le principe de causalité au nombre des principes directeurs de la connaissance, ils ne se sont pas mis d'accord sur sa nature et son origine. Pour les uns, il est certainement une conception *a priori* de notre esprit, un cadre



préexistant de notre intelligence ; pour les autres, il serait seulement une loi que notre conscience dégage de l'expérience du monde extérieur.

Il est évidemment difficile de prendre parti dans cette épineuse controverse, aussi ancienne que la philosophie elle-même. Toutefois, si même l'idée de causalité est innée en nous, ce que nous serions porté à croire, il apparaît que c'est l'expérience qui nous permet de la vérifier et d'en faire usage. Si l'on veut, la notion de cause est une donnée métaphysique première : elle est extrêmement large et elle correspond à un principe tout à fait général qui domine une foule de lois particulières. Cela explique qu'elle ne se ramène pas à une définition pratique applicable dans tous les cas d'espèce.

Nous concevons donc bien la cause, mais, souvent, nous ne pouvons faire jouer le principe de causalité qu'en nous aidant des données de notre expérience. C'est là ce qu'expriment au fond tous les systèmes de la causalité et toutes les théories relatives à la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect quand ils nous renvoient à notre appréciation ou à notre bon sens.

Il convient donc d'organiser de manière rationnelle cette consultation de notre expérience qui reste notre dernière ressource lorsque nous demeurons perplexes devant un cas concret.

En fait, le problème de causalité se pose à nous dans des cas simples et dans des cas complexes.

Dans les cas simples, notre réponse est facile et rapide. Nous n'hésitons pas un instant pour dire que le bûcheron qui frappe un arbre de sa hache est la cause de la chute de cet arbre. Dans un cas comme celui-là, notre expérience entre en jeu, mais c'est presque inconsciemment que nous l'utilisons. Nous répondons immédiatement, parce que nous savons que tout arbre que l'on frappe régulièrement à coups de hache finit par tomber. Dans une hypothèse de cet ordre, toutes les théories de la causalité, quelle qu'elles soient, peuvent justifier la solution adoptée : on pourra

dire que les coups de hache étaient la condition *sine qua non* de la chute de l'arbre ou qu'ils impliquaient une possibilité objective suffisante de cette chute ; certains y verront la cause principale du résultat, d'autres noteront que ce résultat était prévisible et probable. En vérité, peu important en l'espèce toutes ces théories, c'est notre expérience de toujours et notre connaissance de lois élémentaires qui nous renseignent.

Dans les cas complexes, notre réponse est infiniment plus laborieuse. Peut-on rendre responsable d'un accident, imputable au voleur d'une automobile, le propriétaire de cette voiture qui a eu la négligence de l'abandonner sur la voie publique sans prendre de suffisantes précautions de sécurité ? C'est pourtant le même procédé que dans le premier cas qui doit permettre de formuler une réponse. Puisque la causalité est directement insaisissable, puisque le rôle de cause ne correspond pas à une qualité tangible et contrôlable des faits, nous ne la suivrons que par le détour de comparaisons avec les cas que notre expérience a accumulés.

C'est là qu'intervient cette notion de fréquence entre l'antécédent et les conséquents, à laquelle nous avons déjà fait allusion en concluant sur notre seconde partie.

Nous réalisons une sorte de jonction entre les deux caractères de l'effet par rapport à la cause : postériorité et dépendance. Dans d'autres circonstances, nous avons vu se produire le fait dont nous recherchons s'il est causal et nous savons de quels conséquents il est ordinairement suivi. Si, dans tous les cas que nous connaissons, un conséquent se manifeste invariablement à la suite du fait considéré, nous sommes portés à voir dans cette rigoureuse répétition autre chose qu'un simple rapport accidentel de succession. La fréquence totale du conséquent par rapport au fait envisagé nous fait croire justement qu'il y a entre eux une corrélation inéluctable. De la fréquence plus ou moins grande d'un conséquent, nous induisons qu'il y a des chances plus ou moins fortes qu'il existe un rapport de dépendance entre le conséquent et l'antécédent. Notre connais-

sance et notre certitude de l'existence d'un rapport causal sont à l'image de cette notion de fréquence. Comme elle, notre certitude varie et, lorsque nous l'estimerons suffisante, nous tiendrons pour établie la relation de cause à effet.

Ainsi, ce que nous puisons dans l'expérience, ce n'est pas la possibilité d'un dosage de la causalité, c'est seulement l'idée que, suivant les cas, nous pouvons acquérir une certitude plus ou moins grande de l'existence d'un rapport de causalité. En d'autres termes, nous jugeons la causalité sur des présomptions de fait et ces présomptions peuvent être plus ou moins fortes (1).

Ces considérations nous conduisent à nous inspirer, pour expliquer la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, du système défendu par MM. Mazeaud (2). Sans adopter, comme eux, la théorie de l'équivalence des conditions, nous sommes porté à croire qu'on peut bien se borner à ne voir qu'une question de preuve dans la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect.

Tenons pour acquis qu'on ne peut parvenir à une définition précise de la notion de cause. Y a-t-il une hiérarchie causale possible entre les différents entécédents d'un fait, ou bien, faut-il les considérer comme équivalents ? Ce ne sont là que des hypothèses. Quand les difficultés pratiques se posent, nous nous reportons tout naturellement à notre expérience des choses, et celle-ci, par le canal de la notion de fréquence dans la répétition des faits, nous fait accéder à une croyance plus ou moins forte dans l'existence d'un rapport causal. Cette croyance nous paraît-elle suffisante ? Nous retenons la relation de cause à effet et nous en consacrons juridiquement les effets. Nous paraît-elle, au contraire, insuffisante ? Sans pouvoir nier l'exis-

(1) Sur l'utilisation des présomptions comme moyen de preuve en matière de causalité. Cf. LALOU, note, D. P. 1935.2.45, sous Paris, 31 déc. 1934.

(2) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1673, p. 518.

tence du rapport causal, elle nous semble trop douteuse pour emporter des conséquences de droit. C'est précisément à cette connaissance imparfaite que nous avons de la causalité, à cette marge de doute qui sépare la certitude d'un rapport causal entre deux faits de la certitude de leur indépendance, que correspond la notion de préjudice indirect. Ecartant la responsabilité sans nier l'existence de tout rapport de causalité, elle satisfait aux exigences de la situation.

67. — MM. Mazcaud n'ont pas tiré leur solution de cette idée de fréquence que nous avons voulu mettre plus particulièrement en relief, et, pour eux, cette certitude suffisante n'est qu'une question d'appréciation personnelle. A l'aide de l'idée de fréquence, nous pensons pouvoir aller plus loin.

En somme, à la suite d'un fait déterminé, il y a des conséquences qui se manifestent normalement et d'autres exceptionnellement. La suite normale, c'est le *plerumque fit*, c'est celle qui apparaît dans la majorité des cas analogues ou voisins. Il y a alors une fréquence suffisante d'où nous tirons une certitude suffisante de l'existence d'un rapport causal. Par là, on rejoint les critères de prévisibilité et de probabilité du dommage que certains auteurs ont proposés. Ce que l'on prévoit, ce que l'on dit probable, n'est-ce pas ce qui se produit la plupart du temps dans des hypothèses semblables ?

La solution que nous défendons s'apparente à la théorie de la causalité adéquate. Plus exactement, elle utilise, en les vulgarisant et en les transposant sur le terrain de la preuve, les principes de cette théorie.

Ce n'est pas à dire que nous l'adoptons purement et simplement.

Dans l'esprit de ses auteurs et de ses partisans, elle n'est pas seulement une théorie de la preuve, car ils ont paru voir dans la possibilité suffisante ou la probabilité du dommage la règle de fond de la causalité. Cette attitude

nous paraît critiquable et on ne dira jamais trop souvent, à cet égard, que causalité et probabilité ne se confondent nullement.

Ajoutons aussi que la théorie de la causalité adéquate, à l'état pur, ne nous satisfait pas, parce qu'elle est embarrassée de notions obscures et de distinctions impraticables. Aux termes savants mais hermétiques qu'elle affectionne, nous préférons substituer des vocables plus courants ; à sa rigueur extérieure et à son apparente précision, nous préférons l'aveu de solutions empiriques et approximatives.

De même, nous devons indiquer que nous ne reprenons pas le critère de prévisibilité et de probabilité du dommage, tel que M. Savatier et M. Esmein l'ont compris. Nous avons montré, en effet, qu'ils le justifient par l'idée d'obligation violée, en partant d'une confusion entre la faute et la causalité qu'il paraît opportun de repousser.

Dans l'emploi de ces notions de possibilité et de probabilité du dommage, nous ne voyons pas un critère véritable de la causalité, mais seulement un moyen de parvenir à une certitude suffisante de l'existence d'un rapport causal.

Il reste d'ailleurs qu'il n'y a là qu'une solution bien imparfaite. Nous avons déjà dit qu'on ne peut songer à faire entrer les problèmes de responsabilité dans un certain nombre de cas types et leur infinie variété ne peut être que de nature à compliquer notre tâche.

Au surplus, cette solution est une explication plausible de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, mais, en fait, elle est bien loin de nous tirer d'embarras. Il faut renoncer à en attendre des résultats rigoureux et il est bien évident que, dans chaque cas, le juge disposera encore d'une très grande liberté (1). Nous regret-

(1) DABIN, *op. cit.*, n° 149, p. 520 : « Pour se frayer une voie au milieu de ces difficultés, il n'est pas interdit de recourir à quelque science des probabilités, lorsque celle-ci sera au point et adoptée à l'usage auquel juristes et moralistes la destinent. Mais, jamais, la science conjecturale ne remplacera, ici, le jugement et le bon sens : c'est lui qui, en



tons d'avoir à le constater car c'est là l'indice d'un système insuffisant et inachevé.

Au total, nous avons dû, à la suite de nos prédécesseurs, abandonner l'espoir de proposer un vrai critérium de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect. Comme eux, nous constatons que cette recherche se heurte à des impossibilités majeures et nous nous en remettons largement aux tribunaux. C'est l'aboutissement d'une seule difficulté, mais qui est d'importance, celle que M. Ripert a vigoureusement soulignée (1) : l'impossibilité complète où nous nous trouvons de dominer le problème causal.

Nous pensons toutefois avoir situé assez exactement la distinction étudiée sur le plan de la responsabilité civile et nous avons essayé d'orienter un peu l'appréciation qu'elle met en jeu. L'incertitude et l'approximation que comporte encore, dans cette version, la notion de préjudice indirect ne permettent pas de lui reconnaître une bien grande valeur technique, mais, née précisément des difficultés de la causalité, son utilité restera incontestable aussi longtemps qu'elles subsisteront.

définitive, dira — parfois de façon un peu sommaire, avec quelque approximation et, dans les cas limites, quelques chances d'erreur — si et dans quelle mesure le fait de l'homme fut bien la cause du dommage. »

(1) G. RIPERT, *La règle morale*, n° 117, p. 200.

---

## CHAPITRE II

### ETUDE DE LA JURISPRUDENCE

---

68. — Après avoir examiné sur le plan purement théorique la question qui fait l'objet de notre étude pour essayer de mettre en lumière ses difficultés et les intérêts qui s'y attachent, après avoir aussi passé en revue les solutions de la doctrine française, nous avons abordé le dépouillement de la jurisprudence, avec l'espoir d'y trouver une matière copieuse et intéressante, dans le but de chercher à dégager les principes dont peut s'inspirer la pratique judiciaire.

Nous nous sommes heurté, dans cette partie de notre travail, à quelques obstacles que nous devons tout d'abord signaler.

En premier lieu, et s'il n'est pas superflu de le noter, rappelons que les décisions rendues en matière de responsabilité civile sont aujourd'hui légion. Assurément, on ne saurait prétendre les étudier toutes par le menu en se plaçant dans le cadre nécessairement restreint d'une thèse. Nous avons donc dû procéder à un choix pour ne retenir que les espèces nous paraissant présenter un intérêt certain, et il est évident qu'aucun choix ne va à cet égard sans une part d'arbitraire.

En second lieu, le flot quotidien des procès amène devant les tribunaux des cas d'espèce variés à l'infini. Cette diversité rend difficile, autant que dangereux, tout essai de systématisation poussée.

Enfin, si, en principe, dans tout problème de responsabilité se pose la question de l'étendue du dommage et de l'existence d'une relation causale, il convient de remarquer qu'elle ne donne pas lieu en pratique à des discussions amplement étoffées. Bien peu de jugements et d'arrêts parmi ceux, pourtant nombreux, que nous avons consultés contiennent sur ce point des considérants nourris et développés.

D'une affirmation succinctement motivée, d'une constatation, d'une phrase rapide, d'un mot parfois, ils se prononcent sur les graves questions qui nous occupent et dont nous savons la complexité.

On aperçoit alors combien il est délicat de déterminer avec quelque précision l'attitude exacte des tribunaux et, surtout, de dire quel système ils ont adopté (1). Une interprétation que l'on voudrait très approfondie risquerait de devenir divinatoire. C'est ce reproche que nous chercherons à ne pas encourir dans notre étude de jurisprudence, et notre objectif sera seulement de tenter de donner ici une idée aussi exacte et aussi fidèle que possible de l'état de cette jurisprudence telle qu'elle nous apparaît dans les recueils.

Cela précisé, il nous paraît également utile, avant d'entrer dans le vif de cet examen, de rappeler que notre question a été posée et résolue par les tribunaux dans les termes les plus variés.

C'est une remarque que nous avons déjà présentée et qui retrouve ici tout son intérêt. On ne manquera pas, en effet, d'être frappé par la relative rareté des jugements et des arrêts qui se réfèrent, en propres termes, à la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, et même de ceux qui usent des expressions « préjudice

(1) PLANIOL et RIPERT, *Traité pratique*, VII, n° 835, p. 141 ; — H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1423, p. 326 ; — GURX, thèse, pp. 117-8 ; MARTEAU, thèse, p. 165-6 ; — NICOLESCO, thèse, p. 210 ; — PIGNY, thèse, p. 140.

direct » et « préjudice indirect ». Il ne conviendrait pas, sous peine de négliger nombre de décisions intéressantes, de s'en tenir à l'étude de ces seules espèces.

Nous avons montré que la distinction étudiée est susceptible de recevoir plusieurs acceptions différentes. Celle qu'il faut retenir, parce qu'elle est la seule utile, place la distinction sur le terrain de la causalité. Le préjudice, nous l'avons dit, ne peut recevoir une quelconque qualification d'intérêt juridique qu'au regard de la preuve, d'une part, et de la causalité, d'autre part. C'est en ce sens qu'on cherche s'il est certain et s'il est direct. Le but véritable de notre étude est d'analyser cette opposition des adjectifs « direct » et « indirect », qui, à travers une qualification du préjudice, s'appliquent en réalité à la relation de cause à effet. C'est ce but que la doctrine poursuit quand elle entreprend de résoudre la question qu'elle désigne couramment sous le nom de problème du préjudice indirect. Or, les tribunaux n'ont pas souvent repris à leur compte les expressions consacrées de la doctrine en cette matière, et ils parlent plus volontiers de « suites » ou « conséquences directes », de « relation directe de cause à effet », de « cause directe ». Leur terminologie ne doit pas faire illusion. Toutes les décisions dans lesquelles ils emploient le qualificatif « direct », sous une forme ou sous une autre, dans l'intention de le faire porter sur la relation causale, doivent retenir notre attention.

Ces observations préliminaires présentées, il nous semble qu'il convient d'envisager, en premier lieu, une question qui s'impose au seuil de toute étude de jurisprudence : celle du rôle et des pouvoirs de la Cour de cassation. Les solutions du problème que nous avons abordé sont-elles soumises au contrôle de la Cour suprême, ou relèvent-elles, au contraire, de l'appréciation souveraine des juges du fait ? Et, s'il existe un contrôle en cette matière, quelles sont sa nature et sa portée ? C'est seulement dans le cas où la Cour de cassation exerce un contrôle de fond que ses arrêts présentent un intérêt véritable. Elle se réfère alors,

en principe, à des règles de droit explicitement posées dans ses considérants, ou, tout au moins, affirmées de manière implicite dans les solutions qu'elle consacre.

Après avoir tiré au clair cette question préalable et à la lumière des conclusions qu'elle appelle, nous serons mieux en mesure de pénétrer le sens et l'esprit de la jurisprudence et d'en exposer le détail.

## SECTION I

### Le rôle et les pouvoirs de la Cour de cassation en matière de causalité et de préjudice direct

#### § I. — Observations préliminaires sur la censure pour défaut de motifs et de contrôle de fond

##### Leur intérêt respectif

69. — Les arrêts de la Cour de cassation, avons-nous dit, ne peuvent apporter d'enseignements utiles que dans la mesure où elle exerce un contrôle de fond.

Il nous paraît donc opportun d'indiquer tout d'abord et très rapidement ce qu'il faut entendre par ce contrôle de fond.

A cet égard, il convient d'opposer ici le moyen de cassation pris du défaut de motifs à ceux qui font grief aux jugements et aux arrêts d'avoir violé la loi, *stricto sensu*.

L'article 7 de la loi du 20 avril 1810, sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice, classe le moyen pris du défaut de motifs dans l'ouverture à cassation qui résulte de l'inobservation des formes prescrites à peine de nullité. La première raison qui justifie l'obligation ainsi imposée aux tribunaux de motiver leurs décisions est d'ordre purement logique. En effet, il n'est d'opinion digne de ce nom qui ne s'appuie sur des considérations déterminées, et toute décision qui ne porte pas de motifs est suspecte par elle-même.

Voilà pourquoi le texte que nous venons de citer élève



le défaut de motifs à la hauteur d'un vice de forme et en fait, par là même, une cause de nullité péremptoire.

Il en résulte que la Cour suprême peut exercer sur toute décision, quelle qu'elle soit, un contrôle particulier ; il lui appartient d'examiner si elle est motivée et, dans la négative, de sanctionner son irrégularité. Dans ce cas, son rôle consiste seulement à constater la présence ou l'absence de motifs ; il ne s'agit nullement de scruter leur contenu et de se prononcer sur leur pertinence et leur valeur. Ainsi, le moyen pris du défaut de motifs donne lieu à un contrôle en quelque sorte extérieur et purement formel.

Il en va autrement lorsque la Cour doit examiner des moyens qui rentrent dans le cadre des pourvois pour violation de la loi. La loi est la règle de droit que le juge a la mission d'appliquer : elle lui impose des solutions abstraites et générales dont il doit tirer les conséquences dans chaque cas particulier. Dans la mesure où une décision implique la méconnaissance ou la contradiction des dispositions légales, elle n'a pas appliqué le droit, elle a violé la loi et elle encourt la cassation.

Des moyens pris de la violation de la loi *stricto sensu*, résulte donc un contrôle fort différent du précédent. La Cour ne peut le mettre en œuvre sans pénétrer profondément la substance des décisions soumises à sa censure. Le plus souvent, elle doit reprendre dans leur ensemble tous les éléments et tous les faits du procès, tels que les juges du fond les ont souverainement constatés ; elle doit dégager de la conclusion qu'ils comportent la solution de droit qui a été consacrée et c'est alors qu'elle peut vérifier si cette solution est en harmonie avec la règle générale édictée par la loi. Il ne s'agit plus là d'un contrôle formel, mais bien de ce que l'on peut appeler un véritable contrôle de fond.

Il convient d'ajouter que, si, dans certains cas, les deux ouvertures à cassation que nous étudions sont nettement distinctes et donnent lieu à des techniques de contrôle très

différentes, le plus souvent, elles sont mises en jeu concurremment. Notons, en effet, que le contrôle pour violation de la loi impose fréquemment l'examen des motifs des décisions attaquées : il convient dans ce cas, non pas seulement de constater la présence ou l'absence de motifs, mais encore de juger de leur valeur au fond.

Si donc, les tribunaux ont l'obligation de motiver leurs décisions, c'est sans doute pour cette raison initiale qu'en bonne logique toute décision doit être motivée, mais c'est aussi parce que, faute de motifs, la rectitude d'un jugement échapperait à toute possibilité de contrôle. C'est en ce sens, d'ailleurs, que la Cour suprême casse les jugements et les arrêts qui lui apparaissent insuffisamment motivés, car l'insuffisance de motifs ne lui permet pas d'exercer son contrôle de fond. De la sorte, quand la Cour de cassation se reconnaît un droit de contrôle au fond en une matière déterminée, l'obligation pour les juridictions inférieures de motiver leurs sentences prend un sens nouveau ; elle se fait plus précise, plus impérieuse, et répond à deux ordres différents de considérations.

Ces quelques observations montreront ce qu'il faut entendre par le contrôle de fond de la Cour suprême. Elles justifieront aussi, pensons-nous, notre affirmation initiale que ses arrêts ne présentent d'intérêt véritable que dans la mesure où elle exerce effectivement un tel contrôle.

En effet, si elle se borne à exiger, du point de vue purement formel, que toute décision soit motivée, elle ne sera jamais amenée à se prononcer sur les solutions de fond : elle n'aura pas à interpréter la loi ou à proposer une règle applicable dans le silence de la loi. Vérifiant au contraire le bien fondé des jugements, elle devra prendre parti dans les controverses qu'ils tranchent. Dans son rôle régulateur, la Cour de cassation tendra à imposer une thèse déterminée : on pourra parler de sa jurisprudence sur une question et y chercher l'orientation de la pratique judiciaire.

70. -- Ces deux variétés de contrôle sont-elles possibles

à l'égard du problème de la causalité et de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect ?

Point de doute en ce qui concerne la nécessité dans laquelle se trouvent les juges du fond de motiver leurs décisions. Pour que puissent jouer les règles de la responsabilité civile, trois éléments indispensables doivent être réunis : un fait impliquant responsabilité, un dommage et un rapport de cause à effet entre ce fait et ce dommage. Par conséquent, un tribunal ne peut déclarer un individu responsable sans indiquer clairement que ces trois conditions sont remplies. Qu'il omette de le faire, qu'il néglige en particulier de mettre en évidence l'existence d'une relation de cause à effet, son jugement encourra le reproche de comporter un défaut total ou partiel des motifs et la cassation pour vice de forme sera inévitable. Sur ce premier point, la réponse s'impose d'elle-même : le contrôle de « motivation » doit jouer sans difficulté en notre matière.

La Cour de cassation est-elle allée plus loin ? S'est-elle reconnue compétente pour vérifier le bien fondé des décisions qui lui sont soumises en tant qu'elles statuent sur la causalité et le caractère direct du préjudice ?

Assurément, il ne saurait être question de retirer aux juridictions inférieures le pouvoir souverain qui leur appartient de constater l'existence des faits qui constituent le cadre des procès. Cette souveraineté les autorise-t-elle à décider librement qu'il y a ou non une relation de cause à effet entre deux faits et que le préjudice est ou non direct ? En d'autres termes, examiner la question de la causalité, est-ce envisager un élément de fait particulier de chaque litige ou n'est-ce pas, au contraire, faire application d'une règle générale à des cas d'espèce ?

Si la seconde proposition de cette alternative est exacte, on conçoit comment pourrait se justifier et s'organiser un contrôle de fond de la Cour de cassation sur la solution de ces questions.

S'il faut voir dans la causalité une conception générale mise à contribution dans chaque cas particulier, ne peut-

on pas dire que, dans la mesure où le droit se l'approprie, elle devient une notion juridique et que les principes qui la régissent s'incorporent, en quelque sorte, à la règle de droit ? Quand les juges déclarent qu'un fait est la cause d'un autre, ils appliquent ces principes : on peut se demander s'ils en ont une vue exacte et s'ils en tirent des conclusions correctes. Ces deux questions viennent tout naturellement à l'esprit puisque les théoriciens ont présenté de multiples systèmes de la causalité et ne sont pas toujours d'accord sur les solutions de détail que chacun d'eux peut commander. La Cour de cassation pourrait donc, semble-t-il, sans sortir du rôle qui lui est dévolu, prendre parti en cette matière. Recueillant les faits constatés par les juges du fond, elle pourrait s'arroger le droit de vérifier l'appréciation qui en a été faite, pour contrôler la qualification qu'ils ont reçue au regard de la causalité.

Ainsi, deux variétés de pourvois sont concevables en matière de causalité et de préjudice direct : le pourvoi pour défaut de motifs et le pourvoi pour violation de la loi.

Le premier ne paraît pas devoir être très fréquent. Fort heureusement, les jugements privés, partiellement ou totalement, de motifs ne sont que de rares curiosités juridiques. En outre, le requérant ne pourra, le plus souvent, asseoir un espoir bien sérieux sur un moyen de cette nature. Il s'agit, en effet, d'un recours pour vice de forme : le défaut de motifs cachera d'ordinaire plutôt une simple omission qu'une erreur profonde de décision, et, de la sorte, les chances de succès au fond apparaîtront bien minces devant la juridiction de renvoi.

Par contre, l'autre pourvoi, s'il est recevable, sera susceptible de présenter des avantages infiniment plus appréciables. On pourra utilement le tenter dans tous les cas où les juridictions inférieures se seront prononcées sur une relation de cause à effet : à coup sûr, le sort entier du procès sera remis en question, et avec quelques chances de succès, puisque la difficulté est des plus épineuses.

**§ II. — La censure pour défaut de motifs  
en matière de causalité et de préjudice direct**

**71.** — Les pourvois qui font valoir le moyen de nullité pris du défaut de motifs sont sans nul doute recevables et la Cour suprême ne manquera pas d'y faire droit s'ils sont fondés. Personne n'a jamais contesté, en notre matière, l'exercice par la Cour de cassation de ce contrôle formel de « motivation ». C'est un point indiscutablement acquis que les juges doivent examiner la question de l'existence d'une relation de cause à effet ou, si l'on veut, du caractère direct du préjudice, et l'obligation leur incombe d'en faire mention dans leur décision (1). L'étude des arrêts nous révèle que la Cour s'est prononcée nettement en ce sens à plusieurs reprises. Cependant, comme il y avait lieu de le prévoir, les décisions de ce type ne sont pas très nombreuses, car ce moyen n'a pas été souvent soulevé à l'état pur. Une rapide consultation de la jurisprudence de chacune des Chambres de la haute juridiction est suffisamment édifiante et permet de trouver quelques bons exemples (2).

(1) BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, *op. cit.*, XV, n° 2873. — DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n° 461, *in fine*, p. 123 ; — JOSSERAND, *Cours*, II, n° 448, pp. 239-40 ; — Gabriel MARTY, *La distinction du fait et du droit. Essai sur le pouvoir de contrôle de la Cour de Cassation sur les juges du fait*, thèse, Toulouse, 1929, n° 129, p. 251 ; — H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1423, p. 326 et III, n° 2207, *in fine*, p. 235 ; — NICOLESCO, thèse, pp. 116 et 138-139 ; — PLANIOL et RIPERT, *Tr. Elém.*, II, n° 869, p. 310 ; — PLANIOL, RIPERT et Paul ESMEIN, VI, n° 538.

Voir aussi : Jean BOSC, thèse précitée, p. 254 ; — P. FABREGUETTES, *La logique judiciaire et l'art de juger*, Paris, 1914, p. 364, 5°. en note ; — FUZIER-HERMAN, XXXI, v° *Resp. Civ.*, n°s 461 et 462 et Suppl<sup>t</sup>, XI, n°s 461-462 bis ; — *Rép. Prat. Dalloz*, v° *Resp. Civ.*, X, n° 283.

(2) Ce contrôle est également consacré par un arrêt des Chambres Réunies du 10 mai 1886, S. 1886.1.380. Pour la Chambre des Requêtes, voir, outre les décisions ci-dessous analysées, et tant en matière contractuelle qu'en matière délictuelle ou quasi délictuelle : Cass., Req., 20 nov. 1871, D. P. 1872.1.124 ; — 14 fév. 1876. S. 1876.1.112 ; — 26 nov. 1877,



A) Le puits du sieur Favreau ayant été contaminé par des infiltrations provenant d'une fosse appartenant à son voisin Vandangeon, ce dernier fut condamné à des dommages-intérêts, par jugement du Tribunal civil de Bressuire du 12 mai 1891. Saisie d'un pourvoi, la Chambre des requêtes le rejetait dans les termes que voici le 7 février 1894 (S., 1898.1.278).

«... Attendu que ne se bornant pas à faire ressortir le préjudice éprouvé par Favreau, le jugement attaqué a relevé et précisé que le fait matériel imputable à Vandangeon constituait une faute de la part de ce dernier, et *a établi la relation de cause à effet* entre cette faute et le préjudice constaté ;

« Attendu, en effet, que ledit jugement déclare que, des affirmations et de certaines constatations par lui énumérées, il est raisonnable de conclure qu'avant la réparation effectuée par Vandangeon, sa fosse n'était pas suffisamment étanche, et laissait filtrer à travers le mur mitoyen des matières qui ont corrompu le puits de Favreau ; que, dès lors, par sa négligence, Vandangeon a

D. P. 1878.1.118 ; — 2 déc. 1884, D. P. 1885.1.423 ; — 21 oct. 1895, D. P. 1896.1.123 ; — 21 juin 1897, D. P. 1897.1.537, *Concl. av. gén.* DUVAL, note DUPUICH ; — 10 mai 1898, S. 1898.1.398 ; — 10 déc. 1900, D. P. 1901.1.360 ; — 11 juin 1903, S. 1906.1.179 ; — 9 janv. 1907, D. P. 1910.1.215 ; — 30 juin 1907, D. P. 1907.1.315, note M. P. ; — 28 oct. 1907, D. P. 1910.1.148 ; — 5 juill. 1909, S. 1910.1.589 ; — 24 janv. 1910, S. 1913.1.239 ; — 9 mai 1911, S. 1911.1.495 ; — 21 mai 1912, D. P. 1914.1.16 ; — 16 juin 1914, D. P. 917.1.194 ; — 18 mai 1925, *Gaz. Pal.* 1925.2.321 ; — 17 mars 1926, S. 1926.1.371 ; — 19 déc. 1927, S. 1928.1.177, note H. MAZEAUD ; — 16 janv. 1928, S. 1928.1.180 ; — 5 fév. 1929, S. 1929.1.247 ; — 4 juin 1934, D. H. 1935, *Som.* 7 ; — 2 juill. 1935, D. H. 1935.443.

Tous ces arrêts peuvent être cités à titre d'exemples du contrôle de « motivation ». Cependant, nombre d'entre eux ont été rendus sur des pourvois complexes et certains paraissent prendre parti sur la possibilité d'un contrôle de fond. De même, beaucoup de décisions citées plus loin à propos du contrôle de fond impliquent aussi le contrôle formel de « motivation ».

causé un préjudice à Favreau et qu'il est dû à ce dernier réparation de ce préjudice ;

« Attendu qu'il y a dans ces énonciations du jugement confirmé par le tribunal civil de Bressuire *une constatation formelle*, non seulement du préjudice, mais de la faute de Vandangeon *génératrice* de ce préjudice, et que c'est en s'appuyant sur ces constatations que le jugement attaqué prononce contre Vaudangeon une condamnation à des dommages-intérêts... »

Dans cet arrêt, pour rejeter le pourvoi, la Chambre des requêtes se borne à noter que le jugement attaqué porte constatation formelle de l'existence des trois éléments constitutifs de la responsabilité et, en particulier, de la relation causale.

Le 15 mars 1909 (S. 1910.1.185, note Bourcart), la même Chambre exerçait en matière contractuelle un contrôle du même ordre. Un marchand qui avait expédié des bestiaux par chemin de fer avait assigné la Compagnie de l'Ouest pour se faire indemniser de la perte d'une vache, piétinée en cours de route par les autres animaux qui s'étaient détachés. Le Tribunal de commerce de Caen, dans son jugement du 27 novembre 1907, relevait que l'expéditeur avait commis une faute en n'accompagnant pas ou en ne faisant pas accompagner ses bestiaux, et décidait que cette inexécution du contrat par le demandeur était la cause directe de l'accident survenu à la vache. Le pourvoi soutenait qu'il n'était pas constaté d'une manière suffisamment précise par le jugement que l'omission de l'expéditeur avait été la cause directe de l'accident. La Chambre des requêtes juge, dans son arrêt, « ... que, recherchant ensuite les causes de l'accident, les juges l'ont attribué au défaut de surveillance de Bordeaux ou de ses préposés qui, s'étant dispensés d'accompagner leurs bestiaux, n'ont pu les rattacher pendant le voyage ; *que cette constatation de la faute de l'expéditeur et de la relation directe entre cette faute et l'accident* autorisait les juges du fond à dégager la Compagnie de l'Ouest de toute responsabilité. »

Citons encore l'arrêt de la même Chambre du 27 novembre 1911 (S. 1915.1.113, note L. Hugueney), qui paraît bien être l'un des plus typiques. Le pourvoi, dirigé dans cette espèce contre l'arrêt de la Cour de Paris du 11 janvier 1909, articulait, en propres termes, que les juges du fond n'avaient pas constaté la relation de cause à effet entre la faute et le préjudice. La Cour de Paris avait retenu la responsabilité d'une agence de renseignements, à raison d'une erreur qu'elle avait commise et à laquelle un client attribuait l'insuccès des opérations qu'il avait traitées. La Chambre des requêtes relève dans l'arrêt attaqué la phrase constatant la relation causale et elle en conclut qu'il est dûment motivé :

«... Attendu d'autre part, que, *contrairement à ce que soutient le pourvoi, l'arrêt attaqué n'a point omis de constater une relation de cause à effet* entre le préjudice allégué et le fait retenu comme constitutif de la faute ; que le Tribunal, dont les motifs ont été adoptés en appel, a déclaré que, « rassurés par le second document, May, Meyer et C<sup>ie</sup> ont fait les opérations sollicitées par leur client, et ont subi des pertes... »

B) Le contrôle de « motivation » apparaît avec la même netteté dans les arrêts de la Chambre civile (1).

(1) Voir, aussi, outre les arrêts analysés : Cass. Civ., (rejet), 2 août 1876, D. P. 1878.1.36 ; — 20 juill. 1898, D. P. 1898.1.421 ; — 17 juill. 1917, 2<sup>e</sup> esp., D. P. 1917.1.133 ; — Cass. Civ., (Cass.), 16 déc. 1845, D. P. 1846.1.41 ; — 19 août 1874, D. P. 1876.5.388 ; — 19 mars 1888, S. 1890.1.397 ; — 23 déc. 1889, 1<sup>re</sup> esp., S. 1891.1.321 ; — 26 nov. 1890, D. P. 1891.1.18 ; — 5 mai 1896, S. 1896.1.345 ; — 30 mars 1908, D. P. 1910.1.255 et observations de M. RIPERT, *Rev. Crit.* 1911, p. 133 ; — 21 fév. 1912, D. P. 1913.1.294 ; — 17 juill. 1917, 1<sup>re</sup> esp., D. P. 1917.1.133 ; — 11 déc. 1935, S. 1936.1.88.

Ces arrêts appellent la même observation que ceux de la Chambre des Requêtes : certains d'entre eux, sans être très nets, impliquent, semble-t-il, plus qu'un contrôle purement formel de motifs. Inversement, la plupart des arrêts que nous citons plus loin en étudiant la question du contrôle de fond de la Cour de Cassation impliquent également le contrôle de « motivation ».

Le 14 mars 1892 (D. P. 1892.1.343), elle casse un jugement du Tribunal de commerce de Quimper en formulant un attendu de principe :

«... Attendu que le jugement attaqué pour justifier sa décision, devait, non seulement *constater* le préjudice, mais encore *l'existence du lien qui rattachait le préjudice à la faute* de la Compagnie ;

Attendu qu'il ne contient pas cette dernière constatation... » ;

De même, elle casse, le 8 février 1909 (S. 1909.1.408), un jugement du Tribunal de commerce de Bordeaux qui condamne une Compagnie de chemin de fer à verser des dommages-intérêts au destinataire d'un colis, sans constater que la faute de la Compagnie — inobservation des prescriptions de l'article 106 du Code de commerce, relatives à la vente d'urgence des objets refusés — a été la cause du préjudice allégué.

C). Cette attitude est également celle de la Chambre criminelle (2). C'est ainsi, par exemple, qu'elle casse, le 14 décembre 1928 (D. P. 1930.1.123), un arrêt de la Cour d'appel de Lyon, dans lequel n'avait pas été examinée la question de savoir si le dommage présentait un caractère direct. Cette décision allouait des dommages-intérêts, en réparation de dégâts matériels subis par sa voiture, à la victime d'un accident, constituée partie civile sur une poursuite pour blessures par imprudence. La Chambre criminelle indique «... qu'en statuant comme elle l'a fait, *sans avoir recherché si les dégâts matériels qu'elle retenait pour accorder des dommages-intérêts pouvaient être considérés comme constituant une conséquence dommageable directe* du délit de blessures par imprudence, la Cour d'appel n'a pas donné une base légale à sa décision. »

(1) Voir, aussi, outre l'arrêt analysé : Cass. Crim., (rejet), 9 juill. 1926, D. H. 1926.534 ; — 23 déc. 1927, *Gaz. Pal.* 1928.1.207.

Il conviendrait d'ajouter ici nombre des arrêts que nous citons plus loin à propos du contrôle de fond.

Aucun doute ne subsiste donc sur ce point. La Cour de cassation exige et a toujours exigé la constatation par les juges du fond de l'existence d'un rapport causal et, qui plus est, d'un rapport direct de cause à effet entre la faute et le dommage. Aucune formule sacramentelle ne leur est imposée, mais il doit néanmoins résulter de leur décision qu'ils ont envisagé la question du lien de causalité et qu'ils s'expliquent assez clairement sur son existence.

**§ III. — Le contrôle pour violation de la loi  
en matière de causalité et de préjudice direct**

72. — La doctrine ancienne enseignait couramment qu'il appartenait aux tribunaux inférieurs de statuer en toute liberté sur l'existence et les qualités de la relation de cause à effet, élément fondamental de la responsabilité civile (1). Suivant elle, la Cour de cassation devait se borner à exiger que les décisions rendues en cette matière fissent mention de l'existence ou du défaut de cette relation.

Aujourd'hui, personne ne conteste plus que la Cour suprême soit intervenue en cette matière pour y exercer un contrôle de fond véritable. On a d'ailleurs vu là, très justement, une nouvelle manifestation du désir de la Cour de cassation d'étendre toujours davantage son contrôle sur l'application du droit des obligations.

Toutefois, les auteurs ne sont pas d'accord sur l'état actuel de la jurisprudence et sur la portée exacte du contrôle qu'elle révèle. Sans doute, ils admettent très généralement que ce contrôle a été instauré en 1895 par la Chambre civile. Nombreux cependant sont ceux qui pensent que la Chambre des requêtes, après avoir marqué une sérieuse résistance, n'y serait pas encore entièrement acquise de

(1) DURANTON, *op. cit.*, XII, n° 482, p. 465 ; — DEMOLOMBE, *op. cit.*, XXXI, n° 673, p. 577 et n° 684, p. 588 ; — HUC, *op. cit.*, VII, n° 150, p. 214 ; — BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE, *op. cit.*, XV, n°s 2873 et 2880 ; — BOSC, thèse, p. 254. Voir, aussi, PIGNY, thèse, p. 17.



telle sorte que subsisterait, à l'heure présente, un conflit de jurisprudence (1). Certains même affirment qu'elle a toujours continué de se refuser à examiner le bien fondé des décisions à elle soumises, en ce qui concerne la préjudice direct et la relation de cause à effet (2). Au surplus, si quelques-uns estiment que la Cour de cassation exerce ce contrôle dans son entier et se reconnaît le droit de vérifier complètement tout ce qui a trait à l'existence et aux caractères du rapport de causalité (3), d'autres, au contraire, soutiennent que, malgré les pouvoirs qu'elle s'est arrogés, elle laisse néanmoins une pleine souveraineté aux juges du fait pour dire de la relation causale et du préjudice s'ils sont ou non directs (4).

La divergence de ces opinions, comme aussi l'examen même des arrêts, nous incite à la prudence. Il y a des arrêts qui sont tout à fait nets et qui traduisent clairement l'attitude de la Cour suprême : parfois, elle a refusé catégoriquement de se livrer à l'examen de ces questions ; parfois, au contraire, elle a expressément accepté qu'on les soumit à sa censure. A côté de celà, bien des décisions apparaissent

(1) FRÉJAVILLE, *Les pouvoirs des juges du fait en matière de responsabilité civile*, Sem. Jur. 1934, p. 657.

(2) GARDENAT et SALMON-RICCI, *op. cit.*, n<sup>os</sup> 138 et 130 ; — H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, III, n<sup>o</sup> 2210, p. 239 ; — MARTY, thèse, n<sup>o</sup> 129, p. 251.

Voir aussi : note anonyme, sous Cass. Civ., 28 fév. 1912, S. 1913.1.129 ; — *Rép. Prat. Dalloz*, X, v<sup>o</sup> *Resp. Civ.*, n<sup>o</sup> 284 ; — FUZIER-HERMAN, XXXII, v<sup>o</sup> *Resp. Civ.*, n<sup>o</sup> 1078 et *Supp.*, XI, *eod.* v<sup>o</sup>, n<sup>o</sup> 1078.

(3) FABREGUETTES, *op. cit.*, pp. 363 et s. ; — GARDENAT et SALMON-RICCI, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 138 ; — RIPERT, *La règle morale*, n<sup>o</sup> 115, p. 197 ; — H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, III, n<sup>o</sup> 2210, p. 239 ; — DOBY, thèse, p. 60 ; — HUBERT, note, S. 1926.1.129.

(4) DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n<sup>o</sup> 371, p. 10 (voir, cependant III, n<sup>o</sup> 268, pp. 447-449) ; — LALOU, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 28 ; — JOSSERAND, comparer : *Cours*, II, n<sup>o</sup> 448 pp. 239-240 et *Transports*, n<sup>os</sup> 616, p. 591 et 905, pp. 745-746 ; — BONNECASE, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 519, p. 440 ; — PLANIOL et RIPERT, *Traité Élémentaire*, n<sup>os</sup> 249, pp. 98-99 et 869, p. 310 ; — *Traité Pratique*, VII, n<sup>o</sup> 860 ; — MARTEAU, thèse, p. 224.

Voir aussi : FUZIER-HERMAN, IX, v<sup>o</sup> *Cassation*, n<sup>os</sup> 4105-4106 et XVIII, v<sup>o</sup> *Domages-intérêts*, n<sup>o</sup> 279.

moins précises et donnent lieu à des interprétations contradictoires et hypothétiques. Il est difficile, en tout cas, d'affirmer que l'évolution a été continue, régulière et dirigée. Si l'on peut se faire une opinion assez exacte sur l'état de choses actuel, il reste que l'histoire de cette jurisprudence, souvent dominée par un empirisme fort explicable et ponctuée d'hésitation, n'exclut pas les lignes brisées.

**73.** — A) La Chambre des requêtes a, maintes fois, nettement refusé d'examiner l'application faite par les juges du fond des règles de la causalité et du préjudice direct. Cela résulte d'une importante catégorie d'arrêts (1), appartenant sensiblement au même type, dont certains ont été rendus sur des pourvois qui soulevaient explicitement le moyen de violation de la loi *stricto sensu*. Si leur leçon n'est pas douteuse, la chronologie de ces arrêts ne permet pas de dire qu'ils sont groupés dans une période bien délimitée. Tout au plus, peut-on remarquer qu'ils jalonnent assez irrégulièrement la jurisprudence de cette Chambre et qu'ils ont été plus fréquents à certaines époques. Relative-

(1) Voir, outre les arrêts analysés : Cass. Req., 25 juin 1867, D. P. 1868.1.74 ; — 18 déc. 1867, D. P. 1868.1.45, note BRESILLION et rapp. cons. D'OMS ; — 28 mars 1876, D. P. 1876.1.487 ; — 7 fév. 1877, D. P. 1877.1.476 ; — 27 fév. 1878, S. 1878.1.323 ; — 18 oct. 1886, S. 1887.1.16 ; — 11 mai 1891, D. P. 1892.1.215 ; — 9 juill. 1891, D. P. 1894.1.173 ; — 7 mars 1892, D. P. 1892.1.502 ; — 16 mai 1892, D. P. 1892.1.348 ; — 12 déc. 1893, D. P. 1894.1.211 ; — 10 janv. 1899, S. 1899.1.412 ; — 5 nov. 1900, D. P. 1900.1.554 ; — 15 avril 1908, S. 1910.1.97, note CHARMONT ; — 5 août 1912, S. 1914.1.427 ; — 23 déc. 1912, D. P. 1914.1.304 ; — 27 fév. 1922, *Gaz. Pal.* 1922.1.753 et note DEMOGUE, *Rev. Trim.* 1922, p. 629 ; — 28 mars 1922, S. 1922.1.343 ; — 26 fév. 1923, *Gaz. Pal.* 1923.2.161.

Voir, aussi, dans ce sens, quoique moins nets : Cass. Req., 31 mars 1885, D. P. 1885.1.406, rapp. cons. ALMERAS-LATOIR ; — 27 juin 1911, D. P. 1914.1.93 ; — 8 nov. 1921, S. 1922.1.251 ; — 27 oct. 1936, S. 1937.1.8.

La majorité de ces espèces concernent la matière de la responsabilité quasi délictuelle.

D'autres décisions consacrant la même solution ont été rendues dans le cadre un peu spécial de la loi du 9 avril 1898 sur la responsabilité des accidents du travail.

ment nombreux XIX<sup>e</sup> siècle, ils se font plus rares par la suite et, depuis une quinzaine d'années, ils sont vraiment exceptionnels.

Ces arrêts reproduisent souvent les mêmes formules : ils portent, d'ordinaire, qu'il appartient aux juges du fond, par leurs constatations souveraines ou par leur appréciation souveraine des circonstances, de se prononcer sur l'existence d'une relation de cause à effet ou sur le caractère direct du préjudice ; quelques-uns même, plus explicites encore, précisent en propres termes que ces questions échappent au contrôle de la Cour de cassation. Quelques exemples montreront mieux leur véritable signification.

Un notaire condamné à des dommages-intérêts envers un de ses clients, à raison d'une faute professionnelle commise dans la rédaction d'un acte, saisit la Cour de cassation d'un pourvoi, que la Chambre des requêtes rejeta, le 3 février 1885 (S. 1887.1.268), dans les termes suivants, qui sont des plus significatifs :

«... Attendu que le pourvoi n'est pas dirigé contre la disposition de l'arrêt attaqué décidant qu'en raison de l'acte passé le 26 septembre 1881 par le défendeur éventuel et la demoiselle Violet devant le demandeur en cassation, alors notaire, celui-ci avait commis une faute professionnelle de nature à engager sa responsabilité ; *que le pourvoi soutient seulement que cette faute n'est pas la cause du préjudice éprouvé par le défendeur éventuel et, subsidiairement, qu'elle n'aurait pas occasionné la totalité du préjudice, et qu'en conséquence, l'arrêt attaqué n'avait pas pu condamner le demandeur à des dommages-intérêts ou qu'il aurait dû, tout au moins, en réduire le chiffre ;*

« Mais attendu que *les juges du fond ont un pouvoir discrétionnaire pour apprécier l'existence et la cause du préjudice dont la réparation est demandée en vertu des articles 1382 et 1383 C. civ., et pour déterminer la mesure de la responsabilité et la quotité de l'indemnité ;*

« Attendu, par suite, qu'en déclarant que *la faute non*

contestée du demandeur en cassation *avait causé un préjudice au défendeur éventuel*, en condamnant le premier à des dommages-intérêts au profit du second, et en fixant le chiffre de ces dommages-intérêts, *la Cour d'appel s'est livrée à une appréciation des faits et circonstances qui échappe au contrôle de la Cour de cassation* ; que sa décision, dont les motifs répondent d'ailleurs à toutes les conclusions du demandeur, n'a ni violé ni faussement appliqué les articles de la loi visés au pourvoi... »

Cet arrêt présente un intérêt tout particulier en ce qu'il s'attache à bien dégager le moyen du pourvoi avant de conclure, sans d'ailleurs procéder au rappel des faits de la cause, à une véritable incompétence de la Cour de cassation.

Le 22 décembre 1908, un agent de l'Administration des Postes payait au guichet du bureau de Bordeaux un mandat de cinq cents francs adressé par Castagnol au Comptoir National d'Escompte, portant une signature illisible précédée des lettres P. P. (pour procuration) ainsi que deux griffes à date du Comptoir. Le mandat avait été détourné par un employé de la banque et celle-ci n'en encaissa pas le montant. Le sieur Castagnol intenta une action contre le Comptoir aux fins de le faire juger responsable de ce détournement. Le Tribunal civil de Bordeaux fit droit à ses conclusions par jugement du 2 mai 1910. Le pourvoi formé par la Banque ne fut pas accueilli par l'arrêt de la Chambre des requêtes du 29 avril 1911 (D. P. 1914.1.48) qui porte l'attendu suivant :

«... Attendu qu'en l'état des faits ainsi constatés, les juges du fond ont pu considérer qu'en rendant possible l'application de cette griffe par un tiers sans mandat, le Comptoir avait commis une faute de nature à engager sa responsabilité, du moment où, *par une appréciation souveraine qui échappe au contrôle de la Cour de cassation*, ils déclarent que « *cette faute est génératrice d'un préjudice pour Castagnol...* »

Ces décisions démontrent amplement qu'en certaines

occasions la Chambre des requêtes a écarté sans examen, en notre matière, le pourvoi pour violation de la loi.

B) Mais, après ces arrêts tout à fait clairs, nous pouvons maintenant en citer d'autres dans lesquels la Chambre des requêtes paraît avoir accueilli ce pourvoi (1).

Notons d'ailleurs que ces décisions, assez rares jusque vers 1929, se sont multipliées par la suite. Du reste, elles sont loin d'être aussi nettes dans leur sens que les précédentes le sont dans le sens opposé et cela peut s'expliquer aisément. En effet, et c'est là sans doute la raison principale de cet état de choses, les seuls arrêts motivés de la Chambre des requêtes sont des arrêts de rejet. Si elle refuse d'examiner les pourvois parce qu'elle estime que les questions soulevées par ces pourvois sont du ressort de l'appréciation souveraine des juges du fond, elle est amenée, nous l'avons vu, à exprimer très clairement ce motif de rejet. Si, au contraire, tout en acceptant de les examiner, elle rejette les pourvois au fond, c'est qu'elle approuve la solution de la décision qui lui est déférée. Elle le fait, d'ordinaire, d'une manière assez discrète et quelquefois même difficile à saisir : dans ce cas, en effet, il n'y a pas lieu pour elle de déclarer expressément que la question est bien de celles qui peuvent lui être soumises.

Ainsi, le rejet pour refus de contrôle est généralement libellé sans équivoque, tandis que le rejet par approbation de la décision attaquée ne se traduit pas nécessairement par des formules aussi explicites (2).

(1) Voir les arrêts suivants, qui paraissent suffisamment nets : Cass. Req., 18 mai 1885, S. 1885.1.473, note LABBÉ et rapp. cons. BABINET ; — 31 mars 1909, S. 1910.1.188 ; — 2 fév. 1910, D. P. 1911.1.386 ; — 28 déc. 1910, S. 1912.1.134 ; — 30 janv. 1911, S. 1915.1.75 ; — 6 mai 1912, *Gaz. Pal.* 1912.2.255 ; — 25 nov. 1924, S. 1926.1.129, note HUBERT ; — 5 avril 1929, S. 1930.1.167 ; — 29 oct. 1929, S. 1929.1.384 ; — 5 nov. 1929, S. 1930.1.166 ; — 24 mars 1931, S. 1931.1.191 ; — 31 mai 1933, S. 1933.1.392 ; — 10 fév. 1936, D. H. 1936.180 ; — 9 nov. 1936, S. 1936.1.376 ; — 30 juin 1937, S. 1937.1.382 ; — 26 oct. 1937, S. 1938.1.23.

(2) Cf. HUBERT, note, S. 1926.1.129 et NICOLESCO, thèse, p. 118 et p. 142.



Quand il y a rejet du pourvoi motif pris de ce que la décision entreprise est bien fondée, la technique de contrôle de la Chambre des requêtes revêt des formes assez particulières qu'il convient de signaler.

En matière de causalité et de préjudice direct, les arrêts qui, à notre sens, impliquent un contrôle de fond se ramènent à deux types un peu différents.

Parfois, la Chambre des requêtes reprend dans leur ensemble tous les éléments de fait du procès, tels que les rapportent les juges du fond ; elle précise qu'ils ont été souverainement constatés par eux et elle en tire une conclusion sur l'existence d'un rapport causal ou sur le caractère direct du préjudice. Cette conclusion est identique à celle qu'en ont tirée, pour leur compte, les premiers juges et c'est par cette identité que se manifeste l'approbation de la Chambre des requêtes. Dans ces cas, puisqu'elle part de faits considérés comme constants pour aboutir à un jugement propre sur la causalité, il paraît possible de dire qu'elle exerce bien un contrôle de fond sur cette notion.

Plus souvent, la Chambre des requêtes relatant les faits constatés par la décision attaquée, donne son adhésion à la solution causale proposée, en se bornant à déclarer qu'en l'état de ces faits, les juges du fond *ont pu juger, induire*, ou même, *juger à bon droit* qu'il y avait une relation directe de cause à effet entre la faute et le préjudice.

Prenons encore quelques exemples.

La première méthode paraît avoir été utilisée dans arrêt de la Chambre des requêtes du 18 mai 1885 (S. 1885.1.473, note Labbé et rapport du Conseiller Babinet). Il s'agit, dans cette espèce, de la responsabilité d'un fondateur de société commerciale actionné en dommages-intérêts par un souscripteur se prétendant spolié par suite d'irrégularités commises dans la constitution de cette société. Ce cas est d'ailleurs assez curieux, car il semble bien que le pourvoi faisait uniquement grief à l'arrêt attaqué de n'avoir pas constaté l'existence de la relation de cause à effet entre les fautes du fondateur et le préjudice allégué. La Chambre des

requêtes reprend rapidement les éléments de fait du procès et, n'examinant pas seulement le point de savoir si la relation de cause à effet a été ou non constatée, elle va jusqu'à statuer sur son existence même, dans des termes tout à fait analogues à ceux dont usent d'ordinaire les juges du fait :

«... Attendu que le pourvoi reproche à tort à la décision attaquée de n'avoir pas constaté si la faute imputée à Welesley était la véritable cause du préjudice allégué par Bolsinger ; attendu qu'il résulte des faits constatés par les juges et non contestés que la société anonyme, dont Welesley a été administrateur, sinon fondateur, a été constituée illégalement, que la souscription intégrale du capital et le versement du quart de chaque action ont été mensongèrement déclarés, et que Welesley a pris part à cette violation de la loi qui a entraîné la nullité de la société ; attendu que Bolsinger, souscripteur d'actions dont il a dû verser le montant, a invoqué à bon droit les principes du droit commun et les principes de la loi spéciale, lorsqu'il a réclamé contre plusieurs administrateurs, dont un seul s'est pourvu en cassation, la restitution des fonds qui auraient dû lui être rendus ou n'auraient pas dû lui être demandés, puisque la condition d'une constitution régulière n'avait pas été remplie ; qu'en effet, la responsabilité des fondateurs et administrateurs dans les sociétés anonymes a été établie expressément par les articles 41 et 42 de la loi du 24 juillet 1867, ainsi que par les dispositions du Code civil au titre « du mandat » ; que l'action de Bolsinger avait donc sa source dans les dispositions du Code civil et les stipulations d'un contrat ; que c'est bien sur ces dispositions qu'est motivée la condamnation prononcée ; que c'est bien la faute de Welesley qui a été la cause du préjudice causé aux souscripteurs par l'absorption de leurs fonds dans une société nulle à l'égard de tous excepté des tiers créanciers ; attendu que de ces faits, il résulte d'une part qu'il n'échet de rechercher si la ruine de la société et sa faillite ont été non occasionnées exclusivement par l'insuffisance du capital primi-

tivement réalisé ou par un concours d'autres fautes ou d'actes de mauvaise gestion... »

Il semble bien que dans cet arrêt la Chambre des requêtes ait effectivement jugé au fond la question de la causalité. Si quelque doute subsistait à cet égard, il se dissiperait à la lecture des observations présentées par le Conseiller Babinet dans son rapport : «... D'autre part, vous avez toujours maintenu que la quotité et l'existence du préjudice étaient appréciées souverainement par les juges, pourvu qu'en droit le préjudice soit causé par la faute. Or, l'article 42 admet sans contredit que la nullité, c'est-à-dire la faute qui a rendu la nullité imputable aux fondateurs, est la cause du désastre dont se plaindront ensuite les tiers et les actionnaires. C'est la loi elle-même qui préjuge cette relation de cause à effet. Le pourvoi la contredit et en fait une lettre morte, lorsqu'il exige que se joigne à la première faute, qui a entraîné la nullité, une autre faute qui aura dissipé le capital social. Il croit qu'il suffit d'indiquer cette hypothèse invraisemblable que, privée d'une partie de son capital, une société peut prospérer sous l'influence du hasard, quoique nulle légalement ».

Remarquons d'ailleurs que cet arrêt date de 1885. Si la signification que nous lui donnons est exacte, on peut douter de l'affirmation selon laquelle le contrôle de la Cour suprême aurait été instauré en 1895 seulement par la Chambre civile (1). Quelques auteurs signalent, par contre, d'autres décisions de la Chambre des requêtes antérieures à 1885, mais elles paraissent bien difficiles à interpréter avec certitude (2).

La seconde méthode de contrôle apparaît assez nettement dans l'arrêt du 5 août 1929 rendu par la Chambre des requêtes en matière de responsabilité pour abordage (S. 1930.1.167).

(1) HUBERT, note, S. 1926.1.129 ; — FRÉJAVILLE, article précité ; — MARTY, thèse, n° 129, p. 251 ; — note anonyme, S. 1913.1.129.

(2) Cf. MARTEAU, thèse, p. 169 ; — NICOLESCO, thèse, p. 118 et pp. 141 et suiv.

La Cour rappelle d'abord les faits :

«... Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que cet abordage est dû à la faute du capitaine du vapeur ; que la mer était en effet calme et la nuit claire, en sorte qu'avec un peu d'attention, il était facile de voir la masse immobile du voilier « Aimé » éclairé par un feu blanc placé à la tête du mât et visible sur tout l'horizon ; que s'il est sans importance que ce feu réglementaire ait pu par moments, suivant les balancements du bateau, être masqué par sa voilure, puisqu'en fait il a été aperçu par le veilleur du « Tchad » dont l'acuité visuelle a été reconnue particulièrement défectueuse, et qui l'a confondu avec une étoile, alors que d'autres marins naviguant dans les mêmes parages l'ont nettement distingué ; qu'en outre l'équipage de l'« Aimé » à l'approche du steamer l'a averti de sa présence en agitant un fanal de tempête conformément aux prescriptions du décret du 9 novembre 1905 ; que malgré cet avertissement, aucun ordre ferme n'a été donné par le capitaine du *Tchad* pour assurer la manœuvre qui eût presque certainement empêché l'accident ; que le vapeur, bien qu'il en ait eu le temps, n'a point dévié sa route, rendant ainsi l'abordage inévitable... ».

Sa conclusion est significative :

« ... Attendu qu'en l'état de ces faits souverainement constatés, l'arrêt attaqué dont les motifs ne présentent aucune contradiction a jugé à bon droit que le patron du voilier *Aimé* n'avait commis aucune faute et que l'abordage était dû exclusivement aux fautes caractérisées du capitaine du *Tchad* qui a négligé de prendre les précautions exigées par les circonstances et d'ordonner les manœuvres nécessaires. »

Dans ces arrêts, comme dans ceux que nous citons en note, nous croyons pouvoir trouver la preuve que la Chambre des requêtes exerce parfois un certain contrôle de fond sur l'existence de la relation de cause à effet. Il se manifeste tant par le souci qu'elle a toujours de partir des faits mêmes du procès, que par l'effort visible qu'elle fait pour suivre et

vérifier, dans la mesure du possible, le raisonnement sur lequel les juges du fond ont construit leur solution causale.

C) Si l'on rapproche ces arrêts des précédents, force est de conclure que la Chambre des requêtes a hésité sur la ligne de conduite qu'elle devait suivre. Il lui est arrivé parfois, après avoir déclaré des pourvois irrecevables, d'accepter qu'on lui en soumit de semblables quelques jours plus tard.

Cette observation se confirme si l'on remarque qu'il existe aussi de nombreux arrêts dont le contenu exact est plus difficile à saisir et qu'on ne peut classer avec certitude dans les catégories précédentes, tant la pensée de la Chambre des requêtes y apparaît voilée et même imprécise. Ce sont, notamment, tous ceux dans lesquels elle déclare qu'une relation de cause à effet est ou n'est pas *établie* par les juges du fait (1). Se livre-t-elle alors à un simple contrôle formel de « motivation » ou, au contraire, ne vérifie-t-elle pas dans une certaine mesure le bien fondé des décisions attaquées ? Quand un pourvoi allègue que les juges du fait n'ont pas établi le rapport causal, se borne-t-il à prétendre qu'ils en ont omis la simple constatation, ou cherche-t-il à susciter l'examen au fond de la question par la Cour suprême ? De ces arrêts, dont l'analyse est hasardeuse, certains semblent se rattacher au contrôle de « motivation » (2), tandis que d'autres paraissent se justifier par un véritable contrôle de fond (3). Les auteurs en donnent souvent les interprétations les plus contradictoires.

L'indécision de la Chambre des requêtes nous laisse deviner son incertitude sur l'opportunité d'un contrôle en cette matière ; elle traduit aussi, sans doute, la difficulté qu'elle éprouve à concevoir clairement la règle que ce contrôle

(1) Cass. Req., 10 mai 1898, S. 1898.1.398 ; — 28 oct. 1907, D. P. 1910.1.148 ; — 5 juill. 1909, S. 1910.1.589 ; — 21 mai 1912, D. P. 1914.1.16 ; — 16 juin 1914, D. P. 1917.1.194 ; — 16 janv. 1928, S. 1928.1.180.

(2) Cass. Req., 26 nov. 1877, D. P. 1878.1.118. — 10 déc. 1900, D. P. 1901.1.360 ; — 9 janv. 1907, D. P. 1910.1.215.

(3) Cass. Req., 2 déc. 1884, D. P. 1885.1.423 ; — 30 juin 1907, D. P. 1907.1.315, note M. P.



doit sanctionner. Une règle de fond précise donne lieu aisément à un contrôle serré et bien délimité ; une règle incertaine ne peut faire l'objet que d'un contrôle embarrassé. Dans le flottement de la jurisprudence de la Chambre des requêtes, se manifeste certainement sa perplexité devant le problème causal. De plus, son désir de contrôler ces questions se heurte aux difficultés de la distinction si fuyante du fait et du droit sur laquelle repose théoriquement l'organisation du contentieux de cassation.

Quoiqu'il en soit, nous pensons qu'à l'heure actuelle, au milieu de tous ces obstacles, elle a marqué ses préférences pour l'exercice d'un certain contrôle et nous ne pensons pas qu'elle doive revenir en arrière.

74. — L'étude des arrêts de la Chambre civile conduit à des conclusions plus nettes que celles que nous venons de présenter sur la jurisprudence de la Chambre des requêtes. Après avoir jadis refusé d'examiner au fond la question de la causalité et du préjudice direct, la Chambre civile a marqué un net revirement et on peut affirmer qu'elle exerce maintenant dans ce domaine un contrôle aussi large que possible.

A) Elle rejetait autrefois les pourvois dans des termes non équivoques, en déclarant que ces questions relevaient de l'appréciation souveraine des juges du fond (1). Quelques arrêts portent à cet égard des formules particulièrement nettes.

On trouve, par exemple, dans l'arrêt du 12 juin 1876 (D. P. 187.1.477), rendu en matière de responsabilité pour abordage, un véritable considérant de principe :

«... Attendu que si, dans le cas d'abordage de navires, le capitaine, par la faute duquel a eu lieu la collision, doit indemniser le navire abordé de tous les dommages qui sont

(1) Cass. Civ., 21 déc. 1875, S. 1879.1.17, note LABBÉ ; — 12 juin 1876, D. P. 1876.1.477 ; — 20 janv. 1880, D. P. 1880.1.382 ; — 16 mai 1881, D. P. 1882.1.347 ; — 14 juin 1887, S. 1890.1.434 ; — 22 nov. 1892, D. P. 1893.1.604 ; — 6 fév. 1894, D. P. 1894.1.192.

une suite directe et nécessaire de l'événement, il n'est pas tenu de réparer le préjudice qui n'est qu'une conséquence indirecte de l'abordage, et qu'il appartient aux Cours d'Appel d'apprécier souverainement, d'après les circonstances de la cause, si le dommage, dont la réparation est demandée, n'a pas en effet, pour cause directe la faute imputable à l'abordeur.... »

Citons aussi un extrait d'un autre arrêt de rejet du 20 janvier 1880 (D. P. 1880.1.382), vanté par tous les auteurs comme l'un des plus caractéristiques ;

« La Cour — en ce qui concerne Cabrié — sur le moyen tiré de la violation des articles 1151 et 1382 du Code civil — Attendu que le jugement attaqué a décidé, en fait, que le dommage éprouvé par Cabrié provient directement de la faute commise par Bras et fils, soit en négligeant de réparer le conduit dont l'obstruction a fait refluer les eaux de la tannerie, soit en rendant ces eaux nuisibles pour le jardin voisin en les saturant de matières corrosives ;

« Attendu que cette appréciation de fait est souveraine et ne tombe pas sous le contrôle de la Cour de cassation... » ;

De même, nous lisons dans l'arrêt de rejet du 22 novembre 1892 (D. P. 1893.1.604) ;

«... Attendu que la question de savoir si, dans les circonstances où deux faits se sont successivement produits, le second est la conséquence directe du premier, rentre dans l'appréciation souveraine des juges du fond... »

Tous ces exemples sont évidemment très concluants.

B) C'est en 1895 que l'on situe d'ordinaire le revirement qui s'est opéré dans la jurisprudence de la Chambre civile. Il est exact, en effet, qu'elle a rendu cette année là deux arrêts dans lesquels le changement se manifeste avec une particulière netteté (1). Cependant, il faut signaler qu'elle

(1) Cass. Civ., 4 fév. 1895, S. 1895.1.35 et 7 août 1895, D. P. 1896.1.81, note PLANIOL.

Un auteur refuse de voir dans ce dernier arrêt l'instauration d'un contrôle de fond et explique la cassation par l'existence d'une contradiction

est revenue parfois, assez exceptionnellement il est vrai, à sa manière de voir primitive (1). D'autre part, il semble que le revirement dont il s'agit ait été au moins amorcé avant 1895 (2). C'est d'ailleurs l'opinion de quelques auteurs (3).

Le contrôle de la Chambre civile apparaît clairement surtout dans ses arrêts de cassation, et il emprunte d'ailleurs plusieurs formes distinctes.

Fréquemment, les juges du fond ont fait un exposé complet des faits du procès et ils en ont tiré une conclusion sur l'existence d'un rapport causal ou sur le caractère direct du préjudice. Que cette conclusion paraisse inexacte ou injustifiée à la Chambre civile et la décision sera cassée. C'est ainsi que nous la voyons reconnaître un rapport de cause à effet là où les premiers juges ont nié son existence (4), ou, au contraire, décider que la responsabilité a été retenue à tort, le lien de causalité faisant défaut (5).

dans les motifs. E. FAYE, *La Cour de Cassation*, Paris, 1903, n° 160, p. 179, note 31.

(1) Voir, en matière contractuelle : Cass. Civ., 14 nov. 1900, D. P. 1901.1.153 ; — 6 mars 1913, D. P. 1914.1.61 ; — en matière délictuelle : Cass. Civ., 21 fév. 1898, D. P. 1903.1.400 ; — 13 mars 1900, D. P. 1900.1.588 ; — 27 mai 1908, D. P. 1908.1.459.

Voir, aussi, en ce sens, quoique douteux : Cass. Civ., 22 mai 1905, *Gaz. Pal.* 1905.1.633 ; — 6 janv. 1914, D. P. 1916.1.118 ; — 16 nov. 1936, S. 1937.1.67.

(2) Voir, par exemple : Cass. Civ., 12 janv. 1891, D. P. 1891.1.205 ; — 13 juin 1894, D. P. 1894.1.565.

(3) Cf. MARTEAU, thèse, pp. 168-169 ; — NICOLESCO, thèse, pp. 142 et s.

(4) Voir, en matière contractuelle : Cass. Civ., 2 déc. 1918, D. P. 1919.1.46, 5<sup>e</sup> esp. ; — en matière délictuelle : Cass. Civ., 7 août 1895, D. P. 1896.1.81, note PLANIOL ; — 4 mars 1902, S. 1902.1.224 ; — 10 mars 1902, D. P. 1903.1.403 ; — 13 janv. 1908, S. 1911.1.217, note APPERT et observations de M. RIPERT, *Rev. Crit.*, 1912, p. 195 ; — 28 fév. 1910, S. 1911.1.329, note APPERT et observations de M. RIPERT, *Rev. Crit.*, 1912, p. 195 ; — 14 janv. 1924, D. P. 1925.1.96 ; — 14 mars 1934, D. P. 1934.1.59, concl. av. gén. SENS-OLIVE, note SAVATIER ; — 23 déc. 1936, D. H. 1937.146 ; — 23 déc. 1936, *Gaz. Pal.* 1937.1.599, sous note b.

(5) En matière contractuelle : Cass. Civ., 3 mars 1897, D. P. 1898.1.118 ;

Entre autres, l'arrêt du 23 décembre 1936 (*Gaz. Pal.* 1937. 1.599, sous-note *b*) mérite citation. Il s'agit d'une espèce dans laquelle un recours était exercé contre l'auteur responsable d'un accident dans lequel un agent du Trésor avait reçu des blessures ayant entraîné pour lui une certaine incapacité. L'administration plaidait pour récupérer les frais médicaux qu'elle avait engagés et le traitement qu'elle avait versé à l'agent pendant la période d'incapacité. Déboutée par les juges du fond motif pris de ce que le préjudice allégué était indirect, elle obtint gain de cause devant la Chambre civile.

« ... Attendu que le jugement attaqué déclare irrecevable la prétention du Trésor public comme tendant à la réparation d'un *dommage indirect* n'ayant avec la faute imputée à Arbion *aucun lien de cause à effet* ;

« Mais attendu que les conséquences pécuniaires qu'a pu entraîner pour l'Etat, par le jeu même des règlements, un accident survenu à un de ses agents, présentent bien, dans la mesure où ses obligations ont été rendues plus onéreuses, *le caractère d'un préjudice direct* dont lui est dû réparation... »

Il serait difficile de ne pas admettre devant les termes de cet arrêt que la Chambre civile contrôle le point de savoir si le préjudice est ou non direct.

Le droit de regard de la Chambre civile se retrouve dans des arrêts où elle casse des décisions refusant d'admettre l'une des parties au procès en responsabilité à faire la preuve de certains faits prétendus de nature à éclairer la justice sur la cause du dommage. Si la question de causalité était entièrement livrée à l'appréciation des juges du fond, il leur appartiendrait, de même, de statuer souverainement sur la pertinence des faits cotés en preuve. Or, il n'en est pas ainsi et nous voyons souvent la Chambre civile vérifier le bien fondé de l'appréciation qui a été faite de la perti-

— en matière délictuelle : Cass. Civ., 18 oct. 1926, D. P. 1927.1.101, note ROUAST.

nence de ces éléments de preuve (1). Ce faisant, il ne paraît pas douteux qu'elle se prononce sur la question de la causalité. Qu'un fait, à le supposer établi, ait, selon la Chambre civile, un rapport de causalité avec le dommage, et les juges du fond doivent, sous peine de voir leur décision cassée, permettre aux parties de le prouver.

Dans un arrêt du 4 février 1903 (D. P. 1903.1.378), en particulier, la Chambre civile se livre, de la manière la plus nette, à un contrôle de cette nature. Il s'agit d'une responsabilité pour accident du travail, jugée sous le régime antérieur à la loi du 9 avril 1898. Un jeune ouvrier ayant été blessé au cours de son travail, son père, ès-qualités, cherchait à établir devant la Cour de Bordeaux que l'accident se rattachait à une double contravention de l'employeur, d'une part, au décret du 13 mars 1893, et, d'autre part, à l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892. La Cour de Bordeaux, par arrêt du 8 février 1901, sans vouloir même vérifier en fait l'existence de ces contraventions, jugea que l'accident était imputable à une imprudence du jeune homme sans relation avec les infractions reprochées au patron. Dans les motifs de son arrêt, la Chambre civile trouva l'occasion d'affirmer la réalité du rapport causal méconnu par les premiers juges :

«... Attendu que le sieur François Durepaire *relevait*, à l'appui de sa demande de dommage-intérêts contre les sieurs Teillet, fabricants de papiers de paille à Confolens, et *comme cause déterminante de l'accident* dont son fils Alphonse, alors âgé de 16 ans, avait été victime, *une double contravention*, résultant : 1° de ce que le grand sécheur de l'usine, par lequel celui-ci avait été blessé pendant la nuit du 11 au 12 décembre 1898, n'était enveloppé d'aucun organe protecteur ; 2° de ce que son fils avait été employé

(1) Cass. Civ., 22 fév. 1898, S. 1899.1.492 ; — 30 juill. 1901, *Le Droit*, 30 oct. 1898 et *Gaz. Pal.*, T. Q. 1897-1902, v° *Resp. Civ.*, n° 27 ; — 4 fév. 1903, D. P. 1903.1.378.



à un travail de nuit contrairement à l'interdiction écrite dans l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 ;

« *Attendu qu'il y avait, en l'espèce, une relation nécessaire entre cette double contravention et l'accident survenu ; que, cependant, l'arrêt attaqué déclare qu'il est sans intérêt de rechercher si les deux contraventions articulées ont été réellement commises et dans quelle mesure, elles auraient pu contribuer à occasionner l'accident, par ce motif que, malgré des prohibitions formelles, Durepaire avait voulu accomplir un acte entièrement étranger au travail dont il était chargé ; que l'arrêt attaqué écarte en conséquence la responsabilité du patron ; qu'en statuant ainsi, il a violé les dispositions de loi susvisées...* »

Quelquefois aussi, le contrôle de la Chambre civile prend la forme d'un contrôle de motifs. Il ne s'agit plus alors seulement, comme dans les espèces que nous avons étudiées dans le paragraphe précédent, d'un contrôle formel de « motivation ». Ce qui justifie la cassation, ce n'est pas tant le vice de forme qui résulte péremptoirement de l'absence ou de l'insuffisance de motifs, c'est plutôt le fait que cette absence ou cette insuffisance de motifs empêche la Chambre civile de vérifier s'il a été bien ou mal jugé relativement au rapport de causalité. En effet, son contrôle de fond ne peut s'exercer utilement que si les juges ont fidèlement rapporté tous les faits du procès et répondu, à toutes les questions qui leur étaient posées relativement à ces faits.

Dans ce sens, elle relève parfois les termes trop vagues des décisions qui lui sont soumises, et elle casse en déclarant que cette imprécision ne lui permet pas de reconnaître s'il existe effectivement une relation causale ou d'user de son droit de contrôle (1).

Dans le même ordre d'idées, la Chambre civile censure les arrêts qui n'ont pas, ou ont insuffisamment, envisagé certains éléments de fait qu'il fallait, selon elle, nécessai-

(1) Cass. Civ., 4 fév. 1895, S. 1895.1.356 ; — 10 déc. 1902, D. P. 1904.1.62 ; — 16 mai 1922, S. 1922.1.358.

rement prendre en considération pour statuer sur la causalité (1).

Ajoutons d'ailleurs que depuis 1895, il est bien difficile d'opposer rigoureusement le contrôle formel de « motivation » au contrôle de fond. Toutes les fois que la Chambre civile fait droit à un pourvoi, en relevant que les juges du fond n'ont pas constaté l'existence d'une relation causale, il est permis de penser que sa décision s'inspire tant de la nécessité qui s'impose de sanctionner un vice de forme, que du dessein d'obliger les tribunaux inférieurs à statuer sur tous les faits du procès avec assez de détails pour qu'un contrôle de fond soit possible. Cela explique que, dans des arrêts récents, elle exige, non seulement une constatation de principe de la relation causale, mais encore un examen détaillé de tous les points de fait soulevés par les parties au procès (2).

Le contrôle de la Chambre civile se dégage aussi de ses arrêts de rejet. Quoiqu'ils soient moins nets et moins concluants que les précédents, ils se rapprochent par leurs procédés des arrêts de la Chambre des requêtes. Après avoir repris les faits du procès, la Chambre civile en tire pour son compte une conclusion sur la causalité qui s'identifie à celle des premiers juges (3), ou bien, d'une phrase rapide,

(1) Cass. Civ., 12 nov. 1906, S. 1910.1.270 ; — 31 juill. 1912, S. 1913.1.16 et observations de M. RIPERT, *Rev. Crit.*, 1914, p. 201 ; — 8 juill. 1914 S. 1915.1.70 ; — 6 juill. 1922, S. 1922.1.351 ; — 9 fév. 1925, S. 1925.1.289, note L. HUGUENEY.

M. HUGUENEY, dans cette note, met en lumière la technique de contrôle utilisée par la Cour Suprême : « Conformément à nos habitudes d'esprit, la Cour enveloppe, dans la notion de faute, la notion de causalité. Désireuse, comme toute juridiction de cassation, d'étendre ses pouvoirs, elle sanctionne une erreur de fond sous le masque d'un vice de forme. »

(2) Cass. Civ., 9 fév. 1937, D. H. 1937.203.

(3) Cass. Civ., 28 fév. 1912, S. 1913.1.129 et la note. Cf., sur cet arrêt, RIPERT, *Rev. Crit.*, 1914, p. 201 ; — 22 juin 1936, S. 1936.1.333. — 29 juill. 1936, *Gaz. Pal.* 1936.2.858 (Cassant sur un autre moyen) ; — 19 janv. 1937, D. H. 1937.129 ; — 26 avril 1937, *Gaz. Pal.* 1937.2.225.

elle donne son approbation à la décision qui lui est soumise (1).

75. — La jurisprudence de la Chambre criminelle a suivi une évolution tout à fait parallèle à celle de la Chambre civile. Après avoir paru vouloir, dans le passé, laisser ces questions à l'appréciation souveraine des juges du fait (2), elle s'est reconnu relativement à l'existence de la relation causale et au caractère direct du préjudice un droit de censure, dont elle use à l'heure actuelle de manière régulière et indiscutable.

Statuant fréquemment sur l'action civile en dommages-intérêts jointe à l'action publique, elle affirme sans cesse la nécessité d'une relation de cause à effet entre le préjudice et le fait objet de la poursuite pénale. Elle déclare même, dans la majorité de ses arrêts, que l'action civile n'est pas recevable si la victime ne peut justifier d'un intérêt direct ou d'un préjudice direct. Rappelant les faits tels que décrits par les constatations des juges du fond, elle se réserve de dire si c'est à bon droit qu'ils ont conclu à l'existence ou à l'absence d'une relation causale et qualifié direct ou indirect le préjudice allégué (3).

(1) Cass. Civ., 24 fév. 1903, D. P. 1903.1.561, note GUÉNÉE ; — S. 1903.1.337, note WAHL.

M. GUÉNÉE trouve dans cet arrêt l'exemple d'un certain contrôle. — M. WAHL, au contraire, pense que « les juges du fond décident souverainement s'il y a relation entre la faute commise et le préjudice subi ».

Cass. Civ., 27 juill. 1905, D. P. 1907.1.295 ; — 27 juill. 1924, S. 1925.1.249, note P. ESMEIN ; — 14 avril 1930, D. P. 1930.1.81, note SAVATIER.

(2) Cass. Crim., 6 mars 1879, S. 1880.1.44.

(3) Voir, parmi des espèces très nombreuses : Cass. Crim., 21 mai 1874, D. P. 1875.1.138 ; — 23 juin 1904, S. 1906.1.247 ; — 6 janv. 1912, D. P. 1913.1.161, note F. CHESNEY ; — 7 fév. 1913, D. P. 1913.1.373 et observations de M. RIPERT, *Rev. Crit.*, 1914, p. 229 ; — 13 avril 1923, D. P. 1924.1.176 ; — 7 mars 1925, S. 1925.1.281, note ROUX ; — 19 mars 1926, D. H. 1926.301 ; 8 mai 1926, S. 1927.1.278 ; — 27 janv. 1927, *Gaz. Pal.* 1927.1.560 ; — 10 janv. 1929, D. P. 1929.1.40, note H. L. ; — 28 fév.

Dans ses arrêts de rejet comme dans ses arrêts de cassation, on retrouve, à travers une technique sensiblement identique à celle de la Chambre civile, un même contrôle clairement affirmé et souvent mis en œuvre.

De cet examen de la jurisprudence des trois Chambres, il ressort que la Cour suprême exerce dans le présent, ou du moins essaie d'exercer, un contrôle sur l'existence du rapport causal et le caractère direct du préjudice (1). Cette tendance, tout à fait nette dans les arrêts de la Chambre civile, apparaît aussi avec une suffisante certitude dans ceux de la Chambre criminelle. Si les formules de la Chambre des requêtes peuvent éveiller parfois quelques doutes légitimes, nous ne pensons pas cependant qu'on puisse soutenir qu'il y a sur ce point entre elle et les autres Chambres un conflit de jurisprudence caractérisé.

#### § IV. — Nature et portée du contrôle de fond de la Cour de cassation en matière de causalité

76. — Si les explications qui précèdent démontrent, comme nous le pensons, que la Cour suprême pratique un certain contrôle de fonds en notre matière, il en résulte

1930, D. P. 1930.1.49, note VOIRIN ; — 31 oct. 1930, D. H. 1930.572 ; — 23 oct. 1931, S. 1932.1.194 ; — 21 nov. 1931, S. 1933.1.233, note DOBY<sup>e</sup> ; D. 1932.1.153, note CAPITANT ; — 4 mai 1933, D. H. 1933.352 ; — 19 mai 1933, *Gaz. Pal.* 1933.2.201 ; — 28 juill. 1933, D. P. 1934.1.50, note WALINE ; — 8 juill. 1936, D. H. 1936.525 ; — 7 nov. 1936, S. 1938.1.73.

*Adde*, sur l'action syndicale en dommages-intérêts jointe à une poursuite pour falsification et mouillage de vin : Ch. Réunies, 5 avril 1913, D. P. 1914.1.65, rapp. cons. FALCIMAIGNE et concl. P.-G. SARRUT.

Voir aussi, sur les articles 319 et 320 du Code Pénal : Cass. Crim., 25 nov. 1916, S. 1917.1.97, note J.-A. ROUX et, *Gaz. Trib.* 1916.1.57, rapp. cons. FABRY ; — 18 juill. 1930, S. 1932.1.77 ; — 4 juin 1931, S. 1933.1.34.

(1) Si les arrêts ne sont pas toujours transparents, on peut puiser de précieux renseignements à cet égard dans les conclusions des avocats généraux et les rapports des conseillers à la Cour de Cassation parfois rapportés dans les recueils. — Cf. NICOLESCO, thèse, pp. 147-148.

évidemment que nous pourrions chercher dans ses arrêts les tendances actuelles de la pratique judiciaire à l'égard des questions qui nous occupent. Il est assez généralement admis qu'on ne peut aller plus loin et qu'il faut renoncer à trouver dans cette jurisprudence une définition juridique de la causalité et du préjudice direct (1). Nulle part, en effet, la Cour de cassation n'a déterminé, dans une de ces formules bien frappées qu'elle affectionne, le contenu précis de ces notions.

Sachant quelles difficultés s'attachent à une telle définition, nous ne saurions nous montrer surpris de cette constatation. On ne peut s'étonner non plus qu'en présence d'une règle imprécise le contrôle de la Cour de cassation s'avère parfois tâtonnant et embarrassé. •

Ce flottement s'explique, au surplus, par la nature même du contrôle que nous avons rencontré. Il a été parfois représenté comme un « contrôle purement logistique » (2) ; il nous semble plutôt qu'il s'apparente, ainsi qu'on l'a très justement remarqué, au contrôle dit de qualification (3), dont on sait toute l'importance en ce qui concerne la notion juridique de faute. La Cour de cassation veut laisser aux juges du fond la tâche de constater souverainement

(1) H. et L. MAZEAUD, II, n° 1423 p. 326 : « (La Cour de Cassation) pose en principe que l'appréciation du rapport de causalité est une question de fait, ce qui ne l'empêche pas d'exercer un contrôle en cassant les décisions qui ne seraient pas conformes à certaines règles. Quant à énoncer ces règles, elle fait preuve de la plus grande prudence et les juridictions inférieures ne manquent pas de suivre cet exemple. D'où l'embarras dans lequel on se trouve lorsqu'on veut préciser cet élément constitutif de la responsabilité civile. »

Cf. MARTEAU, thèse, p. 167 ; — MARTY, thèse, n° 129, pp. 251 et s. ; — FILIPPI, thèse, p. 79 ; — PIGNY, thèse, p. 28 ; — ROUAST, note, D. P. 1927.1.101 ; — Jean LOUP, note, D. P. 1934.2.45.

(2) Expression citée par J.-A. ROUX, note, S. 1917.1.97.

(3) En ce sens : DEMOGUE, *Oblig.*, II, n° 268, pp. 447 et s. ; — H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, III, n°s 2210-2211, pp. 239-240 ; — DOBY, thèse, p. 61. — FRÉJAVILLE, article précité ; — L. HUGUENY, note, S. 1925.1.289.



les faits, mais elle se réserve de dire si c'est à bon droit qu'on a attribué à certains d'entre eux les qualifications de cause, de conséquence, de préjudice direct. Or, il convient de remarquer que le contrôle de qualification met en jeu les imprécisions de la distinction du fait et du droit. Si cette distinction était parfaitement nette, il n'y aurait pas de contrôle de la Cour suprême qui n'implique l'examen d'une pure question de droit, et les solutions qu'elle consacrerait se rattacheraient facilement à une règle générale abstraite, que, d'ailleurs, elle serait amenée à formuler. Mais, la distinction du fait et du droit est, sans conteste, des plus épineuses et elle a même été parfois vivement critiquée (1). A l'heure actuelle, s'il est certain que toute question de droit relève de l'examen de la Cour de cassation et que toute question de pur fait lui échappe, il est également indiscutable qu'elle intervient dans des domaines où le fait et le droit se côtoient jusqu'au point de se confondre. Leur pénétration réciproque paraît singulièrement accusée en notre matière, et, si l'on peut admettre que la Cour pense en droit quand elle envisage ces questions, il faut bien constater que c'est en fait surtout qu'elle rédige ses arrêts. Ainsi, la confusion du droit et du fait est de nature à masquer la position théorique exacte que la Cour suprême peut avoir adoptée.

Cette même confusion apporte aussi des entraves sérieuses à l'exercice même du contrôle que nous venons d'étudier.

Dans certains cas, en effet, la question de la causalité et du caractère direct du préjudice peut facilement faire figure de question de droit. Nous songeons spécialement aux hypothèses complexes dans lesquelles le juge doit

(1) « La distinction du fait et du droit n'est qu'une abstraction et en réalité on ne les sépare jamais ». CHARMONT, *Rev. Crit.*, 1894, p. 78, cité par APPERT, note, S. 1911.1.217. « La distinction entre les questions de fait et de droit est difficile à tenir et n'a peut-être pas été toujours observée par la jurisprudence ». J.-A. ROUX, note, S. 1917.1.97.

dégager une relation causale dans une succession de faits nombreux et enchevêtrés. Il en était ainsi, par exemple, lorsque se posait la question de savoir si un patron était responsable de l'accident survenu à son employé par le fait même qu'il l'avait gardé chez lui au delà de la durée légale du travail (1). Dans une espèce de cet ordre, on distingue assez bien la constatation des faits d'une part, et le jugement sur la causalité d'autre part. Ce jugement implique un raisonnement ; tout raisonnement peut-être soumis à examen critique et à vérification ; on peut y voir un point de droit.

Dans d'autres cas, au contraire, la Cour de cassation n'a pas les mêmes facilités d'intervention. Ce sont ceux dans lesquels on ne peut faire cette distinction entre ce qui est constatation des faits et ce qui est décision sur la causalité. Par exemple, qu'une personne, par ses conseils peu éclairés ou mal intentionnés, en pousse une autre à traiter une opération ruineuse, il faut, dit la Cour de cassation, pour que la responsabilité de la première puisse être retenue, qu'il y ait relation de cause à effet entre les conseils donnés et le dommage éprouvé, c'est-à-dire que ces conseils aient été déterminants pour la victime. Tel est, en pareil cas, le critère de la causalité (2). Les juges du fond devront l'utiliser ; mais la Cour de cassation s'interdit de vérifier le bien fondé de leur réponse à cet égard. Elle ne se reconnaît pas le droit de reviser cette réponse. Pour le faire, il lui semble qu'elle devrait s'instituer juge du fait et elle recule devant cette entorse aux règles de son rôle traditionnel. Quand, dans certains arrêts, la Cour paraît revenir à sa jurisprudence d'autrefois en refusant d'exercer son contrôle, il n'y a peut être pas tant de sa part un refus véritable que la

(1) Cass. Civ., 7 août 1895, S. 1896.1.127.

(2) DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n° 378, p. 18 ; — PLANIOL, RIPERT et ESMEIN, VI, n° 539.

Voir, sur des cas voisins de cet exemple et parmi les arrêts cités dans ce chapitre : Cass. Civ., 13 mars 1900, D. P. 1900.1.588 ; — Req., 23 déc. 1912, D. P. 1914.1.304.

constatation qu'elle ne saurait intervenir dans ces cas sans devenir indiscutablement juge du fait.

On ne peut donc dire une fois pour toutes si les questions qui nous occupent sont, en principe, des questions de droit ou des questions de fait. La vérité est que la Cour de cassation exerce sur elles un certain contrôle, édifié sur les subtilités de la distinction du fait et du droit, et qu'elle le pousse aussi loin qu'il ne l'oblige pas à connaître de questions de pur fait. Elle a parfaitement compris que le problème est d'importance et qu'elle doit s'en assurer la maîtrise la plus large si elle veut jouer son rôle régulateur en matière de responsabilité civile (1). Et, si elle ne peut se référer à des règles et à des définitions précises, du moins on est en droit de penser que son intervention est de nature à réaliser une certaine harmonie des solutions (2). Ce contrôle permettra, selon la formule de Demogue, « d'éviter des écarts trop grands d'appréciation » (3), et ce résultat a bien sa valeur.

77. — Ajoutons, d'ailleurs, que subsistent dans ce domaine d'importantes limitations à l'action de la Cour de cassation. Tout d'abord, il est certain que, seules, les juridictions inférieures ont le pouvoir de constater les faits qui

(1) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, III, n° 2211, p. 240 : « Les juges du fait ne sont, en quelque sorte, souverains que pour réunir les éléments du dossier, retenir les uns, écarter les autres ; mais des éléments ainsi retenus, la Cour de Cassation reste maîtresse ; elle peut en faire ce qu'il lui plaît. Conception humaine du rôle de la Cour Suprême ; celle-ci ne peut plus constater une erreur sans être en mesure de la réparer. »

(2) Cf. FRÉJAVILLE, article précité : « Le contrôle de la qualification des éléments essentiels de la responsabilité limite déjà sérieusement la liberté d'appréciation des juges du fait. Toutefois, il ne s'agit là que d'une limitation imprécise. Les notions de faute, de force majeure, de préjudice, de lien de causalité ne comportent pas de définitions abstraites, rigides, indépendantes des circonstances de fait variables et contingentes. Les juges du fait pourront se mouvoir entre certaines limites, à condition de respecter les caractères juridiques que la Cour de Cassation, dans l'exercice de son contrôle, assigne aux notions qualifiées. »

(3) DEMOGUE, *Oblig.*, III, n° 268, p. 449.

sont à la base des procès. Ensuite, mais peut-être sous certaines réserves (1), il appartient aux juges du fond de statuer souverainement sur l'existence du préjudice. Enfin, et cela est plus grave, ils peuvent déterminer librement le montant des dommages-intérêts (2). Dans cette dernière liberté, les tribunaux pourront trouver, croyons-nous, la possibilité de faire échec aux pouvoirs de contrôle de la Cour suprême. S'il lui est loisible, en effet, de décider qu'il y a entre telle faute et tel dommage une relation causale que les premiers juges ont méconnue, elle ne peut en aucun cas réviser l'évaluation en argent qu'ils ont faite du dommage. Il suffit qu'ils aient indiqué, sans plus de détails, qu'ils disposaient d'éléments leur permettant de fixer les dommages-intérêts à la somme qu'ils ont retenue. Dans ces conditions, le contrôle de la Cour de cassation sur la causalité et le caractère direct du préjudice pourra souvent devenir illusoire. En chiffrant les dommages-intérêts en toute liberté, les tribunaux feront place, s'ils le veulent,

(1) MARTY, thèse, n° 129, pp. 251 et s. et références citées ; — FRÉJAVILLE, article précité.

Cf. Cass. Civ., 21 juill. 1921, S. 1922.1.172 et la note.

(2) Voir, par exemple : Cass. Civ., 21 déc. 1875, S. 1879.1.17, note LABBÉ ; — 18 mai 1876, D. P. 1876.1.471 ; — 16 nov. 1936, S. 1937.1.67.

Voir cep. : Civ., 30 juill. 1877, D. P. 1878.1.24 et 22 mars 1937, *Gaz. Pal.*, 1937, 2 Som. 2.

Req., 23 juill. 1873, D. P. 1874.1.310 ; — 20 nov. 1876, S. 1878.1.273 ; — 2 avril 1878, S. 1880.1.119 ; — 15 avril 1890, S. 1890.1.501 ; — 15 mars 1892, D. P. 1892.1.303 ; — 12 déc. 1893, D. P. 1894.1.211 ; — 7 déc. 1926, S. 1927.1.106 ; — 26 oct. 1936, D. H. 1936.523 ; — 16 nov. 1936, S. 1937.1.47. — Crim., 28 fév. 1930, D. P. 1930.1.49, note VOIRIN ; — 11 juin 1932, S. 1934.1.77 ; — 10 janv. 1936, D. H. 1936.151 ; — 14 fév. 1936, D. H. 1936.166.

La doctrine est unanime en ce sens. Cette constatation inspirait à PLANOL une remarque assez désabusée : « Il est certain que le pouvoir d'appréciation des juges enlève une grande partie de leur valeur pratique aux règles légales et aux controverses doctrinales et que toutes ces discussions sont purement théoriques ; les juges jouissant du droit d'arbitrer souverainement l'indemnité sont toujours libres d'en modérer l'étendue. » Note, D. P. 1905.1.297.

sous la forme la plus discrète et la plus insaisissable, à des considérations qu'ils ne pourraient avouer ouvertement : équité, désir de proportionner les dommages-intérêts à la gravité des fautes commises, fixation des dommages-intérêts d'après l'importance des polices d'assurances.

78. — Tel qu'il existe, le contrôle de la Cour de cassation a été diversement apprécié.

Une partie de la doctrine, qui voit surtout dans la causalité une question de fait, formule des réserves sur l'attitude de la Cour de cassation qui aurait rompu par cette intervention avec l'esprit de son institution pour s'ériger véritablement en troisième degré de juridiction (1).

Les juristes qui, au contraire, pensent qu'il y a là un point de droit, ont chaudement approuvé ce contrôle (2). Certains ont même déploré qu'il ne soit pas plus précis et M. Marty, en particulier, regrette « que la Cour suprême n'ait pas pris parti de façon plus nette entre les diverses conceptions possibles en cette matière et qu'elle se soit bornée à séparer le bon grain de l'ivraie sans s'expliquer davantage et fournir aux juridictions inférieures les indications susceptibles de les guider » (3).

Nous pensons, quant à nous, que cette approbation est pleinement justifiée. L'intervention de la Cour de cassation est parfaitement légitime en cette matière et il faut considérer que le contrôle qu'elle exerce sur la relation causale est tout à fait parallèle à celui qu'elle pratique depuis plus longtemps à l'égard de la notion de faute. Il n'en reste pas moins que, dans certains cas, sa tâche est bien difficile et que, sous peine de juger le fait, elle doit renoncer

(1) APPERT, notes, S. 1911.1.217 et S. 1911.1.329. — Cf. note anonyme, S. 1913.1.129 ; — FRÉJAVILLE, article précité ; — RIPERT, *Rev. Crit.*, 1912.195.

(2) DEMOGUE, *Obli.*, III, n° 268 et *Rev. Trim.*, 1922, p. 629 ; — H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, III, n°s 2210-2211, pp. 239 et suiv. ; — MARTY, thèse, n° 129, pp. 251 et suiv. ; — J.-A. ROUX, note, S. 1917.1.97.

(3) Cf. aussi PIGNY, thèse, p. 28.



à la remplir. Au surplus, s'il est incontestable que dans le silence ou l'imprécision des textes, la Cour de cassation a souvent élaboré des règles de fond en matière de responsabilité civile (1), on ne saurait, sans se montrer sévère, lui reprocher de n'avoir pas traduit dans des formules décisives les solutions du problème causal. Dans ses procédés de contrôle, dans l'embarras qu'ils trahissent, dans l'absence de véritables arrêts de principe relatifs à ces questions, nous voyons le reflet des difficultés rencontrées par tous ceux qui se sont penchés sur le problème. D'ailleurs, cette jurisprudence est en formation et on peut espérer qu'elle parviendra à plus de précision.

## SECTION II

### La distinction du préjudice direct et du préjudice indirect dans la jurisprudence française

79. — Le moment est maintenant venu de reprendre une remarque que nous avons incidemment présentée en étudiant le contrôle de la Cour de cassation : la jurisprudence française ne nous apporte aucune définition juridique du préjudice direct et du préjudice indirect (2) et elle n'a jamais clairement adopté un système déterminé de la causalité. Comme on l'a fait très justement observer, elle s'est désintéressée des problèmes théoriques ardues qui s'attachent à ces définitions et elle a tenu à l'écart les controverses doctrinales que nous avons rappelées (3). Toutes les discussions abstraites que nous avons envisagées n'ont guère

(1) PLANIOL, RIPERT et ESMEIN, VI, n° 555 ; — FRÉJAVILLE, article précité.

(2) MARTEAU, thèse, pp. 213 et suiv. ; — FILIPPI, thèse, pp. 79-80 ; — ROUAST, note, D. P. 1927.1.101.

(3) DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n° 370, p. 10 ; — PLANIOL et RIPERT, *Tr. Prat.*, VII, n° 835, p. 141 ; — H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1423, p. 326.

dépassé le cadre de la doctrine et les tribunaux ne les ont jamais considérées dans toute leur ampleur. Aussi bien, peut-on constater, au terme d'un dépouillement de jurisprudence assez étendu, qu'aucune décision ne fait allusion *in terminis* à l'équivalence des conditions ou à la causalité adéquate (1). Placées devant les cas concrets, les diverses juridictions paraissent avoir invariablement statué en fait, et, puisqu'elles n'ont pas explicitement pris parti, il faut essayer de définir leur position à travers l'interprétation de leurs sentences.

Cette interprétation a été tentée à plusieurs reprises et malgré les obstacles considérables qu'elle rencontre, certains juristes n'ont pas hésité à affirmer que la jurisprudence s'est fixée et ont cru pouvoir préciser son attitude. Sans doute, pour la plupart, ils reconnaissent bien volontiers que les tribunaux n'ont pas adopté une ligne de conduite mûrement réfléchie. Ils sont d'accord pour admettre que si les juges s'inspirent des données de l'expérience commune et des grands principes scientifiques, l'examen des faits de chaque procès ne reste pas moins soumis à un incontestable empirisme. Suivant eux, pourtant, bien que les décisions prises isolément ne contiennent aucune déclaration de principe, il serait possible par une étude d'ensemble et par le jeu de certains rapprochements de dégager l'esprit de cette jurisprudence. Si les solutions d'espèce ne résultent pas de l'application voulue d'une règle déterminée, elles paraissent du moins en harmonie avec certains des systèmes théoriques exposés.

C'est ainsi qu'une importante partie de la doctrine affirme que la jurisprudence fait une application, sinon parfaitement consciente, du moins très certaine, du système de l'équivalence des conditions (2). C'était même l'opinion

(1) DESCHIZEAUX, thèse, p. 45.

(2) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1442, p. 329 ; — DEMOGUE, *Obliq.*, IV, n° 336-337, pp. 2 à 5 ; voir cep., n° 369, p. 9.

Voir, aussi, les commentaires d'arrêts à la *Rev. Trim.*, cités *infra*,

générale il y a quelques années.

Pour d'autres, au contraire, elle aurait adopté implicitement la théorie de la causalité adéquate (1). Cette interprétation connaît d'ailleurs une faveur plus grande dans la doctrine la plus récente.

D'une manière générale, on pourrait peut-être même dire que chacun croit trouver dans la pratique judiciaire la justification du système qu'il défend.

On ne saurait, croyons-nous, accueillir ces interprétations sans réserves. Leur diversité ne peut nous surprendre, car nous avons souligné que, dans de nombreux cas, les différents systèmes aboutissent pratiquement à des résultats sensiblement identiques (2). Il est en effet des hypothèses dans lesquelles toutes les théories, quelles qu'elles soient, conduisent soit à retenir, soit à écarter la responsabilité, sans aucune espèce d'hésitation, et, par suite, il n'est pas difficile de puiser dans la jurisprudence des exemples qui paraissent justifier tel ou tel système déterminé. Si l'on remarque, une fois de plus, que la terminologie de la matière est très imprécise et que les décisions ne portent pas de considérants théoriques explicites, on s'aperçoit que c'est au prix d'une exégèse souvent hasardeuse et d'une recherche extrêmement délicate de l'intention des tribunaux que l'on peut parvenir à rattacher leurs jugements à une théorie donnée. L'analyse de la jurisprudence est donc pleine

n° 80 ; — PLANIOL et RIEPERT, *Tr. Prat.*, VI, n° 538-539. — MARTEAU, thèse, pp. 165 et s. ; — DOBY, thèse, p. 67 ; — FILIPPI, thèse, p. 13 ; — Notes Paul DURAND, S. 1937.2.37 ; — L. HUGUENEY, S. 1925.1.289 ; — J. LOUP, D. P. 1932.2.14 et D. P. 1934.2.45 ; — ROUAST, D. P. 1927.1.101 ; — SALLÉ DE LA MARNIÈRE, D. P. 1936.2.25.

Voir, aussi, notes : HUBERT, S. 1926.1.129 ; — MARTY, S. 1937.2.217.

(1) NICOLESCO, thèse, pp. 239 et suiv. ; — DESCHIZEAUX, thèse, pp. 45 et suiv. ; — COURTEAUD, thèse, pp. 92 et suiv. ; — PIGNY, thèse, pp. 39 et suiv. ; — MARTY, note, S. 1937.2.217.

(2) « Beaucoup d'arrêts... ne permettent pas de se prononcer sur l'attitude de la jurisprudence. Ce sont tous ceux où l'application des théories de l'équivalence ou de la causalité adéquate conduit en fait à un résultat identique ». DESCHIZEAUX, thèse, p. 45.

d'incertitude et, souvent, l'arrêt que l'on cite à l'appui d'une thèse n'implique pas l'exclusion des autres. Il arrive même que des décisions soient invoquées par la doctrine dans des sens radicalement opposés. Il en résulte que ces interprétations systématisées de la jurisprudence éveillent des doutes sérieux : les tentatives faites pour ramener toutes les décisions à un système unique ne sont pas concluantes, car il reste toujours un grand nombre de jugements et d'arrêts discordants ou incertains.

La vérité nous paraît se trouver ailleurs. Sans doute, on peut regretter que la jurisprudence ne nous offre pas le spectacle d'un effort suivi de construction et qu'il ne soit pas possible de synthétiser ses solutions en quelques règles précises ; mais la réalité nous impose de dire qu'on peut tout au plus y rechercher des tendances. Suivant les cas, les tribunaux se sont montrés plus ou moins stricts en matière de causalité. Parfois, ils ont utilisé la notion de causalité pour élargir le cercle de la responsabilité ; parfois, au contraire, ils y ont trouvé un moyen de limiter l'étendue du dommage réparable. Il reste que la jurisprudence a manifestement rejeté certains systèmes et, par ailleurs, il n'est pas douteux qu'elle ait quelquefois subi l'influence de la doctrine. Il ne s'agit là, d'ailleurs, que d'une influence assez restreinte, et, si les juges ont tenu compte assez volontiers des critiques, des approbations ou des suggestions formulées relativement à la solution de cas d'espèce, ils ne paraissent pas avoir été très accessibles aux conceptions d'ensemble.

Sous le bénéfice de ces remarques, nous chercherons quel est le sens de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect dans la jurisprudence en examinant et en appréciant, dans deux paragraphes, les deux interprétations principales qui ont cours à l'heure actuelle et qui se rattachent, l'une au système de l'équivalence des conditions, et l'autre à la théorie de la causalité adéquate (1).

(1) Nous avons laissé de côté toute la jurisprudence relative aux acci-

§ I. — Les solutions de la jurisprudence et le système de l'équivalence des conditions

80. — On a soutenu que les solutions de la jurisprudence française en matière de causalité étaient en harmonie avec l'esprit du système de l'équivalence des conditions et que l'application consciente et rationnelle de ce système confirmerait les résultats actuels de la pratique judiciaire (1). Des juristes ont même vu dans cette concordance un trait marquant de l'évolution du droit de la responsabilité, le système de l'équivalence passant à juste titre pour extensif.

Nous savons que la théorie de l'équivalence des conditions est incompatible avec la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect entendue au sens causal. Par suite, les auteurs qui ont cru trouver dans la jurisprudence une consécration implicite de cette théorie affirment que la distinction du dommage direct et du dommage indirect, telle qu'elle figure en la forme dans les jugements et les arrêts, n'a aucune signification causale. Suivant eux, toutes les formules dans lesquelles interviennent les adjectifs direct et indirect n'ont pas de sens causal et leur emploi se justifie par des considérations tout à fait étrangères au problème de la causalité.

Que faut-il penser de cette opinion ? Peut-on dire vraiment que la jurisprudence s'harmonise avec la théorie de l'équivalence des conditions ?

A la vérité, il faut reconnaître que dans certaines décisions les tribunaux ont eu recours au critère de la condition *sine qua non* pour déceler la cause du dommage. On les voit parfois déclarer ouvertement que, sans tel fait, tel dommage ne se serait pas produit ; en d'autres occasions, avant de se décider à condamner le défendeur, ils se posent, dans le cours du raisonnement qu'ils tiennent, la

dents du travail qui constituent une matière très spéciale. — Cf. JAPY, thèse précitée.

(1) Cf. *supra*, n° 79, p. 265, note 2.



question de savoir ce qui serait advenu en l'absence du fait qui lui est reproché.

Quelques exemples cités dans l'ordre chronologique montreront mieux que de plus longues explications comment le critère de la condition *sine qua non* a été parfois mis à contribution en pratique.

Un marinier, occupé à amarrer un toueur, perd l'équilibre au cours de cette opération et tombe sur une pièce de bois fichée dans la rive. A la suite du choc, se déclare une hépatite qui entraînera le décès. La veuve de la victime intente une action en responsabilité contre les employeurs et la Cour de Grenoble, par arrêt du 20 décembre 1892 (S. 1894.1.123), les condamne en décidant « que cet accident ne se serait point produit *si le bateau eût été, sur tout le pourtour, muni d'un garde-corps* ». Le défaut de ce dispositif de sécurité constituait une infraction à l'article 27 du décret du 9 avril 1883, et, donc, une faute à la charge du patron. Pour établir la relation de cause à effet entre la faute ainsi commise et le décès de la victime, la Cour se demande tout simplement si, sans cette faute, le dommage se serait ou non effectivement réalisé.

La même façon d'envisager le problème causal apparaît dans un jugement du Tribunal civil de Marseille du 12 février 1892 (S. 1894.1.223). Un plaideur, dont le chien avait été abattu d'un coup de revolver, réclamait des dommages-intérêts à son adversaire en réparation du préjudice que lui causait la perte de l'animal. Le Tribunal le déboute en constatant que l'animal n'était ni muselé, ni tenu en laisse, ce qui constituait une contravention aux règlements municipaux, « cause primordiale de l'événement dommageable, à défaut de laquelle cet événement n'eût pas pu se produire ». Sur pourvoi, la Chambre civile devait d'ailleurs casser cette décision par un arrêt du 12 décembre 1893 (S. 1894.1.223), en relevant que le défendeur avait été condamné par la juridiction pénale pour port d'armes prohibées et dommages volontaires à la propriété d'autrui, ce qui imposait un partage de responsabilité.

Le 20 octobre 1899 (*Gaz. Pal.*, 1899.2.614), la Cour de Nancy rendait un patron responsable d'un accident survenu à un ouvrier qui avait travaillé plus de douze heures dans la journée. L'employeur avait contrevenu au décret du 9 septembre 1848, sur la durée légale de la journée de travaux, nous voyons la Cour décider « que cette infraction a évidemment une relation de cause à effet avec l'accident survenu à l'appelant, puisque *s'il n'avait été indûment retenu* à l'atelier après l'expiration de la journée réglementaire, il n'aurait point été blessé » (1).

Une écolière s'engage sur la voie ferrée aussitôt après le passage du train régulier qu'elle rencontre d'ordinaire à l'heure de son retour ; elle est alors renversée et blessée par un train facultatif, en retard de cinq minutes sur son horaire. La Chambre civile (arrêt du 9 décembre 1902, S. 1903.1.95) trouve dans les constatations des juges du fond la preuve que ce retard constitue une faute imputable à la Compagnie des Chemins de Fer d'Orléans, dont elle retient la responsabilité, motif pris de ce que « *sans ledit retard*, l'accident ne serait pas survenu ».

De même, dans un arrêt du 18 mai 1916, la Cour de Paris condamne la compagnie des chemins de fer de l'Etat, parce qu'une garde-barrière a laissé passer, très peu de temps avant l'arrivée d'un train, une automobile qui s'est arrêtée sur la voie et a été broyée par le convoi. La Chambre des requêtes rejette dans ces termes, le 19 décembre 1917 (D. P. 1919.1.43, 1<sup>re</sup> esp.), le pourvoi formé par la Compagnie :

« ... Attendu qu'il est soutenu, en premier lieu, que l'accident n'ayant pu se produire que par suite de l'imprudence de la victime qui était demeurée sur la voie, l'ouverture de la barrière est sans relation avec l'accident ;

« Mais attendu que celui-ci ne se serait pas produit si l'ouverture de la barrière n'avait pas été accordée ; qu'ainsi l'accident se rattache nécessairement à la faute commise par la préposée des chemins de fer de l'Etat... »

(1) Voir, aussi, dans la même hypothèse, et également nets : Cass. Civ., 7 août 1895, D. P. 1896.1.81, note PLANIOL ; — 22 fév. 1898, S. 1899.1.492.

Tous ces exemples sont suffisamment clairs. Nous devons cependant citer, parmi les espèces les plus intéressantes, un jugement du Tribunal civil du Mans du 10 avril 1929 (*Gaz. Pal.*, 1929.2.160), et un jugement du tribunal civil de la Seine du 3 novembre 1933 (*Gaz. Pal.*, 1934.1.5). Il semble bien que ces décisions aient voulu consacrer la théorie de la condition *sine qua non* avec une particulière netteté.

Les juges du Mans avaient à statuer sur une action en responsabilité intentée par le propriétaire d'objets volés contre un brocanteur, qui, en contravention aux prescriptions de l'article 2 de la loi du 15 février 1898, avait acheté ces objets à un mineur non autorisé. Le tribunal, dans son jugement, pose tout d'abord le principe de la nécessité d'une relation de cause à effet entre la faute et le dommage, puis il cherche à dégager les règles de la matière en s'autorisant de la doctrine de Demogue :

« ... Attendu que si la responsabilité civile de l'article 1382 existe contre un défendeur de bonne foi, il est toutefois nécessaire d'établir l'existence d'un lien de causalité entre la faute et le dommage qui a été causé involontairement ;

« Attendu qu'il n'y a de relation causale que s'il existe un lien nécessaire entre l'acte incriminé et le dommage, en sorte que celui-ci *ne se fût probablement pas produit si l'acte lui-même n'eût pas été réalisé* ; que l'acte peut en effet n'être pas la cause unique du dommage et que parfois peuvent intervenir, en outre, l'imprudence de la victime, la force majeure ou le fait d'un tiers ; qu'il appartient alors au juge d'apprécier si ces diverses causes, notamment l'acte du défendeur, n'ont pas été toutes nécessaires à l'existence du préjudice et dans quelles proportions (Demogue, oblig. n° 366 ; Cass., 31 juill. 1912 ; D. P., 1914.1.144)... ».

L'application de ces principes aux faits de la cause donne lieu à une solution très étudiée. Deux vols avaient été commis. Le jugement décide que la responsabilité du premier ne saurait incomber au brocanteur parce qu'il est probable que, si même il avait refusé de se porter acheteur, le voleur aurait pu trouver à écouler le produit de son vol

entre les mains d'une autre personne. Par contre, le brocanteur est condamné à indemniser le demandeur de la perte éprouvée du fait du second vol, parce que le voleur a pu être encouragé à récidiver en raison de la facilité même avec laquelle il lui a été possible de se défaire des premiers objets détournés (1).

Le tribunal de la Seine a défini le rapport de causalité dans des termes très voisins de ceux que nous venons de rapporter, en examinant, une fois de plus, dans son jugement du 3 novembre 1933, le recours des administrations publiques contre les tiers auteurs d'accidents survenus à leurs agents. Un cantonnier de la Ville de Paris est décédé des suites de blessures qu'il a reçues dans un accident. Conformément aux règlements administratifs qui régissent le statut de ses agents, la Ville de Paris a continué à payer le salaire entre l'accident et le décès et elle a réglé, avec les indemnités de dernière maladie, les frais funéraires. De ce chef, elle actionne l'auteur de l'accident. Ce dernier argue du caractère indirect du préjudice allégué pour se faire exonérer. Le tribunal écarte le moyen :

« ... Attendu, sans doute, que l'article 1151 C. Civ. établit ce principe, applicable également, semble-t-il, en matière de responsabilité délictuelle qu'aucune réparation n'est due pour ce qui n'est pas une suite immédiate et directe de la faute ;

« Mais attendu que, s'agissant de la distinction du dommage direct ou indirect, distinction qui, comme on l'a observé, présente des difficultés presque insurmontables (Ripert, note, D. P. 1928.2.41), la jurisprudence prédominante tend, en dernière analyse, à admettre *que le rapport de causalité exigé par la loi existe, en principe, lorsqu'en l'absence du fait incriminé le dommage ne se serait pas*

(1) Même hypothèse : Cass. Req., 4 juin 1904, D. P. 1904.1.348 ; — Trib. Civ. Versailles, 6 juin 1889, rapporté avec Paris, 10 janv. 1891, S. 1892.2.128. (Agent de change rendu responsable des détournements d'un employé qui joue à la bourse avec des sommes dérobées à son patron).

*produit* (Pianiol, Ripert, Esmein, VI, n° 538 et s. ; Cass. Civ., 7 mars 1911, *Gaz. Pal.*, 1911.1.407 ; 14 janv. 1924, *Gaz. Pal.*, 1924.1.442 ; Cass. Req., 19 mars 1919, D. P., 1920.1.71 ; 25 mai 1927, *Gaz. Pal.*, 1927.2.264 (2° arrêt ; Note Doby, S. 1933.1.233).

« Attendu qu'il apparaît, en conséquence, au tribunal qu'il n'y a pas lieu de s'arrêter au moyen pris de ce que les versements faits par la Ville de Paris ne seraient pas la conséquence directe de l'accident... » (1).

Ces deux jugements sont tout à fait affirmatifs et on ne saurait contester qu'ils aient trouvé dans la notion de condition *sine qua non* le critère de la causalité.

Complétons cette analyse de décisions en consacrant encore quelques lignes à un arrêt de la Cour de Grenoble du 5 février 1936 (D. H., 1936.203). Le sieur Gallot, se servant sans y être autorisé de la motocyclette de Billon, était entré en collision, par suite d'une manœuvre imprudente, avec l'automobile conduite par Flécheux. Ce dernier et les personnes qui l'accompagnaient assignèrent ensemble Gallot et Billon en réparation du préjudice résultant de cet accident. Ils soutenaient que Billon devait être déclaré responsable de ce dommage tant en vertu de l'article 1384 que des articles 1382 et 1383 du Code Civil. De ce chef, ils lui reprochaient la faute personnelle consistant à n'avoir pas pris les précautions suffisantes pour mettre à l'abri de toute soustraction une machine aussi dangereuse qu'une motocyclette. C'est d'ailleurs relativement à ce moyen que le procès présente pour nous le plus grand intérêt. En effet, après avoir jugé que l'accident est imputable à l'imprudence de Gallot, la Cour décide que la responsabilité de Billon est engagée sur la base de l'article 1384 et elle ajoute :

« ... Attendu au surplus que sa responsabilité serait enga-

(1) Voir aussi : Cass. Civ., 23 déc. 1936, D. H. 1937.146. — 19 janv. 1937, D. H. 1937.129 ; — Paris, 14 déc. 1932, *Gaz. Pal.* 1933.1.394 ; — Trib. Civ. Seine, 21 juin 1937, D. H. 1937.480. — Toutes ces décisions font clairement appel au critère de la condition *sine qua non*.



gée de la même façon aux termes des articles 1382 et 1383 du Code civil, à raison des fautes ci-dessus relevées à son encontre ; que ces fautes doivent être considérées comme la cause du préjudice, dès lors qu'il est établi que, *sans elles, le dommage n'aurait pas eu lieu...* »

Voilà donc encore le même raisonnement et la même façon de poser la question causale : sans le fait incriminé, le dommage se serait-il ou non produit ? Toutes ces décisions sont suffisamment précises et elles peuvent être invoquées à juste titre par ceux qui pensent que la jurisprudence a utilisé le critère de la condition *sine qua non*. Ce ne sont là, d'ailleurs, que des exemples et il serait possible d'en citer quelques autres.

Remarquons, pourtant, que tous les jugements et les arrêts dans lesquels on a cru parfois trouver la consécration de cette thèse sont loin d'être aussi concluants. Il faut même dire que des termes aussi nets que ceux que nous avons relevés sont relativement rares (1). S'il n'est pas question de discuter le sens des décisions que nous venons de citer, il faut, par contre, se garder d'aller plus loin et de tirer argument de ce que nombre d'autres décisions ne sont pas incompatibles avec le système de la condition *sine qua non*,

(1) Cf. Cass. Civ., 6 juill. 1925, S. 1925.1.278 ; — Req., 31 mars 1909, S. 1910.1.188 ; — 29 oct. 1929, S. 1929.1.384 ; — 9 janv. 1907, D. P. 1910.1.215 ; — 28 déc. 1910, S. 1912.1.134 ; — Angers, 19 juill. 1899, S. 1899.1.263 ; — Nancy, 6 avril 1921, S. 1922.2.29 ; — Paris, 30 mai 1933, S. 1933.2.211 ; — Trib. Civ. Mortagne, 11 mai 1922, *Gaz. Pal.* 1922.2.253 et observations de DEMOGUE, *Rev. Trim.*, 1922, p. 888.

Quoique leurs termes ne l'expriment pas avec clarté, les décisions suivantes paraissent appliquer aussi le critère de la condition *sine qua non* : Cass. Civ., 20 août 1879, S. 1880.1.55 ; — 22 nov. 1892, S. 1893.1.23 ; — 20 juill. 1898, D. P. 1898.1.421 ; — 10 mars 1902, D. P. 1903.1.403 ; — 4 fév. 1903, D. P. 1903.1.378 ; — 28 fév. 1910, S. 1911.1.329, note APPERT ; — 9 fév. 1925, S. 1925.1.289, note HUGUENEY. — Req., 18 mai 1885, S. 1885.1.473, note LABBÉ et rapp. cons. BABINET ; — 25 nov. 1924, S. 1926.1.129, note HUBERT ; — Grenoble, 13 fév. 1894, D. P. 1898.2.376 ; — 19 janv. 1897, D. P. 1898.2.390 ; — Paris, 5 juin 1908, D. P. 1908.1.325 et observations de DEMOGUE, *Rev. Trim.*, 1908, p. 690 ; — Lyon, 8 fév. 1934, D. H. 1934, Som., p. 30.

pour prétendre que la jurisprudence en fait implicitement l'application. Quand la contexture ou la terminologie de leur sentence ne démontre pas clairement que les juges ont entendu se référer à ce critère, toute interprétation orientée en ce sens devient sujette à caution.

En effet, si, en présence d'une décision quelconque attribuant à un fait donné le titre de cause, on se pose la question de savoir si, en l'absence de ce fait, le dommage se serait produit, dans la plupart des cas, on sera conduit à répondre par la négative. Le système de la condition *sine qua non* étant le plus extensif, c'est lui qui, de tous, implique la notion la moins restrictive de la causalité et l'on a pu dire qu'il propose le critère minimum de la causalité (1). Le système le plus large embrasse donc, en quelque sorte, tous les autres.

Supposons, par exemple, qu'un tribunal utilise dans une espèce quelconque un certain critère de cause principale ; par hypothèse, il est plus étroit que le critère de la condition *sine qua non*. Etudions alors le fait retenu comme cause par le jugement et demandons-nous s'il est condition *sine qua non* du préjudice. L'affirmative s'imposera.

Il en résulte donc que, quelle que puisse être la thèse consacrée par la jurisprudence, le fait retenu comme cause est toujours aussi une condition *sine qua non* du dommage. Vues sous un certain angle, toutes les décisions seront compatibles avec le critère de la condition *sine qua non* ; mais cela ne signifie pas que toute condition *sine qua non* puisse être et soit considérée comme cause par les tribunaux. Voilà pourquoi cette compatibilité ne constitue pas un argument utile à l'appui de la thèse qui prête à la jurisprudence l'adoption implicite de ce système. Les seules décisions qui, à notre sens, ont quelque prix sont celles dans lesquelles les tribunaux ont montré assez nettement leur intention de s'attacher à cette conception de la causalité.

Au surplus, nous devons ajouter que si les différentes

(2) NICOLESCO, thèse, p. 242.

décisions que nous avons analysées et citées paraissent bien avoir utilisé le critère de la condition *sine qua non*, on ne saurait trouver dans leurs solutions l'exacte application de la théorie de l'équivalence des conditions telle que l'ont conçue les théoriciens. Nulle part, en effet, il n'est fait profession, dans ces jugements et ces arrêts, de cette égalité causale des conditions qui est à la base du système. Nulle part on ne voit la mise en œuvre de ces méthodes de généralisation du résultat et d'élimination des conditions irrelevantes que von Buri et ses disciples ont préconisées. Au contraire, même quand elle utilise le critère de la condition *sine qua non*, la jurisprudence paraît rester toujours attachée à l'idée d'un choix possible entre les diverses conditions d'après leur valeur causale, et il n'est pas exceptionnel qu'après avoir décelé la cause à l'aide de ce critère, elle prenne soin de l'opposer à d'autres conditions *sine qua non*.

Ainsi, un expéditeur de marchandises avariées en cours de route plaide en dommages-intérêts contre la Compagnie des chemins de fer de l'Est. La Chambre des requêtes (arrêt du 31 mars 1909, S. 1910.1.188) rejette le pourvoi formé contre l'arrêt de la Cour de Nancy du 7 janvier 1908, constatant que les avaries sont dues à l'insuffisance de l'emballage, sans laquelle elles ne se seraient certainement pas produites. D'autres facteurs ont contribué à ce résultat : les manipulations de la marchandise au départ et les chocs reçus pendant le voyage. Ce sont là aussi des conditions *sine qua non* du résultat et la Cour suprême prend soin de constater qu'elles n'ont pas été étrangères aux avaries survenues. Elle ne met pourtant aucune part de responsabilité à la charge de la Compagnie, non pas parce qu'il y a cas fortuit, mais bien parce que ces manipulations et ces chocs ont pu être la cause seulement *occasionnelle* du dommage tandis que l'insuffisance d'emballage en est la cause *initiale* (1).

D'ailleurs, la jurisprudence n'a jamais voulu consacrer

(1) Souvent, les tribunaux ne se contentent pas de la notion de condition *sine qua non* et ils cherchent à qualifier la cause de manière plus

les conséquences les plus importantes de la théorie de l'équivalence des conditions. Certains auteurs en ont vu pourtant une application dans la règle de la solidarité des co-auteurs responsables d'un délit ou d'un quasi-délit (1), que l'on explique plutôt, d'ordinaire, par une extension de l'article 55 du Code pénal, auquel ces considérations théoriques sur la causalité paraissent étrangères. Il reste certain, en tout cas, que les tribunaux n'ont pas accepté de répartir le dommage par parts viriles entre les co-auteurs dans le cadre de leurs recours respectifs, et qu'ils ont généralement organisé cette contribution sur la base de la gravité des fautes commises.

81. — Quoiqu'il en soit, tout en admettant que les décisions que nous venons d'étudier se rattachent au système de l'équivalence des conditions, il ne nous paraît pas possible de dire que la jurisprudence, dans son ensemble, se rapproche, par ses solutions, des résultats de cette théorie. Nous sommes obligé d'en douter, au contraire, parce que, souvent, les tribunaux ont formellement repoussé cette théorie. C'est de ce côté qu'une contre-vérification a son intérêt.

Parmi les exemples qui nous paraissent les plus concluants, il nous faut citer les espèces dans lesquelles le défendeur à l'action en responsabilité a commis une quelconque contravention à un règlement administratif. La théorie de la condition *sine qua non* conduit à rechercher, en pareil cas, si, en l'absence de cette contravention, le dommage se serait ou non réalisé. Or, il est évident que dans beaucoup de cas on doit affirmer que, sans la faute, il n'y aurait pas eu de préjudice et, pourtant, très souvent,

précise. La remarque est valable pour nombre des décisions que nous avons citées.

Voir, par exemple, Cass. Req., 29 oct. 1929, S. 1929.1.384. La Cour, après avoir appliqué ce critère, ajoute que le fait par elle retenu est « la seule cause *directe, réelle et efficiente* de l'accident ».

(1) Voir en ce sens : Cass. Civ., 20 mai 1935, *Gaz. Pal.* 1935.2.187.

la jurisprudence parvient à exonérer le défendeur. Examinons quelques-unes de ces hypothèses.

Un industriel néglige de munir sa machine à vapeur de l'appareil fumivore prescrit par le décret du 25 janvier 1865. Un incendie se déclare et atteint les immeubles voisins. La Cour de Rouen décide, le 24 décembre 1878 (S., 1879.2.179), que la contravention n'a pas une relation directe et nécessaire avec l'incendie. Cependant, si on tenait le raisonnement de la condition *sine qua non*, il faudrait poser la question dans ces termes : la contravention ne consiste pas à ne pas avoir pourvu une machine d'un dispositif fumivore, elle réside dans le fait de l'avoir fait fonctionner en l'absence d'un tel dispositif. Pour se conformer aux règlements, le propriétaire d'une machine non munie d'un appareil fumivore doit s'abstenir de l'utiliser. En l'espèce, s'il s'était abstenu, il est évident que l'incendie n'aurait pas éclaté, de sorte que la contravention commise peut bien être considérée comme la condition *sine qua non* du dommage éprouvé par les tiers, et, pourtant, la Cour ne trouve pas là un lien causal suffisant.

Un individu exerce une industrie sans avoir obtenu l'autorisation administrative réglementaire. Le feu prend naissance dans ses ateliers et se communique aux bâtiments contigus. Ne peut-on pas dire que, s'il avait respecté les règlements, il n'aurait pas ouvert son établissement et donc pas allumé de foyer ? Sans la contravention, le dommage était impossible ; elle en est, sans aucun doute, la condition *sine qua non*. Cependant, la Cour d'Aix a décidé, le 4 juillet 1894 (D. P., 1895.2.167), qu'en pareil cas la responsabilité de l'industriel ne pouvait être retenue, parce que l'autorisation qui faisait défaut n'eût pas nécessairement imposé des conditions de sécurité particulières contre le feu.

La dame Nourry, montée dans un compartiment de seconde classe avec un billet de troisième classe, fut blessée par suite de la brusque fermeture de la portière par un employé. Si elle n'avait commis une infraction à la police



des chemins de fer, elle ne se fût pas trouvée dans ce compartiment et l'accident n'aurait pas eu lieu. Peut-on en conclure que cette contravention est la cause de l'accident ? Non, juge le Tribunal civil de Saumur, le 28 février 1929 (*Gaz. Pal.*, 1929.2.28), en refusant d'exonérer l'administration des chemins de fer de l'Etat. Il précise même que « ...la contravention ...commise par un voyageur, muni d'un titre de transport, ne peut influencer sur la responsabilité du voiturier que si cette contravention est en soi dangereuse pour l'auteur... » et il condamne la Compagnie, qui n'établit pas et ne prétend même pas qu'en montant en seconde classe la dame Nourry « ait aggravé le danger que pouvait lui faire courir le transport ». Cette notion de danger résultant de la faute est tout à fait étrangère à la théorie de l'équivalence des conditions.

Voici encore un arrêt de la Cour de Colmar du 15 avril 1932 (*Gaz. Pal.*, 1932.2.101), qui s'oppose, par la solution qu'il consacre, à l'arrêt de la Chambre des requêtes du 19 décembre 1917, analysé plus haut. Une automobile s'arrête sur un passage à niveau par suite de la rupture d'une pièce de la direction ; le train surgit et endommage le véhicule. Le propriétaire soutient, contre la Compagnie des chemins de fer d'Alsace-Lorraine, qu'il y a eu inobservation des règlements par le préposé de la compagnie, qui a ouvert la barrière au moment où l'arrivée du train était imminente, et par le mécanicien du convoi, qui a accéléré sa vitesse depuis le départ de la station précédente en sorte qu'il n'était pas possible de connaître exactement l'heure de son passage. La Cour le déboute en relevant que les fautes ne sont pas établies ; mais, le seraient-elles, que la responsabilité de la Compagnie ne saurait davantage être retenue :

« ...Mais attendu que, quand bien même une imprudence ait été commise soit par le garde-barrière, soit par le mécanicien du train, cette imprudence ne saurait être considérée comme la cause génératrice du dommage ; qu'en effet, ainsi que l'ont très justement apprécié les

premiers juges, c'est l'arrêt forcé de la voiture et non la fermeture tardive de la barrière qui a été la cause de l'accident ; que cette brusque immobilisation, causée, d'après l'expert, par le dérèglement de l'arbre de transmission qui a occasionné l'accident ; et on doit considérer que, si même le train tamponneur était arrivé à l'heure réglementaire, il eut été impossible aux occupants de l'automobile, dans un espace de temps aussi court, de la mettre à l'abri d'un choc qui devait inévitablement se produire ; qu'ainsi le jugement doit être confirmé ;... »

Nous pensons que le critère de la condition *sine qua non* conduirait, en pareil cas, aux conclusions diamétralement opposées que la Cour de cassation adoptait en 1917.

Complétons cette série d'exemples par l'exposé d'une dernière espèce : un abordage se produit sur un canal entre une péniche et le bateau de course, le « *Sphinx* », qui circule sans autorisation des ingénieurs de la navigation. Le « *Sphinx* » n'aurait pas dû circuler sans cette autorisation et, s'il n'avait pas navigué, l'accident ne se serait pas produit. Cela n'empêche que la Cour de Douai impute la collision à la faute exclusive de l'équipage de la péniche, qui, étant tenu compte de sa lenteur de manœuvre et de la violence du vent ce jour-là, aurait dû être dirigée à la gaffe et non au gouvernail. Le pourvoi formé contre cet arrêt du 7 juin 1934 sollicite très nettement de la Cour suprême l'application du critère de condition *sine qua non* (Req., 9 nov. 1936, S., 1936.I.376).

« ...Attendu que... le pourvoi reproche à l'arrêt d'avoir déclaré l'équipage de la péniche seul responsable de l'accident sous le prétexte qu'il avait fait des manœuvres maladroites, alors que les constatations de l'arrêt que le bateau de course circulait dans le canal sans autorisation, impliquaient que *la collision ne se serait pas produite si ledit bateau n'avait pas enfreint les règlements* ;... »

La Chambre des requêtes le rejette, estimant, après avoir rappelé tous les faits du procès, que les juges du fond ont

pu décider que « l'inobservation des règlements n'a été, en aucune façon, la cause du dommage. »

Toutes ces décisions démontrent, et plus qu'à suffire, que la jurisprudence n'a pas hésité à rejeter, parfois, très ouvertement, le système de la condition *sine qua non*. On peut aisément en trouver d'autres qui nous apportent la même leçon avec autant de clarté (1). A la vérité, les juges ont quelquefois réglé les difficultés causales par le raisonnement de la condition *sine qua non* et ils ne sont pas restés insensibles aux approbations et aux encouragements dont une partie de la doctrine a salué des décisions que d'autres ont estimé osées ; mais ils ont bien vu que l'on ne peut y trouver la base satisfaisante d'un critère juridique général de la causalité. C'est pourquoi, dans les hypothèses que nous venons d'examiner, ils ont nettement écarté cette thèse en se plaçant exclusivement sur le terrain de la causalité et sans se laisser fléchir par d'autres considérations.

En dépit des aménagements que l'on a proposés sur le plan théorique, la notion de la condition *sine qua non* reste illimitée et il est indéniable qu'elle peut aboutir à des résultats déconcertants. Dans la tradition, comme dans le langage vulgaire, la cause ne se confond pas avec la condi-

(1) Voir, dans des hypothèses où il y a eu contravention : Cass. Req., 2 déc. 1884, D. P. 1885.1.423 ; — 7 mars 1892, D. P. 1892.1.502 ; — 13 mars 1895, D. P. 1896.1.19 ; — 30 janv. 1911, S. 1915.1.75 ; — Rouen, 24 janv. 1894, *Rec. Rouen*, 1894, p. 200 ; — Poitiers, 18 mars 1903, S. 1905.2.238 ; — Dijon, 20 janv. 1931, *Gaz. Pal.* 1931.1.408 et observations DEMOGUE, *Rev. Trim.*, 1931, p. 392 ; — Chambéry, 18 nov. 1937, D. H. 1938. p. 72 ; — Trib. Civ. Valence, 31 mars 1925, *Gaz. Pal.* 1925.2.157 ; — Trib. Correct. Hazebrouck, 1<sup>er</sup> déc. 1936, *Gaz. Pal.* 1937.1.322 ; — Trib. Civ. Chateaudun, 21 juill. 1937, D. H. 1937-543.

*Adde*, dans des hypothèses où il y a faute sans contravention : Paris, 5 déc. 1925, D. P. 1929.2.95, note DAILLANT ; — Besançon, 25 fév. 1937, S. 1937.2.97 ; note Paul DURAND ; — Rennes, 25 fév. 1937, *Rec. Rennes*, 1937, p. 253.

Voir aussi, en matière criminelle : Cass. Crim., 25 nov. 1916, S. 1917.1.97, note HUGUENEY ; — *Gaz. Trib.* 1916.1.57, avec rapp. cons. FABRY. — Cf. PIGNY, thèse, pp. 41 et suiv.

tion *sine qua non* ; elle implique, en quelque sorte, une qualité éminente particulière ; elle se différencie du fait insignifiant et banal qui n'a point, à proprement parler, de conséquences. Nous penchons à croire que la jurisprudence est restée fidèle à cette conception ; sa sagesse a peut-être consisté, précisément, à ne pas troquer l'à peu près de nos habitudes d'esprit traditionnelles et de notre langage courant contre des abstractions philosophiques. Parmi toutes les conditions sans lesquelles le dommage ne se serait pas produit, sans doute cherche-t-elle à en isoler une ou plusieurs qui méritent le titre de causes. Dans les termes si variés qu'elle emploie pour qualifier la relation causale ou le préjudice, n'y a-t-il pas la preuve qu'elle s'attache toujours à opérer un choix entre les conditions ? Nous le pensons et nous nous efforcerons de le montrer en étudiant, plus loin, les diverses formules de distinctions des conditions qu'elle a cherché à utiliser. Il apparaîtra alors, avec plus d'évidence, que la jurisprudence française ne se contente pas du critère de la condition *sine qua non*.

D'ailleurs, l'interprétation que nous étudions nous paraît également controuvée d'un autre côté.

En effet, les interprètes qui ont justifié les solutions de la jurisprudence par le système de l'équivalence des conditions exposent que la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect n'a aucun sens causal et ils s'attachent à démontrer que, lorsque les tribunaux l'utilisent pour écarter ou diminuer la responsabilité dans certains cas, leur décision repose en réalité sur des motifs qui n'ont aucun rapport avec la question de la causalité (1). Suivant eux, les sentences qui rejettent les demandes de dommages-intérêts par le motif que le préjudice est indirect se justifient véritablement par deux sortes de raisons : l'exonération du défendeur est prononcée, soit parce que l'un des éléments de la responsabilité n'est pas prouvé, soit parce que les tribunaux trouvent dans cette formule vague et

(1) MARTEAU, thèse, pp. 227-232 ; — FILIPPI, thèse, pp. 82 et s.

sans signification profonde le moyen de camoufler leur tendance à juger en équité. Tout d'abord, disent-ils, la jurisprudence écarte la demande en déclarant que le préjudice est indirect dans des cas où elle devrait, plus exactement et plus simplement, constater que le préjudice n'est pas certain ou que la relation causale est inexistante. Ensuite, et il en est ainsi dans la grande majorité des cas, cette notion de préjudice indirect permet aux tribunaux de proportionner le montant de la réparation à l'importance des fautes commises.

L'exactitude de cette explication n'est pas, tant s'en faut, démontrée et il nous paraît excessif de prétendre justifier exclusivement par ces deux sortes de motifs toutes les décisions qui utilisent la distinction du dommage direct et du dommage indirect. Il serait plus juste, pensons-nous, de dire que parfois, mais exceptionnellement, la jurisprudence a pu faire un usage erroné de la notion de préjudice indirect dans des hypothèses où la responsabilité devrait être écartée pour d'autres raisons, et que, d'une manière plus générale, elle dispose, à la faveur des difficultés du problème causal et de l'imperfection de ses solutions, de pouvoirs d'appréciation étendus lui permettant de tenir compte accessoirement de telles considérations d'équité qu'elle estime dignes de son attention.

Les auteurs ne citent que de rares exemples à l'appui de leur affirmation que le dommage est parfois déclaré indirect quand, en réalité, il n'est pas prouvé (1). Il n'est pas fréquent qu'une confusion véritable soit faite entre la question de la causalité et celle de l'existence du dommage. Tout au plus, s'est-elle produite dans quelques hypothèses particulières où elle s'explique par la nature du dommage invoqué (2). Il s'agit de cas où le préjudice consistant en

(1) MARTEAU, thèse p. 228 ; — FILIPPI, thèse, pp. 82-94.

(2) Voir : Cass. Civ., 3 mai 1897 D. P. 1898.1.118. — Un entrepreneur de travaux agricoles achète une machine qui se trouve avariée en cours de transport. Il réclame une indemnité à la Compagnie des chemins de fer du Midi, d'une part, parce qu'il ne peut exécuter un travail auquel il



un gain manqué apparaît par là même incertain, éventuel, hypothétique. Ce préjudice ne peut être prouvé aussi facilement que celui qui se traduit par la perte, la destruction ou la diminution d'un élément patrimonial existant. Pour établir le *lucrum cessans*, on ne peut guère que se livrer à des suppositions et à des spéculations assez voisines de celles que nous impose souvent la recherche du rapport causal ; aussi, est-il facile de comprendre que parfois les tribunaux passent insensiblement d'une question à l'autre et ne motivent pas leurs décisions avec une rigueur absolue. Au surplus, il ne faut pas exagérer la portée de cette confusion que la jurisprudence a su quelquefois éviter avec soin (1).

De même, il n'y a que très peu de cas, vraiment, dans

s'était engagé, et, d'autre part, parce que, en raison de cette avarie, on ne lui a pas passé des commandes sur lesquelles il pouvait compter. La Chambre Civile, cassant un arrêt de la Cour d'Agen du 3 janvier 1895, refuse de retenir ce second chef de préjudice, en décidant que « rien ne prouve que, même au cas de réussite des expériences, ces commandes se fussent produites ; que la privation d'avantages problématiques n'a pu être prévue lors du contrat de transport et ne constitue point une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention ». Il y a en réalité dans cet arrêt trois motifs superposés justifiant l'exonération du défendeur : 1) préjudice non prouvé ; 2) préjudice imprévu (art. 1150 C. Civ.) ; 3) préjudice indirect. Le premier seul eût été amplement suffisant.

Voir aussi : Cass. Civ., 16 mai 1922, S. 1922.1.358 ; — Req., 18 mai 1915, S. 1917.1.38 ; — Trib. Com. Tours, 6 juill. 1928, S. 1928.2.150.

(1) Voir, par exemple, Alger, 7 déc. 1891. D. P. 1892.2.44. — Un voyageur réclame des dommages-intérêts à la Compagnie Transatlantique, responsable de la perte de sa malle. Il allègue que, privé des objets contenus dans cette malle, il a dû renoncer à se rendre en Amérique où il devait trouver un emploi avantageux. La Cour le déboute en jugeant « qu'il n'apporte aucun adminicule de preuve de ce qu'il allègue ». Elle considère donc que le dommage n'est pas prouvé. Elle ajoute que si la preuve en était faite, aucune indemnité ne serait due, le préjudice n'étant pas la conséquence immédiate de la perte du colis. Le caractère indirect du préjudice n'intervient qu'à titre de motif subsidiaire.

Voir aussi : Cass. Req., 27 mars 1901, S. 1902.1.146 ; — Paris, 26 janv. 1934, D. H. 1934.186.

lesquels on puisse dire que la formule du préjudice indirect cache en réalité l'absence de toute relation causale entre le dommage et le fait incriminé. Un auteur ne cite à cet égard que deux arrêts (1) ; un autre en cite davantage, mais tous sont loin d'être concluants (2). D'ailleurs, la jurisprudence n'a pas besoin de recourir à ce détour du dommage indirect pour rejeter l'action du demandeur, quand il lui apparaît qu'il n'y a pas de relation de cause à effet entre le préjudice et le fait incriminé. Lorsque le cas se présente, elle n'hésite pas à déclarer ouvertement que les causes du dommage sont inconnues ou que le rapport causal fait défaut.

Reste alors la dernière explication. Est-il certain qu'on puisse rendre compte de la majorité des décisions qui font état de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect en se contentant de dire qu'elles s'inspirent seulement d'un désir d'équité ? N'y a-t-il là qu'un instrument commode permettant au juge d'exercer un certain *jus moderandi* (3) et de faire intervenir ce que l'on appelle « la considération de l'auteur » (4) ? Nous ne le pensons pas. Il est certain que la notion de responsabilité civile ne s'est pas complètement dissociée de l'idée pénale dans laquelle elle a pris naissance et la doctrine admet que les tribunaux sont volontiers enclins à tenir compte de la gravité des

(1) MARTEAU, thèse p. 229, cite Cass. Crim., 21 mars 1874, D. P. 1875.1.138 et Amiens, 9 janv. 1890, D. P. 1891.2.7.

(2) FILIPPI, thèse, pp. 94 et suiv. — Cet auteur multiplie les références ; mais il s'agit de décisions dans lesquelles le rapport causal n'est pas, à l'évidence, inexistant. Les exemples choisis sont ceux du recours des compagnies d'assurance et des administrations publiques contre les tiers auteurs d'accidents survenus aux assurés ou aux agents et ayant déclenché le versement d'indemnités ou de rentes. Ce sont des cas dans lesquels il est extrêmement difficile de se prononcer sur la question de causalité. Nous avons vu que la doctrine et la jurisprudence sont très divisées à cet égard. Il est peut-être osé d'affirmer, *a priori*, que, dans ces hypothèses, le rapport causal fait totalement défaut.

(3) MARTEAU, thèse, p. 231.

(4) MARTEAU, thèse, p. 221.

fautes commises pour fixer le montant des dommages-intérêts. Dans tous les domaines où ils jouissent d'une certaine liberté, cette tendance est agissante, mais on la devine plutôt qu'on ne la démontre, car elle n'est pas avouée et elle n'intervient que de manière très discrète. Elle se manifeste incontestablement dans la fixation du montant en numéraire des indemnités. Les juridictions inférieures le déterminent en pleine souveraineté et il leur est loisible, à condition que les motifs de leurs décisions ne le révèlent point, de s'inspirer plus ou moins largement de la culpabilité morale du responsable, de la situation de fortune des parties en présence ou de l'importance des polices d'assurances souscrites. Elle peut s'exercer aussi sous le couvert de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, qui n'est pas nette, et sur laquelle la Cour de cassation, malgré ses efforts en ce sens, ne peut s'arroger un contrôle rigoureux. Quand, dans un cas donné, le problème causal paraît présenter des difficultés particulières, quand les tribunaux éprouvent un réel embarras pour se prononcer, il est naturel que leur détermination se forme en considération de certains éléments de la cause : ils alourdiront la réparation à l'égard d'un défendeur très coupable ; ils ménageront celui qui n'a commis qu'une faute légère. Dans cette mesure, on peut dire avec M. H. Mazeaud (1) qu'il y a « une part de vérité » dans la thèse qui analyse l'emploi de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect par le souci d'équité de la jurisprudence. Mais, si ces considérations extra-causales interviennent assez fréquemment par le canal de la distinction du dommage direct et du dommage indirect, nous pensons qu'elle garde, au principal, dans l'esprit de la jurisprudence, une valeur causale. C'est ce que nous tâcherons de montrer, dans le paragraphe suivant, en recherchant si l'utilisation

(1) H. et L. MAZEAUD, *op. cit.*, II, n° 1675, p. 519.

Voir, aussi, sur l'intervention de ces considérations d'équité : PLANTÔL, RIPERT et ESMEIN, *op. cit.*, VI, n° 540 ; — DEMOGUE, *Oblig.*, IV, n° 369-370, pp. 8-10.

de la distinction ne traduit pas dans ses décisions un effort en vue d'opérer un certain choix entre les conditions du dommage pour ne retenir que celles qui méritent vraiment le titre de causes.

§ II. — **Persistance dans la Jurisprudence de l'idée de choix entre les conditions**

82. — Après avoir indiqué dans le paragraphe précédent pourquoi il nous paraît impossible d'expliquer toute la jurisprudence, comme on a parfois voulu le faire, par la théorie de l'équivalence des conditions, ou, plus exactement, par le critère de la condition *sine qua non*, nous sommes conduit à penser que l'idée d'un choix entre les conditions garde toujours les préférences de la pratique judiciaire. S'il en est ainsi, elle reste fidèle au principe de la supériorité de la cause sur la condition et elle conserve à la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect son sens traditionnel. Il ne faut jamais perdre de vue la liaison intime qui unit cette distinction au problème de la causalité. Nous avons montré précédemment que la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect telle que le Code l'a entendue correspond à une conception impliquant que la causalité est susceptible de degrés. Si la jurisprudence distingue nettement la cause de la simple condition, si elle détermine la cause en procédant à un certain choix entre les conditions, elle adopte un système de cet ordre. Dans cette mesure, on pourrait dire qu'elle continue à résoudre le problème causal à l'aide du principe que les rédacteurs du Code avaient présent à l'esprit lorsqu'ils ont voulu construire, dans l'article 1151, la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect.

Les exemples que nous venons de citer en combattant la thèse qui dégage une prétendue harmonie entre les solutions de la jurisprudence et le système de l'équivalence viennent déjà à l'appui de cette affirmation. Nous allons chercher à l'étayer davantage par l'examen des formules

courantes que les tribunaux utilisent et par l'analyse de quelques espèces. Ensuite, nous nous demanderons si une interprétation plus poussée de la jurisprudence est possible et, en particulier, si elle consacre par ses résultats, la théorie de la causalité adéquate.

ARTICLE PREMIER. — L'IDÉE DE CHOIX ENTRE LES CONDITIONS DANS LES FORMULES ET LES SOLUTIONS DE LA JURISPRUDENCE

83. — Notre intention n'est pas d'attribuer aux diverses formules utilisées par la jurisprudence plus d'importance qu'elles n'en ont en réalité. Nous savons que les tribunaux ne se sont pas arrêtés longuement à l'examen de ces questions. En outre, devant les difficultés qui se posent en notre matière, les mots perdent vite un sens précis. Néanmoins, sans vouloir détailler la terminologie des décisions, ce qui serait hasardeux, nous pensons qu'en rapprochant les expressions qu'elles emploient des solutions qu'elles adoptent, on peut être amené à présenter quelques remarques et à dégager certains enseignements. Sous les formules nombreuses et variées qui parsèment la jurisprudence, il est possible de saisir, croyons-nous, deux tendances apparentées : en premier lieu, il semble que les tribunaux continuent à voir dans la causalité une qualité des faits variable en intensité et susceptible de degrés ; en second lieu, ils s'attachent à faire un effort constant pour opérer une sélection entre les conditions et pour caractériser avec plus de force celles qui méritent le titre de causes.

L'idée que la causalité est susceptible de nuances et de degrés transparait assez clairement dans certaines des formules de la jurisprudence. Si, en effet, elle n'utilise pas couramment la notion de cause suffisante ou de cause suffisamment directe que la doctrine a parfois préconisée, quelques décisions l'ont cependant mise en œuvre et présentent, de ce chef, un intérêt certain.

Un arrêt souvent cité en notre matière est celui de la Cour de Douai du 31 décembre 1900 (S. 1903.2.236), qui



a pris un relief singulier depuis que s'est posée, assez récemment, et avec tant d'acuité, la question de la responsabilité du propriétaire d'une automobile volée, envers les tiers victimes d'accidents causés par le voleur. Un cocher avait abandonné son attelage dans une rue fréquentée ; un ivrogne survint, s'en empara et provoqua un accident dans lequel un passant fut blessé. La cocher avait commis une contravention et donc une faute caractérisée. Le tribunal de Lille refusa pourtant de retenir la responsabilité de son commettant. La Cour de Douai réforma ce jugement et décida que les premiers juges avaient à tort débouté le demandeur, une relation *suffisamment directe* de cause à effet existant entre la négligence du cocher et l'accident survenu. On cite souvent cette décision à l'appui de la thèse qui prête à la jurisprudence la consécration implicite de la théorie de la condition *sine qua non*. Il est certain, en effet, que la solution adoptée peut se justifier par le raisonnement de la condition *sine qua non* et, pourtant, les termes de l'arrêt impliquent que la relation causale est graduée et nuancée, puisque, *a contrario*, il est possible de concevoir une relation insuffisamment directe de cause à effet (1).

Dans une espèce identique, mais plus moderne, car elle concerne un vol d'automobile, le Tribunal civil de la Seine décidait le 7 juillet 1936 (*Gaz. Pal.*, 1936.2.551 et concl. subst. Dallant), qu'il n'y avait pas, entre la faute initiale du propriétaire et celle du voleur, « une relation causale *suffisante* » (2), l'imprudence du premier étant sans rapport aucun avec celle du second. Cette solution s'oppose donc à celle que nous venons de rapporter. Il ne faut pas s'en étonner, car il s'agit là d'un cas très ardemment controversé et dans lequel il est particulièrement délicat de se prononcer sur le rapport de causalité. Retenons cependant que ces deux décisions, bien qu'elles soient diamétra-

(1) Voir aussi : Poitiers, 25 juill. 1882, S. 1886.1.423 ; — Bordeaux, 29 nov. 1934, *Gaz. Pal.* 1935.1.357.

(2) Voir aussi, dans la même hypothèse : Besançon (aud. solennelle), 25 fév. 1937, S. 1937.2.97, note Paul DURAND.

lement opposées en ce qui concerne la solution de fond du litige, se rattachent, l'une et l'autre, à une idée d'intensité variable du rapport causal. En cela, elles paraissent bien contredire la thèse trop simple qui veut trancher catégoriquement tout le problème causal par le critère de la condition *sine qua non*, exclusif de toute espèce de degré.

La même notion de cause suffisante reparaît dans les termes d'un jugement du Tribunal civil de la Seine du 6 février 1936 (*Gaz. Trib.* 1913.II.360). Une personne, après avoir porté des gants neufs qu'elle venait d'acheter, se trouva atteinte d'une dermite éruptive particulière des mains, du cou et du visage. Elle en attribua l'origine à la fabrication défectueuse des gants et assigna les vendeurs en réparation du préjudice ainsi éprouvé. Les experts nommés par le Tribunal indiquèrent bien qu'en effet ces gants n'avaient pas été étrangers à l'éclosion de l'affection considérée, mais ils ajoutèrent qu'elle devait, sans doute, s'expliquer aussi par les dispositions physiques spéciales de la demanderesse. Le Tribunal reprit leurs conclusions pour rejeter l'action :

«... Attendu qu'il paraît donc résulter des constatations des experts que si les gants ont été la cause forcément nécessaire à l'apparition de la dermite, ils ne pouvaient, à eux seuls, être une *cause suffisante* pour la déterminer... ».

Il y a donc là une nouvelle manifestation de la notion de cause suffisante dans une décision intéressante à maints égards, puisqu'en outre elle écarte le critère de la condition *sine qua non* et procède à un choix si net entre les conditions qu'il la conduit à innocenter entièrement l'une d'elles, bien qu'elle ait très certainement participé à la réalisation du dommage.

Dans le même ordre d'idées, il convient de noter que les tribunaux prennent fréquemment le soin de qualifier la relation de cause à effet d'une manière particulière. Il leur apparaît nettement que les faits ne peuvent être considérés isolément les uns des autres, mais qu'il existe une gamme fort étendue de rapports et de connexions possibles entre eux. On ne peut donc se contenter d'une corrélation quel-

conque, plus ou moins lâche, et il faut, au contraire, pour qu'un fait puisse être incriminé et mériter le titre de cause, qu'il commande réellement le préjudice et que ce dernier soit placé sous sa stricte dépendance. C'est ainsi, par exemple, que la jurisprudence exige quelquefois, pour prononcer une condamnation, que soit démontrée une *relation étroite* entre la faute et le dommage. L'emploi d'une telle formule conduit à penser qu'il existe certains liens de causalité que les tribunaux négligent, parce qu'ils ne leur paraissent pas suffisamment forts et rigoureux.

Toujours dans l'hypothèse du vol d'automobile, la Cour de Nîmes déclare dans un arrêt du 19 mars 1928 (S. 1928.2.93) : ...« Qu'il ne suffit pas qu'une faute soit constatée pour qu'elle engage pécuniairement son auteur ; qu'il faut qu'il y ait entre elle et le dommage dont la réparation est demandée une relation certaine de cause à effet ; qu'on ne saurait se contenter de relever de l'un à l'autre un *rapport vague et distant* ; que le lien de causalité doit être *réel et étroit* ; que la volonté du législateur s'est nettement exprimée à cet égard dans l'article 1151 C. civ., concernant aussi bien les quasi délits que les contrats, où il exige que le préjudice doit la suite immédiate et directe de la faute... » L'arrêt mentionne que, dans le cas considéré, la négligence du propriétaire de l'automobile n'a pas eu pour conséquence directe et immédiate les dégâts dont se plaint la victime parce que les divers faits soumis à la Cour « ne se commandent pas inéluctablement les uns les autres dans un *enchaînement rigoureux* et nécessaire ». Il oppose, en concluant, la faute du voleur, *cause directe*, à la faute du propriétaire, dont il se refuse à faire même une *cause indirecte et lointaine* du dommage.

Le Tribunal de commerce de Marseille adopte une solution de ce type, dans une hypothèse analogue, par jugement du 22 mai 1930 (*Gaz. Pal.*, 1930.2.121). S'il refuse, il est vrai, d'admettre que le propriétaire de la voiture ait commis une faute, il relève pourtant que le vol a été la conséquence de son défaut de surveillance et décide, finale-

ment, que la cause de l'accident est la conduite déréglée du véhicule par le voleur (1).

Si donc il est exact, comme nous le pensons, que les tribunaux exigent non pas un simple rapport de corrélation mais une relation causale affirmée et caractérisée, il en résultera qu'en présence d'un cas d'espèce quelconque, ils chercheront à dégager, entre le préjudice et l'un ou plusieurs de ses antécédents un lien de cette nature. Nous trouvons ici la deuxième tendance dont nous avons cru pouvoir affirmer l'existence dans la jurisprudence actuelle : un effort persistant des juges pour opérer un choix entre les diverses conditions du dommage. Il s'agit d'éliminer les conditions qui se rattachent au dommage par un lien causal inférieur et insuffisant, pour ne retenir que celles auxquelles le préjudice se relie par un rapport de dépendance étroit et suffisant.

84. — C'est dans la variété et le sens profond des qualificatifs si volontiers employés par les tribunaux que l'on peut trouver la trace la plus marquante de leur effort constant en vue de réaliser une sélection des conditions du dommage. En effet, pour opérer ce choix et pour insister sur les qualités particulières que doit présenter le rapport de causalité, ils usent très fréquemment d'adjectifs qui vien-

(1) Voir aussi : Besançon, 17 déc. 1902, D. P. 1903.2.406 : « relation étroite » ; — Nancy, 10 juill. 1931, D. P. 1936.1.83 : « rapport indirect et lointain ». — Trib. Civ. Seine, 23 janv. 1922, D. H. 1924.319 : « relation étroite et directe » ; — Trib. Civ. Caen, 24 juin 1937, *Gaz. Pal.* 1937.1.442 : « lien de causalité suffisamment étroit » ; — Paris, 28 avril 1887, S. 1891.1.321.

On trouve également les expressions :

« Corrélation nécessaire » : Civ., 4 fév. 1895, S. 1895.1.356.

« Relation nécessaire de cause à effet : Cass. Civ., 8 juill. 1914, S. 1915.1.70 ; — Req., 5 fév. 1884, S. 1886.1.423 ; — Paris, 29 janv. 1931, *Gaz. Pal.* 1931.1.694 ; — Trib. Civ. Valence, 31 mars 1925, *Gaz. Pal.* 1925.2.157.

« Relation effective » : Trib. Com. Tours, 6 juill. 1928, S. 1928.2.150 ; — Trib. Com. Seine, 18 janv. 1930, *Gaz. Pal.* 1930.1.601.

nent mettre en valeur le mot cause appliqué à certains faits. Quelques exemples définiront mieux cette tendance et ce procédé.

En premier lieu, il convient de remarquer que les tribunaux répugnent à statuer sur le concours et, en quelque sorte, sur le conflit des causes multiples. Chaque fois qu'ils le peuvent, ils ne manquent pas de décider qu'un fait est la cause exclusive et unique du préjudice considéré.

Ce n'est pas à dire qu'ils exigent qu'un fait soit la cause unique d'un dommage pour lui attribuer le titre de cause. En consacrant antérieurement quelques lignes à ce critère, qui a connu un grand succès dans la doctrine ancienne, nous avons vu, qu'en présence de la complexité et de l'enchevêtrement des faits du monde, la notion de cause exclusive est presque difficilement concevable et nous avons noté que son utilisation sur le plan juridique entraînerait une singulière restriction de la responsabilité. Aussi bien, les tribunaux ont-ils posé, depuis longtemps, dans de véritables attendus de principe, qu'il n'est pas nécessaire, pour qu'un fait mérite le titre de cause du dommage, qu'il en soit la cause unique et exclusive (1). A peine quelques décisions (2) font-elles tache dans le nombre de celles qui ont nettement formulé cette règle, la seule peut-être que l'on puisse dégager avec certitude de la jurisprudence.

Mais, en affirmant ce principe, elle n'a pas pour autant renoncé à faire emploi de la notion de cause exclusive. Si, à leurs yeux, cette notion correspond au maximum, au comble de la causalité, les tribunaux en ont justement déduit qu'elle ne peut servir de critère général sous peine de paralyser le jeu des règles de la responsabilité, à une

(1) Cass. Civ., 20 août 1879, S. 1880.1.55 ; — 10 nov. 1884, S. 1885.1.129, note LYON-CAEN ; — 7 août 1895, D. P. 1896.1.81, note PLANIOL ; — 11 nov. 1896, S. 1898.1.228 ; — 28 mars 1900, D. P. 1900.1.208 ; — 31 juill. 1912, S. 1913.1.16 ; — 24 juill. 1918, S. 1920.1.359 ; — 1<sup>er</sup> fév. 1937, S. 1937.1.361, note MOREL ; — Req., 28 déc. 1933, D. H. 1934.85

(2) Trib. Civ. Bordeaux, 14 déc. 1933, D. H. 1934.96 ; — Trib. Paix Neuchâtel-en-Bray, 8 juin 1907, *Gaz. Trib.*, 1907.2.11.267.



époque où l'évolution se poursuit dans le sens de leur extension continue. Néanmoins, chaque fois qu'ils en trouvent l'occasion, ils ne se font pas faute de juger qu'un dommage peut être attribué à une cause unique et exclusive (1).

Ces décisions ont d'ailleurs soulevé quelques critiques, car on fait remarquer, assez justement, qu'un fait, si simple et banal soit-il, est dans la majorité des cas, sinon dans tous, la résultante de forces multiples et d'antécédents nombreux. De la sorte, a-t-on dit, quand, dans une hypothèse quelconque, la jurisprudence retient une cause exclusive, sa solution n'est pas strictement conforme aux principes logiques de la causalité ; on pourrait donc penser qu'elle s'inspire alors de considérations extra-causales et qu'elle cherche le plus souvent, en pareil cas, à exonérer l'auteur d'une faute légère pour reporter tout le poids de la réparation sur l'auteur de la faute la plus grave.

Cette remarque contient assurément une part de vérité ; mais il faut ajouter, croyons-nous, que le goût persistant des tribunaux pour cette notion en quelque sorte périmée traduit assez clairement leur tendance à isoler une des conditions en négligeant les autres et, donc, à pratiquer un

(1) Cass. Civ., 14 juin 1887, S. 1890.1.434 ; — 28 fév. 1910, S. 1911.1.329, note APPERT ; — 6 janv. 1914, D. P. 1916.1.118 ; — 3 mai 1935, D. H. 1936.443 ; — Req., 8 mai 1893, S. 1894.1.214 ; — 5 nov. 1909, D. P. 1900.1.554 ; — 9 mai 1911, S. 1911.1.495 ; — 8 nov. 1921, S. 1922.1.251 ; — 27 oct. 1924, D. H. 1924.637 ; — 16 janv. 1928, S. 1928.1.180 ; — 5 août 1929, S. 1930.1.167 ; — 29 nov. 1933, S. 1934.1.92 ; — 27 oct. 1936, S. 1936.1.376 ; — 9 nov. 1936, S. 1937.1.8.

Crim., sur l'action pénale, 25 nov. 1916, S. 1917.1.97, note J.-A. ROUX. — 30 juin 1933, D. H. 1933.479 ;

Sur l'action civile, 23 oct. 1931, S. 1932.1.194.

Voir aussi : Douai, 30 mai 1894, *Gaz. Pal.* 1894.2.101 ; — Angers, 11 août 1902, S. 1903.2.208 ; — Paris, 7 juin 1919, *Gaz. Trib.* 1919.2.274 ; — Nancy, 6 avril 1921, S. 1922.2.29. — Paris, 19 nov. 1934, D. P. 1935.2.5, note APPLETON ; — Paris, 8 juill. et 30 juin 1936, D. P. 1936.2.76, note H. C. ; — Trib. Civ. Nice, 5 nov. 1923, D. P. 1924.2.94 ; — Trib. Civ. Caen, 3 fév. 1936, *Gaz. Pal.* 1936.1.736 ; — Trib. Civ. Seine, 21 juin 1937, D. H. 1937.480.

certain choix entre les conditions. En effet, s'il est exact qu'ils manient un peu abusivement parfois la notion de cause unique, il en résulte évidemment qu'ils écartent certaines conditions, qui ont pu jouer un rôle causal, pour ne retenir que la plus importante.

Voici encore un exemple pris dans la matière d'actualité que constitue la responsabilité du propriétaire d'une automobile volée, à l'égard des tiers victimes d'accidents imputables au voleur. Un arrêt de la Cour de Paris du 5 décembre 1925 (D. P. 1929.2.95, note Dallant) constate que le chauffeur de la voiture a commis une faute en l'abandonnant sans surveillance sur la voie publique : le véhicule, dit la Cour, ne se serait peut-être pas trouvé aux mains du voleur si le chauffeur avait été plus diligent. Ainsi, dans cette remarque, apparaît un certain rapport de dépendance entre cette faute et les événements qui l'ont suivie. N'y a-t-il pas, même, dans cette proposition, l'affirmation qu'il existe, entre la faute et le dommage, un lien causal, peut-être léger et fragile, sans doute insuffisant, mais incontestable ? L'arrêt porte néanmoins que l'accident a été causé *uniquement* par l'imprudence du voleur et il écarte entièrement la responsabilité civile du chauffeur fautif et de la Compagnie dont il était le préposé. Sous le couvert de la notion de cause unique, la Cour sélectionne un antécédent qui lui paraît plus important et exclut une condition, dont le rôle lui semble seulement accessoire.

Cet exemple de choix d'une condition par le détour de la formule de la cause unique est d'autant plus typique que, dans des cas identiques, certains arrêts ont trouvé un rapport suffisant entre la faute du propriétaire de la voiture et les blessures de la victime.

Mais, si l'usage que font les tribunaux de la notion de cause exclusive montre déjà leur penchant à opérer un choix entre les conditions du dommage, leur prédilection pour un semblable système apparaît plus clairement encore dans l'emploi courant qu'ils font de certains autres qualificatifs. Que de fois la cause incriminée par les décisions

est dite cause *principale, essentielle, première initiale, déterminante, génératrice, réelle ou efficiente* (1) ! Que de fois aussi ces épithètes viennent se combiner et se renforcer, en des formules quelque peu redondantes. Même en reconnaissant volontiers, cela s'impose, que les mots n'ont que peu de prix dans ce domaine, nous ne pensons pas qu'on puisse contester sérieusement que tous ces qualificatifs traduisent l'attachement de la jurisprudence à la vieille thèse de la prééminence causale de certaines conditions. Si les tribunaux cultivent toujours ces formules, c'est qu'au moins

(1) Parmi les expressions les plus fréquentes, on trouve celles de cause efficiente, cause génératrice, faute ou imprudence génératrice du dommage.

Voir, par exemple : Cass. Civ., 3 mai 1935, D. H. 1935.443 ; — Crim.. 8 mai 1936, *Gaz. Pal.*, 1936.2.224 ; — Req., 7 fév. 1894, S. 1898.1.278 ; — 29 oct. 1929, S. 1929.1.384 ; — 5 nov. 1929, S. 1930.1.166 ; — 24 nov. 1931, S. 1932.1.88 ; — 21 juin 1937, D. P. 1938.1.23, note MIMIN ; — Douai, 30 mai 1894, *Gaz. Pal.*, 1894.2.101 ; — Rouen, 2 avril 1898, S. 1899.2.4 ; — Grenoble, 6 nov. 1901, D. P. 1902.2.335. — Paris, 13 déc. 1918, D. P. 1921.2.103 ; — Nîmes, 16 déc. 1927, D. H. 1928.234 ; — Paris, 14 déc. 1932, *Gaz. Pal.*, 1933.1.394 ; — Paris, 26 nov. 1932, S. 1933.2.93 ; — Besançon, 29 oct. 1934, D. H. 1934.593 ; — Besançon. 5 juin 1935, *Gaz. Pal.*, 1935.2.410 ; — Besançon, 22 juin 1935, S. 1936.2.22 ; — Paris, 4 déc. 1935, S. 1936.2.166 ; — Trib. Civ. Seine, 16 mai 1908, *Gaz. Trib.*, 1908.2.146 ; — Trib. Civ. Seine, 5 déc. 1917, D. P. 1919.2.14 ; — Trib. Com. Seine, 14 nov. 1924, *Rec. Assur.*, 1924.360 ; — Trib. Correct. Versailles, 4 mai 1934, *Gaz. Trib.*, 1934.II.2.143.

Pour les formules : Cause initiale, première, principale, voir : Cass. Req., 16 juin 1925, D. P. 1926.1.181 ; — Nancy, 30 oct. 1899, *Gaz. Pal.*, 1899.2.644 ; — Paris, 24 mars 1936, *Gaz. Pal.*, 1936.2.58, sous note a , — Paris, 1<sup>er</sup> avril 1936, *Gaz. Pal.*, 1936.2.58, sous note b ; — Chambéry, 9 avril 1936, *Gaz. Pal.*, 1936.2.158 ; — Paris, 16 juin 1936, *Gaz. Pal.*, 1936.2.675 ; — Trib. Civ. Toulouse, 17 déc. 1919, *Gaz. Trib.*, 1920.2.144 ; — Trib. Civ. Mortagne, 11 mai 1922, *Gaz. Pal.*, 1922.2.253 et observations DEMOGUE, *Rev. Trim.*, 1922, p. 888.

Cause déterminante: Cass. Civ., 13 mars 1900, D. P. 1900.1.588. — 10 mars 1902, D. P. 1903.1.403 ; — 4 fév. 1903, D. P. 1903.1.378 ; — Req., 27 mai 1895, S. 1895.1.460 ; — 23 déc. 1912, D. P. 1914.1.304 ; — Paris, 26 mars 1886, D. P. 1887.2.57 ; — Paris, 23 mars 1887, D. P. 1887.2.251 ; — Pau, 30 déc. 1890, S. 1891.2.65 ; — Paris, 18 juin 1935, S. 1936.2.56 ; — Trib. Civ. Seine, 7 juill. 1925, D. H. 1925.525.

dans leur pensée, la notion de la cause qu'ils entendent consacrer s'oppose, de manière peut-être imprécise mais indéniable, à certaines conceptions de causes secondes, accessoires et peu efficaces, de causes insuffisantes et inférieures que le droit doit négliger.

La prééminence causale reconnue à certaines conditions conduit à deux sortes de résultats : ou bien une seule des conditions est retenue à titre de cause à l'exclusion des autres, ou bien, en cas de responsabilité partagée, il y a une tendance parfois à répartir la charge du dommage en proportion de la causalité respective des conditions posées. Sans doute, la jurisprudence procède, en principe, à cette répartition en tenant compte de la gravité des fautes commises, mais, dans quelques décisions, elle s'est efforcée d'organiser ce partage en fonction de l'idée de causalité.

Apportons maintenant quelques exemples :

Dans un arrêt du 16 juin 1925 (D. P., 1926.1.181), la Chambre des requêtes approuve une distinction faite par la Cour de Lyon entre deux conditions en tenant compte de leur causalité respective. Le propriétaire d'un terrain n'a pas révélé au notaire, chargé par lui de le vendre, l'existence d'une servitude *non ædificandi*. L'acheteur met en jeu la responsabilité du notaire pour se faire indemniser du préjudice qu'il éprouve. Le notaire, qui est condamné, dirige à son tour un recours contre le vendeur. Après la Cour de Lyon, la Chambre des requêtes décide que la faute du vendeur a été la première et la principale cause du préjudice éprouvé et elle se prononce pour un partage de responsabilité. Il y a, dans cette espèce, un véritable classement des causes et l'une d'elles se voit attribuer une importance plus considérable que l'autre.

Dans un autre cas, la Cour de Dijon s'inspire d'une distinction du même ordre, si l'on en croit les termes de son arrêt du 20 janvier 1931 (*Gaz. Pal.*, 1931.1.408) (1). La question posée était celle de savoir si un propriétaire qui

(1) Cf. Observations de DEMOGUE, *Rev. Trim.*, 1931, p. 392.

n'a pas élagué une haie vive à un carrefour de routes peut être rendu responsable de la collision survenue à cet endroit entre deux automobiles. La Cour ne méconnaît pas que le défaut d'élagage de la haie a pu « intervenir *comme un facteur* dans la collision », mais elle décide que la « cause *directe et efficiente* » de l'accident est une faute de l'un des automobilistes, qui, en raison de la visibilité imparfaite que créait cet état de choses, avait l'obligation de ralentir et de serrer plus particulièrement sur la droite. La faute du propriétaire de la haie n'est pas considérée comme absolument étrangère à l'accident ; elle se trouve cependant éclipsée par une autre cause qui, dans l'esprit de la Cour, revêt plus d'importance.

Parfois aussi cette hiérarchisation et ce choix des conditions se manifestent par l'intermédiaire de certaines distinctions comme celles de la cause et du moyen ou de la cause et de l'occasion.

La Cour d'Orléans applique la première dans un arrêt du 19 janvier 1907 (*Gaz. Trib.*, 1907.1.11.358). Un particulier a confié des titres au porteur à un banquier ; le fils de ce dernier les détourne et les fait vendre par un de ses amis. La personne qui a ainsi matériellement réalisé la vente est assignée en dommages-intérêts par le déposant. La Cour déboute le demandeur en relevant la bonne foi du vendeur, qui est exclusive de toute faute. Elle complète son arrêt : un doute pourrait subsister sur la valeur de ce motif et, peut-être, pourrait-on aller jusqu'à retenir une imprudence à la charge de l'intermédiaire ; la solution resterait cependant la même, car le dommage n'est pas la conséquence de cette faute possible : elle « n'a pas été la *cause*, mais seulement le *moyen* qui a servi à produire le préjudice ».

Cette distinction de la cause et du moyen n'est pas fréquemment mise en œuvre ; mais celle de la cause et de l'occasion jouit, au contraire, d'une certaine faveur. Par l'opposition de ces termes, la jurisprudence veut exprimer que les antécédents du résultat, du dommage, ont une par-



ticipation inégale à sa réalisation et que leur rôle à tous n'est pas identique. L'action des uns, discrète et secondaire, consiste peut-être surtout à permettre et à favoriser le développement des autres, dans lesquels réside la véritable efficacité causale.

Des joueurs de football s'amuse dans la rue avec leur ballon, qui, frappé par un pied maladroit, va briser la vitre d'une boutique ; une personne est blessée à l'intérieur. La victime, alléguant qu'il y a eu faute commune des joueurs, leur réclame, en mettant aussi en cause le Club Sportif International auquel ils sont affiliés, la réparation du préjudice qu'elle éprouve. Elle perd son procès, le Tribunal civil de la Seine estimant, dans l'attendu fort intéressant que voici, extrait de son jugement du 8 janvier 1912 (D. P. 1912.2.312), que cette faute n'est pas la cause directe du dommage :

« ...Attendu que la faute commune invoquée a consisté à jouer dans la rue ; qu'on ne saurait considérer cette faute comme étant la cause de l'accident ; que ce n'est pas le fait d'avoir joué dans la rue qui a engendré l'accident, mais bien la maladresse d'un joueur qui a lancé le ballon dans une direction où il ne comptait pas l'envoyer, sans se rendre compte de la force de projection ; qu'il ne faut pas confondre la *cause directe* avec les circonstances qui lui ont permis de se produire, qui, elles, n'ont qu'un *coefficient indirect*... »

Un arrêt de la Cour de Bordeaux du 26 octobre 1926 (*Gaz. Pal.*, 1927.1.355) se signale à notre attention par la richesse de ses termes et la variété de ses formules. Une automobile dépasse un camion et lui coupe brusquement la route. Le chauffeur du camion, pour éviter un grave accident, doit diriger son véhicule sur l'accotement, au risque d'être précipité dans un ravin. Personne n'est blessé, mais le choc nerveux éprouvé par le conducteur du camion, prédisposé par tempérament à l'apoplexie, détermine chez lui une attaque d'hémiplégie. La Cour, statuant d'abord sur le délit de blessures involontaires reproché à l'automobiliste,

retient sa responsabilité pénale. Elle examine ensuite la demande de dommages-intérêts formée par le malade. Les experts ont constaté que ce dernier se trouvait atteint d'une invalidité totale en raison d'une nouvelle attaque qui a fait suite à la première, et leur rapport note qu'il était, au jour de l'accident, un prédisposé en imminence d'hémorragie cérébrale. La Cour ne lui accorde alors qu'une indemnité partielle, en décidant que « la collision n'est que la *cause occasionnelle* de l'hémiplégie et non la *cause principale et nécessaire* ; la *cause directe et essentielle* de la rupture vasculaire, sans laquelle l'émotion et la colère seraient devenues inopérantes, résidant dans l'altération profonde des parois des artères cérébrales. »

Un taxi qui circule à grande vitesse dans une rue de Paris se renverse sur la chaussée après avoir heurté des bornes lumineuses posées sur le sol et non éclairées. La Cour de Paris juge, par arrêt du 16 novembre 1937 (*Gaz. Pal.*, 1938.1.336), « que la présence sur la voie publique d'un obstacle non éclairé a été, en l'espèce, la cause de l'accident, la vitesse du taxi n'en ayant été qu'une *circonstance occasionnelle* » ...Elle précise même que le défaut d'éclairage des bornes doit être considéré comme la cause unique de l'accident (1).

Le 21 février 1931 (D. H. 1931.199), la Cour de Montpellier, statuant sur le recours de la Compagnie des chemins de fer du Midi contre l'auteur d'un accident survenu à un agent du réseau, s'attache très nettement à justifier la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect par l'opposition de la cause et de l'occasion :

« ...Attendu que les tribunaux correctionnels ne sont compétents pour allouer des dommages-intérêts à la partie civile qu'autant que la condamnation qu'ils prononcent

(1) Voir aussi, Cass. Req., 31 mars 1909, S. 1910.1.188, qui oppose la cause occasionnelle et la cause initiale.

Un arrêt de Paris (5 déc. 1930, *Gaz. Pal.*, 1930.2.1022, avec concl. conf. ay. gén. LAMOTHE) voit, dans des contraventions au Code de la route, la cause indirecte et occasionnelle de la rencontre de deux automobiles.

prend directement sa source dans le préjudice résultant du délit retenu à la charge du prévenu ; qu'il faut qu'il y ait un lien de causalité entre la faute et le dommage ; que le préjudice souffert soit une suite immédiate et directe du délit ; qu'en aucun cas, et selon la règle posée dans l'article 1151 C. civ. applicable dans la théorie de la responsabilité délictuelle, l'auteur responsable ne doit réparer le *dommage indirect*, qui est celui dont le délit qui a été commis n'a été que l'*occasion* et nullement la *cause efficiente* ; que l'action de la Compagnie n'a pas d'autre but que de demander la réparation d'un dommage direct.. » (1).

Et, puisque nous retrouvons cet exemple tant de fois déjà mis à contribution dans le cours de ce travail, il est opportun de signaler que la jurisprudence, à maintes reprises, a résolu le problème qu'il pose à l'aide des directives proposées par M. Ripert. Ce fait mérite bien qu'on le mentionne puisque, dans cette matière, les travaux de la doctrine n'ont trouvé que peu d'écho dans la pratique judiciaire. Nous savons que M. Ripert a estimé qu'il était possible de faire le partage entre le préjudice direct et le préjudice indirect par le moyen de la distinction de la cause et de l'occasion. Le savant maître ajoute que cette distinction est relativement facile à préciser dans le cas où le dommage éprouvé par la victime consiste dans la nécessité où elle se trouve de s'acquitter d'une obligation pré-existante : en pareille hypothèse, la cause est la source juridique de l'obligation. Ainsi, l'obligation d'une administration publique prend sa source dans le statut des agents et le fait fautif d'un tiers, qui en provoque le déclenchement, n'est que l'occasion du dommage éprouvé.

En application de cette règle, l'éminent professeur enseigne que le recours des administrations publiques doit être considéré comme irrecevable, parce qu'il tend à obtenir la réparation d'un préjudice indirect. Cette opinion, si

(1) Voir, encore, dans le même cas : Bordeaux, 29 nov. 1934, *Gaz Pal.* 1935.1.357, qui oppose la cause génératrice et l'occasion.

hautement autorisée, a recueilli, pendant un certain temps au moins, l'adhésion empressée des tribunaux qui ont parfois consacré, dans les termes mêmes de M. Ripert, le système dont il a préconisé l'application (1).

La Chambre des requêtes et la Chambre civile n'ont pas accepté cette solution et, à leur suite, les tribunaux inférieurs ont assez docilement admis la possibilité du recours en question.

La Chambre criminelle l'écarte toujours, de telle sorte que l'action, bien qu'elle soit exactement la même dans les deux cas, reçoit des solutions différentes suivant qu'elle est portée devant les tribunaux civils ou jointe à une action publique devant les tribunaux répressifs (2). Il y a là un véritable conflit de jurisprudence qui se perpétuera tant que les juridictions inférieures auront le souci de se conformer, dans chaque cas, à la jurisprudence de la Chambre qui connaîtrait d'un éventuel pourvoi.

Quoi qu'il en soit, cette question a donné lieu à de nombreuses applications de la distinction de la cause et de l'occasion et cela confirme la leçon qui se dégage pour nous de cette rapide revue de formules et d'exemples : la jurisprudence a toujours tendance à voir dans la causalité une qualité variable des faits, et, dans son esprit, si cette qualité n'est susceptible que de mesures assez grossières, intuitives et empiriques, un classement n'en reste pas moins possible entre les conditions du dommage du point de vue

(1) Un arrêt de la Cour de Dijon, 21 janvier 1926, D. P. 1928.2.41, note RIPERT, et un jugement du Tribunal Civil de Meaux 15 juin 1927, *Gaz. Pal.*, 1927.2.436, s'autorisent expressément de la doctrine de M. RIPERT.

Voir, aussi, par exemple : Caen, 30 juin 1930, *Rec. Caen-Rouen*, 1930.1.155 ; — Caen, 5 juill. 1933, *Gaz. Pal.*, 1933.2.756 ; — Angers, 26 mars 1934, D. H. 1934.290 ; — Colmar, 8 déc. 1934, *Gaz. Pal.*, 1935.1.354 ; — Trib. Civ. Epernay, 13 juill. 1933, *Gaz. Pal.*, 1933.2.816, qui s'inspirent nettement des mêmes principes.

(2) Cf. APPLETON, note, D. P. 1935.2.5.

de leur force causale respective, dans le but de ne faire porter que sur quelques-unes ou une seule d'entre elles la charge de la réparation. Ainsi, la jurisprudence n'ordonne que la réparation des dommages qui lui paraissent se rattacher au fait incriminé par des liens suffisamment étroits. Ce faisant, elle reste fidèle à l'esprit de la distinction de l'article 1151, bien qu'elle ne l'emploie pas fréquemment « *in terminis* ». Cette distinction est la forme d'expression d'une certaine conception de la causalité que les tribunaux n'ont pas abandonnée.

## ARTICLE II

### LA JURISPRUDENCE

#### ET LA THÉORIE DE LA CAUSALITÉ ADÉQUATE

85. — Est-il possible de parvenir à des conclusions plus précises que celles que nous venons de présenter ? N'y a-t-il, dans les formules et les solutions de la jurisprudence, qu'une tendance un peu vague, qu'une inclination assez indéterminée, à réaliser toujours un certain choix entre les conditions du dommage ? Peut-on, au contraire, y trouver le reflet d'un des systèmes théoriques que nous avons exposés ?

Sur ce point, l'interprétation de la doctrine s'est donné libre cours et, à l'heure actuelle, se dessine un courant très net en faveur d'une thèse qui prête à la jurisprudence une consécration, au moins implicite, du système de la causalité adéquate ou qui, en tout cas, s'efforce de dégager une certaine harmonie entre les solutions de la pratique et l'esprit de ce système (1). C'est à cette opinion qu'il nous faut maintenant consacrer quelques développements

(1) NICOLESCO, thèse, *passim*, et spécialement, pp. 210-244 ; — DES CHIZEAUX, thèse, pp. 45-52 ; — COURTEAUD, thèse, p. 92 ; — PIGNY, thèse, pp. 39-46 ; — Voir aussi : MARTY, note, S. 1937.2.217.



La théorie de la causalité adéquate est bâtie, nous le savons, sur la notion de possibilité objective et abstraite du résultat. En présence d'un cas concret, elle propose de procéder à une certaine généralisation pour rechercher si telle condition rend le résultat objectivement possible. Cette possibilité s'avère essentiellement variable et on pourra dire qu'une condition méritera le titre de cause quand elle impliquera une possibilité suffisante du résultat. Qu'un préjudice survienne, il sera direct au regard des conditions qui contenaient, à un degré suffisant, la possibilité de son apparition ; il sera indirect, au contraire, au regard des autres.

Assurément, les tribunaux n'ont jamais fait allusion en propres termes à cette théorie ou même à la notion de causalité adéquate (1) ; mais quelques interprètes ont cru pouvoir leur attribuer une forme de raisonnement qui s'apparente à ce système, ou, du moins, expliquer par lui la plupart des décisions. C'est ainsi, par exemple, que M. Nicolesco a entrepris, l'un des premiers, avec beaucoup de conviction, mais aussi sans en méconnaître les difficultés, la tâche de conduire cette délicate démonstration. Après une étude des formules de la jurisprudence et une analyse de ses décisions, il parvient à proposer, en quatre points, des conclusions extrêmement nettes (2).

1) Selon lui, les tribunaux recherchent en premier lieu si la faute a posé une condition du résultat ; c'est alors le moment de tenir le raisonnement de la condition *sine qua non*. Si la réponse est négative, il est inutile d'aller plus loin, car on se trouve très certainement en présence d'un fait qui n'a pu jouer aucun rôle dans la réalisation du dommage. Le rapport de condition à résultat représente un « minimum de connexion indispensable ». Il constitue, en quelque sorte, un premier critère, d'application préalable, permettant de distinguer les faits qui pourront éventuel-

(1) DECHIZEAUX, thèse, p. 41.

(2) NICOLESCO, thèse, pp. 242-244.

lement mériter le titre de causes de ceux qui, sans aucun doute, n'ont nullement pu participer à l'avènement du préjudice.

2) En second lieu, la jurisprudence exige que le fait incriminé soit la cause directe du dommage. M. Nicolesco croit pouvoir pénétrer la pensée profonde des tribunaux sur ce point, et il affirme que, pour attribuer à une condition la qualité de cause directe, ils se demandent si elle contient la vertu causale abstraite propre à amener ce dommage. En d'autres termes, la distinction du dommage direct et du dommage indirect s'effectue, en fait, à l'aide de la notion de possibilité objective.

3) Pour préciser cette manière de procéder, l'auteur ajoute que le critère de possibilité objective mis en œuvre par la jurisprudence est bâti sur les données et les enseignements de l'expérience commune. Loin d'être rigoureux et mathématique, il reste surtout approximatif et intuitif, de sorte que, par leur empirisme et leur emploi du langage courant, les tribunaux ont continué la méthode et les traditions de l'ancien droit.

4) M. Nicolesco note, enfin, qu'en l'état actuel de son droit de contrôle en cette matière, la Cour de cassation, qui vérifie la qualification du préjudice et du rapport causal, peut examiner le point de savoir si le fait retenu comme cause par les juges du fond présente bien le degré de causalité objective requis.

Quelle peut-être la valeur de cette interprétation ? Examinons successivement les différents points qu'elle comporte et les justifications que l'auteur présente à l'appui de ses conclusions.

Il est tout à fait raisonnable de penser que la jurisprudence cherche d'abord à écarter les faits qui n'ont aucun rapport de connexion avec le préjudice, en se demandant s'ils sont ou non des conditions du résultat. Nous avons vu qu'elle pratique parfois le critère de la condition *sine qua non*, puisqu'il lui est arrivé en quelques occasions de s'en tenir à lui pour trancher le problème causal. Bien que les

arrêts ne témoignent pas de la réalité d'une méthode aussi organisée, on peut bien admettre que les tribunaux utilisent plus généralement ce procédé pour réaliser l'élimination de tous les éléments qui sont totalement dépourvus d'intérêt pour la solution du litige.

En ce qui concerne le second point, il est certain que la jurisprudence exige que la faute soit la cause directe du préjudice et que les tribunaux s'appliquent toujours à lui trouver cette qualité. Mais, peut-on penser que l'on donne une explication vraiment satisfaisante de leur emploi de ce terme en disant que la distinction de la cause directe et de la cause indirecte met en jeu la *vertu causale abstraite des faits* ?

Qu'est-ce au fond que cette notion ?

Les choses ne sont guère avancées quand on a expliqué les solutions de la pratique par un système dont tout le contenu se ramène à dire qu'un fait peut être considéré comme la cause d'un autre quand il contient une vertu causale abstraite suffisante. On disait au Moyen Age que l'opium faisait dormir parce qu'il avait une vertu dormitive. Notre formule a la même allure scolastique et elle est très insuffisante puisqu'elle se borne à définir un mot par lui-même. D'ailleurs, nous avons vu que la théorie de la causalité adéquate ne se conçoit guère que dans l'abstrait. C'est dans ce domaine seulement, et non sans peine, que l'on peut parvenir à prendre un peu conscience de la notion de possibilité objective sur laquelle elle repose. Ce critère suppose des méthodes de généralisation difficilement saisissables et, en tout cas, absolument impossibles à mettre au point en vue d'une application pratique. Or, en l'absence de semblables méthodes, cette vertu causale abstraite est véritablement dépourvue de toute espèce de signification. Peut-être correspond-elle à quelque chose sur le plan du pur raisonnement idéal ; mais elle devient si vague et indéfinie, si vide de sens, quand on prétend l'appliquer dans des hypothèses de fait, qu'elle n'a plus la valeur d'une explication.

Aussi bien, suffit-il, pour s'en convaincre, de remarquer que les exemples sur lesquels M. Nicolesco a fondé son interprétation ne sont nullement concluants. Aucun arrêt, parmi ceux qu'il cite, ne peut être considéré comme issu de recherches aussi abstraites, et, surtout, on n'aperçoit pas dans ces décisions la trace de méthodes de généralisation du résultat et de sélection des conditions, comparables à celles qui constituent, au fond, toute la substance et toute l'originalité du système de la causalité adéquate. Quand M. Nicolesco étudie les formules de la jurisprudence et les solutions auxquelles elles se rattachent, la notion de causalité adéquate et de possibilité objective abstraite n'apparaît en réalité que dans le corps des commentaires ingénieux qu'il présente et elle ne s'impose nullement d'elle-même. Tous les exemples qu'il cite ne font guère, selon nous, qu'apporter une confirmation de la tendance de la jurisprudence à opérer un choix entre les conditions du dommage.

D'ailleurs, ces objections n'échappent pas à M. Nicolesco. Il en tient compte et s'empresse, dans le troisième point de ses conclusions, d'atténuer sa thèse, trop absolue et trop théorique, en indiquant que les tribunaux, en dernière analyse, résolvent ces questions par un appel aux données de l'expérience commune. Si, en expliquant la jurisprudence par cette prétendue vertu causale abstraite, on veut dire seulement que l'attitude des tribunaux est faite d'intuition et d'empirisme et que toute leur technique se ramène à réaliser un choix entre les conditions par le moyen d'un appel plus ou moins méthodique à l'expérience courante, l'interprétation ainsi présentée devient acceptable ; mais est-il besoin, dans ces conditions, de parler de causalité adéquate ?

86. — En étudiant la théorie de la causalité adéquate, nous l'avons critiquée dans la mesure où elle prétend analyser le principe de causalité par les notions de possibilité et de probabilité du dommage. Ce sont là des idées dif-

férentes que l'on ne peut prétendre identifier entre elles, et, à ce titre, il nous a semblé que le système de la causalité adéquate ne donne pas une explication satisfaisante de l'enchaînement des faits. Il ne pose pas, à proprement parler, de règles de fond relativement à la notion juridique de cause.

Par contre, il nous est apparu qu'il peut rendre d'utilité les services quand on l'envisage à un autre point de vue, celui de la preuve. A supposer que l'on renonce à définir la notion de cause, on pourra, dans certains cas au moins, parvenir à présumer plus ou moins fortement l'existence d'un rapport causal entre deux faits par le moyen d'un appel à l'expérience, organisé sur l'idée de fréquence dans la succession des événements. Le critère de possibilité ou de probabilité du dommage par rapport au fait incriminé fournira le moyen d'accéder à un certain degré de certitude de l'existence du rapport causal. Il constitue, en quelque sorte, une cote mal taillée permettant de réaliser une certaine stabilité des solutions et de ne consacrer que celles qui ont, approximativement, les plus fortes chances d'être exactes. Certains auteurs ont souligné, nous l'avons vu, cet aspect du problème et quelques-uns ont même expliqué uniquement par les difficultés de la preuve en matière de causalité la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect.

La jurisprudence a attaché une grosse importance à cette question de la preuve du rapport causal et il est intéressant de se semander si elle s'est engagée dans la voie que lui traçait sur ce plan le système de la causalité adéquate. En effet, si les méthodes pratiquées par les tribunaux restent mal définies et si leur travail, qui procède surtout de l'intuition, fait de la cause une notion vraiment peu précise, il reste qu'ils se montrent toujours très exigeants en ce qui concerne la preuve du rapport de cause à effet.

La relation causale est un élément constitutif de la responsabilité civile et le demandeur doit rapporter la preuve de son existence au même titre que celle de l'existence de



la faute et de la réalité du dommage éprouvé. Sans cesse, les tribunaux répètent que le rapport causal doit être certain et ils se refusent à faire jouer la responsabilité si un doute subsiste à cet égard.

Or, il est évident, qu'en soi, la relation causale n'est pas un élément matériel et saisissable comme le dommage. Elle est plutôt une donnée intellectuelle, un principe du raisonnement, une loi qui préside à l'enchaînement des faits, et, à ce titre, on ne peut concevoir sa preuve directe. Cependant, il apparaît que suivant les cas la preuve de l'existence de la relation de cause à effet est plus ou moins facile à administrer.

Dans certaines situations, les tribunaux se trouvent en présence de faits matériels et tangibles qui se succèdent et s'enchaînent. Il semble qu'ils n'éprouvent pas de difficultés sérieuses, parce que le rapport de causalité est, en quelque sorte, matérialisé, concrétisé en une série complète d'événements apparents, dont on peut suivre les actions, les réactions et les transformations. En pareille hypothèse, la jurisprudence se prononce sans avoir recours aux notions de possibilité et de probabilité du dommage par rapport au fait incriminé. Voici un exemple :

Des enfants pénètrent dans une carrière et parviennent à ouvrir une baraque fermée à clef contenant des explosifs. Ils dérobent des cartouches de cheddite et les enflamment à l'extérieur avec du papier et des allumettes. Une explosion se produit et l'un des enfants est blessé. Son père actionne, devant le Tribunal et la Cour de Chambéry, le propriétaire de la carrière, auquel il reproche d'avoir aménagé un dépôt irrégulier d'explosifs, parce qu'il s'est seulement pourvu de l'autorisation du maire et non de celle du préfet, réglementaire en la circonstance. Tous ces faits sont parfaitement connus et établis et leur enchaînement est clair. On peut même dire que l'on a fait preuve de toutes les conditions du dommage. La Cour de Chambéry fait son choix entre les conditions, sans avoir aucunement recours aux notions de possibilité et de probabilité de dommage. Elle décide dans son

arrêt du 18 novembre 1937 (D. H. 1938.72), que l'accident « est dû à l'explosion effectuée par le rapprochement de la cartouche de cheddite avec un détonateur allumé, jointe à l'imprudence de l'enfant qui est resté à côté après l'allumage ». Elle juge que le propriétaire est « complètement étranger à cette explosion » et que « l'on ne peut sérieusement prétendre que le vol est la cause directe de l'accident ».

Dans d'autres cas, au contraire, où un dommage s'est produit, un hiatus se creuse dans la chaîne dont il est le dernier anneau. Certains éléments de cette chaîne échappent à notre perception, ou bien leur action se dérobe à notre contrôle. Le demandeur propose alors une explication, de laquelle il résulte que les choses ont dû se passer de telle manière que l'on puisse rattacher le dommage à une cause plus ou moins lointaine ; en fait de preuve, il n'apporte guère qu'une hypothèse. Il s'agit de reconstituer la série qui se révèle incomplète, en faisant appel à l'expérience et aux notions de possibilité et de probabilité du dommage. Les tribunaux, qui, en pareil cas, ne peuvent suivre le rapport causal à travers un jalonnement d'événements apparents, acceptent en principe ce mode de preuve et c'est en ce sens qu'ils admettent que la relation de cause à effet peut être prouvée par présomptions (1). Il est alors remarquable de voir avec quelle prudence et avec quelle méfiance même, ils utilisent cette idée de probabilité pour conclure à l'existence d'un rapport causal. Très souvent, la jurisprudence se montre d'une réelle sévérité pour accueillir ces présomptions, et elle rejette maintes actions en décidant que le demandeur, sous couleur de prouver la relation de cause à effet, se borne à formuler une hypothèse, qui, quelle que soit sa vraisemblance, ne peut créer une certitude suffisante. Il n'est pas rare que les tribunaux ne se contentent

(1) Sur le principe de la preuve par présomptions en cette matière : Trib. Com. Seine, 1<sup>er</sup> juin 1931, *Gas. Pal.*, 1931,2.138 ; — H. LALOUE, note, D. P. 1935,2.45.

pas de l'hypothèse possible, très possible, et même probable ; l'éventualité d'une autre version, même presque invraisemblable, de l'enchaînement des faits les plonge vite dans le doute et les conduit à décider que la preuve requise n'est pas faite. Ainsi, sur ce terrain de la preuve, où pourtant ils paraissent susceptibles d'une certaine application, la jurisprudence semble avoir quelque peu résisté aux enseignements de la théorie de la causalité adéquate. Quand le déroulement des événements ne se manifeste pas de manière très apparente, elle ne paraît pas portée à juger que les faits se sont enchaînés de la manière la plus normale, la plus habituelle, de la manière dont ils s'enchaînent dans la majorité des cas.

Un ouvrier a la jambe écrasée par un wagonnet. Le médecin appelé promet de venir et ne se dérange pas. Le malade meurt de ses blessures et sa veuve assigne le médecin, en soutenant que le décès a été exclusivement causé par une hémorragie que le praticien aurait pû arrêter s'il était venu en temps utile. La Cour de Pau, par arrêt du 1<sup>er</sup> mai 1900 (D. P., 1902.2.33, note A. L.), écarte la demande :

« ...Attendu que c'est là une hypothèse admissible, étant donnée la grande quantité de sang que paraît avoir perdu Montastier ; mais que rien ne peut aujourd'hui démontrer d'une façon suffisamment probante la vérité de cette allégation ; qu'il ne faut pas, en effet, oublier que cinq années se sont écoulées depuis l'accident du 25 avril 1895 et qu'aucune constatation médicale n'a été faite à cette époque sur le corps de la victime ; que, par suite, rien ne permet d'affirmer que la mort de Montastier ne soit pas la conséquence d'un de ces accidents traumatiques en présence desquels les hommes de l'art les plus habiles restent souvent impuissants ; attendu, en conséquence, qu'il n'est pas établi d'une façon suffisamment certaine, que des soins même immédiatement prodigués à Montastier par l'intimé eussent été suffisants pour l'arracher à la mort ;... »

Cet arrêt pose, d'ailleurs, en principe que le demandeur a la charge d'établir en pareil cas : 1°) que c'est volontai-

rement que le médecin ne s'est pas rendu auprès du malade ; 2°) que ses soins auraient certainement sauvé ce dernier ; 3°) que, si le médecin n'avait pas promis de venir, on aurait pu utilement s'adresser à l'un de ses confrères. L'arrêtiste note justement qu'il s'agit là d'une preuve extrêmement difficile que l'on pourra rarement administrer en fait. Si la Cour avait été favorable à la notion de possibilité du résultat, elle aurait peut être admis que le rapport causal pouvait être présumé. Tout d'abord, quand se produit un accident aussi grave, le médecin est normalement renseigné sur sa nature et, donc, sur l'urgence de son intervention. Le moindre retard constitue de sa part une faute grave. En outre, il est raisonnable de penser que la mort du patient est due à une hémorragie, lorsqu'elle survient aussi rapidement et que la seule blessure reçue consiste dans l'écrasement d'une jambe. Enfin, un médecin parvient normalement, dans la majorité des cas, à enrayer une hémorragie de cette nature. Si donc, la Cour avait tenu compte du *plerumque fit*, elle aurait pu juger que les présomptions qu'on lui soumettait étaient suffisantes. Un doute subsiste dans son esprit : l'hypothèse d'un accident traumatique brutal est concevable et cela suffit pour décider que la preuve du rapport causal n'est pas rapportée.

Une automobile s'élance rapidement sur un passage à niveau et frôle la préposée qui vient d'ouvrir la barrière. Celle-ci meurt subitement. Le conducteur est poursuivi en vertu des articles 319 et 320 du Code pénal et se voit réclamer, en outre, des dommages-intérêts par le mari de la victime. La Cour de Bordeaux, le 30 décembre 1904 (D. P. 1905.2.431), prononce la relaxe et déboute la partie civile. Il n'est pas sûr, pour elle, que la mort de cette femme soit consécutive à une émotion que l'on doive attribuer à une vitesse exagérée de la voiture. L'arrêt porte « qu'on peut faire d'autres hypothèses ». Peut-être la frayeur de la garde-barrière est-elle due au fait qu'elle a craint une collision entre l'automobile et le train dont l'arrivée était imminente ; peut-être son décès est-il aussi en relation avec

l'état de grossesse dans lequel elle se trouvait ou avec la légère lésion cardiaque dont elle était atteinte. En tout cas, conclut la Cour, « il est douteux que la faute ci-dessus relevée à la charge du prévenu y ait contribué pour une certaine part ». Elle admet pour le prévenu le bénéfice d'un doute, « quelque léger soit-il ». Là encore, en présence de réactions incontrôlables, la version fort acceptable de la causalité proposée par le demandeur n'est pas retenue, parce qu'elle n'est pas exclusive d'autres hypothèses.

Il est d'ailleurs piquant de rapprocher cette décision de celle rendue par la même Cour, le 23 avril 1907 (S. 1908.2. 45), sur l'action intentée par les ayants-cause de la victime contre la Compagnie d'Orléans au titre de la responsabilité des accidents du travail. Cette fois, la Cour, dont on peut penser qu'elle a été sensible à certaines considérations extra-causales, décide « que l'arrivée de l'automobile, alors qu'elle (la garde-barrière) n'avait même pas fini d'ouvrir la barrière est la *seule explication possible* de son émotion ; qu'on ne peut la rattacher à aucune autre cause, impression ou événement quelconque qui n'est d'ailleurs pas allégué : que tout concourt, au contraire, à établir que ce brusque passage du véhicule dans l'étroit espace laissé libre a pu, seul, faire naître cette émotion ». L'accident, à la suite de ces considérants, reçoit la qualification d'accident du travail. Quelle que soit la différence qui existe entre les deux actions, il apparaît que les motifs, comme les solutions, des deux arrêts se révèlent vraiment incompatibles.

Souvent, devant des difficultés de ce genre, les tribunaux ont recours à une mesure d'instruction et des experts se voient confier la mission de les éclairer sur l'origine, l'évolution, et les conséquences d'une maladie ou d'un accident. Leurs conclusions ne peuvent être toujours catégoriques et ils s'en tiennent, assez fréquemment, à ne proposer que des solutions de probabilité. La jurisprudence puise alors volontiers dans la réserve des rapports d'expertise des raisons de douter qui la conduisent à déclarer que l'existence de la relation de cause à effet n'est pas suffisamment



établie. Voici quelques exemples de son interprétation des documents médicaux.

Une personne victime d'un accident s'alite définitivement et décède 22 jours plus tard. Une discussion s'élève sur le point de savoir si la mort doit être attribuée aux blessures reçues dans cet accident. Un médecin n'avait constaté, le jour de l'accident, que des érosions et contusions superficielles ; un professeur, appelé en consultation la veille du décès, a délivré un certificat qui porte les constatations suivantes : « au moment de mon examen, L. présentait les signes de congestion pulmonaire interne à type de spléno-pneumonie. Il existait aussi des symptômes de fatigue du cœur. L. *paraît avoir succombé du fait de l'évolution* de ces troubles pulmonaires et cardiaques *survenue à la suite de l'accident* ». La Cour de Bordeaux, dans son arrêt du 14 octobre 1927 (*Gaz. Pal.*, 1927.2.709), estime que le professeur, « loin d'être affirmatif, émet une hypothèse, une simple opinion, qui ne permet pas au juge d'aller jusqu'à dire qu'il y a relation de cause à effet entre l'accident et le décès survenu 21 jours après ledit accident ».

La dame Courtade, concierge à Paris, meurt d'une fièvre typhoïde ou paratyphoïde. On découvre qu'à la suite d'une erreur de branchement, le robinet de la loge qu'elle occupait n'est pas alimenté par de l'eau potable, mais par de l'eau de la Seine. Le mari de la victime assigne en responsabilité le propriétaire de l'immeuble. Les experts, après quelques hésitations, indiquent que la dame Courtade a bien été enlevée par une fièvre typhoïde ou paratyphoïde et ils se prononcent en ces termes sur l'origine de la maladie qu'ils avaient pour mission de rechercher : « La relation de cause à effet entre la consommation d'eau de Seine faite en avril 1931 et la maladie de Madame Courtade se manifestant quelques jours après ne saurait être scientifiquement établie. Toutefois, cette consommation constitue une *présomption très sérieuse* en faveur de cette relation... » La Cour de Paris, par arrêt du 31 décembre 1934 (*D. P.* 1935.2.45, note Lalou), juge, sur le vu de ce rapport, que

la preuve n'est pas suffisamment rapportée, par celui à qui elle incombe, que « le décès de la dame Courtade a pour origine l'absorption d'eau de rivière ».

Dans une autre occasion, la même Cour, le 20 mars 1935 (*Gaz. Pal.*, 1936.2.65, sous note), va jusqu'à rejeter les conclusions du demandeur sollicitant qu'une expertise soit ordonnée aux fins d'établir le rapport de causalité. Les ayants-cause d'une personne décédée des suites de lésions cardiaques quelques années après un accident prétendaient prouver l'existence d'une relation entre cet accident et ce décès. La Cour s'y oppose parce que, dit-elle, les experts ne pourraient que donner leur avis sur les certificats médicaux qu'on leur soumettrait, sans pouvoir en aucune manière constater l'état du malade au moment de l'accident, de telle sorte que leurs conclusions, nécessairement hypothétiques, ne sauraient être déterminantes pour le juge.

La preuve par présomptions est fréquemment utilisée par les plaideurs dans les cas où les tribunaux ont à statuer sur les causes d'un incendie. D'ordinaire, la naissance d'un incendie échappe à toute constatation directe et on se trouve contraint de faire des suppositions sur son origine et son développement. Là encore, apparaît la rigueur de la jurisprudence à l'égard de ce mode de preuve.

Un incendie se déclare au cours d'une opération de battage et dévore les récoltes d'un fermier. L'expérience nous enseigne que, le plus souvent, de tels sinistres ont leur origine dans l'absence de dispositifs suffisants de sécurité sur la machine, ou dans l'imprudence des employés qui sont préposés à son fonctionnement. Un arrêt de la Cour de Poitiers du 11 décembre 1916 (*Rec. Ass.*, 1917.162), porte cependant qu'en demandant à établir certains faits prétendus de nature à faire présumer que l'incendie a été causé par le fonctionnement de la machine, le fermier invoque seulement une probabilité qui ne constitue pas une preuve suffisante.

Un propriétaire, dont l'immeuble, voisin de la voie ferrée, a été détruit par le feu, intente une action en domma-

ges-intérêts contre la Compagnie du Nord. Aux dires des experts nommés pour renseigner la justice sur les causes véritables et l'origine du sinistre, la seule hypothèse vraisemblable est que le feu a pris aux herbes de la voie lors du passage d'une locomotive. La Cour de Douai (arrêt du 11 avril 1921, *Rec. Assur.*, 1922.288), ne trouve pas dans les termes de ce rapport d'expertise une preuve suffisante. Elle juge que « la cause prétendue du sinistre devait être démontrée par un ensemble de faits ou de présomptions exclusifs de toute autre hypothèse et de toute autre cause possible ; que les constatations et conclusions du rapport, loin d'apporter la preuve certaine, ou un ensemble de présomptions graves, précises et concordantes de responsabilité, laissent subsister le doute et l'incertitude ; ...que les conclusions, *basées sur des probabilités et des hypothèses* n'offrent pas les éléments de preuve ou de présomptions graves, nécessaires pour établir la responsabilité prétendue de la Compagnie appelante... »

De même, dans une autre espèce soumise au Tribunal de commerce de la Seine, le demandeur attribue l'incendie de sa maison à la projection de scories incandescentes, provenant de l'explosion d'un four Martin, dans une usine du voisinage. Le jugement du 14 novembre 1924 (*Rec. Assur.*, 1924.360) relève encore le doute : « Mais attendu qu'il convient tout d'abord de remarquer que, *si vraisemblables que ces suppositions puissent paraître*, elles n'en restent pas moins à l'état de simples suppositions quant à la véritable cause efficiente de l'indendie ; qu'elles ne sont pas *suffisamment nettes, précises et concordantes* pour établir une véritable preuve ».

Terminons cette étude d'exemples, que l'on pourrait développer bien davantage (1), par l'analyse d'une espèce

(1) Voir aussi par exemple : Cass. Civ., 21 avril 1937, *Gaz. Pal.*, 1937.2.222. — Paris, 28 nov. 1933, *Gaz. Pal.*, 1934.1.85 ; — Colmar, 20 mars 1936, *Gaz. Pal.*, 1936.2.65 ; — Trib. Civ. Saumur, 1<sup>er</sup> avril 1916, *Rec. Assur.*, 1916.171 ; — Trib. Civ. Seine, 28 avril 1924, D. H. 1924.483 ; — Trib. Civ. Pithiviers, 27 nov. 1924, *Rec. Assur.* 1924.363.

empruntée à la matière de la concurrence déloyale. Un pharmacien de Paris ne respecte pas l'arrêté du Préfet de police du 5 septembre 1924, prescrivant le repos hebdomadaire dans les pharmacies et établissant un tableau de roulement des officines devant rester ouvertes le dimanche dans chaque quartier. L'un de ses concurrents prétend qu'il éprouve de ce chef un préjudice important et le cite devant le tribunal de commerce de la Seine. Le jugement du 28 mars 1927 (*Gaz. Pal.*, 1930.2.729) précise l'obligation qui pèse sur le demandeur de prouver l'existence d'une relation directe de cause à effet entre les fautes invoquées et le préjudice allégué. Dans l'appréciation du tribunal, les documents versés aux débats « tendent uniquement à établir des présomptions de recettes inférieures d'environ 15.500 francs à celles qu'il (le demandeur) eût pu éventuellement réaliser si son adversaire s'était incliné devant l'arrêté du Préfet de police ». Il s'agit là, porte le jugement, de présomptions qui ne sont ni précises ni concordantes. La Cour de Paris confirme cette décision le 10 octobre 1930 (même référence que ci-dessus). Son arrêt déclare « qu'il est constant que D. n'a pas justifié d'un lien direct de cause à effet entre la faute et le préjudice allégué » et « qu'il lui est impossible d'établir *autrement que par des suppositions* que, si P. avait fermé sa pharmacie, les dimanches où elle aurait dû l'être, ses clients se seraient nécessairement rendus dans sa propre pharmacie. »

Toutes les décisions que nous venons d'étudier constituent autant d'exemples dans lesquels la jurisprudence fait montre d'une grande réserve et même, parfois, d'une véritable hostilité à l'égard des présomptions de causalité tirées des notions de prévisibilité et de possibilité du dommage. Il est possible, à l'inverse, de trouver un certain nombre d'espèces dans lesquelles les tribunaux leur ont fait un accueil plus favorable. Aux solutions que nous venons d'examiner, on peut opposer des solutions contraires intervenues dans des cas identiques.

Ainsi, dans le cas d'incendie ayant ravagé des propriétés

contigües à la voie ferrée, un arrêt de la Cour de Toulouse, du 6 mai 1902 (D. P., 1903.1.413) se contente d'une preuve par présomptions et contraste avec l'arrêt de la Cour de Douai du 11 avril 1921, analysé ci-dessus. Il s'agit de l'incendie d'une forêt domaniale qui donne lieu à une action du Préfet de Tarn-et-Garonne contre la Compagnie du Midi. Tout l'intérêt de cette décision est concentré dans un attendu qu'il nous faut rapporter : « Attendu que l'incendie survenu le 4 avril 1898 dans la forêt domaniale de Montech ne saurait être attribué à aucune autre cause qu'à la communication du feu par la locomotive du train 1114 appartenant à la Compagnie du Midi ; que cela résulte des rapports administratifs et de toutes les circonstances de la cause, notamment de la détermination du point où a commencé cet incendie, situé le long de la voie ferrée ; *qu'il n'est pas besoin en droit d'en rapporter la preuve directe* dans les termes du droit commun, laquelle serait, d'ailleurs, impossible à administrer et dont l'exigence rendrait illusoire toute demande en réparation du dommage causé par l'exploitation des chemins de fer... »

L'auteur de la note souscrite à cet arrêt en critique les motifs et indique qu'ils ne lui semblent pas juridiques. Cette formule « preuve directe » n'est peut-être pas pleinement satisfaisante, mais elle exprime, selon nous, que, dans certains cas, il n'est pas humainement possible d'exiger du demandeur qu'il retrace et établisse le processus détaillé des faits et qu'il y a donc lieu de se contenter de présomptions, fussent-elles un peu lâches.

Le 30 juin 1913 (D. P. 1915.2.49, note A. L.), la Cour de Pau revient sur la solution rigoureuse qu'elle avait adoptée le 1<sup>er</sup> mai 1900 en matière de responsabilité médicale. Duvigneau, employé aux chemins de fer du Midi, atteint d'une pneumonie, fait appel au médecin de la Compagnie qui promet de venir, mais laisse passer plusieurs jours avant de le visiter. Au bout de six jours le malade succombe ; sa veuve assigne le médecin de la Compagnie. Y a-t-il une relation de cause à effet entre le retard du méde-



cin et le décès de Duvigneau, et cette relation est-elle suffisamment prouvée ? Oui, estimera la Cour en se fondant sur des présomptions tirées de l'évolution ordinaire et normale de la pneumonie : « ...Attendu qu'on ne peut soutenir, à moins de nier l'efficacité de l'intervention médicale, qu'il n'y a aucune relation de cause à effet entre la mort de Duvigneau et la négligence grave commise par R. ; que cette relation peut être établie par tous les moyens et par conséquent par présomption ; qu'il suffit de constater d'une part, que le malade était sain et dans la force de l'âge, c'est-à-dire dans des conditions telles que des soins appropriés devaient donner à son organisme le maximum de résistance, d'autre part que la maladie était une pneumonie, c'est-à-dire une maladie dont l'évolution exige, plus qu'aucune autre, des soins immédiats, enfin qu'il est démontré *par l'expérience* qu'une pneumonie, prise à son début, se termine *d'ordinaire* par une guérison ; Attendu que ces constatations constituent un *ensemble de présomptions* graves, précises et concordantes, *donnant à la Cour la certitude* que le défaut de soins, occasionné par la négligence de R., a permis à la maladie de se développer, de s'aggraver et d'arriver à un tel état d'acuité qu'il n'a plus été possible de conjurer ensuite une issue fatale ;... »

Il est évident que, dans ce cas, il n'est pas établi, avec une certitude absolue, que l'intervention du médecin aurait permis d'éviter la mort du malade. Il y a seulement de fortes chances pour qu'il en ait été ainsi et ces chances constituent, dans l'esprit de la Cour, une certitude suffisante.

De même, le tribunal de commerce de la Seine met en lumière, dans un jugement intéressant du 1<sup>er</sup> juin 1931 (*Gaz. Pal.*, 1931.2.138), ce qu'il y a de relatif et d'approximatif dans la preuve par présomption. Ce moyen, qui comporte par définition une part d'aléa, peut cependant être utilisé pour rattacher, même si les documents médicaux versés aux débats ne sont pas catégoriques, la maladie dont est mort un individu à un accident dont il a été victime plusieurs années auparavant : « ...Attendu que, pour per-

mettre aux magistrats de conclure, il suffit donc que les présomptions établies soient graves, précises et concordantes ; *qu'on ne saurait vouloir qu'elles soient exclusives de toute incertitude* sans ajouter aux exigences du Code et sans excéder la notion même de présomption qui repousse la conviction absolue, œuvre des seuls éléments qualifiés preuves, tels qu'un écrit ou un aveu... »

Signalons aussi, parce qu'il admet très largement ces présomptions, un arrêt de la Chambre des requêtes du 11 février 1924 (S. 1925.1.98). Une domestique, en chargeant un fourneau, est blessée par l'explosion d'un détonateur. Son maître, condamné à l'indemniser en vertu de la loi sur les accidents du travail, introduit un recours contre la Compagnie minière qui a mis ce charbon sur le marché.

La Compagnie est condamnée et la Chambre des requêtes saisie par elle d'un pourvoi décide que l'arrêt a retenu à bon droit sa responsabilité. Il est raisonnable d'admettre, suivant toutes présomptions, que l'explosion a été causée par un détonateur, tel que ceux qui sont en usage dans les mines, et que cet engin a été laissé dans un bloc de charbon lors de la livraison, au sortir de l'exploitation. Cette conclusion sur les causes de l'accident implique, en outre, nécessairement, que la Compagnie a commis une négligence ou une imprudence.

Comme le signale la note qui fait suite à cet arrêt, il s'agit là d'une espèce doublement intéressante, parce que le demandeur établit par présomptions tout à la fois la cause du dommage et la faute du responsable. En fait de preuve, il n'y a, en réalité, qu'une hypothèse émise par le demandeur et que la Cour admet parce que, selon sa formule, elle est la plus raisonnable. Il y a loin de cette décision à celles que nous avons rapportées antérieurement et qui exigeaient que l'explication proposée soit exclusive de toute autre.

De l'examen de ces quelques exemples (1), il résulte donc

(1) Voir aussi : Cass. Req., 5 fév. 1913, D. P. 1913.1.309 ; — Aix, 6 mai 1872, D. P. 1873.2.57 ; — Rouen, 3 déc. 1898, S. 1899.2.197.

que la jurisprudence n'a pas catégoriquement refusé de tenir compte de la notion de possibilité ou de probabilité du dommage pour parvenir à la solution du problème causal. Il est clair, d'ailleurs, qu'elle n'a pas vu là un critère véritable de la causalité, et qu'elle n'a jamais transposé la difficulté sur un plan aussi général et aussi abstrait que celui de la cause adéquate. Les tribunaux ont compris que la preuve de la relation de cause à effet est extrêmement difficile et, bien souvent, on les place en présence de simples suppositions. Ces suppositions ne peuvent être tenues pour suffisantes que dans la mesure où elles sont assez largement corroborées par l'expérience courante. Dans certains cas, c'est seulement de la répétition fréquente des faits que naît une présomption en faveur de leur causalité. Les juges doivent apprécier la valeur de cette présomption, et, s'ils exigent que les éléments qu'on leur soumet constituent un faisceau de présomptions graves, précises et concordantes, il n'en reste pas moins que les décisions rendues dans des cas identiques sont quelquefois absolument incompatibles entre elles. Deux tendances paraissent s'affronter dans l'esprit des tribunaux : faut-il se contenter, en guise de certitude, d'une simple probabilité puisque la matière est si délicate et qu'il est souvent impossible de concevoir une preuve absolue du rapport causal ? Faut-il, au contraire, se montrer très sévère dans l'appréciation des présomptions proposées parce qu'elles comportent toujours un doute et que le doute doit profiter au défendeur ?

Selon qu'ils sacrifient à l'une ou à l'autre de ces tendances, les tribunaux estiment qu'ils ont une certitude suffisante de l'existence du rapport causal ou jugent, au contraire, que les présomptions qu'on leur soumet ne sont pas graves, précises et concordantes. D'une manière générale, c'est le second point de vue qui l'emporte et la jurisprudence, qui aime souvent rester près des faits, montre une certaine méfiance à l'égard de ces suppositions, de telle sorte que l'utilisation sur le terrain de la preuve des

notions de possibilité et de probabilité du dommage par rapport au fait incriminé est encore restreinte.

C'est par l'intermédiaire de ces notions que l'on pouvait espérer dégager une certaine harmonie entre les solutions de la jurisprudence et la théorie de la causalité adéquate : elle ne nous paraît pas suffisamment complète pour que l'on puisse expliquer par ce système, comme on l'a fait, les résultats auxquels parvient la pratique judiciaire. Finalement, tout ce que l'on peut dire c'est que la jurisprudence a parfois utilisé, en matière de preuve, une méthode qui s'apparente au système de la causalité adéquate.

---

## CONCLUSION

---

87. — Nous voici parvenu au terme des recherches que nous avons entreprises autour de la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, et il nous reste, pour en finir, à regrouper en une brève conclusion les résultats de ce travail.

Cette conclusion sera plutôt négative.

Sachons d'ailleurs avouer que, dans cette mesure, elle déçoit quelque peu nos espérances premières.

En commençant cette thèse, nous nous propositions d'étudier une distinction traditionnelle qui a droit de cité dans la doctrine la plus classique. Assez négligée par la majorité des auteurs, elle nous semblait enveloppée d'imprécision et nous pensions qu'il était possible de la clarifier, de la mieux définir et, peut-être, de dégager son véritable critérium.

Les premières recherches faites, il nous est apparu que nous devrions renoncer à faire œuvre constructive. Nous nous sommes donc tracé, au seuil de cet ouvrage, un programme plus modeste : nous avons voulu nous borner à exposer les difficultés du problème et à examiner les différents systèmes que l'on a mis sur pied pour le résoudre.

Dans ces conditions, notre travail pourra mériter le reproche d'être surtout descriptif et critique. Plutôt que de tenter de bâtir sur le sable, nous avons préféré dire tout notre doute quant aux possibilités actuelles de solution de la difficile question que nous avons abordée ; plutôt que de plaider pour l'une des théories séduisantes, mais si fragiles, que



nous avons passées en revue, nous avons préféré exprimer, sans détour, les réserves qu'elles nous inspirent.

Il nous a paru nécessaire de consacrer toute une partie préliminaire à la position de la question, car des équivoques subsistent dans ce domaine, à la faveur d'une terminologie imprécise. Nous avons été amené à penser que l'article 1151 est bien le seul texte du Code civil qui envisage vraiment la relation de cause à effet entre le fait générateur de responsabilité et le dommage. La distinction du dommage direct et du dommage indirect est un essai de solution du problème causal ; elle est, au moins, l'expression, le reflet d'une conception assez vague de la causalité.

Le Code n'a défini ni le dommage direct, ni le dommage indirect, et il a seulement transposé en matière juridique la notion de cause au sens vulgaire. Tout dommage est en corrélation avec une multitude d'antécédents ; de même, tout événement, combiné avec ceux qui l'accompagnent ou le suivent, peut avoir des répercussions lointaines et presque infinies. Le principe de causalité nous ouvre ainsi la perspective vertigineuse d'enchainements sans fin entre les faits et les phénomènes du monde, et le droit civil, qui pose la règle de la réparation intégrale du dommage causé, ne peut l'utiliser que sous le bénéfice de certaines limitations. Le langage vulgaire pratique fréquemment les notions de cause et d'effet ; il désigne sous le nom de cause celui ou ceux des antécédents d'un phénomène qui paraissent avoir joué le rôle le plus important pour sa réalisation. La recherche de la cause consiste donc à opérer, assez intuitivement et à l'aide du bon sens, une sélection parmi les antécédents du dommage considéré.

Assurément, il n'était pas difficile de critiquer la solution ainsi écrite dans l'article 1151, qui, pour résoudre les difficultés de la causalité, ne propose qu'une distinction imprécise et mal définie. Il est évident que le rôle de l'interprète n'eût point été plus délicat si le texte s'était borné à édicter que le juge apprécierait librement, dans chaque cas d'espèce, quelle est la cause véritable du dommage et quel dom-

mage doit être réparé. Tout au plus y a-t-il, en effet, dans l'expression « suite immédiate et directe » de l'article 1151, une invitation à la prudence, lorsque le dommage paraît résulter de l'enchevêtrement complexe de causes multiples et, aussi, lorsqu'un laps de temps considérable sépare le préjudice des antécédents qui semblent en rapport avec lui.

On devait donc croire, dans ces conditions, qu'une étude minutieuse du principe de causalité permettrait de projeter quelque lumière sur cette question de l'étendue du dommage réparable. Des juristes étrangers ont entrepris ce travail vers la fin du siècle dernier et il nous a paru nécessaire, même au prix de développements embarrassés, dont nous sentons trop l'imperfection, de donner, dans notre seconde partie, une vue d'ensemble de leur œuvre.

Les résultats de ces recherches se traduisent par quelques systèmes d'allure très philosophique, dont nous avons signalé, chemin faisant, la fréquente complexité. Après d'éminents auteurs, nous avons noté les objections et les critiques que ces théories soulèvent. En conclusion, nous avons dû dire qu'aucune d'elles ne s'impose et, nous pouvons écrire, sans exagérer, qu'il n'existe pas à l'heure actuelle de définition juridique acceptable de la cause, de l'effet ou de la relation de cause à effet.

Voilà une constatation surprenante au premier abord, mais dont l'exactitude paraît cependant vérifiée. Nous sommes là en présence de termes que nous comprenons et que nous utilisons couramment, mais dont nous ne pouvons traduire le contenu dans une forme générale, qui soit vraiment l'expression d'un critère juridique. Sans doute, théoriquement et dans l'abstrait, nous pouvons concevoir les deux grands systèmes dominant de la causalité : équivalence des conditions et causalité adéquate. Mais, dès qu'il s'agit de passer à leur application pratique dans une espèce un peu compliquée, nous avons montré que les mots se vident de sens et que la solution devient question de raisonnement empirique et d'appréciation. Au total, nous n'avons guère fait de progrès en ce domaine depuis le

Code civil, puisque, sous le couvert de théories complexes, la causalité et l'étendue du dommage réparable restent largement soumises à l'appréciation du juge dans nombre de cas.

On aperçoit ainsi, non sans stupeur, l'extrême fragilité de l'une des pièces maîtresses de l'édifice de la responsabilité civile.

N'est-il pas étonnant qu'une notion aussi fondamentale reste à ce point imprécise et indéfinie ? La relation de cause à effet est, tout à la fois, un élément constitutif de la responsabilité civile et un moyen de délimiter son étendue. Du fait de notre impuissance devant le problème causal, nous pourrions éprouver dans certains cas les plus grandes difficultés pour décider s'il y a ou non responsabilité et pour déterminer exactement le préjudice réparable.

Il y a plus : cette question de la causalité ne peut être éludée ; elle s'est toujours posée et se posera toujours dans tout problème de responsabilité civile, car la notion même de responsabilité implique nécessairement la mise en œuvre du principe de causalité.

On peut instaurer une discussion sur le fondement même de la responsabilité : faut-il la faire reposer exclusivement sur l'idée morale de faute et de manquement à une obligation ? Faut-il au contraire admettre une responsabilité objective basée sur l'idée de risque créé ? La notion de faute n'est pas, en elle-même, indispensable à la théorie de la responsabilité. Si on ne la trouve pas satisfaisante, on peut tenter de l'éliminer pour lui substituer l'idée de risque. Au contraire, le principe de causalité est nécessaire et irremplaçable : il doit être pris en considération dans tout système quel qu'il soit. Ainsi, à l'heure où se poursuivent des controverses passionnées sur l'opportunité d'une extension du domaine de la responsabilité civile par l'introduction d'idées et de notions nouvelles, à l'heure où l'on croit pouvoir pratiquer une « politique » de la responsabilité et la diriger en tenant compte des besoins de notre époque, il est piquant de constater que nous sommes dans l'incapacité de

définir l'élément stable, inhérent à toute responsabilité : la relation de cause à effet entre le dommage et l'activité de l'auteur incriminé.

Notons, d'ailleurs, qu'il n'y a pas là, à proprement parler, une difficulté d'ordre juridique ; ce problème déborde même considérablement le cadre du Droit.

Certaines règles juridiques sont des constructions de l'esprit, extérieures en quelque sorte aux faits naturels du monde. Ainsi, le législateur peut édicter un droit des régimes matrimoniaux ; il définit à son gré le bien dotal et le bien paraphernal, le bien propre et le bien commun, la reprise et la récompense. Ce sont là des notions purement juridiques, artificielles, indépendantes de l'ordre universel et de ses lois. Il est possible d'élaborer librement les critères absolument conventionnels sur lesquels elles reposent.

Il n'en est pas de même en matière de responsabilité civile. Nous n'avons plus la même liberté pour établir une réglementation. Le but visé est de faire supporter aux auteurs de certaines actions le poids des répercussions qu'elles ont pu avoir dans le patrimoine d'autrui. La règle de droit doit tenir compte ici des lois de notre univers et elle est tributaire de la connaissance que nous en avons. La technique juridique est désarmée devant les difficultés du problème causal en matière de responsabilité civile, parce qu'elles ne sont qu'un aspect de notre ignorance du monde qui nous entoure.

La cause est, au fond, une notion métaphysique très générale, et, pour pouvoir répondre avec certitude à la question causale, il faudrait avoir une parfaite connaissance de toutes les lois qui président à l'enchaînement et aux combinaisons de tous les phénomènes. Voilà pourquoi nous parvenons à résoudre assez facilement les cas simples qui nous mettent en présence de réactions que nous connaissons bien ; voilà, aussi, pourquoi nous restons perplexes devant les hypothèses plus compliquées.

Nous venons de constater que nous n'avons pas fait de progrès depuis le Code civil dans cette matière de la causa-

lité et de la détermination de l'étendue du dommage réparable. Cette remarque, assez décevante, se trouve pleinement confirmée par l'étude que nous avons faite de la doctrine française dans notre troisième partie.

Apparemment, cette doctrine nous offre le choix entre trois ordres de solutions :

1° Pour certains, la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect n'a aucune valeur et aucun fondement au point de vue causal. Elle existe dans notre droit comme un vestige de la conception vulgaire de la cause, que le Code semble avoir utilisée et dont des travaux postérieurs ont montré l'inexactitude et la faiblesse. Ce point de vue est celui des auteurs qui adoptent sans réserve le système de l'équivalence des conditions. Ils définissent la cause comme la condition *sine qua non* du dommage, et ils posent donc en principe qu'il est possible de répondre par un oui ou par un non catégoriques à la question de savoir si tel fait est la cause de tel dommage. Un fait est ou non la cause d'un préjudice ; entre ces deux extrêmes, il n'y a pas de milieu et l'idée de cause insuffisante, à laquelle fait appel la notion de préjudice indirect, est fausse. En conséquence, il faut chasser de notre droit la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect. On peut la conserver en la forme, si on le veut, pour octroyer au juge des pouvoirs d'équité dans la solution des problèmes de responsabilité, mais il faut bien savoir qu'elle n'a aucune signification causale.

2° Pour d'autres, au contraire, la distinction est fondée au point de vue de la causalité. Le rapport causal est susceptible de nuances et de degrés : tous les faits qui participent à l'avènement du dommage n'ont pas le même rôle et ne revêtent pas la même importance. De ce point de départ, par des voies différentes, sont issus divers systèmes, dont nous avons exposé les plus connus : critère de la cause unique, distinction de la cause et de l'occasion, théorie de la cause principale, critère de la prévisibilité et de la probabilité du dommage.

3° Enfin, MM. Mazeaud ont proposé de voir dans la dis-



inction du préjudice direct et du préjudice indirect un aspect des difficultés de la preuve en matière de causalité. Un dommage est dit indirect par rapport à un fait quand on ne peut savoir avec certitude si ce fait a participé ou non à sa réalisation.

Quand on examine de près ces trois opinions, on s'aperçoit qu'aujourd'hui, comme au temps du Code civil, la causalité et l'étendue du dommage réparable restent surtout des questions d'appréciation abandonnées aux lumières des tribunaux.

Sans doute, la première opinion paraît trancher radicalement ces difficultés, mais ce n'est là qu'une apparence.

Si, effectivement, nous étions en mesure de dire avec certitude, dans tous les cas, que tel fait est ou non la condition *sine qua non* de tel dommage, il en résulterait bien que la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect serait mal fondée et on pourrait conclure à son exclusion. Mais il n'en est pas ainsi dans la réalité, et les partisans les plus convaincus de l'équivalence des conditions doivent reconnaître que, très souvent, notre décision sur la causalité se fonde sur un approximatif jugement de probabilité.

Dans ces conditions, est-il opportun d'écarter la distinction pour lui substituer un système qui n'est absolu qu'en apparence et qui consacre finalement des solutions d'appréciation et de probabilité ?

Le second parti maintient la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, mais il apparaît que les différents critères proposés ne peuvent être que d'un faible secours pour le juge. Nous avons montré combien la théorie de la cause unique est étroite et artificielle. La distinction de la cause et de l'occasion n'a jamais pu être mise au point et la notion de cause principale n'est guère explicite. M. Ripert et M. Doby, qui ont défendu ces deux derniers critères, ont réussi à les appliquer dans un cas particulier, celui du recours des administrations publiques, mais ils ont renoncé à en donner la formule générale et ils ont volontiers

admis que, la plupart du temps, il convient de s'en remettre à l'appréciation et au bon sens des tribunaux. Ce faisant, ils ont expliqué la distinction imprécise du préjudice direct et du préjudice indirect par d'autres distinctions qui ne sont pas mieux définies. En revanche, les critères de prévisibilité et de probabilité du dommage paraissent plus clairs et plus faciles à manier ; il est incontestable, cependant, qu'ils font aussi largement appel au bon sens des juges et, en outre, ils nous paraît difficile d'admettre les justifications que certains auteurs en ont présentées, parce qu'elles se fondent sur une confusion de l'élément faute et de l'élément cause, qu'il est désirable d'éviter.

Enfin, le système de MM. Mazeaud maintient aussi la distinction de l'article 1151, mais après l'avoir expliquée par les difficultés de la preuve en matière de causalité, ils déclarent qu'il appartient au juge de discriminer le dommage direct du dommage indirect en appréciant librement s'il a ou non, une certitude suffisante de l'existence d'un rapport causal entre le dommage et le fait incriminé.

En résumé, la doctrine française n'a pas réussi à dégager en notre matière des règles fixes et solides. Les rédacteurs du Code, après avoir posé le principe de la réparation intégrale du dommage causé, ont bien senti la nécessité d'en définir les limites. Ils se sont efforcés d'y parvenir ; mais, en instaurant la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, ils n'ont fait qu'abandonner aux lumières et à l'appréciation des juges la détermination du dommage réparable.

Quelles que soient les apparences, nous en sommes restés au même point ; aux formules de l'article 1151 nous substituons d'autres formules qui ne sont guère plus riches de sens ; sur la distinction originaire, nous échafaudons des distinctions nouvelles, qui restent aussi flottantes et aussi imprécises.

Dans l'état actuel des choses, il faut se résoudre à reconnaître que nous sommes assez désarmés devant ces difficultés et que nous nous trouvons en présence de l'une de ces

questions que les tribunaux doivent trancher en fait dans chaque espèce. Tout au plus, peut-on leur proposer quelques directives très générales susceptibles de guider un peu leur appréciation.

Dans ce but, signalons, d'abord, combien cette appréciation peut être influencée par la conception que l'on a de la responsabilité civile. Il existe, à cet égard, deux tendances opposées : pour les uns, la responsabilité repose sur l'idée de réparation et, lorsqu'il s'agit de déterminer le montant des dommages-intérêts, il faut seulement considérer la situation de la victime et le tort réel qu'elle éprouve ; pour les autres, la responsabilité reste dominée par un principe de répression et il importe de tenir compte, lors de la fixation de l'indemnité, de la culpabilité morale du responsable et de la gravité des fautes qui lui sont reprochées. A plusieurs reprises, nous avons évoqué la lutte de ces deux conceptions divergentes et il est certain que l'appréciation des tribunaux les conduira à des solutions différentes, suivant qu'ils prendront parti en faveur de l'une ou de l'autre d'entre elles. Quant à nous, nous pensons qu'ils ne doivent pas avoir le souci de faire varier le montant des dommages intérêts en fonction de la culpabilité morale du responsable. La responsabilité civile a été conçue comme un système de réparation et d'indemnisation. Son but est de dédommager les individus qui souffrent d'un préjudice injustement causé par autrui, et la situation de la victime doit seule être prise en considération pour fixer le montant de la condamnation. Au surplus, on n'aperçoit pas comment, du point de vue technique, on pourrait organiser cette graduation de l'indemnité en fonction de la gravité des fautes commises. Là encore, il faudrait avoir recours à l'appréciation des tribunaux. La notion de cause est suffisamment imprécise par elle-même ; nous pensons qu'il serait tout à fait inopportun de compliquer le problème par une donnée supplémentaire, qui y introduirait un nouvel élément d'indétermination.

Ensuite, nous croyons qu'on peut recommander aux tribunaux, pour conduire leur appréciation, de s'aider lar-

gement de l'idée de prévisibilité et de probabilité du dommage par rapport au fait incriminé. Nous avons montré qu'en présence de cas compliqués, notre réflexe naturel, pour porter un jugement sur la causalité, est de recourir à notre expérience.

Nous avons insisté sur l'utilisation que l'on peut faire, à cet égard, de la notion de fréquence dans la succession des phénomènes du monde. Il n'y a là, assurément, qu'une méthode très approximative et assez grossière, mais elle doit nous permettre d'éviter des écarts d'appréciation trop importants. Par cette idée de fréquence dans l'ordre de faits, nous rejoignons les critères de prévisibilité et de probabilité du dommage. Quand nous nous livrons à une prévision, ce que nous prévoyons c'est ce qui se passe d'ordinaire dans la majorité des cas analogues à celui dans lequel nous sommes placés. En proposant un critère de prévisibilité objective, en disant que le dommage direct est celui qu'un individu moyen, placé dans les mêmes conditions que l'agent, aurait prévu, nous utilisons un procédé de raisonnement fondé sur l'expérience, qui peut conduire à une certaine stabilité et à une relative harmonie des solutions.

Sans doute, il n'y a pas là un critère véritable de la relation de cause à effet ; ce n'est qu'un moyen assez détourné pour parvenir à présumer l'existence d'un rapport causal et il comporte les risques d'erreur et l'incertitude qui s'attachent à toute présomption. Dans l'état actuel, ce système est peut-être celui qui pourra donner les moins mauvais résultats et il offre l'avantage d'être relativement peu difficile à appliquer en pratique. Toutefois, si on l'adopte, il faut se garder de confondre le dommage prévisible et le dommage que l'auteur a effectivement prévu : cette confusion réintroduirait dans la solution du problème des considérations subjectives qu'il convient d'écarter.

L'étude que nous avons faite de la jurisprudence vient à l'appui des conclusions que nous avons tirées de l'examen de la doctrine. On n'y trouve aucune formule magique permettant de résoudre la question de la causalité et de l'éten-

due du dommage réparable. Les tribunaux ont conservé la distinction de l'article 1151 et ils en ont même généralisé l'application, mais ils ne l'ont ni précisée, ni définie. Négligeant toutes les discussions théoriques, ils jugent en fait et apprécient chaque cas particulier de manière empirique et intuitive.

Deux tendances apparaissent toutefois dans cette jurisprudence.

En premier lieu, les tribunaux semblent rester fidèles à l'idée d'opérer un choix entre les diverses conditions du dommage. Ils ne sont pas acquis à la théorie de l'équivalence des conditions et au critère de la condition *sine qua non*. Parmi tous les antécédents du préjudice, ils s'efforcent d'établir des distinctions et qualifient causes ceux qui leur paraissent avoir joué le rôle le plus important. Ce choix est assez arbitraire et ne s'appuie sur aucun critère précis.

En second lieu, la jurisprudence a bien vu le parti qu'elle peut tirer de l'idée de probabilité du dommage. Elle y trouve, dans certains cas, le moyen de présumer l'existence d'un rapport causal, mais elle se montre très prudente dans le maniement de cette présomption et, souvent, elle refuse la réparation du préjudice allégué, en faisant application du principe qui veut que le doute profite au défendeur.

Notre étude de la jurisprudence nous a, du moins, conduit à d'intéressantes conclusions en ce qui concerne l'attitude de la Cour de cassation à l'égard du problème que nous avons abordé. La Cour suprême a parfaitement compris l'importance et la portée de ces questions : au cours des cinquante dernières années, elle a travaillé à instaurer dans ce domaine un contrôle effectif et elle est guidée, à l'heure actuelle, par le désir de s'assurer une maîtrise aussi complète que possible, des solutions rendues en cette matière. Son attitude ne laisse pas d'être curieuse et remarquable : juge, en principe, du seul droit, la Cour de cassation a étendu sa censure à une question jugée surtout en fait par les cours et les tribunaux.

Aucune définition juridique, aucun critère précis n'inter-



viennent pour trancher les difficultés de la causalité et déterminer l'étendue du dommage réparable : le contrôle de la Cour suprême n'a donc pas pour but d'assurer le respect d'une règle de droit bien établie. Si des principes solides de solution avaient été dégagés, il est certain que la Cour de cassation en surveillerait l'application. On peut dire que son intervention actuelle, en l'absence de toute règle précise, est pleinement justifiée, parce que normalement cette règle devrait exister et parce qu'il serait tout à fait souhaitable qu'elle existât. En l'état actuel, la Cour de cassation juge, elle aussi, surtout en fait et elle s'efforce de donner à son intervention, la coloration d'un contrôle juridique. Son action est nécessairement tâtonnante et embarrassée, car la haute juridiction, qui veut rester officiellement attachée à la distinction du fait et du droit, doit parfois renoncer à un contrôle qui avouerait trop ouvertement qu'elle est véritablement devenue juge du fait.

Dans ces conditions, on le conçoit, la Cour de cassation s'applique beaucoup plus à résoudre des cas d'espèce qu'à rechercher un critère général. Son rôle reste néanmoins fort important. Si elle ne peut assurer l'unité complète de la jurisprudence à l'aide d'une formule valable dans toutes les hypothèses, du moins parvient-elle à imposer dans nombre de problèmes particuliers la solution qui lui paraît la meilleure. Dans cette mesure, elle tend, et il faut s'en féliciter, vers la certitude du droit, dont Saleilles disait, si justement, qu'elle est « la première des garanties sociales, celle que la loi doit assurer avant tout aux citoyens » (1).

Remarquons d'ailleurs qu'on a éprouvé, dans la pratique, combien il est difficile de manier le principe de causalité et d'y trouver un critère précis du dommage réparable. Il semble même que l'on cherche à l'heure actuelle le moyen d'éviter de délicates applications de ce principe.

En matière contractuelle, la pratique moderne et les

(1) SALEILLES, *Revue internationale de l'Enseignement*, 1911, cité par TISSIER, article nécrologique, *Rev. Trim.* 1912, p. 293.

usages commerciaux ont volontiers généralisé l'emploi de clauses de dédit et de clauses pénales : le montant des indemnités est souvent déterminé à forfait et il n'est plus nécessaire de procéder, en cas de défaillance de l'un des contractants, à l'appréciation si difficile de l'importance réelle du dommage causé.

Dans le même sens, en matière délictuelle et quasi-délictuelle, la jurisprudence paraît revenir quelque peu sur les conséquences qu'elle avait tirées de la rédaction des articles 1382 et 1383 du Code civil. Elle considérait naguère que la généralité des termes de ces textes l'autorisait à reconnaître généreusement l'action en réparation à toute personne, quelle qu'elle soit, éprouvant par le fait d'autrui un préjudice quelconque. Elle acceptait ainsi de résoudre les cas les plus complexes mettant en jeu des dommages très légers et des rapports de causalité extrêmement ténus. Aujourd'hui, elle se montre plus sévère. Nous songeons en particulier à certains exemples qui ont leur intérêt à cet égard.

Ainsi, la Cour suprême ne reconnaît plus indistinctement à toute personne le droit de se prévaloir du préjudice moral éprouvé du fait du décès d'une autre personne. Un arrêt de la Chambre des requêtes du 2 février 1931 (1), qui a fait jurisprudence en cette matière, a décidé que l'action en indemnité n'appartiendrait de ce chef qu'aux personnes qui sont unies à la victime par un lien légal de parenté ou d'alliance.

Un autre cas digne d'être signalé est celui de l'action de la concubine contre le tiers auteur d'un accident mortel survenu au concubin. La Cour de cassation a admis depuis longtemps le principe de ce recours. Elle refusait cependant de tenir compte du préjudice moral que la concubine prétendait éprouver, et, plus récemment, elle a rendu l'action plus difficile en posant que la concubine n'éprouve de dommage matériel véritable que si l'union libre dont elle se

(1) Cass. Req., 2 fév. 1931, D. 1931.1.38, Rapport PILON.

prévaut présentait certains caractères de durée et de stabilité (1).

Sans doute y a-t-il dans ces décisions la manifestation d'un retour heureux à certains principes moraux dont un des maîtres de la science juridique moderne a lucidement dénoncé l'oubli. Peut-être faut-il y voir aussi un effort de la jurisprudence pour mieux délimiter le domaine de la responsabilité et pour s'éviter l'appréciation de dommages difficiles à saisir et de rapports de causalité invérifiables.

Certaines personnes se voient ainsi privées d'une action en raison de leur qualité ou de leur situation juridique. C'est peut-être l'indice que, devant l'insuffisance de nos solutions en matière de causalité, on cherche ailleurs les limites de la théorie de la responsabilité civile.

Telles sont les réflexions que nous inspirent les recherches que nous avons entreprises.

Il ne saurait être question de reconnaître une valeur technique sérieuse à la distinction du préjudice direct et du préjudice indirect, puisque nous sommes dans l'impossibilité de formuler son critère exact. Vague, flottante, imprécise, elle ne contient que l'affirmation d'un principe juridique, celui de la nécessité d'un rapport causal entre le dommage et le fait générateur de responsabilité.

Le Code civil qui l'a instaurée dans le but de résoudre le problème causal, la livre en réalité à notre appréciation. Faut-il, pour autant, l'exclure de notre droit ? Cela ne s'impose pas, car nous ne sommes pas en état de lui substituer un mécanisme plus étudié et plus solide. Malgré une floraison de systèmes nouveaux, cette question fondamentale de la causalité n'a pas été tirée au clair ; elle demeure presque intacte, et ce sont sensiblement les mêmes moyens que l'on met en œuvre sous des dénominations différentes pour essayer d'en venir à bout. C'est à ce titre que la distinction

(1) Cass. Civ., 27 juill. 1937, D. P. 1938.1.5. note SAVATIER ; — S. 1937.1.153, Rapp. ROUX ; — Crim., 13 fév. 1937, 3 arrêts, D. P. 1938.1.5 ; — 21 déc. 1937, *Gaz. Pal.*, 1938.1.175.

du préjudice direct et du préjudice indirect peut survivre dans le langage juridique où elle désigne traditionnellement une difficulté capitale, dont les solutions restent largement dictées par le bon sens et l'intuition.

VU : *Le Doyen,*

H. NEZARD.

VU : *Le Professeur,*

*Président de la thèse,*

Ed. GOMBEAUX.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le Recteur,* DAURE.

---





## BIBLIOGRAPHIE

---

### I. OUVRAGES GÉNÉRAUX

AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil français*, 5<sup>e</sup> éd., 12 vol. in-8, Paris, 1897-1923 (t. IV, par RAU et FALCIMAIGNE avec la collaboration de M. GAULT, et VI, mis au courant par M. MARTIN).

BAUDRY-LACANTINIERE. — *Traité théorique et pratique de droit civil*, 3<sup>e</sup> éd., 29 vol., in-8°, Paris, 1907, et supplément par M. BONNECASE, 5 vol., in-8°, 1924-1930 (*Les obligations*, par M. BARDE, t. I et IV).

BAUDRY-LACANTINIERE. — *Précis de droit civil*, 7<sup>e</sup> éd., 3 vol., in-8°, Paris, 1899 (t. II).

BEUDANT (Ch.). — *Cours de droit civil français*, 2<sup>e</sup> éd., par R. BEUDANT et LEREBOURS-PIGEONNIÈRE, 11 vol. parus, in-8°, Paris, 1934-1938 (t. VIII, avec la collaboration de M. LAGARDE).

BONNECASE. — *Précis de droit civil*, 3 vol., in-8°, Paris, 1934 (t. II).

COLIN et CAPITANT. — *Cours élémentaire de droit civil français*, 7<sup>e</sup> éd., 3 vol., in-8°, Paris, 1931-1932 (t. II).

DALLOZ. — *Jurisprudence générale. Répertoire méthodique et alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence*, 44 vol. et table, in-4°, Paris, 1826-1873, et supplément, 19 vol., in-4°, Paris, 1887-1897.

— *Code civil annoté*, 2 vol., in-4°, Paris, 1873-1874, et supplément, 1 vol., in-4°, Paris, 1890.

- *Nouveau Code civil annoté*, 5 vol., in-4°, Paris, 1900-1907.
- *Addition au nouveau Code civil annoté*, 1 vol., in-4°, Paris, 1921.
- *Répertoire pratique de législation, de doctrine et de jurisprudence*, 12 vol., in-4°, Paris, 1910-1927, avec supplément, 3 vol., in-4°, Paris, 1927-1931, et additions, 1 vol., in-4°, Paris, 1938.
- DELVINCOURT. — *Cours de Code civil*, 3 vol., in-8°, Paris, 1834 (t. II et III).
- DAMANTE. — *Cours analytique de Code Napoléon*, continué depuis l'article 980 par COLMET DE SANTERRE, 9 vol., in-8°, Paris, 1849-1884 (t. V).
- DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon*, 2<sup>e</sup> éd., 31 vol., in-8°, Paris, 1860-1882 (t. XXIV et XXXI).
- DURANTON. — *Cours de droit français suivant le Code civil*, 4<sup>e</sup> éd., 22 vol., in-8°, Paris, 1844 (t. XII et XIII).
- FENET. — *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, 15 vol., in-8°, Paris, 1836 (t. XIII).
- FUZIER-HERMAN. — *Répertoire général alphabétique du droit français*, 36 vol. et table, in-4°, Paris, 1886-1905, et supplément, 14 vol. parus, Paris, 1911-1936.
- GARRAUD. — *Traité théorique et pratique d'instruction criminelle et de procédure pénale*, 6 vol., in-8°, Paris, 1907-1929 (t. I).
- GOMBEAUX. — *Cours de droit civil professé à la Faculté de Caen*, 1931-1934.
- HÉMARD. — *Précis élémentaire de droit civil*, 3 vol., in-8°, Paris, 1930, Sirey (t. II).
- HUC. — *Commentaire théorique et pratique du Code civil*, 15 vol., in-8°, Paris, 1892-1903 (t. VII et VIII).
- JOSSERAND. — *Cours de droit civil positif français*, 1<sup>re</sup> éd., 3 vol., in-8°, Paris, 1930 (t. II).
- LAURENT. — *Principes du droit civil français*, 3<sup>e</sup> éd., 33 vol., in-8°, Bruxelles et Paris, 1859-1888 (t. XVI et XX).
- LOCRÉ. — *Législation civile, commerciale et criminelle de*

- la France*, 31 vol., in-8°, Paris, 1827-1832 (t. XII et XIII).
- MARCADÉ et PONT. — *Explication théorique et pratique du Code Napoléon*, 7<sup>e</sup> éd., 12 vol., in-8°, Paris, 1873-1874 (t. V).
- MOURLON. — *Répétitions écrites sur le deuxième examen de Code Napoléon*, 9<sup>e</sup> éd. par DEMANGEAT. t. II de la collection,, 3 vol., in-8°, Paris, 1873.
- PLANIOI et RIPERT. — *Traité élémentaire de droit civil*, 11<sup>e</sup> éd., 3 vol., in-8°, Paris, 1932 (t. II).
- *Traité pratique de droit civil français*, 14 vol., in-8°, Paris, 1925-1934 (t. VI, *Les obligations*, avec le concours de M. ESMEIN, et VII, avec le concours de MM. ESMEIN, RADOUANT et GABOLDE).
- POTHIER. — *Œuvres*, éd. Bugnet, 11 vol., in-8°, Paris, 1861-1862.
- SAVATIER. — *Nouveau dictionnaire pratique de droit*, 2 vol., in-4°, Paris, 1933.
- TOULLIER. — *Le droit civil français suivant l'ordre du Code*, 5<sup>e</sup> éd., Paris, 1830 (t. VI et XI).

## II. OUVRAGES SPÉCIAUX

### A) FRANCE

- DABIN. — *La philosophie de l'ordre juridique positif spécialement dans les rapports de droit privé*, 1 vol., in-8°, Paris, 1929.
- DEMOGUE. — *Traité des obligations en général*, 7 vol., in-8°, Paris, 1923-1933 (t. III, IV et VI).
- *De la réparation civile des délits. Etude de droit et de législation*, 1 vol., in-8°, Paris, 1898.
- FABREGUETTES. — *La logique judiciaire et l'art de juger*, 1<sup>re</sup> éd., 1 vol., in-8°, Paris, 1914.
- FAYE. — *La Cour de cassation*, 1 vol., in-8°, Paris, 1903.
- FROMAGEOT. — *De la faute comme source de la responsabilité en droit français*, 1 vol., in-8°, Paris, 1891.

- GARDENAT et SALMON-RICCI. — *De la responsabilité civile* (délits et quasi délits), 1 vol., in-8°, Paris, 1927 (extrait du jurisclasser civil).
- JOSSEMAND. — *Les transports en service intérieur et en services international*, 2° éd., 1 vol., in-8°, Paris, 1926.
- LALOU. — *La responsabilité civile. Principes élémentaires et applications pratiques*, 1<sup>re</sup> éd., 1 vol., in-8°, Paris, 1928.
- LAROMBIÈRE. — *Théorie et pratique des obligations*, 1<sup>re</sup> éd., 5 vol., in-8°, Paris, 1857 (t. I et V).
- MAZEAUD (H. et L.). — *Traité théorique et pratique de la responsabilité civile contractuelle et délictuelle*, 2° éd., 3 vol., in-8°, Paris, 1934.
- RIPERT. — *La règle morale dans les obligations civiles*, 1 vol., in-8°, Paris, 1925.
- SAINCTELETTE. — *De la responsabilité et de la garantie*, 1 vol., in-8°, Paris, 1884.
- SOURDAT (A.). — *Traité général de la responsabilité ou de l'action en dommages-intérêts en dehors des contrats*, 6° éd., revue par L. SOURDAT, 2 vol., in-8°, Paris, 1911.

## B) ÉTRANGER

- BINDING. — *Die Normen und ihre Uebertretung*, 1890.
- BIRKMEYER. — *Ueber Ursachenbegriff und Kausalzusammenhang im Strafrecht*, Rostock, 1885.
- BURI (Von). — *Ueber Kausalität und deren Verantwortung*, Leipzig, 1873.
- *Ueber Kausalität und strafrechtliche Beziehungen*, Stuttgart, 1885.
- *Beiträge zur Theorie des Strafrechts*.
- HORN (A.). — *Kausalitäts und Wirkensbegriff, dessen empirische Feststellung und criminalistische Bedeutung*, Gerichtsaal, 1897, Bd LIV.
- HORN (R.). — *Der Kausalitätsbegriff in der Philosophie und im Strafrechte*, Leipzig, 1893.

- HUTHER. — *Der Kausalzusammenhang als Voraussetzung des Strafrechts*, Wismar, 1893.
- IHERING (VON). — *La faute en droit privé*, traduction O. de MELEUNAERE.
- KOHLER. — *Studien aus dem Strafrecht*, I, Mannheim, 1890.
- KRIES (VON). — *Ueber den Begriff der objektiven Möglichkeit* (*Vierteljahrschrift für wissenschaftliche Philosophie*, 1888, Bd XII).
- *Ueber die Begriffe der Wahrscheinlichkeit und Möglichkeit und ihre Bedeutung im Strafrecht* (*Zeitschrift für die gesamte Strafrechtswissenschaft*, 1889, Bd IX).
- KÜHLES. — *Fragen der Kausalität*, Munich, 1895.
- LIEPMANN. — *Einleitung in das Strafrecht*, Berlin, 1900.
- LISZT (VON). — *Die Deliktsobligation im System des B. G. B.*, Berlin, 1898.
- *Manuel de droit pénal*, traduction O. LOBSTEIN, Paris, 1911-1912.
- MAYER (M. E.). — *Der Kausalzusammenhang zwischen Handlung und Erfolg im Strafrecht*, Strasbourg, 1889.
- MÜLLER. — *Das Kausalitätsproblem im Strafrecht*, Gerichtsaal, 1895, Bd. I.
- ORTMANN. — *Zur Lehre des Kausalzusammenhangs*, Goltammer's Archiv., 1875, Bd. XXIII, et 1876, Bd. XXV.
- POLLOCK (Sir FRÉDÉRIC). — *The law of torts*, 11<sup>e</sup> éd., Londres, 1920.
- STUART MILL. — *A system of logic ratiocinative and inductive*, 9<sup>e</sup> éd., Londres, 1875.
- RUMELIN. — *Der Zufall im Recht*, Leipzig, 1896.
- *Die Verwendung der Kausalbegriffe im Straf und civilrecht*, Archiv. für civilistische Praxis, 1900, Bd. XC.
- THON. — *Der Begriff der Verursachung*, Iéna, 1894.
- *Abhandlungen aus dem Strafrechte und der Rechtsphilosophie*, I, Bemerkungen zu den kriminalistischen Kausalitätstheorien, Lund, 1894.



## III. THÈSES DE DOCTORAT

- AUBIN. — *Responsabilité délictuelle et responsabilité contractuelle*, Bordeaux, 1897.
- BÉQUIGNON. — *Les sanctions civiles en cas de divorce : articles 301 et 1382 du Code civil*, Caen, 1928.
- BETREMIEUX. — *Essai historique sur le fondement de la responsabilité en droit français*, Lille, 1921.
- BOSC. — *Essai sur les éléments constitutifs du délit civil*, Montpellier, 1901.
- BRUN. — *Rapports et domaine des responsabilités contractuelle et délictuelle*, Lyon, 1931.
- COURTEAUD. — *La notion de force majeure en matière de responsabilité contractuelle et délictuelle*, Grenoble, 1935.
- DESCHIZEAUX. — *Influence du fait de la victime sur la responsabilité civile délictuelle*, Grenoble, 1934.
- DOBY. — *Les recours des administrations publiques contre les tiers responsables d'accidents survenus à leurs agents*, Paris, 1931.
- FILIPPI. — *Le préjudice indirect*, Lille, 1933.
- GÉRARD. — *Les « torts » ou délits civils en droit anglais*, Rennes, 1910.
- GERMETTE. — *Essai sur les rapports de l'élément matériel et de l'élément intentionnel dans la responsabilité civile*, Paris, 1903.
- GERVÉSIE. — *Pension alimentaire après divorce (article 301 du Code civil)*, Lyon, 1928.
- GORISSE. — *De la quotité de la réparation en droit civil*, Lille, 1911.
- GRANDMOULIN. — *De l'unité de la responsabilité*, Rennes, 1892.
- GUEX. — *La relation de cause à effet dans les obligations extra-contractuelles*, Lausanne, 1904.
- HALLER. — *Essai sur l'influence du fait et de la faute de la victime sur son droit à réparation*, Paris, 1926.

- HUGUENET. — *L'idée de peine privée en droit contemporain*, Dijon, 1904.
- JACOMET. — *Essai sur les sanctions civiles de caractère pénal*, Paris, 1905.
- JAPY. — *La relation de cause à effet dans les accidents du travail*, Paris, 1933.
- JOATTON. — *Essai critique sur la théorie générale de la responsabilité civile*, Lyon, 1933.
- LÉGAL. — *De la négligence et de l'imprudence comme source de la responsabilité civile délictuelle*, Paris, 1922.
- MARTEAU. — *La notion de causalité dans la responsabilité civile*, Aix, 1914.
- MARTY. — *La distinction du fait et du droit. Essai sur le pouvoir de contrôle de la Cour de cassation sur les juges du fait*, Toulouse, 1929.
- MEIGNIÉ. — *Responsabilité et contrat. Essai d'une délimitation des responsabilités contractuelle et délictuelle*, Lille, 1924.
- NICOLESKO. — *La notion de dommage direct. Etude de doctrine et de jurisprudence sur le problème causal en matière de responsabilité civile*, Paris, 1931.
- PIGNY. — *Essai sur la responsabilité civile qui naît des collisions de véhicules*, Grenoble, 1936.
- RIPERT (L.). — *La réparation du préjudice dans la responsabilité délictuelle*, Paris, 1933.
- SCHMIDT. — *Faute civile et faute pénale*, Paris, 1928.
- TEISSEIRE. — *Essai d'une théorie générale sur le fondement de la responsabilité*, Aix, 1901.
- VANAZZI. — *Du règlement des dommages-intérêts dans les transports de marchandises par chemin de fer*, Nancy, 1911.

IV. NOTES DE JURISPRUDENCE  
CONCLUSIONS, RAPPORTS

- APPERT. — Notes, S. 1911.1.217 ; S. 1911.1.329.  
 APPLETON. — Note, D. P. 1935.2.5.  
 BABINET. — Rapport, S. 1885.1.473.  
 CAPITANT. — Notes, D. P. 1932.1.153 ; D. P. 1936.1.81.  
 CRÉMIEU. — Note, S. 1910.2.57.  
 DALLANT. — Notes, D. P. 1928.1.99 ; D. P. 1929.2.95.  
 — Conclusions, *Gaz. Pal.*, 1936.2.551.  
 DEMOGUE. — *Jurisprudence en matière de droit civil, les obligations (Revue trimestrielle de droit civil, années 1906, 1908, 1921, 1922, 1925, 1928, 1931).*  
 DOBY. — Note S. 1933.1.233.  
 DURAND. — Note, S. 1937.2.97.  
 ESMEIN. — Notes, S. 1927.1.105 ; S. 1930.2.17.  
 FABRY. — Rapport, *Gaz. Trib.*, 1916.1.57.  
 FRÉJAVILLE. — Note, D. P. 1936.1.17.  
 HUBERT. — Note, S. 1926.1.129.  
 HUGUENY. — Note, S. 1925.1.289.  
 GUÉNÉE. — Note, D. P. 1903.1.561.  
 JOSSERAND. — Note, D. P. 1927.1.105.  
 LALOU. — Note, D. P. 1935.2.45.  
 LOUP. — Notes, D. P. 1932.2.14 ; D. P. 1934.2.45.  
 LYON-CAEN. — Note, S. 1911.1.545.  
 MARTY. — Note, S. 1937.2.217.  
 MAZEAUD (H.). — Note, S. 1928.1.177.  
 MIMIN. — Note, D. P. 1938.1.23.  
 PIÉDELIEVRE. — Conclusions, *Gaz. Trib.*, 1912.1.2.142.  
 PILON. — Rapport, D. P. 1931.1.38.  
 PLANIOL. — Notes, D. P. 1896.1.81 ; D. P. 1905.1.297.  
 RIPERT. — Notes, D. P. 1921.2.17 ; D. P. 1928.2.41.  
 — *Examen doctrinal de jurisprudence en matière de responsabilité civile (Revue critique de législation et de jurisprudence, années 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914).*

- ROUAST. — Note, D. P. 1927.1.101.  
 ROUX (J. A.). — Note, S. 1917.1.97.  
 SALLE DE LA MARNIÈRE. — Note, D. P. 1936.2.25.  
 SAVATIER. — Note, D. P. 1934.1.59.  
 SENS-OLIVE. — Conclusions, D. P. 1934.1.59.  
 VIALLETON. — Note, S. 1932.1.89.  
 WAHL. — Notes, S. 1903.1.337 ; S. 1903.2.257 ; S. 1917.1.49.  
 WALINE. — Note, D. P. 1934.1.50.  
 WATTINNE. — Conclusions, *Le Droit*, 5 juillet 1908.  
 Note anonyme. — S. 1913.1.129.

#### V. ARTICLES DE REVUE

- BEUDANT (R.). et CAPITANT. — *Esquisse d'une théorie générale de la responsabilité* (*Annales de l'Université de Grenoble*, 1906, p. 113).  
 BRÈTHE DE LA GRESSAYE. — *La théorie de la responsabilité en droit pénal et en droit civil* (*Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence*, 1927, p. 282).  
 ESMEIN. — *Les principes de la responsabilité délictuelle* (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1932, p. 458).  
 — *Trois problèmes de responsabilité civile. Causalité. Concours des responsabilités. Conventions d'irresponsabilité* (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1934, p. 317).  
 FRÉJAVILLE. — *Les pouvoirs des juges du fait en matière de responsabilité civile* (*Semaine juridique*, 1934, p. 657).  
 GARDENAT. — *Droit prétorien et loi écrite en matière de responsabilité* (*Gaz. Pal.*, 1938, I. Doctrine, p. 31).  
 JOSSEMERAND. — *Les collisions entre véhicules et la responsabilité civile* (*Dalloz hebdomadaire*, 1938, chroniques, p. 33).

- *Les collisions entre véhicules et entre présomptions de responsabilité* (Dalloz hebdomadaire, 1935, chroniques, p. 41).
  - *Le gardien de l'automobile, le voleur et la victime d'un accident* (Dalloz hebdomadaire, 1936, chroniques, p. 37).
  - MAZEAUD (H.). — *Responsabilité délictuelle et responsabilité contractuelle* (Revue trimestrielle de droit civil, 1929, p. 551).
  - *L'absorption des règles juridiques par le principe de la responsabilité civile* (Dalloz hebdomadaire, 1935, chroniques, p. 5).
  - SAVATIER. — *Vers la socialisation de la responsabilité et des risques individuels* (Dalloz hebdomadaire, 1931, chroniques, p. 9).
  - *Règles générales de la responsabilité civile* (Revue critique de législation et de jurisprudence, 1934, p. 409).
  - TISSIER. — *Article nécrologique sur SALEILLES* (Revue trimestrielle de droit civil, 1912, p. 293).
  - WILLEMS. — *Essai sur la responsabilité édictée par les articles 1382-86 du code civil* (Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence, 1895, p. 110).
-



# TABLE DES MATIÈRES

---

## INTRODUCTION

|                                                    | PAGES |
|----------------------------------------------------|-------|
| 1. Intérêt du sujet .....                          | 11    |
| 2. Les questions qu'il pose. Leur difficulté ..... | 14    |
| 3. Vue générale des travaux français .....         | 17    |
| 4. But de cette étude .....                        | 17    |
| 5. Plan .....                                      | 18    |

## PREMIÈRE PARTIE

### POSITION DU PROBLÈME

|                                     |    |
|-------------------------------------|----|
| 6. Observations préliminaires ..... | 19 |
|-------------------------------------|----|

### CHAPITRE PREMIER

**La distinction du préjudice direct  
et du préjudice indirect,  
aspect du principe de causalité**

#### SECTION I

**Notions de préjudice indirect et de cause indirecte**

|                                                   |    |
|---------------------------------------------------|----|
| 7. Les éléments de la responsabilité civile ..... | 21 |
| 8. Les cas d'exonération du défendeur .....       | 22 |

## SECTION II

## Unité du problème contenu dans des formules différentes

|                                                                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 9. Variété des formules .....                                                                                 | 23 |
| 10. Toutes les formules recouvrent le problème causal .....                                                   | 24 |
| 11. Arguments tirés du Code civil .....                                                                       | 25 |
| A) Les Principes (Rôle de la relation causale —<br>Le préjudice envisagé en qualité de consé-<br>quence ..... | 25 |
| B) Les termes de l'article 1151 .....                                                                         | 29 |
| 12. Argument tiré de l'emploi indifférent par la juris-<br>prudence des diverses formules .....               | 30 |

## SECTION III

## Autres interprétations de la distinction

|                                                                           |    |
|---------------------------------------------------------------------------|----|
| 13. La distinction entendue au sens personnel .....                       | 33 |
| 14. Critique de cette acception. — Son inutilité ....                     | 38 |
| 15. Certains auteurs paraissent défendre une troisième<br>acception ..... | 41 |

## CHAPITRE II

## Champ d'application de la distinction

|                    |    |
|--------------------|----|
| 16. Division ..... | 44 |
|--------------------|----|

## SECTION I

Application de la distinction à la responsabilité délictuelle  
et quasi-délictuelle pour faute personnelle

|                                                                                      |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 17. La théorie extensive se déduit logiquement des<br>principes dégagés .....        | 45 |
| 18. La thèse restrictive et l'argument tiré de l'article<br>1151 du Code civil ..... | 49 |
| 19. Réfutation de la thèse restrictive .....                                         | 50 |

N<sup>OS</sup>

PAGES

— Critique directe de l'argument exposé par les principes d'interprétation en matière de dommages-intérêts. •

— Objections logiques qui s'adressent à certains partisans de la thèse restrictive.

— La distinction ne répond à aucune particularité du droit des contrats.

— Les conséquences inadmissibles de la règle restrictive.

20. Solution de la jurisprudence ..... 60

## SECTION II

### Application générale de la distinction de l'article 1151

21. Application dans le Code civil ..... 61

— Articles 1384 - 1385 - 1386

— Article 301.

22. Application en dehors du Code civil ..... 65

— Article 407 du Code de commerce.

— Loi du 9 avril 1898.

— Loi du 17 avril 1919.

— Articles 319 et 320 du Code pénal.

## DEUXIÈME PARTIE

### RECHERCHES DE PRINCIPES DE SOLUTION

23. Division ..... 71

## CHAPITRE PREMIER

### Différents aspects de la notion de cause

## SECTION I

### La cause au sens vulgaire et la cause au sens logique

24. La cause au sens vulgaire ..... 73

| N <sup>os</sup>                                                              | PAGES |
|------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 25. Ses caractères .....                                                     | 75    |
| 26. La cause en logique rationnelle .....                                    | 76    |
| 27. Ses caractères .....                                                     | 77    |
| 28. Ces notions sont inapplicables, en l'état, en<br>matière juridique ..... | 77    |

## SECTION II

## La cause au point de vue juridique

|                                                                                 |    |
|---------------------------------------------------------------------------------|----|
| 29. Ce qu'il faut entendre par la cause au sens<br>juridique .....              | 80 |
| 30. Caractère pratique et caractère de généralité du<br>critère recherché ..... | 83 |
| 31. Caractère objectif de ce critère .....                                      | 84 |
| 1) Faute et cause .....                                                         | 84 |
| B) Causalité et prévision du dommage .....                                      | 92 |

## CHAPITRE II

## Rappel des théories juridiques de la causalité

|                    |    |
|--------------------|----|
| 32. Division ..... | 98 |
|--------------------|----|

## SECTION I

## Théories fondées sur une idée de choix entre les conditions

§ I. *Théories chronologiques de la cause*

|                    |     |
|--------------------|-----|
| 33. Exposé .....   | 99  |
| 34. Critique ..... | 102 |

§ II. *Théories qualitatives et quantitatives de la cause*

|                                                        |     |
|--------------------------------------------------------|-----|
| 35. Vue générale des théories qualitatives .....       | 107 |
| 36. La notion de quantité dans l'activité causale .... | 111 |

§ III. *Théories de la causalité adéquate*

|                                                            |     |
|------------------------------------------------------------|-----|
| 37. L'idée de possibilité objective et sa justification .. | 113 |
| 38. Les difficultés de la mise en œuvre .....              | 119 |
| 39. Système de von Kries .....                             | 122 |
| 40. Système de Thon .....                                  | 124 |
| 41. Système de Rümelin .....                               | 125 |

## SECTION II

## Théorie de l'équivalence des conditions

|                                                                                |     |
|--------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 42. Analyse du système .....                                                   | 127 |
| A) Assimilation de la cause à la condition <i>sine</i><br><i>qua non</i> ..... | 128 |
| B) Elimination des conditions irrelevantes .....                               | 130 |
| 43. Les objections qu'il soulève .....                                         | 135 |

## CHAPITRE III

## Conclusions

## sur l'examen des principes de solution

## SECTION I

Les théories de la causalité  
et la distinction du préjudice direct  
et du préjudice indirect

|                                                                                                                                     |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 44. Le débat se limite à une lutte entre la théorie de<br>l'équivalence des conditions et celle de la cau-<br>salité adéquate ..... | 141 |
| 45. La distinction du préjudice direct et du préjudice<br>indirect est-elle logiquement compatible avec<br>ces théories ? .....     | 143 |
| A) Préjudice indirect et causalité adéquate ...                                                                                     | 144 |



| N <sup>os</sup>                                           | PAGES |
|-----------------------------------------------------------|-------|
| B) Préjudice indirect et équivalence des conditions ..... | 145   |

## SECTION II

Les théories de la causalité et les difficultés de la preuve

|                                                                                                                           |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 46. Rapprochement suggéré entre les deux systèmes dominants par leur utilisation commune du calcul des probabilités ..... | 147 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

## TROISIÈME PARTIE

## LES SOLUTIONS DU DROIT FRANÇAIS

|                    |     |
|--------------------|-----|
| 47. Division ..... | 157 |
|--------------------|-----|

## CHAPITRE PREMIER

## Le travail de la doctrine

|                                       |     |
|---------------------------------------|-----|
| 48. Présentation de la doctrine ..... | 159 |
|---------------------------------------|-----|

## SECTION I

La distinction du préjudice direct  
et du préjudice indirect  
est injustifiable au point de vue causal

|                    |     |
|--------------------|-----|
| 49. Division ..... | 162 |
|--------------------|-----|

§ I. *Premier parti : Suppression pure et simple  
de la distinction*

|                                          |     |
|------------------------------------------|-----|
| 50. Opinion de Demogue .....             | 163 |
| 51. Les objections qu'elle soulève ..... | 165 |

N<sup>os</sup>

PAGES

§ II. *Second parti : Justification de la distinction  
par des considérations extra-causales*

|                                    |     |
|------------------------------------|-----|
| 52. Le système de M. Marteau ..... | 168 |
| 53. Critique .....                 | 172 |

SECTION II

**La distinction du préjudice direct  
et du préjudice indirect  
est d'ordre causal. Critères proposés**

|                    |     |
|--------------------|-----|
| 54. Division ..... | 175 |
|--------------------|-----|

§ I. *Le dommage direct et la notion  
de cause unique*

|                                                                                          |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 55. Le dommage direct est celui dont le fait incriminé<br>a été la cause exclusive ..... | 175 |
|------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

§ II. *Le dommage direct et la distinction  
de la cause et de l'occasion*

|                                                                                                                                   |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 56. Le dommage est direct ou indirect selon que le<br>fait incriminé en a été la véritable cause ou<br>seulement l'occasion ..... | 178 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

§ III. *La distinction du dommage direct  
et du dommage indirect  
et la théorie de la cause principale*

|                              |     |
|------------------------------|-----|
| 57. Théorie de M. Doby ..... | 185 |
| 58. Critique .....           | 192 |

§ IV. *Recherche d'un critérium du préjudice direct  
dans les notions de prévisibilité  
et de probabilité du dommage*

|                                         |     |
|-----------------------------------------|-----|
| 59. Le critérium de prévisibilité ..... | 195 |
|-----------------------------------------|-----|

| N <sup>OS</sup>                        | PAGES |
|----------------------------------------|-------|
| 60. Argumentation de M. Savatier ..... | 198   |
| 61. Système de M. Esmein .....         | 202   |
| 62. Observations critiques .....       | 203   |

## SECTION III

**La distinction du préjudice direct et du préjudice indirect est fondée sur les difficultés de la preuve. Le critère du préjudice direct est un critère de certitude de la causalité.**

|                                            |     |
|--------------------------------------------|-----|
| 63. Doctrine de MM. H. et L. Mazeaud ..... | 208 |
|--------------------------------------------|-----|

## SECTION IV

**Conclusions sur l'étude de la doctrine**

|                                                                                                                                                   |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 64. Le trait commun à tous les systèmes est de faire une très large place à l'appréciation du juge ..                                             | 215 |
| 65. Nécessité d'organiser cette appréciation .....                                                                                                | 217 |
| 66. Appréciation et appel à l'expérience. La notion de dommage indirect est fondée sur les difficultés de la preuve en matière de causalité ..... | 218 |
| 67. Retour par les difficultés de la preuve à l'idée de probabilité du dommage .....                                                              | 222 |

## CHAPITRE II

**Etude de la Jurisprudence**

|                                          |     |
|------------------------------------------|-----|
| 68. Remarques d'ensemble. Division ..... | 225 |
|------------------------------------------|-----|

## SECTION I

**Le rôle et les pouvoirs de la Cour de cassation en matière de causalité et de préjudice direct**

N<sup>os</sup>

PAGES

|                                                                                                                             |     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| § I. <i>Observations préliminaires sur la censure pour défaut de motifs et le contrôle de fond. Leur intérêt respectif.</i> |     |
| 69. Le moyen pris du défaut de motifs et les moyens pris de la violation de la loi <i>stricto sensu</i> ....                | 228 |
| 70. Quels pourvois sont concevables en matière de causalité ? .....                                                         | 230 |
| § II. <i>La censure pour défaut de motifs en matière de causalité et de préjudice direct.</i>                               |     |
| 71. Etude de décisions .....                                                                                                | 233 |
| A) Chambre des requêtes .....                                                                                               | 234 |
| B) Chambre civile .....                                                                                                     | 236 |
| C) Chambre criminelle .....                                                                                                 | 237 |
| § III. <i>Le contrôle pour violation de la loi en matière de causalité et de préjudice direct.</i>                          |     |
| 72. Les divergences de la doctrine sur l'interprétation de la jurisprudence .....                                           | 238 |
| 73. La jurisprudence de la Chambre des requêtes ..                                                                          | 240 |
| A) Les arrêts qui écartent le contrôle .....                                                                                | 240 |
| B) Les arrêts qui admettent le contrôle .....                                                                               | 243 |
| C) Orientation actuelle de cette jurisprudence.                                                                             | 248 |
| 74. La jurisprudence de la Chambre civile .....                                                                             | 249 |
| A) Refus de contrôler jusqu'à la fin du XIX <sup>e</sup> siècle .....                                                       | 249 |
| B) Le revirement de la Chambre civile. Sa technique de contrôle .....                                                       | 250 |
| 75. La jurisprudence de la Chambre criminelle ....                                                                          | 256 |
| § IV. <i>Nature et portée du contrôle de fond de la Cour de cassation en matière de causalité.</i>                          |     |
| 76. La Cour de cassation exerce un contrôle de qualification .....                                                          | 257 |

| N <sup>os</sup>                                          | PAGES |
|----------------------------------------------------------|-------|
| 77. Les limitations qui restreignent ce contrôle . . . . | 261   |
| 78. Appréciation . . . . .                               | 263   |

## SECTION II

La distinction du préjudice direct et du préjudice indirect  
dans la jurisprudence française

|                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------|-----|
| 79. Vue générale de l'interprétation de la jurisprudence . . . . . | 264 |
|--------------------------------------------------------------------|-----|

§ I. *Les solutions de la jurisprudence et l'équivalence des conditions.*

|                                                                                     |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 80. Exemples d'application du critère de la condition <i>sine qua non</i> . . . . . | 268 |
| 81. La pratique judiciaire ne paraît pas acquise à ce critère . . . . .             | 277 |

§ II. *Persistance dans la jurisprudence de l'idée de choix entre les conditions.*

|                        |     |
|------------------------|-----|
| 82. Division . . . . . | 287 |
|------------------------|-----|

Article 1. — *L'idée de choix entre les conditions dans les formules et les solutions de la jurisprudence.*

|                                                      |     |
|------------------------------------------------------|-----|
| 83. La notion d'un degré dans la causalité . . . . . | 288 |
| 84. Effort de choix entre les conditions . . . . .   | 292 |

Article 2. — *La jurisprudence et le système de la causalité adéquate.*

|                                                                                                      |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 85. On ne peut expliquer la jurisprudence par la théorie de la causalité adéquate . . . . .          | 303 |
| 86. La preuve du rapport causal et les notions de possibilité et de probabilité du dommage . . . . . | 307 |



## CONCLUSION

|                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------|-----|
| 87. Réflexions d'ensemble sur les recherches entreprises ..... | 323 |
| BIBLIOGRAPHIE .....                                            | 339 |
| TABLE DES MATIÈRES .....                                       | 349 |









